

L'Influence de la Stabilisation Monétaire sur les Contrats

EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue
le MERCREDI 11 MARS 1931, à 14 heures

PAR

SONIA KELSONAITE

M. CAPITANT, *Président*
MM. RIST
ROUAST } *Suffragants*

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES — PIERRE BOSSUET
47. RUE DE LA GAITÉ — PARIS — 14^e

1931

**L'Influence de la Stabilisation
Monétaire sur les Contrats**

EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

L'Influence de la Stabilisation Monétaire sur les Contrats

EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue
le MERCREDI 11 MARS 1931, à 14 heures

PAR

SONIA KELSONAITE

M. CAPITANT, *Président*
MM. RIST {
 ROUAST { *Suffragants*

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES — PIERRE BOSSUET
47. RUE DE LA GAITÉ — PARIS — 14^e

1931

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A LA MEMOIRE DE MON CHER PERE ET DE MON FRERE

Victimes de la Guerre

A MA CHERE MAMAN

A MES FRERES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552214_0055

AVANT-PROPOS

Ayant vécu dans un pays qui fut occupé par les troupes allemandes pendant la guerre, nous avons été le témoin de ruines, de deuils et de troubles économiques qui surgirent durant cette période troublée.

Notre jeune âge, à cette époque, ne nous permettait pas de nous rendre compte des phénomènes, en présence desquels nous nous trouvions.

Parvenue à la maturité, nous nous sommes proposé de faire une étude approfondie des causes qui contribuèrent à une dépréciation si grave de la monnaie et de ses conséquences (chômage, faillite, déplacement de fortune) menaçant aujourd'hui encore la Paix.

Ce problème appartient à tous les temps, mais ce sont surtout les événements de la dernière guerre qui lui ont donné une importance que nul ne saurait méconnaître.

Une introduction nous a paru nécessaire. Nous exposerons dans le chapitre premier, quelques notions préliminaires et générales sur la Monnaie, l'objet de l'obligation et le rôle de l'Etat en matière monétaire.

Dans la première partie, nous nous livrerons à une étude économique sur la dépréciation de la monnaie en Allemagne

et dans notre pays natal, la Lithuanie. Ce dernier, a, en effet maintenu la monnaie allemande introduite lors de l'occupation, jusqu'en 1922.

Dans la deuxième partie, nous examinerons la question de la revalorisation en droit allemand, étant donné que, par suite de son énorme dépréciation monétaire, l'Allemagne nous a fourni un exemple du bouleversement formidable qu'une monnaie dépréciée peut avoir dans le domaine du droit.

Nous analyserons ensuite la doctrine et la jurisprudence française en matière de la clause-or, qui reflètent un mouvement analogue à celui de l'Allemagne sur le problème de la revalorisation, de même que les effets de la loi du 28 juin 1928 sur les divers contrats.

INTRODUCTION

Notions générales sur les Monnaies Leur affaiblissement ou dépréciation

I. — THEORIES MONETAIRES ET MECANISME DE LA DEPRECIATION DU BILLET DE BANQUE

A l'origine, le commerce se faisait par troc.

Actuellement encore, chez certaines peuplades appelées Barbares, on procède aux échanges par troc direct. D'abord, on a pris, comme monnaie, diverses marchandises, que l'on savait nécessaires à tout le monde. Trois difficultés rendent cette manière d'échange embarrassante :

1° La nécessité de transporter toutes les marchandises sur le marché ;

2° L'incertitude de la valeur des choses échangées, portent de la soule à payer, au cas où les valeurs ne seraient pas égales ;

3° La difficulté de trouver précisément en échange d'une marchandise, celle que l'on désire.

On se servait de fer, de cuivre, puis quand ces métaux devinrent trop abondants, et qu'on trouva l'or et l'argent, on utilisa ces deux métaux.

L'avantage de ces matières précieuses est considérable :

1° Elles ont une grande valeur sous un petit volume ;

2° Elles ne sont pas produites si aisément que les matières plus communes. Leur valeur est donc relativement fixe ; elles se conservent sans exiger de soin pendant très longtemps. Pour rendre leur usage plus commode (éviter l'essai, la pesée) la puissance publique, par une marque apposée, leur donne une valeur déterminée.

C'est alors la monnaie.

Aux métaux précieux vont s'adjoindre comme instruments monétaires les billets de banque, le papier monnaie, les instruments de crédit. On sait comment on a pu se passer pour les paiements de toute monnaie, comment dans les Chambres de Compensation, des milliards d'échange sont restés par un simple jeu d'écritures, par simples virements. On revient au troc ancien. La monnaie n'a pas amené entre les hommes une nouvelle manière de contracter. Il n'y a jamais que des échanges.

Sur le fondement de la valeur de la monnaie les opinions sont divergentes.

Certains économistes considèrent toujours la monnaie métallique comme marchandise et la valeur de la monnaie dépend toujours de sa valeur comme marchandise. Si ce métal a tantôt une valeur moindre, tantôt une valeur supérieure, c'est que, par application de la loi de l'offre et de la demande, sa valeur comme marchandise diminue ou augmente.

Etant donné qu'en dehors de la monnaie métallique existent le billet de banque et le papier, ils considèrent le billet de

banque comme un substitut d'or, parce que la Banque est obligée de le convertir en espèces, tandis que la valeur du papier monnaie, c'est *l'espoir du rétablissement* de sa convertibilité en espèces. Les variations de la valeur du papier monnaie se font suivant les variations de cet espoir. D'après cette théorie, la valeur du mark avant 1924 s'approchait de 0, parce que l'espoir cédaît la place au désespoir complet.

Une deuxième théorie, est la théorie légaliste de Knapp qui fait dépendre la valeur de la monnaie de son empreinte par les pouvoirs publics. D'après Knapp l'unité monétaire vaut en raison de cette empreinte par les pouvoirs publics qui oblige les particuliers à recevoir cette monnaie.

La troisième théorie fait dépendre la valeur de la monnaie de son pouvoir d'achat. Aftalion considère que cette théorie est plus exacte que les autres. On tient plus ou moins à la monnaie en raison du pouvoir d'achat qu'elle constitue et l'importance que nous attachons à la monnaie dépend de son pouvoir d'acquisition, importance plus ou moins grande, suivant que son pouvoir d'achat est plus ou moins considérable. C'est du papier monnaie surtout que l'on peut dire *qu'il est essentiellement pouvoir d'achat*. Considérons la situation de l'Allemagne pendant la guerre : nous voyons que, même quand la valeur du mark est tombée à environ un millième de sa valeur d'autrefois, alors qu'il semble que l'espoir de conversion n'existe plus, quand il faut, à la fin de l'année 1923, mille milliards de mark pour acheter autant qu'un mark d'avant guerre, on continue à désirer des marks, parce qu'on sait qu'avec des marks même dépréciés, on peut encore acheter sur le marché des changes.

Dans le courant de la vie ordinaire, peu de gens se demandent quel est le fondement de la valeur de la monnaie. S'ils désirent de la monnaie, c'est parce qu'elle est une marchandise, ou parce que l'Etat y a mis son empreinte ou parce

qu'elle a un pouvoir d'acquisition. Au contraire, journellement, on s'inquiète des variations de valeurs de la monnaie. Dans ces dernières années ces variations sont devenues particulièrement angoissantes. Elles constituent le problème positif le plus important.

Pour mesurer ces variations de la monnaie on se sert de nombres indices . Au fond, sauf certaines réserves, les variations de la valeur de la monnaie et les variations générales des prix constituent le même problème : baisse de la valeur de la monnaie, hausse des prix des marchandises. Lorsque l'on dit que baisse la valeur de la monnaie, cela signifie que monte le niveau général des prix.

Pour connaître d'une façon complète les variations de la valeur de la monnaie, il faudrait connaître le mouvement des prix de toutes les espèces de marchandises : prix de gros, prix de détail, prix des marchandises de service, etc... Mais ce serait étendre tellement le problème, qu'il deviendrait insaisissable. On a simplifié en choisissant les prix de certaines marchandises seulement et en les utilisant d'une façon qui permet de suivre aisément les variations générales des prix. On facilite les choses en calculant les variations relatives des prix par rapport à une certaine année qu'on prend pour base, et on cherche pour chaque mois le pourcentage des prix par rapport à l'année de base.

Dans la façon d'établir les indices, il y a beaucoup de divergences ; cependant, en fait, elles coïncident à peu près.

Pour étudier les variations de la monnaie on prend de préférence les indices des prix en gros qui présentent cet avantage sur les indices des prix de détail de se référer à un plus grand nombre de transactions.

Qu'est-ce que le billet de banque ?

Georges Valois considère que le billet de banque est le prix des marchandises mises en circulation et chiffrées avec les unités monétaires dont l'étalon se trouve dans les caves de la banque. Cette circulation du papier est un des moyens les plus commodes pour les échanges. Mais lorsqu'elle se fait sans circulation métallique parallèle, elle présente cet inconvénient qu'elle permet des altérations de monnaie beaucoup plus subtiles et beaucoup plus dangereuses que celles que l'on a tant reprochées à quelques rois de France. Il suffit de provoquer la mise en circulation de billets de banque qui ne représentent pas des marchandises pour fausser l'appareil délicat de la circulation monétaire. C'est alors que l'on rentre dans l'instabilité monétaire, cause permanente de troubles économiques.

Le billet de banque n'est rien autre qu'une partie d'effet de commerce, sur lequel la Banque substitue sa signature connue de tous à celle du débiteur connue seulement de quelques personnes. Le billet de banque entre dans la circulation par le mécanisme de l'escompte, par lequel les créanciers substituent à leurs effets de commerce les billets de banque.

Le billet de banque sort de la banque par d'autres moyens que l'escompte, par exemple par les avances consenties par les banques aux industriels et commerçants sur la valeur de leur stocks de matières premières et de produits de magasins mais, dans ce cas, il est encore la représentation des marchandises existantes chez les producteurs et les marchands. L'opération est la même : seulement, au lieu de se faire entre deux personnes, le producteur et le banquier, elle se fait entre trois personnes le vendeur, l'acheteur et le banquier.

Enfin, le billet de banque sort de la banque par un procédé

plus simple : les déposants remettent à la Banque des espèces d'or et d'argent et font des retraits en billets.

Dans tous les cas, le billet de banque mis en circulation est une représentation de marchandises et de biens meubles et immeubles. Sa contre partie, ce n'est pas l'encaisse métallique qui n'est que la garantie de la fonction exercée par la banque, ce sont les biens et produits des citoyens d'une nation qui se trouvent engagés dans les opérations bancaires indiquées plus haut. En supposant qu'une partie considérable de marchandises soit détruite par une catastrophe, les industriels et les commerçants qui ont donné du papier de commerce à la banque seront nécessairement défaillants, puisqu'ils ne pourront faire rentrer dans leur caisse pour la vente de leurs produits, les billets de banque sortis de la Banque par l'escompte, ces mêmes billets qu'ils devraient rendre au jour de l'échéance. Dans ce cas, c'est la banque qui a donné sa signature qui doit se substituer à eux, et c'est elle qui donnera, non les marchandises qu'ils avaient et qui ont été détruites, mais les marchandises monnaie qu'elle possède dans ses caisses. C'est là un des rôles de l'encaisse métallique possédée par la banque.

Par quelles voies peut donc se produire la dépréciation de la monnaie ?

1° La création de faux effets de commerce.

2° L'inflation fiduciaire.

A. — La quantité de billets en circulation représente une quantité de marchandises déterminée que nous chiffrerons par 100. Si on y ajoute des billets ne représentant rien, et se chiffrant fictivement en marchandises par 10, les billets sains baisseront automatiquement de 10 %. En fait, ce jeu, qu'on appelle « cavalerie » ne fausse pas la circulation dans cette proportion parce que la plupart du temps, il est utilisé par des industriels ou des commerçants momentanément gênés qui font sortir les marchandises avant les échéances de leurs trai-

tes artificielles. Mais un développement de ce système, auquel on a tendance à recourir dans les crises, bouleverserait tout le mécanisme de la circulation et entraînerait une dépréciation du billet de banque.

B. — *L'inflation fiduciaire.* — Si, par suite d'une augmentation des prix ou d'une augmentation considérable de la production, le volume des transactions commerciales augmente dans une forte proportion, automatiquement le nombre réel des effets escomptés augmente et provoque la mise en circulation d'un nombre plus grand de billets de banque. Mais, dans ce cas, les billets continuant à être la représentation de marchandises solides, ne perdent pas un centime de leur valeur.

Au contraire, si l'Etat par suite de guerre ou de révolution manquant des ressources normales de l'impôt ou exceptionnelles de l'emprunt, demande à la Banque des billets pour ses besoins, l'inflation fiduciaire commence et, avec elle, la dépréciation. L'Etat, en effet, n'étant pas producteur ne peut donner comme garantie en marchandises ou en produits que le rendement des impôts qui lui sont payés par les producteurs ou les contribuables. Or, si le bilan de l'Etat est déficitaire, comme c'est le cas en période de guerre ou de révolution, la contre-partie en marchandises de ses emprunts à la Banque n'existe plus. La seule chose qu'il puisse donner c'est sa signature qui, dans l'espèce, vaut moins que celle de n'importe quel particulier ayant des marchandises en magasin. La seule chose qui compte dans ce cas là, c'est ce que la Banque possède, c'est-à-dire les stocks de métaux précieux monnayés ou non. Les billets que la Banque aura mis en circulation étant garantis par ses effets en portefeuille, et par les titres sur lesquels elle a consenti des avances, les billets qui seront demandés par l'Etat ne seront garantis que jusqu'à concurrence du stock métallique de la Banque. Cette limite dépassée, la dépréciation devient effective. Si, par exemple, la Banque

possède un stock d'or de cinq milliards, et que l'inflation fiduciaire fixée par l'Etat soit chiffrée par 10 milliards, ces 10 milliards de papier n'étant garantis que par 5 milliards or, l'unité monétaire sera théoriquement dépréciée de moitié et ainsi de suite. Pratiquement, la dépréciation sera moindre, parce que 10 milliards de billets tirés par l'Etat, entrant dans la circulation par les paiements des caisses publiques, se mélangeront aux billets sains en circulation, les déprécieront et la dépréciation au lieu de porter sur les seuls billets émis dans ces conditions portera sur l'ensemble des billets en circulation.

L'opération ne peut se faire qu'à l'abri du court forcé. c'est-à-dire que, d'une part, sous ce régime monétaire, les particuliers sont obligés de recevoir en paiement cette monnaie et que, d'autre part, la banque est dispensée de son remboursement en espèces.

La monnaie dépréciée étant mise sur le même pied légal que la monnaie non dépréciée a pour résultat de faire disparaître de la circulation la monnaie saine dont les producteurs connaissent la valeur comme marchandise. La dépréciation étant faite, la monnaie dépréciée circule seule, et tous les prix s'établissent par rapport à la valeur qu'elle possède, elle-même, par rapport à la monnaie saine. Naturellement, il peut y avoir une différence de prix de produits qui augmentent (raréfaction).

Il y a encore une autre voie de dépréciation qui se produit automatiquement par l'élévation nominale du prix du travail. L'augmentation des salaires, sans augmentation de production, ne fait changer que la valeur de la monnaie ; à l'intérieur, le change la marquera instantanément, car aucun pays étranger ne consentira à payer une chose plus qu'elle ne vaut.

Supposons qu'avant l'augmentation des salaires un sac de blé vaille 30 francs en France et 6 dollars en Amérique. Le sac s'échangera toujours contre un sac, mais 30 francs ne

s'échangeront plus que contre 3 dollars. Rien de changé si ce n'est la valeur de la monnaie. Mais les conséquences de ce changement sont immenses et ruineuses pour les pays à monnaie instable.

En prenant en considération qu'un grand nombre de règlements internationaux se font à terme et parfois à long terme, et, qu'entre temps, la monnaie peut se déprécier, l'étranger à monnaie saine et stable, qui donne la monnaie au pair de l'or, a le plus grand intérêt à faire baisser la monnaie du pays tant qu'il est débiteur et à la faire monter s'il devient créancier.

De là, les mouvements baroques et inexplicables du change.

Certains auteurs considèrent que l'affaiblissement des monnaies est un véritable impôt ou un emprunt forcé. Si c'est un impôt, comme l'effet naturel des impôts est de diminuer la richesse des nationaux, on peut supposer que l'affaiblissement de la monnaie va avoir pour conséquence un appauvrissement de tous les particuliers.

Cette supposition se confirme très facilement, si on considère que l'Etat n'affaiblit les finances que dans le temps où sa situation financière est très mauvaise. Or, quand un Etat a besoin d'argent, il ne peut s'en procurer que par emprunt ou par impôt. Si donc l'affaiblissement des monnaies lui procure des ressources — et il lui en procure au début — ce ne peut être que par le moyen d'une de ces deux choses : l'emprunt ou l'impôt.

Les effets de l'affaiblissement vont être considérables et funestes.

Les espèces vont être plus abondantes vis-à-vis des marchandises dont la quantité n'a pu augmenter : elles seront meilleur marché. Les prix hausseront, les marchands se dédommageront de la perte qu'ils font sur la monnaie en vendant plus cher. Etant donné cette augmentation des denrées, tous ceux qui vivent de leur travail ou de leur industrie se

feront payer plus cher leur salaire ou leurs honoraires. Mais il y a une classe qui va être très malheureuse, c'est celle qui ne tire son existence que des biens fictifs, c'est-à-dire des biens à l'usage desquels la loi attache une rémunération. Tous ceux qui ont des revenus exprimés en monnaie, tous ceux qui doivent recevoir une somme de monnaie, vont être *valablement* payés en nouvelle monnaie et contraints de la prendre pour sa valeur nominale qui est fausse. L'habitude de pratiquer le compte numéraire et les dispositions de la loi feront qu'ils n'exigeront pas de leurs débiteurs d'être payés sur le pied de la valeur réelle et qu'ils ne pourront pas l'exiger.

Enfin, pour le compte de la nation l'affaiblissement va produire une double conséquence : les richesses vont se déplacer et le commerce et l'industrie vont devenir incertains et difficiles, puisque la monnaie qui est la mesure de tout va varier. L'Etat qui gagnera d'abord, perdra ensuite dans la mesure même où les nationaux perdront, ne pouvant plus tirer d'eux des revenus.

II. — OBJET DE L'OBLIGATION

A. — *En quoi consiste le véritable objet d'une dette de somme d'argent ?*

Dans les dettes d'argent proprement dites, les parties intéressées ont toujours en vue une valeur parfaitement déterminée et le doute et la controverse ne peuvent s'élever que sur le point de savoir quelle est cette valeur.

Cette question doit être résolue d'après les règles sur les interprétations des actes juridiques.

Dans l'état normal du système monétaire, qui consiste dans

l'accord de divers cours, cette question ne présente pas d'intérêt pratique. De même, elle donnera difficilement prise au doute et à la controverse, si, dans l'intervalle, entre la naissance et l'extinction de la dette, il n'est pas intervenu de changement dans l'un de ces cours, soit dans plusieurs. Ce changement ne peut porter sur les dettes dont l'origine présente des variétés infinies, par conséquent sur des dettes nées d'un prêt, d'un achat, d'un louage, d'un testament ou d'un délit.

Mais, de tous ces cas, c'est celui du prêt qui est pour plusieurs motifs le plus intéressant ; d'abord, parce que c'est le plus souvent le rapport d'une dette créée pour une très longue durée, puis, aussi, parce que, dans le prêt, les règles générales du droit exigent qu'on prenne comme base la qualité de la substance, que le débiteur a reçue à l'origine, pour fixer la *qualité de celle qu'il doit rendre* ; en sorte qu'ici, la question suppose, au moins, une divergence possible, dans l'intention des parties contractantes et doit par conséquent se résoudre au *moyen de l'interprétation littérale des expressions employées dans le contrat*. L'interprétation, d'ailleurs, sera sans valeur et pourra facilement induire en *erreur dans d'autres cas* où il s'agira de savoir quel est le véritable objet d'une dette d'argent.

De quel cours pourrait-on tenir compte pour fixer la valeur d'une somme d'argent ?

Procédons à l'examen de chaque cours séparément.

Pour admettre le cours légal comme paiement d'une somme numérique contenue dans une dette d'argent, on a d'abord fait valoir ce motif que les auteurs étaient seuls en position, d'en fixer la valeur d'après leur propre appréciation. Mais ce motif perd de sa force, par cette considération que la véritable activité *du maître des monnaies* n'est qu'une activité créatrice en apparence car, en réalité, elle est une activité d'inter-
vention.

A côté de ce premier attribut, le maître des monnaies en a presque toujours un autre de beaucoup plus important, celui de législateur. Cette réunion de deux pouvoirs dans une seule personne, fait que la décision du maître des monnaies sur le cours légal de l'argent est en même temps obligatoire *comme loi*, pour tous les sujets de l'Etat et, spécialement, pour tout juge qui a une sentence à rendre sur une dette d'argent.

Quand la loi se prononce sur le paiement en espèces ayant cours légal, cela n'a pas, nécessairement, ce sens qu'elle enchaîne la volonté des habitants et fixe la décision des juges. La preuve que ce sens ne doit pas nécessairement ni par conséquence, être donné à la loi en général, ressort de ce fait que parmi les lois qui se prononcent sur le cours légal d'une espèce de monnaie, plusieurs expriment expressément, que les habitants *et les juges doivent s'y conformer*, tandis que d'autres spécifient le contraire, en sorte que les lois de ce genre sont également susceptibles de deux interprétations tout à fait opposées.

Donc, quand une loi qui se prononce sur le cours légal laisse ce point dans l'indétermination, nous ne sommes pas autorisés à l'interpréter dans ce sens que le juge soit par elle enchaîné, car nous introduirions arbitrairement dans la loi, une prescription d'une nature toute positive.

D'un autre côté, on ne peut pas nier qu'il soit impossible de publier des lois qui contiennent des dispositions aussi rigoureusement exactes, même quand on en publie très souvent.

De nombreux auteurs sont d'avis que lorsqu'il existe une prescription de ce genre (cours forcé) et qu'il n'y a pas de doute, le juge est obligé de l'appliquer, toutes dispositions légales devant être exécutées sans restriction, alors même que le juge les considérerait comme iniquitables.

La question que nous discutons ici, est de savoir si on doit prendre la valeur nominale comme véritable objet d'une

dette d'argent et si l'on doit conseiller au législateur de traiter la valeur nominale comme il le fait en présence du cours forcé.

En l'absence d'une loi, sur le cours forcé, la nature seule de la monnaie doit-elle faire considérer la valeur nominale comme véritable objet d'une dette d'argent ? Si le juge devait se guider d'après cette idée, le résultat pratique serait, en définitive, absolument le même, que dans le cas où il existe un cours forcé légal.

THÉORIE DE SAVIGNY

Nous considérons, en nous ralliant à la doctrine de Savigny, que ces deux questions doivent recevoir une réponse négative, parce que la valeur nominale ne constitue pas le véritable objet d'une dette d'argent.

Les arguments qu'on peut invoquer en faveur de la thèse de Savigny, qui hésite beaucoup à traiter la valeur nominale comme l'objet des dettes d'argent et surtout à lui attribuer légalement un cours forcé sont que :

1° Le pouvoir de l'Etat et du législateur se limite à leur propre Etat. Les dispositions qu'ils pourraient prendre en contradiction avec l'opinion n'auraient aucune importance au delà des frontières. Elles entraveraient et troubleraient les relations réciproques entre ce pays et les pays étrangers au grand détriment des deux Etats ;

2° Quant à l'influence du cours forcé sur le pays lui-même on pourrait vouloir la justifier par cette considération que tout le monde sans exception a besoin et se sert de monnaie, de sorte que cette situation artificielle et forcée du système monétaire, atteint également la généralité et qu'il semble par là, que le préjudice qu'elle peut causer est compensé pour chaque particulier.

Mais cette supposition repose sur une pure illusion car, en fait, la puissance du législateur dans les questions de monnaie est très restreinte, même dans son propre pays, en ce sens que la plupart des *relations de la vie échappent inévitablement* à cette puissance.

En supposant donc que l'on attribue à un nouveau papier monnaie une valeur double de celle que l'opinion publique lui reconnaît, cette décision n'aurait d'autre conséquence que de faire monter le prix de toutes les marchandises, ainsi que le salaire du travail au double du prix qui existe jusqu'alors.

Ce résultat, il n'est pas possible de le prévenir car tout propriétaire a droit de refuser nettement de vendre à un acheteur qui ne veut pas souscrire à ses conditions. Il ne reste de la sorte qu'un seul rapport de droit, sur lequel le législateur puisse effectivement exercer son empire, c'est le paiement des dettes antérieurement contractées. Car le créancier a besoin du secours du juge, mais le juge est obligé de reconnaître le cours forcé. Il faut donc que le créancier qui a acquis antérieurement une créance de cent francs se contente du paiement de 100 francs du nouveau papier monnaie, même si son pouvoir d'achat est inférieur à celui qui existait lors de la naissance de la dette.

La circonstance que cette loi exerce ses effets et pèse ainsi exclusivement sur le paiement des dettes d'argent plus anciennes, alors qu'elle laisse et est forcée de laisser *subsister intacts* tous les autres *rapports ordinaires de la vie* démontre, évidemment la *rigueur et l'iniquité d'une loi de cette nature*.

A cette considération vient s'en ajouter une autre.

L'Etat, en cherchant à relever par la loi le papier monnaie dont le cours se déprécie, n'a pas l'intention d'enrichir une classe de sujets aux dépens de l'autre (conséquence inévitable mais inique dont il vient d'être parlé), mais il a un but tout différent, c'est de couvrir, au moyen de retenues, une partie

de ses propres dépenses en intérêts, appointements et pensions.

Le bénéfice que cette opération procure à l'Etat, présente les caractères d'un impôt sur le revenu et il semble trouver sa justification dans le droit qu'a l'Etat d'exiger les impôts. Mais l'Etat n'a nullement ce droit vis-à-vis des créanciers étrangers ; en outre, *il est interdit*, même dans le pays, de frapper d'un impôt sur le revenu exclusivement les capitalistes, les fonctionnaires et les pensionnés, alors que les autres classes n'en sont pas atteintes.

Enfin, il ne faut pas oublier l'effet moral d'une loi de ce genre qui entraîne inévitablement à sa suite une perturbation générale dans le sentiment de la justice.

Quand l'Etat intervient pour démonétiser ou mettre hors de cours une certaine espèce de monnaie, il se produit ce résultat, que cette espèce retirée ne présente pas les caractères de la monnaie et par conséquent ne peut plus servir à un débiteur pour lui permettre de s'acquitter, alors que l'Etat lui, garde l'autorité qu'il lui avait prêtée jusque là et le place dans les mêmes conditions que s'il n'avait pas fait cette démonétisation. Cette décision ne peut guère se prendre que dans des cas urgents. Evidemment, elle pourra causer un grave préjudice au propriétaire actuel de cette monnaie ; aussi, faudra-t-il toujours, à son égard, prendre certaines mesures d'équité. Ainsi, l'Etat devra, selon les circonstances, s'imposer le sacrifice de changer la monnaie d'après la valeur nominale, pour pouvoir la fondre. Mais dans les rapports des particuliers entre eux, l'argent démonétisé cesse absolument d'être de la monnaie.

L'existence, en dehors de la monnaie métallique du papier monnaie, ne permet pas de relever la valeur métallique au véritable objet de la dette d'argent. Ce principe étant, il est évident qu'il est exclusif et insuffisant pour régir l'état actuel

du système monétaire dans son ensemble. Il en résulte qu'on est obligé de chercher un principe d'une nature assez générale pour pouvoir l'appliquer également à toutes espèces de monnaie.

Il ne faudrait pas croire qu'il soit possible d'éviter les difficultés que nous signalons ici, en traitant les deux espèces principales de monnaie comme deux objets indépendants l'un de l'autre et dont chacun devrait être assujetti à des règles particulières. Car un cas se présente très fréquemment et qui est d'une importance toute particulière, c'est précisément celui où une dette de métal doit être payée en papier monnaie, ou à l'inverse. On ne peut évidemment régler ces cas qu'au moyen d'une règle commune qui domine également la monnaie de métal et le papier monnaie.

Il existe encore un autre motif qui fait hésiter à élever la valeur métallique à la hauteur d'une règle générale de droit. C'est, que cette valeur n'est à proprement parler *applicable* qu'au prêt et ne l'est pas à toutes les obligations. Pour le prêt on peut dire avec quelque apparence de raison, que le débiteur doit rendre le même poids d'or ou d'argent que celui que le prêt lui avait procuré. Dans les autres obligations par exemple, celle de *vente*, *il n'y a aucun fait antérieur, auquel on puisse rattacher le maintien de la valeur métallique* pour en faire l'objet de l'obligation de l'acheteur, à moins, toutefois, que celui-ci n'ait promis le paiement d'un certain nombre de pièces de monnaie déterminé. Mais dans un cas de ce genre, il n'y a plus une dette d'argent pure et simple, il faut, au contraire, appliquer une règle toute différente. Les conséquences de l'erreur qui peut résulter du fait de mesurer le contenu d'une dette de somme d'argent d'après la valeur métallique se restreignent, au point de vue pratique, dans des limites assez étroites, tandis qu'une erreur analogue, quand on mesure la valeur nominale, peut produire des résultats dont il n'est

pas en quelque sorte possible de calculer la portée. Aussi, la première de ces erreurs peut-elle constituer moins de danger que la seconde.

Le caractère général de la monnaie procure à son propriétaire une puissance qui lui permet de se procurer toutes les richesses, car cette puissance se fonde sur ce fait que la monnaie est appréciée et acceptée par tout le monde. C'est cette appréciation générale qui fait que quelque chose, *qui sans elle*, ne serait pas une monnaie en devient une, mais c'est encore elle qui fixe dans quelle *mesure ce quelque chose devient monnaie* et, par conséquent, à quel taux doit s'élever la valeur qu'on lui attribue. C'est précisément cela qui constitue la nature de la valeur courante. Ainsi la valeur courante, en tant que véritable mesure pour déterminer le montant d'une dette d'argent, est une conséquence immédiate découlant de la nature générale de la monnaie.

Ces principes sont en complète contradiction avec la prétention qui consiste à prendre soit la valeur nominale soit la valeur métallique pour base, quand il s'agit de fixer le montant d'une dette d'argent et, en même temps, il montre clairement qu'il n'est pas possible de faire valoir contre le choix de la valeur courante les raisons de doute, particulièrement celles que l'on a fait valoir contre la valeur nominale et la valeur métallique. Spécialement, dans le jugement à intervenir sur une dette d'argent la *valeur courante sera susceptible* d'être aussi bien appliquée bien que la dette ait pris naissance primitivement à la suite d'un prêt contracté en monnaie du pays ou en monnaie étrangère.

La règle que nous venons de poser n'a besoin d'être précisée plus exactement que pour le cas où la valeur courante pourrait être différente selon les lieux, en ce sens qu'il faut ajouter quel est le lieu que l'on doit prendre *pour mesurer le cours*. Si l'obligation a pris naissance à la suite de la tradi-

tion d'une somme d'argent comme dans le prêt, il faut décider, en règle générale, que c'est le lieu de la tradition qui fixe le cours, parce que c'est en cet endroit que le débiteur a obtenu la somme de jouissance que l'argent qu'il a reçu est susceptible de lui procurer. Si l'obligation résulte de la simple volonté des parties, comme dans le contrat de vente par exemple, il faut, d'après les règles de l'interprétation, fixer le lieu en se référant à la somme promise par l'acheteur au cours qui peut avoir été dans l'intention des parties. Cette question devient, du reste, dans l'application, de moins en moins importante, à mesure que les valeurs courantes se nivellement malgré les différences de lieux et de pays.

La règle commune, c'est dans tous les cas, en supposant que l'étalon monétaire soit or, que le remboursement doit procurer au créancier autant d'or pur, qu'il en avait donné à l'origine au débiteur au moment du contrat.

Pour apprécier comment le paiement doit avoir lieu nous avons surtout à nous occuper de l'interprétation des actes juridiques, par conséquent nous devons rechercher quel a été effectivement le véritable but des parties intéressées.

Bien qu'il y ait peu de personnes qui, dans les conclusions de contrat ou les affaires d'argent, se fassent une idée parfaitement claire de la différence entre les diverses valeurs, si on la leur fait connaître et si on leur en démontre les conséquences, elles se décideront presque toujours pour la valeur courante.

Donc, l'intention des parties dans les obligations qui ont pour objet la dette d'argent doit être considérée comme celle de soumettre la décision à la règle de la valeur courante ; sauf dans des cas rares, on aperçoit chez des parties des intentions contraires. Alors il leur est permis de consigner cette intention dans une *convention spéciale, qui doit recevoir certainement son exécution.*

La valeur courante doit être déterminée d'après la volonté vraie des parties, en ce sens qu'il faut prendre pour base comme terme invariable de comparaison, la valeur du métal précieux et non pas une autre, comme du blé ou du travail.

Savigny donne comme preuve qu'il faut ainsi interpréter l'intention des parties :

1° Dans une affaire, d'argent, chacun pense certainement à de l'argent, considérée comme monnaie et seulement comme tel, c'est-à-dire comme le métal précieux formant la base du système monétaire ;

2° Lors de la conclusion d'affaires relatives à de l'argent considéré comme monnaie, on aura toujours en vue un dénouement qui devra se produire à une époque si rapprochée qu'il peut à peine être question d'un changement sensible dans le prix des métaux précieux.

On pourra objecter à cette théorie qu'il arrive quelquefois, assez rarement, qu'un prêt ne doit être remboursé qu'après un très long espace de temps. Dans ce long intervalle des changements considérables peuvent se produire dans les prix des métaux précieux, de sorte que le créancier peut recouvrer au jour du *remboursement* une puissance inférieure au point de vue de la *richesse* à celle qu'il avait à l'origine procurée au débiteur en lui consentant un prêt d'argent.

Mais cette modification ne s'est certainement opérée qu'avec une gradation bien marquée et, pour un peu d'attention prêtée au développement que prenaient les rapports d'argent, le créancier aurait pu notifier sa demande en remboursement de créance (M. Savigny veut sans doute faire allusion à certains prêts à long terme dont le créancier peut exiger le remboursement en notifiant à l'avance son intention au débiteur.

On rencontre très fréquemment des opérations juridiques dans lesquelles on indique comme objet de la dette non pas une somme d'argent avec la désignation usuelle en francs ou

en pesetas mais une espèce de monnaie déterminée par exemple cent francs en pièces de 10 francs. Ici, il s'agit d'abord d'interpréter la convention, par conséquent de savoir quelle a été l'intention véritable des parties. Souvent elles n'ont d'au-delà la monnaie ou d'exclure les espèces de monnaie *de bas aloi* ou d'une valeur douteuse comme, par exemple, du papier monnaie. Mais si c'est bien, en réalité, cette espèce de monnaie spécialement indiquée, qui a été la pensée des parties, alors le débiteur est strictement obligé de la fournir.

Il peut y avoir plusieurs espèces de monnaie du même nom. Ainsi quand une promesse porte 100 francs, on peut aussi bien penser à 100 francs suisses, qu'à 100 francs français. Quand, dans une contrée, c'est une espèce de francs qui est exclusivement ou spécialement en usage, la convention doit s'entendre avec elle. Si les deux espèces circulent sur un pied égal, on doit regarder la dette comme une dette de genre. Alors le débiteur a le choix entre les deux, il peut même prendre la plus mauvaise.

Mais, si l'espèce de monnaie indiquée, dans l'opération juridique a disparu du commerce et, par conséquent, ne peut plus être fournie, il n'y a pas d'autres moyens que de se baser sur la valeur courante qu'a eu cette espèce au moment de la conclusion de l'affaire. S'il n'est plus possible de découvrir cette valeur courante à cause du long intervalle qui s'est écoulé, il faut prendre pour base la valeur métallique de l'espèce de monnaie qui a disparu ; celle-ci, en effet, ne doit certainement pas s'éloigner beaucoup ou même peut ne pas s'éloigner du tout de la valeur courante.

L'époque récente nous a fourni l'exemple d'une monnaie qui a disparu complètement du commerce : ce sont les roubles russes Romanoff, argent de Duma, et argent de Kerensky. Le rouble d'avant guerre était le rouble or. Le système monétaire russe était basé sur le rouble or. L'unité monétaire russe

et le rouble comprenaient 17,424 doli d'or pur. A côté de l'or circulaient avec le même caractère d'instrument légal de paiement les billets de banque, émis par les Banques de l'Etat : les billets étaient essentiellement échangeables contre de l'or. Depuis la Révolution, ils ont reçu le nom de « roubles Romanoff ». La guerre a apporté l'inflation des billets de crédit et le cours forcé (Loi du 24 juillet 1914). L'inflation marchait à pas rapides. Au début de l'année 1917 le rouble ne valait plus que 50 copeks.

La Révolution a créé de nouveaux signes monétaires à côté des billets de banque qui ont reçu la dénomination d'argent de la Douma (Doumskija) et d'argent de Kerensky. L'inflation continuait à pas de géant et la dépréciation avec elle.

La Révolution soviétique tout en conservant au début les anciens signes monétaires en a ajouté de nouveaux (décrets du 15 mai 1919, rouble du modèle de 1919, du 26 novembre 1921, du 16 juin 1921. Tous ces signes monétaires, au point de vue légal, avaient la même valeur que les roubles Romanoff et les roubles Kerensky étaient comme ceux-ci les instruments légaux de paiement. La situation de fait était différente, on payait jusqu'à 50 roubles soviétiques pour un rouble Romanoff.

La dépréciation du rouble a reçu sa première consécration législative à la fin de l'année 1921. Un nouvel instrument légal de paiement fut créé le 3 novembre de cette année. Le rouble du modèle de 1922 valait 10.000 roubles du modèle antérieur. Nouvelle dépréciation législative à la fin de l'année 1922, Le 11 novembre 1922, fut créé le rouble modèle 1923 valant 100 roubles du modèle 1922, ou un million de roubles des modèles antérieurs. En même temps, les signes monétaires peu à peu émis sous le gouvernement provisoire de Kerensky, et même par les Soviets, le 3 novembre 1921, furent annulés définitivement. Mais, si de cette façon l'instrument légal de paiement

était représenté par le rouble papier, la notion du rouble-or ou du rouble d'avant-guerre, n'a pas été perdue. Ce rouble ne cesse pas de figurer dans les actes législatifs comme mesure de valeur. Ainsi, les taux et impôts furent décomptés en roubles d'avant-guerre ; on les payait en roubles soviétiques sur la base du cours du rouble d'avant-guerre publié par le Commissariat des Finances (Décret du 5 janvier 1922). Le taux des salaires était également fixé en roubles d'avant-guerre (Décret du 3 avril 1922). Ce rouble restait la vraie mesure des valeurs, le rouble papier ne conservant que le caractère de mesure légale de paiement.

Dans l'année 1922 le Gouvernement Soviétique a fait des efforts pour rétablir le système monétaire basé sur l'or. La réforme définitive date de 1924. Le 5 février, furent créés les billets du Trésor de 1, 3 et 5 roubles or. Les roubles du modèle 1923 furent annulés à partir du 31 mai 1924. Jusqu'à cette époque ils pouvaient être échangés contre de nouveaux roubles-or en proportion de 50.000 roubles modèle 1923 = rouble-or.

Après cette date les roubles or deviennent les seuls instruments légaux de paiement. Le système monétaire basé sur l'or était rétabli.

Les anciens signes monétaires y compris les roubles Romanoff et les roubles Kerensky cessèrent d'exercer le rôle d'instrument légal depuis les dates ci-dessus indiquées. Ils ne sont pas dépréciés mais n'existent pas légalement.

Seul le rouble or est actuellement l'instrument légal de paiement en Russie.

Au point de vue économique le rouble or soviétique équivaut au rouble d'avant-guerre.

La Banque d'Etat a déclaré, le 7 février 1924, qu'elle acceptera dans tous les paiements les roubles or sur la base 1 Tcherwonet = 10 roubles or. Mais, juridiquement, aucun lien de

droit, aucun ordre de succession, n'existent entre l'ancien rouble or, le rouble d'avant-guerre et le rouble soviétique.

Par suite de l'exode des réfugiés russes, les cas sont fréquents dans lesquels les tribunaux français ont eu à se prononcer sur les obligations contractées en Russie, libellées en roubles et payables en Russie.

Il a été plusieurs fois décidé que lorsqu'une créance payable en Russie a pour objet des roubles de l'ancien régime et qu'au moment où elle devient exigible ces roubles ne représentent plus aucune valeur par suite de la législation soviétique, la demande en paiement formée par le créancier doit être déclarée non recevable faute d'intérêt (C. de Paris 1^{re} Chambre 18 février 1927 *R. Gaz. des Tribunaux* 1927 2 259) 17 juin 1927 (*Ibid.* 1928. 2. 10) 26 novembre 1927 (*Ibid.* 1928 2. 20) Trib. Civ. Seine-et-Marne 25 novembre 1926 (*Dalloz heb.* 1927 p. 62). Trib. Civ. de la Seine (1^{re} Chambre 15 janvier 1929) *R. Gaz. des Tribunaux* 1929 2^{me} Sem. 310 ; pourtant en sens contraire la Cour de Paris 28 novembre 1927 (*Clunet*).

« Est irrecevable par défaut d'intérêt l'action intentée par le créancier d'une certaine somme libellée en une monnaie étrangère (en l'espèce des roubles papier) lorsque cette somme, en raison de sa démonstration ou de son existence, soit au lieu de paiement, soit au lieu de la mise en demeure, se trouve réduite au néant. Cette action bien qu'elle soit fondée dans sa cause demeure sans intérêt, ne pouvant aboutir pratiquement à aucun versement.

« Attendu que la monnaie du contrat doit être aussi la monnaie du paiement, que la monnaie étant une marchandise, le débiteur ne peut être obligé de substituer une monnaie à une autre le jour du paiement », déclare le tribunal.

Le débiteur s'est engagé à payer des roubles on ne peut normalement lui imposer une charge différente, à savoir les paiements en francs (Jug. tri. civ. Seine 11 décembre 1924).

La même solution fut maintenue en l'espèce suivante :

Il s'agissait en l'espèce d'un contrat passé entre Khorosch et la Société d'Assurance Rossia, le 19 janvier 1917, devant un notaire de Pétrograd, suivant lequel la Société a promis de vendre à Khorosch moyennant le prix de 1.200.000 roubles, un immeuble situé à Pétrograd. Il a été stipulé dans la dite promesse que l'acte de vente serait passé au plus tard un an après la ratification du traité de paix qui devait mettre fin à la guerre en cours.

Cette convention portait une clause d'inexécution en cas pénal de contrat constituant en paiement le double de la somme reçue par la Compagnie d'Assurance et la perte des arrhes par Khorosch en cas de refus d'acheter.

Par suite de la confiscation des biens, le contrat n'a pu être exécuté et Khorosch a réclamé le remboursement de la somme d'abord en roubles or, ensuite en francs au cours du jour d'exigibilité, c'est-à-dire avant la confiscation, soit la somme de 150.000 francs au cours de 75 centimes.

Le Tribunal a déclaré que la Société Rossia ne pouvait être condamnée qu'au remboursement en roubles de l'ancien régime ou au nombre de francs nécessaire pour se procurer matériellement les devises stipulées au contrat.

« Attendu que la promesse de vente a été faite en 1917, c'est-à-dire sous le régime du cours forcé, à une époque où la monnaie était dépréciée ; qu'il n'a nullement été spécifié que le versement des arrhes avait été effectué en roubles or, que s'agissant de roubles papier la Société se fut valablement libérée au moment de la réclamation par la remise de devises de cette nature pour leur montant nominal ou par le paiement en devises françaises d'une valeur équivalente, en égard au cours du change de la même date ; que le rouble papier ayant alors perdu toute valeur l'action de Khorosch est dépourvue

de tout intérêt et ne saurait en conséquence être accueillie. » (*Gaz. des Tr.* 26 avril 1930).

Beaucoup de réflexions sont soulevées aussi par l'affaire Bauchon c/Crédit Lyonnais dont la solution a été donnée par le Tribunal Civil de la Seine. Il s'agissait du dépôt possédé en 1917 par Bauchon à la Société du Crédit Lyonnais à Moscou comprenant des bons du Trésor pour la valeur de 550.000 roubles. En 1918 après diverses opérations, son compte présentait un solde créditeur à son profit de 535.000 roubles. Bauchon a soutenu plus spécialement que lorsque un débiteur a reçu, à titre de prêt, certaines sommes en une monnaie déterminée il est, en cas de dépréciation complète de cette monnaie, tenu de restituer à son créancier, dans la monnaie du pays où il est *assigné* une somme correspondante à la *quantité d'or fin*, que la monnaie dépréciée contenait au jour où l'obligation de payer est née, par rapport à la monnaie dans laquelle le paiement est réclamé. Etant donné que le rouble valait en 1917, 0,72 centimes français et, en 1918, 0,69 centimes, c'est une somme en francs français, qui représenterait la valeur de 535.000 roubles à 0,72 centimes et une de 175.000 roubles à 0,69 qui était réclamée au Crédit Lyonnais.

Le tribunal a déclaré en considérant qu'un remboursement éventuel en francs français n'a jamais été envisagé entre les parties, quand le Crédit Lyonnais a encaissé pour le compte de Bauchon les roubles, qui sont en litige, qu'il est donc inexact de prétendre que les roubles n'ont été qu'une monnaie de compte, qui, devenue sans valeur, est sans effet sur l'existence et la réalité de l'obligation ; que n'ayant reçu que des roubles de l'ancien régime le Crédit n'a, à restituer que la même monnaie. Un arrêt de la Cour d'appel de Paris (Clunet p. 1061), du 18 février 1926 a décidé, dans le même sens, en matière de prêt de consommation.

Or, contrairement aux attendus de cet arrêt, le débiteur

doit rendre les espèces ayant cours légal au jour de paiement et de même nature que celles qu'il a reçues. Il paraît impossible d'admettre que le débiteur se libère en remettant à son créancier un certain nombre de papier n'ayant aucune fonction d'argent.

Supposons un débiteur de roubles empruntés en 1917 assigné en France en 1924 ; il ne pourra, d'après nous, se libérer valablement en offrant de payer les roubles Romanoff annulés en 1922. En d'autres termes, quand une devise nationale, en l'espèce le rouble, est annulée, et ne peut plus être considérée dans son pays comme instrument de paiement, la prestation de cette monnaie n'est plus libératoire.

En se plaçant au jour de l'exigibilité de la créance, le créancier de roubles russes ne pourra prétendre le plus souvent qu'à peu de chose.

Si l'exigibilité de la créance se place entre 1921 et 1927 la créance sera réduite à 0.

Seulement, dans les cas où l'exigibilité se place à une date ultérieure au mois de février 1927 le débiteur ne pourra offrir les roubles annulés. Il n'est pas, d'autre part, obligé de délivrer de nouveaux roubles or, ces roubles or n'ayant aucun lien de droit ni avec le rouble d'avant-guerre ni avec le rouble papier. Une seule solution s'impose dans ce cas ; le débiteur devra destituer la valeur de ce qu'il a reçu ; c'est-à-dire que la conversion se fera non sur la base du cours de l'exigibilité, mais sur la base où l'argent a été touché.

Parmi les défenseurs de la valeur nominale comme base de toute dette d'argent dont le résultat pratique de cette opinion consiste dans le devoir pour le juge de prononcer de lui-même sur toute dette d'argent, un jugement semblable à celui qu'il serait contraint de rendre si la valeur nominale était protégée par une loi sur le cours forcé de l'argent valeur métallique.

Il faut citer :

Cujas. — Branchu (Ols de Cos 2°, 14. — Voet (Lib. 12 C I n° 24). — Averini (Intern. Lib. 3. C. 12). — Pfeiffer (Praktische Ausführungen T. I n° 7).

La principale raison pour laquelle les défenseurs de la valeur métallique ne veulent pas reconnaître la valeur nominale, c'est la confusion dans laquelle ils sont tombés.

Une espèce déterminée de monnaie peut se trouver dans un rapport variable avec le prix des marchandises et on ne peut pas prendre ce fait en considération dans une décision à rendre dans une dette d'argent parce que le prix variable de chaque marchandise est soumis à des événements tout particuliers et fortuits. La même espèce de monnaie se trouve dans un rapport (variable autant que possible) avec le prix de l'argent pur ; c'est dans ce rapport très différent que consiste la valeur courante pour chaque espèce de monnaie et c'est cette valeur qui constitue le principe véritable d'après lequel il faut payer les dettes d'argent.

Il y a lieu de pouvoir reprocher à ces défenseurs d'avoir passé *complètement sous silence* le papier monnaie pour lequel ils devraient aussi donner une règle quelconque, alors même que la règle qu'ils allèguent pour la monnaie de métal serait la véritable.

Seger (Opusculum n° 4). — Granrinaldi Calis (Oios Opere, T. VII). — Puchta (Pandikten, 1^{re} édit. 1838) Défenseurs de la valeur courante :

Hufeland (Nature juridique de la dette. Berlin, 1851). — Koch Forderungen (Droits de créance). — W. C. Mees (De vi mutatae monetae in solutionem pecuniae delitare).

III. — LE DROIT PRUSSIEN GENERAL

Le droit prussien général donne sur l'argent, des décisions différentes. Le Landrecht (Droit national général) renferme des principes généraux sur la manière de traiter les dettes d'argent. Il cherche donc à résoudre à sa manière cette question dont Savigny a essayé de donner la solution.

Pour comprendre les principes contenus dans le Landrecht, il est nécessaire d'avoir présent à l'esprit l'état dans lequel se trouvait le système monétaire prussien au moment de la rédaction en 1797. Les véritables relations monétaires reposaient sur la monnaie courante d'argent au titre de 14 thalers, monnaie qui depuis longtemps avait été frappée sous trois espèces de forme (thaler 1, 1/3 et 1/6 de thaler qui partout était très bien acceptée.

En plus, il y avait en circulation une monnaie d'or, très en vogue, la friedrichsdor, d'une valeur nominale de cinq thalers (le simple, le demi et le double). Il existait encore de la monnaie d'appoint, partie en cuivre, partie en billon, mais il n'y avait pas encore de papier monnaie. Ainsi en somme, l'état du système monétaire pouvait passer pour satisfaisant.

On ne voyait pas surgir de controverses bien nombreuses et la législation pouvait s'imprégner d'une espèce de caractère théorique, car la nécessité ne s'était pas encore fait sentir de venir au devant des *grandes difficultés et des grands abus pratiques*.

Le seul côté faible du système monétaire allemand était dans la monnaie d'appoint, non pas tant parce que la quantité

BORNEMANN : *Droit prussien* ; KNAPP : *Die statliche Theorie des Geldes*.

d'argent qu'elle renfermait était au-dessous de la valeur nominale que parce qu'on en avait émis dans des proportions démesurées, bien au delà des besoins véritables ; de sorte que l'on s'en servait dans le commerce intérieur en grande partie comme monnaie courante, même pour faire des paiements très considérables. Malgré cela, cet état défectueux ne s'était pas encore fait sentir comme un mal réel car on recevait sans difficulté cette monnaie dans le commerce pour sa valeur nominale. Aussi, ne trouve-t-on pas dans le Landrecht de décision destinée à prévenir pour l'avenir les conséquences possibles de ce système défectueux.

Les dispositions du Landrecht portent d'abord sur le prêt, puis on décida qu'elles pourraient aussi s'appliquer aux autres dettes d'argent. Le Landrecht contient des décisions pour qu'au cas où, dans l'intervalle entre la naissance de l'obligation et son paiement surviendraient des changements dans le système monétaire, ces changements puissent s'effectuer.

La valeur courante est prise en considération dans le Landrecht comme exception quand l'engagement porte sur de *l'argent étranger* ou sur de l'argent qui est *mis hors de cours* ou qu'on ne peut plus se procurer. En dehors de ce cas et, par conséquent, en règle générale, on ne peut pas avoir égard à la valeur courante.

Il faut en principe blâmer cette décision car c'est précisément la règle inverse qui est conforme à *la nature de l'argent*. Mais on est d'avis de dire, que les auteurs de la loi n'avaient en vue aucun des cas pour lesquels la véritable règle présente de l'importance et que, par conséquent, ils n'avaient pas même l'intention d'exclure cette règle, bien que les expressions de la loi *s'y appliquent d'ailleurs parfaitement*.

Ils pensaient sans doute à des cas plus secondaires, par exemple au cours très variable de l'or, relativement à l'argent, puis aux fluctuations légères et passagères du cours, entre des

espèces de monnaie également bonnes, telles qu'elles se produisent chez les changeurs quand, par hasard, une espèce de monnaie plus demandée en certains lieux y est plus rare.

Savigny considère que la nécessité pratique de prendre en considération les applications importantes de la valeur courante ne s'était pas encore fait sentir jusque là. Cependant, on aurait bien pu prévoir la possibilité d'une application de ce genre si on avait réfléchi que la quantité excessive de monnaie *d'appoint de bas aloi* qui était en circulation pourrait amener une *baisse générale* dans le cours de cette monnaie. En effet, le résultat s'est produit peu d'années après comme conséquence, il est vrai, de la guerre désastreuse qu'on ne pouvait pas prévoir alors.

Valeur métallique.

Cette valeur n'a été prise en considération que dans un cas unique qui présente au moins en lui-même une certaine difficulté ; c'est celui dans lequel on modifie dans son ensemble le titre de la monnaie. Alors toute dette ayant pris naissance antérieurement doit être remboursée dans la monnaie de même nom, mais il faut augmenter le nombre des pièces de monnaie *dans la proportion* qui existe entre *le titre ancien* et *le titre nouveau*. A l'inverse, on ne fait pas mention du cas dans lequel tout en maintenant dans son ensemble le titre de la monnaie on se bornerait à frapper une certaine espèce de monnaie avec un autre métal que celui qu'on employait jusque là.

Valeur nominale.

Le texte indiqué ci-après a été l'objet de graves controverses :

« Quand l'espèce de monnaie dans laquelle on a fourni les

valeurs n'est pas hors de cours, mais a subi seulement sur l'ordre de l'autorité du pays, une réduction dans *sa valeur externe*, sans avoir éprouvé de modifications dans *sa valeur intrinsèque*, le remboursement doit nécessairement être fait et accepté dans la même espèce de monnaie. »

Pris à la lettre ce passage se réfère, uniquement au point de savoir à quelle espèce de monnaie doit se faire le remboursement et non en quelle quantité de pièces de monnaie de cette espèce. Aussi, plusieurs auteurs l'ont-ils interprété en ce sens qu'il statuait uniquement sur l'espèce de la monnaie (par exemple, l'or, l'argent, le billon) mais, selon eux, la quantité de pièces devrait être la même ou différente, suivant que le cours de cette monnaie est le même ou est différent aux deux époques. D'après cette interprétation, le texte prescrirait pour l'argent dont la valeur nominale a été abaissée une règle absolument semblable à celle qui précède immédiatement pour l'argent qui a été mis hors cours.

Cette opinion fut réfutée par Savigny qui considère que l'interprétation est inexacte. Le véritable sens de la loi est que le remboursement doit se faire dans la même espèce de monnaie et avec le même nombre de pièces que celui qui a été fourni à l'origine, sans tenir compte du changement de valeur nominale, ni de la bonification que pourrait procurer la différence entre le cours des deux époques. Quand donc on a fait un prêt de thalers et qu'ensuite le thaler (sans nouveau monnayage) a été réduit par l'autorité du pays aux $\frac{2}{3}$ du thaler, il faut, d'après le § 740, rembourser ce thaler, sans avoir égard au cours qu'on devrait cependant, d'après les § 788 et 789 (A. L. R.), prendre en considération si, dans l'intervalle, le thaller avait été mis hors de cours.

Savigny invoque les arguments suivants à l'appui de sa théorie. D'abord la loi, d'après l'interprétation des adversaires serait absolument vide de sens. Car si les créanciers (comme

ils le veulent) profitent réellement de la différence de cours, il leur est complètement indifférent *de recevoir telle ou telle espèce de monnaie*. Ils peuvent se contenter d'argent au lieu d'or, voire même de billon puisque la bonification du cours leur permet de toucher exactement la somme qui leur est nécessaire pour obtenir au moyen du change l'espèce de monnaie qui leur conviendra et pour atteindre la valeur courante qu'ils ont procurée à l'origine aux débiteurs en leur faisant le prêt.

En outre, si on suivait l'interprétation adverse il faudrait admettre pour l'argent dont la valeur nominale a subi une baisse la même règle que pour l'argent mis hors cours.

Personne ne désire de décision de ce genre dans les codes. Tout au contraire, ils ne doivent renfermer des règlements qui, dans des cas déplorables, *peuvent entraîner des conséquences iniques*. Il faut donc que le législateur, ou ne fixe aucune règle relative à la dette d'argent, laissant toute latitude à la sagacité du juge en l'aidant cependant dans certains cas par des lois spéciales, ou qu'il se borne à poser les principes les plus généraux et les plus incontestables parmi lesquels figurent notamment la reconnaissance de la valeur courante comme de la décision à donner sur les *dettes d'argent*. On pourra, du reste, parfaitement constater le principe dans cette forme afin de ne pas trop l'énoncer d'une manière abstraite.

Le jugement, que Savigny vient de porter sur les décisions contenues dans le Landrecht, a été confirmé par le premier cas important et difficile qui s'est présenté peu de temps après la mise à exécution de ce Landrecht : les groschen qui devaient servir de monnaie d'appoint, mais dont l'émission s'était faite dans des proportions démesurées, s'étaient, pendant le temps de calme, maintenus longtemps, contre toute attente, au niveau de la valeur de la monnaie courante et ils avaient été employés concurremment avec cette monnaie dans

Le commerce intérieur, même pour faire des paiements très considérables. Après les désastres de la guerre de 1806, ils se dépréciaient de plus en plus ; le Gouvernement fut obligé de les réduire d'abord aux $\frac{2}{3}$ puis aux $\frac{4}{7}$ de leur valeur nominale et enfin de les changer et de les fondre en totalité. Dans l'intervalle s'élève la question de savoir comment on devait régler les dettes qui *avaient été contractées en groschen par suite des prêts avant la réduction*. Comme ces groschen n'avaient subi de modification que dans leur valeur nominale et non dans leur contenu intrinsèque il eût fallu, d'après le vrai sens du § 798, faire le remboursement avec un nombre de pièces de groschen égal à celui qui avait été donné au moment du prêt. Mais, ici, l'iniquité était trop évidente. Aussi fut-il décidé qu'un prêt de 24 groschen contracté à une époque très ancienne devait maintenant être remboursé avec 36 pièces de ces mêmes groschen. Que si le prêt s'était fait dans l'intervalle, au moment où les groschen commençaient déjà à se déprécier, il fallait encore prendre pour base les prêts en vigueur au moment du prêt. Dans cette loi, un seul principe exact était mis en application. D'ailleurs elle s'était qualifiée de « Déclaration du § 790 ». Il ne faut pas se laisser tromper par cet exposé et croire que le § 790 ait effectivement un pareil sens.

Cet acte qualifié de « Déclaration de § 790 » qui fonde en un seul tout la nouvelle loi avec ce passage du Landrecht avait une double signification. Il mettait hors de doute et il justifiait l'effet rétroactif de cette disposition. Mais il en résultait, en même temps, que le principe qu'il posait devait recevoir son application non seulement dans le cas particulier dont il s'agissait, mais encore dans toutes les hypothèses qui présenteraient à l'avenir un caractère analogue. La décision donnée dans ce cas spécial a donc été élevée à la hauteur d'un élément fondamental et permanent de la législation générale

prusienne. Aussi on peut affirmer que cette prétendue déclaration contient comme principe la reconnaissance de la valeur courante dont l'application peut être faite dès à présent par la magistrature aux questions de toutes sortes qui pourront s'élever à l'avenir.

Quelques années après, les groschen étaient réduits aux $\frac{4}{7}$ de leur valeur nominale et on attachait en même temps à cette valeur le cours forcé. Mais ce cours forcé ne produisit pas d'effets préjudiciables car, à cette époque, les caisses publiques échangèrent tous les groschen, de sorte que cette espèce de monnaie disparut complètement au bout de peu de temps.

Ces événements successifs causèrent, d'ailleurs, de notables dommages à beaucoup de particuliers et on peut reprocher au Gouvernement d'y avoir coopéré par l'émission exagérée de la monnaie d'appoint. Toutefois, cette faute s'atténue si on remarque qu'il avait toujours été de notoriété que les groschen étaient frappés aux $\frac{2}{3}$ de leur valeur nominale et que personne n'était forcé de recevoir en paiement la monnaie d'appoint, sauf pour des sommes très faibles.

Ceux qui prêtèrent attention à ces deux points ne purent éprouver de préjudice sensible.

Le papier monnaie proprement dit a été introduit en l'année 1806 et accompagné du cours forcé. La législation fut assez variable sur ce point pendant quelque temps en ce sens qu'on restreignit par mesure d'équité *le cours forcé en y mettent diverses conditions*. En l'année 1813, le cours forcé fut supprimé pour toujours. Cette suppression fut opérée sans restriction et sans disposition plus explicite, en sorte qu'au point de vue du papier monnaie, tout fut laissé à la libre appréciation du juge, car le Landrecht, comme nous l'avons dit plus haut, n'en parlait pas. Jusqu'à la mise en vigueur du B. G. B., il n'y avait pas eu de discussions sur cette question, quand des événements moins heureux sont survenus. Les juges alle-

mands ont fait une large application de la valeur courante en acceptant la revalorisation.

Le Code Civil allemand actuel est entré en vigueur en 1900. Dès l'admission du droit romain en Allemagne, on désire un Code unique, mais ce désir ne peut se réaliser qu'avec l'unité politique. La loi du 20 décembre 1873 (B. G. BL. § 379) qui attribue au Reich la compétence de s'occuper du droit privé général, est la base sur laquelle s'échaffaude le Code Allemand.

Le Code a conservé la définition du prêt donné dans le droit prussien par son article § 653 ainsi conçu :

« Le prêt consiste dans la transmission de la monnaie ou d'autre chose en propriété avec l'obligation de rendre dans la même quantité et qualité. » (Comme dans le A. L. R.).

Le prêt consistant dans la transmission et l'obligation de rendre une chose réelle est considéré par les deux droits comme contrat réel. L'objet de droit, d'après le B. G. B., est la monnaie ou d'autres choses.

Le B. G. B. contient les dispositions suivantes sur la restitution de la monnaie étrangère ; si le paiement doit avoir lieu dans le pays, il peut être effectué même s'il était convenu qu'il serait fait en monnaie étrangère en monnaie du Reich. La conversion sera faite d'après le cours qu'a cette monnaie, dans le jour et dans le lieu du paiement.

S'il s'agit d'une dette d'argent stipulée dans une monnaie déterminée, laquelle n'est plus en circulation, le paiement doit avoir lieu de même façon que si cette espèce n'était pas convenue. Le B.G.B. ne fait pas la distinction entre le prêt proprement dit et le prêt. Tandis que A. L. R. a décidé, s'il n'existe plus de document au jour de la restitution, qu'il faut restituer la valeur en monnaie courante d'après le cours du jour, de la conclusion du contrat.

D'après le B. G. B. le débiteur sera délivré de son obligation (275) mais il sera responsable d'après le § 812.

Dans le Code Civil Allemand on ne trouve pas un article analogue à l'article 1895.

Pourtant, avant la guerre, le nominalisme était reçu en Allemagne. On trouve quelques dispositions particulières dans le Code Saxon. Surtout il se développe avec Knapp.

Jusqu'au 19^e siècle a prévalu la théorie métallique comme nous l'avons exposé. Savigny s'élève à la fois contre cette théorie et le nominalisme.

Tout de même, si la modification ou l'annulation des contrats à raison du changement de circonstances n'était pas admise, comme principe général avant la guerre en Allemagne, on estimait cependant que pour décider de quelle façon l'exécution d'une obligation devait intervenir, il y avait lieu avant tout de s'inspirer de la volonté *réelle des parties à ce même moment*.

Dans le B. G. B. un grand nombre de paragraphes permettent à une partie de se retirer d'un contrat en cas de survenance de circonstances nouvelles.

(321, 610, 626. 712. 723. 749).

Dès avant la guerre un certain nombre de jugements avaient tenu compte de la modification des circonstances pour prononcer la résolution des contrats. Il semble donc que la jurisprudence comme le droit positif allemand, ont toujours donné une place plus grande qu'en France, à l'influence du changement des circonstances sur l'exécution des obligations. Cette tendance est plus apte à faciliter, comme nous le verrons, le développement d'une jurisprudence d'imprévision et de valorisation.

La clause *rebus sic stantibus* restait de façon immanente incluse dans le droit allemand et les circonstances économi-

ques de la guerre et de l'après-guerre lui ont permis de reprendre à nouveau son essor.

IV. — LE DROIT FRANÇAIS

En droit français, la valeur nominale de l'argent est admise de la manière la plus étendue comme base exclusive des décisions à rendre sur les dettes pures d'argent, de sorte qu'il nous faut constater sur ce point une opposition au sens propre du mot remarquable avec les prescriptions du droit national prussien et du Droit Allemand. Ce principe est formulé dans l'article 1895 du C. C. Les auteurs ne laissent subsister aucun doute sur le texte ainsi conçu : « L'obligation qui résulte d'un prêt d'argent n'est toujours que la somme numérique énoncée dans le contrat. S'il y a eu augmentation ou diminution d'espèces avant l'époque du paiement le débiteur doit rendre la somme numérique prêtée, et ne doit rendre que cette somme, dans les espèces ayant cours au moment du paiement. » Le C. C. a adopté la théorie de la monnaie signe admis sous l'ancien régime et défendu par Pothier. (Du prêt de Consommation, n° 371). C'est le principe du nominalisme qu'a consacré l'art. 1895 (*Nogaro Rev. Tr. de Droit Civils.*

Dans la nature générale de la monnaie que nous avons déduite plus haut, il est intéressant de rechercher l'origine de ces décisions.

Si nous procédons à l'examen du système monétaire en présence duquel se trouve le législateur, nous verrons que cet état est si satisfaisant, qu'il ne laisse rien à désirer et même que pour l'avenir il ne laisse, en apparence, entrevoir aucune cause de trouble. Un état également satisfaisant, s'était main-

tenu pendant longtemps sans interruption avant la Révolution ; aussi la décision loyale que nous avons transcrite, plus haut, si on la regardait comme exacte pour des motifs théoriques, pourrait-elle même, au point de vue pratique *paraître exempte de difficultés* et sembler pour ainsi dire une spéculation sans danger, pour la même raison on pourrait regarder comme superflue toute disposition législative sur ce point.

Mais dans l'intervalle, entre l'époque ancienne et l'époque moderne, il y a eu l'époque de la Révolution, pendant laquelle les assignats avaient notamment, en ce qui touche le système monétaire, produit les conséquences les plus désastreuses et exercé la tyrannie la plus violente. Le Gouvernement d'alors pouvait donc bien, en ce qui le concerne, faire prévaloir le principe que le Code a établi comme devant toujours *rester en vigueur*. Mais bien que le Gouvernement, au moment de la rédaction du Code, put avoir l'intention bien arrêtée de ne jamais renouveler un mal de cette nature, il y avait cependant dans la terrible et toute récente expérience qu'on venait de faire, un motif *suffisant pour soumettre le principe lui-même à un examen plus approfondi*, au moins pour l'exprimer en une *formule telle qu'il* ne put pas à l'avenir servir d'excuse à des abus du même genre.

La preuve qu'il n'en a pas été ainsi, ressort bien clairement des détails historiques que voici.

Pothier pose le principe développé plus haut de la manière la plus absolue bien qu'il reconnaisse formellement que le créancier pourra en éprouver du préjudice, en ce sens qu'il ne pourra avec l'argent qui lui sera remboursé, acheter qu'une quantité de marchandises inférieure à celle qu'il pourrait acheter avec l'argent qu'il a prêté. Pothier mourut avant la Révolution ; il ne put donc penser aux assignats, car il avait devant les yeux un état monétaire satisfaisant. Cette théorie est passée dans le Code.

On en vint à douter sur le point de savoir s'il serait tombé dans une erreur semblable en supposant qu'il eût eu à sa disposition les résultats fournis par la Révolution.

Pour excuser (et non pour justifier) le système que l'on a suivi lors de la rédaction du Code, on peut encore invoquer la considération suivante qui est purement pratique. Tant que le système monétaire est dans son état normal, cette décision législative ne peut causer aucun mal ; mais s'il survient des événements malheureux ou violents comme une Révolution, les lois les meilleures et les plus sages ne seront d'aucun secours contre l'injustice. On portera des lois spéciales avec effet rétroactif sans avoir égard aux lois générales en *vigueur jusque là*. L'article 1895 a provoqué beaucoup de controverses. La doctrine courante dit que l'art. 1895 n'est plus une disposition exceptionnelle du droit français. Il n'est qu'une application des art. 1892, 1902 sur le prêt de consommation d'après lesquels l'emprunteur devra rendre au prêteur la même **quantité** de choses que celles prêtées « de mêmes espèce et qualité ». On ne tient pas compte, dit M. Planiol (Planiol T II 2.067), de la différence de la valeur qui peut exister entre les choses reçues et les choses rendues. Dans l'intervalle, la valeur des choses a pu changer par l'effet des variations des cours commerciaux, l'emprunteur se libéra néanmoins aux conditions sus-indiquées, quelle que soit la baisse ou la hausse survenues dans le prix de la chose entre les deux époques du prêt et du paiement. La monnaie est traitée comme les autres choses fongibles et la valeur numérique indiquée au contrat importe seule, quelles qu'aient été les variations, dans la valeur commerciale de la monnaie.

Ce texte écrit en vue du contrat du prêt doit s'appliquer à tous règlements d'une obligation quelle qu'en soit la source. D'autre part, il n'est pas douteux qu'il consacre positivement le plus notable de la théorie dite de la monnaie signe qui avait

prévalu dans l'ancien droit français affirmé par Dumoulin, Pothier, à l'encontre des idées antérieurement proposées par Barbu et Cujas entre autres. Et l'on ajoute que l'expression « toujours » impliquerait, en effet, que toute volonté contraire serait inutile et ne pourrait exclure son application.

Cette théorie fut développée par quelques auteurs et en particulier par MM. Capitant et Nogaro. Elle fut très discutée. D'abord, on lui reprocha l'extension de l'art. 1895 à toutes les conventions de nature les plus diverses, cela étant pour le moins arbitraire et, de plus, cette disposition placée dans un chapitre visant formellement « l'obligation qui résulte d'un prêt » ne saurait être appliquée à d'autres contrats. Cette opinion fut adoptée par M. Henri Rousseau (Note S. 1926. 2. 87 ; dans le même sens note Savatier D. 1926. 289) pour qui ce texte peut seulement être regardé comme l'application d'une règle générale qui s'étend à tous les prêts de consommation quelqu'en soit l'objet.

Cet article est applicable seulement aux dettes pures d'argent, dans le sens propre du mot ; il ne faut pas l'appliquer à un prêt de métal précieux et encore moins à un dépôt dans lequel on considère l'argent, non comme de la monnaie mais comme une quantité.

Plusieurs auteurs considèrent que l'article invoqué vise seulement le prêt en espèces métalliques et non le prêt d'argent, au sens large du mot et que cette règle ne peut être étendue ni au papier monnaie ni à la monnaie étrangère (*Op. cit.* Hubrecht ; p. 106), surtout qu'au moment de la rédaction de l'article, une monnaie essentiellement métallique était créée par la loi du 18 germinal an XI et que, lors de la création de la Banque de France, par la loi du 24 germinal an XI, les billets de banque n'avaient ni cours légal ni cours forcé et n'étaient que des billets de simple confiance.

Sur la question de savoir si l'article 1895 est d'ordre public la doctrine est divisée.

Certains auteurs y voient une disposition d'ordre public à laquelle les parties même, *a fortiori*, le juge, ne sauraient déroger.

Dans ce sens Larombière, Laurent, Troplong, Duvergier, Guillouard, Aubry et Rau et parmi les auteurs récents MM. Nogaro et Capitant (*Rev. Tr. Dr.* 1925 p. 2).

En sens contraire MM. Baudry et Wahl, Gény, Mestre, James Labbé et Hubrecht. (Note au *S.* 1872 2 162).

Les partisans de l'opinion adverse raisonnent ainsi. Pour eux, sans aucun doute, l'art. 1895, en l'absence de clause de rogation, doit s'appliquer rigoureusement. Le débiteur d'une obligation ne serait tenu de rendre que la valeur numérique prêtée. Alors même que l'un des contractants subirait un grand désavantage des perturbations de l'étalon des valeurs, la convention devrait être stricte et s'exécuter pour son montant nominal dans les espèces légales en cours. Une pareille mesure semble assez draconienne, mais on peut supposer que les parties ont délibérément couru des chances réciproques *de gain et de perte* et qu'elles ont accepté l'aléa pouvant résulter pour elles de la dépréciation de la monnaie. L'adage *pacta sunt servanda* régit donc leurs rapports. L'article 1895 doit être appliqué même s'il consacre une iniquité.

Mais pour éviter cette injustice résultant du déséquilibre établi dans les prestations des contractants, déséquilibre consécutif lui-même à des changements dans la valeur commerciale du numéraire légal, les auteurs qui soutiennent cette thèse sont favorables à la clause par laquelle serait convenue l'équivalence exacte de la valeur réelle des monnaies rendues à celle des monnaies reçues. Pour eux l'article 1895 serait interprétatif de la volonté des parties et supporterait une convention contraire.

Nous croyons plus juste cette opinion. Comme le disent très judicieusement MM. Mestre et James, cette disposition « interdit d'arguer d'une mutation monétaire pour demander une revalorisation des créances stipulées en francs or ». S'il avait été possible de remettre en question lors de chaque paiement la valeur de l'unité monétaire officielle, les discussions et les procès auraient été nombreux et l'ordre économique et la paix publique en auraient été profondément troublés. Telle est l'unique portée de l'article 1895 ; il est donc applicable si une clause formelle n'existe pas dans le contrat. Le législateur l'a implicitement reconnu en proposant aux particuliers les articles 1896 et 1897 dans ce but.

D'ailleurs les auteurs considérant que cette disposition a bien transporté dans le droit actuel français le nominalisme de l'ancien régime, mais un nominalisme qui loin d'être absolu, intégral est « très mitigé » comme l'écrivent MM. Mestre et James. Nous considérons donc que l'art. 1895 dont l'observation stricte s'impose à défaut de convention contraire pour les motifs indiqués aux yeux du législateur n'est pas d'ordre public. Celui-ci comprenant en effet l'injustice que peut engendrer ce texte a admis dans l'intérêt des contractants que l'on peut y déroger pour se garantir contre ce risque.

V. — ROLE DE L'ETAT EN MATIÈRE DE MONNAIE

Au cours de l'histoire humaine, un rôle traditionnel est accordé à l'Etat pour l'établissement de la monnaie. La théorie existante attribuée à l'Etat d'être maître absolu et sans réserve pour ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement de tout l'appareil monétaire : monnaie et papier monnaie. Il les

réglamente absolument à sa guise et sans être assujéti lui-même à aucune discipline d'ordre juridique. Les moralistes, les économistes surtout pouvaient méditer, observer, raisonner, discuter sur la valeur et le mérite de telle ou telle monnaie. L'Etat établit, maintient, mouvemente, transforme, bouleverse même ce régime comme il l'entend, n'étant limité dans cette action par aucune règle supérieure. Ainsi a-t-on pu poser comme règle évidente le droit régalien qu'à l'Etat de régler le système monétaire sans que les particuliers puissent entraver son action par des initiatives individuelles.

Nogaro (*La clause payable en or*) Rev. Tr. Dr. civ. 1920 p. 21. La doctrine établie par les travaux du Duguit et Hauriou est acceptée aujourd'hui par tout le monde dans les plus importantes de ses conséquences et notamment par la plupart des publicistes français, en dépit de la dérogation formée d'un petit nombre de doutes ou d'hésitations fragiles de quelques auteurs, suivant laquelle *l'Etat moderne ne saurait être un despote aux fantaisies débridées ; il trouve son but propre dans un droit objectif supérieur qui définit et limite ses pouvoirs, sauf à débattre les moyens techniques pour faire respecter ces limites et spécialement, la puissance législative de l'Etat qui représente pratiquement, l'expression de sa prétendue souveraineté, rencontre une borne infranchissable dans les libertés publiques ou droits naturels et individuels des sujets qu'il importe de sauvegarder contre les atteintes quelconques du pouvoir.* (Gény *Science et Technique en droit privé positif*) (IV Partie Chapitre VI tome IV 1924 p. 69. 141 p. 213-265).

La monnaie n'est pas simplement un objet d'échange entre particuliers comme une marchandise quelconque. Si on considère la monnaie comme une marchandise, la pièce d'or pour son poids d'or, on dira que l'obligation doit être exécutée par la remise de choses semblables à celles qui ont été données. Par exemple, un prêt ayant été consenti moyennant la remise

de cinq pièces d'or, si on considère ces cinq pièces d'or comme une marchandise objet de contrat, il faudra pour que le débiteur puisse payer valablement, qu'il remette à son créancier cinq pièces d'or identiques ou semblables à celles qu'il a reçues.

Or ce n'est pas ainsi que les choses se passent, parce que la monnaie n'est pas une marchandise ; *c'est un moyen de libération* des obligations qui est détenu par l'Etat lui-même. Emettre de la monnaie, battre de la monnaie disait-on autrefois, c'est essentiellement un droit régalien, c'est une fonction de l'Etat. L'Etat détermine quelles sont les matières métalliques d'or ou d'argent ou d'autre métal qui seront admises comme monnaies. Il fixe l'empreinte qui servira à reconnaître cette monnaie, le titre auquel elle sera frappée, l'inscription dont elle sera revêtue. « L'Etat certifie la monnaie, et alors que la monnaie primitive n'est qu'un lingot que l'on pèse pour savoir quelle peut être sa valeur comme marchandise, la monnaie dans les pays civilisés se présente *comme un titre délivré authentique par l'Etat*.

M. Gény, *Quelques observations sur le rôle de l'Etat en matière de monnaie ou de papier monnaie*. (Mélanges Hauriou : 1929, p. 357, 397).

Il n'est pas étonnant qu'un rôle aussi important et aussi large prête à des abus dont les plus graves sont ceux qui porteront atteinte profonde et *durable à la stabilité*, cette qualité primordiale de toute monnaie.

Autrefois, le roi ou l'Etat abusait de son droit en modifiant arbitralement, les forces ou le titre de la monnaie. Certains rois de France se sont rendus célèbres par leur modification arbitraire des formes de la monnaie. L'un d'eux avait reçu le nom de roi « Faux monnayeur ». Aujourd'hui, l'Etat use d'un système plus perfectionné. Il crée une monnaie de papier à laquelle il donne par un signe qui est marqué sur le titre,

une valeur qui est purement fictive. Quand il assure à cette monnaie de papier une même valeur qu'à la monnaie métallique, il crée arbitrairement une monnaie sans aucune valeur. Cette monnaie vaut ce que vaut la confiance dans l'Etat émetteur.

Mais, plus les émissions de la monnaie augmentent, plus cette confiance diminue. Alors, les particuliers sentant la confiance baisser, demandent naturellement dans leurs transactions la quantité de monnaie qui leur sera nécessaire pour avoir une certaine quantité d'autre marchandise. Le public dit alors que les « prix montent ». Les économistes disent « la monnaie baisse ». Cela, au fond, revient au même. Il y a un abus du pouvoir étatique qui indique un chiffre qui *ne correspond plus à la monnaie réelle*. Contre cet abus de l'Etat, il y a une réaction de la conscience et des intérêts privés.

Ce n'est pas là un problème nouveau bien qu'il soit à nouveau posé depuis la guerre, car depuis très longtemps les économistes et les moralistes, s'étaient aperçus des ravages que créaient les modifications de la monnaie.

C'est avec raison que Geny dit : « En vivant sous le prétexte de l'*omnipotence* de l'Etat moderne, notre doctrine contemporaine a *opéré une répression singulière*, eu égard à tout le monde historique qui s'est développé au long des siècles en matière monétaire. (Geny, Ouvrage cité plus haut).

Dans le haut moyen âge, le Seigneur, plus tard le Roi, a le plein domaine de la monnaie, qui porte sa marque comme tous les instruments de mesure qu'il reconnaît sur le territoire. Littéralement, la monnaie est la chose du Prince, qui en fixe comme il l'entend les conditions matérielles de la valeur, qui peut l'augmenter ou l'altérer à sa guise, et a le droit d'en tirer tout le profit que comportent ces opérations. Cette étrange situation qu'explique sans la justifier pleinement la situation politique et économique du haut moyen âge se heurte, à par-

tir du ^{xiv}^e siècle, à des nécessités commerciales et extérieures, qui en font sentir la faiblesse et en révèlent le danger. Elle est attaquée, surtout, par les Aristotiliens ou Aristiens, qui la soumettent à une critique sévère. Vers la fin du ^{xiv}^e siècle, les doctrines monétaires de Nicole, Oresme et Bridery ont définitivement discrédité les errements féodaux de la monnaie dont les principes peuvent servir de base à un régime monétaire solide et sain, et indépendant des caprices du souverain.

(E. Bridery *La théorie de la monnaie au ^{xiv}^e siècle*. — Nicole Orèsme. Th. de doctorat à Caen 1905 1906).

Au point de vue moral ce sont les protestations des théologiens qui se sont fait entendre de très bonne heure contre le pouvoir arbitraire de l'Etat quant à la valeur de la monnaie. (Voir Gény p. 401-405, ouv. cité).

Au point de vue juridique, dans l'Ecole de Droit Naturel Pufendorf (1632-1694) et son commentateur Barbeyrac (1674-1744) avaient déjà indiqué les conséquences juridiques produites par les variations de la valeur de la monnaie entraînant comme conséquence fatale *des variations dans l'étendue des obligations et, en général, arrivant à une sorte de libération du débiteur sans que le débiteur se soit exécuté*.

Le problème est tellement ancien que dans les Cahiers des Etats Généraux en 1789, se trouvent des protestations innombrables dans lesquelles on demande que le titre et la valeur de la monnaie ne puissent être changés par le Roi sans le consentement de la Nation (Archives parlementaires 1^e série T. VII Table alph. et ana. Monnaie § 1 page 549).

On s'imaginait alors, avec une certaine naïveté, que les représentants de la nation ne consentiraient pas à ces modifications.

C'était donc un point acquis dans la philosophie du droit au ^{xviii}^e siècle que l'Etat *est assujetti à certaines règles supé-*

rieures dictées par la justice et l'utilité générale en tant qu'il édicte des *prescription juridiques concernant la monnaie*.

En présence d'un mouvement d'idées si rigoureusement poursuivi sous la pression des faits et l'élaboration continue des doctrines pour aboutir à un « consensus » définitif, semble-t-il, de toutes les autorités sociales, n'y aurait-il pas quelque chose de déconcertant, pour le sens commun, à vouloir restituer sans mesure à l'Etat contemporain, les pouvoirs pénniblement disputés, mais victorieusement arrachés au vieux souverain féodal ? (Gény, *Op. cit.*, p. 107).

En procédant à l'étude de la Constitution du pays de la série des lois et actes réglementaires qui ont établi le système contemporain de la monnaie métallique, en France, Geny en arrive à conclure que le législateur notamment, s'est borné à certifier authentique, la monnaie métallique, à en fixer le type, la dénomination, l'empreinte, le titre et le poids sans prétendre lui assigner une valeur en désaccord avec les réalités économiques.

Après les décrets-lois des 16 vendémiaire an II et 28 thermidor an III qui déterminaient l'unité monétaire (francs) et ses subdivisions (décimes, centimes) sur la base du système métrique décimal, intervient la loi du 7-17 germinal an XI sur la fabrication et la vérification de la monnaie. Cette loi, qui jusqu'à celle du 28 juin 1928 formait le statut fondamental de la monnaie métallique française, s'était attachée à déterminer les métaux monétaires, à établir leur rapport, à fixer le titre et le poids des pièces tirés de chacun d'eux d'une façon aussi adéquate que possible à leur valeur effective, sous les réserves des tolérances nécessaires des frais de fabrication et, le cas échéant, d'affinage restant à la charge de ceux qui porteraient des matières d'or et d'argent à la Monnaie *sous le régime de la frappe libre*. Et quand on lit les travaux préparatoires, très sérieusement étudiés de cette loi, on se rend

compte, que les auteurs se préoccupaient surtout d'assurer la *stabilité de la monnaie* qu'ils constituaient conformément aux principes d'une saine économie politique. Particulièrement s'ils se décidèrent à maintenir un double étalon d'or et d'argent, s'ils écartèrent un séduisant projet de démonétiser l'or qui eût été ramené à la condition de simple marchandise respectivement à l'argent *seul investi désormais* du taux légal, c'est dans la pensée plus ou moins heureuse, mais parfaitement raisonnée de leur part, que le système définitivement consacré par eux, assurerait mieux, du moins à l'intérieur du pays, l'invariabilité de valeur désirable des deux métaux monétaires. Le même souci se manifeste dans les actes législatifs ou réglementaires postérieurs, qui ont complété ou tenu à jour le système légal monétaire dans les textes qui ont limité le pouvoir libératoire de la monnaie de billon. Et, quand sous la pression des nécessités économiques, on réduisit le titre de la monnaie divisionnaire d'argent et qu'on suspendit la frappe libre d'argent, ce ne fut que pour mieux maintenir, au moyen de ces expédients empiriques, les bases du système au niveau des variations de valeur subies par les métaux monétaires. De même encore la loi du 25 juin 1928, en installant définitivement l'étalon d'or et en réglant le pouvoir libératoire des monnaies d'argent et de bronze d'aluminium, qu'elle conserve à titre d'appoint, consacre législativement, le nouveau régime que les circonstances ont peu à peu imposé.

Nous disons avec Geny que le système légal français de monnaie métallique n'atteint la liberté des conventions que dans la mesure indispensable à son but et qu'il est *avant tout un adjuvant et un régulateur* plutôt qu'un *dominateur et un tyran*.

Geny « *La validité juridique de la clause « payable en or »* Rev. tr. de dr. civ. 1926 p. 557-636 *Cours légal et cours forcé* Rev. tr. dr. civ. 1928 p. 5-25.

En ce qui concerne le papier monnaie, après l'aventure des assignats qui avait causé autant de surprises que de ruines et n'avait pu se terminer qu'au prix d'une douloureuse banqueroute d'Etat il semble que l'on fut décidé à éviter désormais toute institution susceptible de conduire au papier monnaie. C'est surtout dans la préparation de la loi du 22 avril 1800, spécialement relative à la Banque de France, que s'affirme dans le rapport de MM. Gillet, Lajaque, Minière, présenté au nom de la section des Finances du Tribunal, la volonté formelle du Gouvernement, de ne pas attacher cours forcé aux billets de la Banque de France et de ne créer aucune sorte de papier monnaie. De fait, en dépit de leurs besoins d'argent, ni Napoléon, ni les Gouvernements qui suivirent jusqu'à la République de 1848, n'usèrent du moyen financier du papier monnaie. Et dans toute cette période historique, en l'absence de dispositions légales explicites, concernant sa valeur spécifique, le billet de la Banque de France établi pour la commodité du commerce fut considéré comme papier de simple confiance (Avis du Con. d'Etat des 12-30 frimaire an xiv) ne s'imposant pas aux créanciers dans les paiements de somme d'argent et n'ayant aucunement le caractère de la monnaie.

Civ. Cas. 7 avril 1856 *Sirey* 1857 1-103.

Banque n° 78 T. VI p. 96.

Le cours légal et le cours formé étaient institués le 15 mars 1848. Ces dispositions passagères à cause d'une circonstance spéciale furent supprimées le 6 août 1850.

Elle devraient être reprises le 12 août 1870 pour permettre de financer la Défense Nationale contre l'ennemi extérieur. Le cours légal reconnu par cette loi aux billets de la Banque de France leur est resté acquis depuis lors, même après la suppression de leur inconvertibilité à partir du 1^{er} janvier 1878 et ensuite par la loi du 3 août 1875.

Grâce au cours légal et à sa vertu, le billet de la Banque de France est devenu monnaie de papier nationale, reconnue par l'Etat et jouissant de l'avantage d'être reçue obligatoirement dans les paiements des sommes d'argent, sous la sanction de l'article 475 n° 11 du Code pénal.

Quant au cours forcé, résultant de la défense de convertibilité pour la banque d'émission que le législateur y ajoute en certaines circonstances graves, et sous l'empire duquel la France a vécu depuis la loi du 5 août 1914 jusqu'à celle du 25 juin 1928 (à titre provisoire), ce n'est manifestement pas d'après l'esprit général de la législation française, une situation normale, d'accord avec les principes fondamentaux du *système monétaire national* basé essentiellement sur la monnaie métallique et la garantie *offerte par sa valeur réelle*. Situation qui ne peut se justifier qu'à la rigueur et par des considérations d'ordre absolument exceptionnel.

Donc, les tendances de la législation française, relativement à la monnaie fiduciaire, acceptant un papier monnaie assorti au cours légal, restent conforme aux exigences de notre droit moderne tant que l'Etat peut assurer la convertibilité en valeur réelle. Elle sort du cadre normal assigné à notre système monétaire, à partir du moment où la dispense de remboursement, attestant le défaut de garanties nécessaires, ne permet plus à la confiance publique de soutenir la valeur fictive du papier monnaie.

L'Etat est-il libre de fixer arbitrairement cette valeur ? M. Geny dans son étude s'efforce d'appliquer ses idées sur le rendement du droit au rôle monétaire de l'Etat. Il n'indique guère que l'Etat peut en fixant la valeur de la monnaie dépasser la mesure du « juste objectif » qui fixe les limites de la loi et par conséquent *la limite de l'action de l'Etat*.

Il ne peut y avoir de modifications arbitraires de la valeur de la monnaie, sans quoi les modifications bien que légales

seraient contraires au droit en tant que le droit représente la justice.

Geny propose d'apporter des restrictions au pouvoir de l'Etat et s'efforce de donner les règles qui permettent à la monnaie de jouer véritablement son rôle de monnaie. Mais il déclare pages 425-431 que l'Etat peut déroger à ces règles en cas de nécessité absolue et que cette nécessité est indiquée par l'assentiment de la majorité. D'ailleurs il faudrait revenir le plus vite possible à l'état normal en indemnisant les victimes de ce changement de valeur de la monnaie.

G. Jèze *Cours de science de finances et de législation financière.*

« La terrible crise économique et financière qui nous a éprouvés depuis quelques années avec des alternatives diverses et sous les angoisses de laquelle nous haletons encore, en dépit des espoirs qui ont commencé à revivre, nous fait cruellement sentir les réactions pernicieuses des excès monétaires. Car quelque complexes qu'apparaissent les causes profondes et les développements de cette situation il n'est pas douteux qu'elle n'ait été sinon déterminée, du moins notablement accentuée et aggravée par des abus d'inflation dus à l'entraînement des circonstances et à la courte vue des Gouvernements. »

Assurément le devoir le plus urgent, reste aujourd'hui de mettre fin à la crise par une série de mesures habilement graduées en rétablissant au mieux l'ordre monétaire si gravement compromis. Encore n'est-il pas inutile pour réaliser ce programme de prendre pleine conscience des droits et des devoirs de l'Etat, en la matière dont le strict exercice peut seul offrir une direction sûre dans cette œuvre de justice. moyenne qui laissera fatalement des victimes.

N. P. *Stabilisation et Justice sociale dans l'Echo de l'union*

sociale d'ingénieurs catholiques (US I. C.) n° de mars 1927 p. 179-180.

En ce qui concerne la nécessité, elle devait être appréciée avec plus de sang-froid qu'il n'a été fait, sinon dans son principe du moins dans l'application et les conséquences de celui-ci étant donné que les excès les plus graves de l'inflation ce sont produits, alors que le danger le plus imminent se trouvait écarté.

Il importe donc que le profit de la cruelle expérience subie, ne soit pas perdu pour l'avenir, et, de même que nous étudions en temps calme, sous la leçon des événements écoulés, une organisation générale du pays pour le temps de guerre, de même conviendrait-il d'élaborer, à tête reposée, loin des troubles résultant d'un péril imminent, mais à la lumière des expériences durement vécues, un statut monétaire apportant quelques limites assorties, des sanctions possibles aux pouvoirs de l'Etat en matière de papier monnaie.

Etant donné que la plupart des problèmes politiques et sociaux, réveillés par la guerre, ne peuvent être pleinement envisagés dans l'ordre strictement interne, il faudrait pour assurer le succès, un règlement international, sagement équilibré et sérieusement sanctionné imposant à tous les Etats rivaux des prohibitions ou restrictions de même sorte, maintenant entre eux la même égalité relative pour l'obtention des ressources financières que celles qu'on vise en un autre domaine quand on parle de la limitation des armements ».

• PREMIÈRE PARTIE

La Stabilisation du Mark allemand

A. — CAUSES QUI ONT PROVOQUE LA DEPRECIATION DE LA MONNAIE ALLEMANDE

A. — Quelles sont les causes qui ont provoqué en Allemagne une si grande dépréciation de la monnaie ?

Quand l'Allemagne déclara la guerre, elle avait une monnaie stable qui était une des meilleures.

Pour faire face aux besoins d'argent liquide nécessités par la mobilisation et l'intensité des dépenses du commencement de la guerre, elle introduisit quelques réglementations bancaires dont :

1° Dispense de convertibilité en or ;

2° Acceptation de traites à court terme.

La loi sur les caisses de prêts, institua, en dehors de la Reichsbank, une caisse qui obtint le droit d'émettre de la monnaie sous forme de billets sur le Trésor (Darlehnskassenscheine) contre les gages de marchandises : titres et autres valeurs.

Au commencement de la guerre, l'Allemagne attribua beaucoup d'importance à l'augmentation de son encaisse-or.

Toutes les caisses officielles surtout celles de la Poste et du Chemin de fer donnèrent leur monnaie à la Reichsbank. Sur l'ordre de celle-ci, les bureaux de postes furent chargés d'échanger les espèces or contre les billets de banque.

La population allemande fit au commencement de la guerre beaucoup de sacrifices et se tint toujours prête à subvenir aux besoins de l'économie nationale. Tout de même les difficultés postérieures créèrent quelques hésitations.

Le 28 septembre 1914, un arrêt du Conseil fédéral déclara non obligatoires toutes les stipulations qui ont en vue les paiements en or. Un arrêt du 23 novembre 1914 défendit la spéculation sur la monnaie or sous peines correctionnelles et amendes.

L'encaisse or qui, le 31 juillet 1914, s'élevait à 1253 millions de marks a augmenté jusqu'à la fin de l'année à 2092 millions, surtout à la suite de la remise en circulation par les personnes privées de la monnaie or. Plus tard l'affluence fut naturellement moins grande.

Le point culminant de tout ceci fut celui du 15 juin 1917 où l'encaisse or atteignit 2.533 millions. Entre les moyens qui ont provoqué ce succès, il faut signaler surtout :

- 1° La défense d'exportation-or ;
- 2° La limitation des crédits pour les buts industriels ;
- 3° L'achat commencé dès l'année 1916 des objets d'or et des ornements.

De cette époque date la médaille « Gold gab ich zur Wehr und Eisen nahm ich sur Ehr ».

La loi du 8 février 1917 fixait le prix maximum pour l'achat d'or chez les particuliers.

Par la suite, l'encaisse or n'a pas augmenté, parce qu'entre temps on a été obligé d'effectuer les paiements à l'étran-

ger. Le nombre de la monnaie or qu'on a encaissé dans l'intérieur du pays s'élevait à un million de marks.

Dès le commencement de la guerre, la population a souscrit un emprunt de 25 milliards de marks et les années suivantes de 73 milliards.

Cette méthode employée pour couvrir les dépenses de guerre, dont la responsabilité incombe surtout au Ministère des Finances, fut critiquée, particulièrement, quand on apprit que l'Angleterre couvrait une grande partie de ses dépenses de guerre au moyen d'impôts. On se décida alors à suivre cet exemple.

Au début de l'inflation monétaire, le Dr. Knauss, dans un traité concernant les budgets de guerre de l'Angleterre, l'Allemagne et la France a démontré que celui de l'Angleterre était couvert de 20 % par l'impôt et celui de l'Allemagne de 6 %, tandis que le reste était couvert par voie d'emprunts.

La France a couvert toutes ses dépenses, par emprunt dont

43 % Emprunt intérieur ;

21 % Emprunt extérieur ;

36 % Augmentation de la dette flottante.

Les finances de guerre étaient assurées en Allemagne, au moyen de l'escompte de bons du Trésor ou traites de Trésor à la Reichsbank. Deux fois par an, on faisait un emprunt à long terme. Jusqu'au quatrième emprunt inclus, du printemps 1916, le nombre d'emprunts a dépassé la dette flottante de la Reichsbank. On ne s'est pas rendu compte en Allemagne que cette méthode pour couvrir les dépenses de guerre était faite avec une grande inflation.

La première augmentation de billets en circulation s'est faite à la fin du mois de juillet et au commencement du mois d'août où la circulation augmenta de deux milliards. Mais, très vite, elle se stabilisa et resta à 4 milliards.

A la fin du mois de décembre, le nombre des moyens légaux de paiement, en y comprenant les bons du Trésor, les émissions des Caisses d'Epargne, bons de la défense nationale, s'élevaient à 7,2 milliards de marks contre 6 au commencement de l'année 1914 et tandis que la somme de 7,2 milliards comprenait une circulation or, celle de 6 milliards n'en comprenait pas.

Et prenant en considération ce fait qu'on a payé les soldes des troupes et autres séries de dépenses militaires et, étant donné que la vitesse de circulation a diminué, on ne peut pas encore attribuer un caractère d'inflation à cette augmentation. Cette circulation s'éleva, le 31 décembre de l'année suivante, à 9,7 milliards et, à la fin de l'année 1916, à 12,9.

A la fin de l'année 1917, la circulation était de 19,5 milliards et, le 7 novembre 1918, au moment de la suspension de la guerre, de 28,4 milliards, dont 17 milliards de billets de la Reichsbank et 9,6 milliards de monnaie subsidiaire Darlehenskassenschein. Nous voyons que la circulation de la monnaie a augmenté au cours de la guerre.

La diminution du nombre des marchandises a provoqué l'augmentation des prix. La nécessité d'importer des pays neutres a obligé à donner le mark en paiement à l'étranger avec un fort agio.

L'augmentation des marchandises, d'une part, et les cours des devises, d'autre part, sont les indices principaux d'après lesquels on a pu reconnaître l'inflation, au moment où le pouvoir d'achat additionnel ressortait dans l'acquisition des bons de la Défense Nationale ou des bons de la Dette Flottante le danger d'inflation était encore relativement éloigné. Il commença dans le courant de la guerre, à l'époque où l'Etat obtenait moins de secours sous la forme d'emprunts.

Le Dr. Schacht considère que l'inflation qui a déjà com-

mencé pendant la guerre a pu être diminué au moyen d'impositions plus fortes (1).

Bien qu'au début de la guerre, dans les années 1914-1915, la somme totale des contributions, taxes et recettes d'industrie fut inférieure aux impôts d'avant-guerre, on a omis de les augmenter. De plus, on a attribué au budget de guerre toutes les dépenses d'avant-guerre, plus la moitié de celles faites pour l'entretien de la marine et de l'armée et, plus tard, celles de guerre proprement dite.

Ce fut seulement dans l'année 1916, quand la somme totale des recettes ordinaires fut inférieure à 500 millions de marks, qu'on introduisit des impôts sur les bénéfices de guerre, les produits de consommation et sur les communications.

En 1918, on fit de nouvelles impositions sur les produits de consommation. Tandis que l'Angleterre, pendant la guerre, imposait les capitaux, l'Allemagne imposait les produits de consommation. Grâce à sa politique fiscale, l'Angleterre a eu la possibilité d'avoir toujours ses finances en ordre, tandis que l'Allemagne a du payer cher ses erreurs commises.

L'Empire allemand, par suite du blocus de guerre, était un état économique fermé ; même l'échange naturel qui existait était réglementé. Cet état de choses a empêché de juger facilement la dépréciation que l'index des prix n'a pu montrer d'une façon satisfaisante.

L'économie réglementée née de la guerre a contribué à détruire la connexion entre les marchandises, les loyers et les salaires. Déjà, au mois d'août 1914, les prix maxima pour les produits de consommation, matière première, lumière et chauffage, étaient fixés par la loi. La violation de cette loi était punie de certaines amendes. Plus tard, d'autres mesures

(1) La même opinion est soutenue par le Professeur Rist dans son excellent ouvrage *La finance de guerre en Allemagne*.

furent prises, mais on n'a pu empêcher l'augmentation des prix et des salaires.

Le cours des devises étrangères n'était pas aussi naturel et, pour cette raison, n'a pu avoir le caractère de baromètre d'inflation.

Le décret du 20 janvier 1916 a centralisé le commerce des devises en Allemagne. Seulement, 26 banques ont obtenu le droit d'acheter et de vendre les devises, mais sous le contrôle de la Reichsbank, tandis que les autres banques ont travaillé en qualité de commissionnaires.

La Reichsbank a eu le droit d'accorder la permission de délivrer les devises et le décret du 8 février 1917 a soumis à son contrôle toutes les demandes de crédit en matière de paiement achat et vente du mark dans les relations extérieures.

La nécessité de ces mesures a été provoquée par diverses causes dont :

- 1° L'impossibilité d'exportation ;
- 2° La nécessité d'importer des matières premières ;
- 3° La perte des coupons subie à l'étranger.

En conséquence la balance des comptes est devenue défavorable.

Pour empêcher la spéculation, la Reichsbank a été obligée d'intervenir sur le marché des devises, en les y jetant et en achetant des marks à l'étranger. Dans cette action de soutien du mark, la Reichsbank a dépensé 50 millions de marks or en Hollande, Suisse et Suède.

Le décret du 22 mars 1917 a accordé au Reichskanzler (Chancelier d'Etat) le pouvoir de réclamer des documents de valeurs dont les particuliers se trouvent en possession.

Il faut constater que la spéculation à l'étranger n'a pas toujours été contre le mark, mais fut souvent aussi à son profit. Les attaques visibles dirigées contre lui ne sont apparues seulement qu'au commencement de l'année 1916. En

dépité de tous les moyens artificiels entrepris pour empêcher l'avalissement du mark, il a déjà beaucoup perdu de sa valeur. Au mois d'avril 1917, quand les Etats-Unis sont entrés en guerre, il était en comparaison avec la valeur des devises encore de 2/3 et, à la fin de l'année 1918, de la moitié de sa valeur.

L'inflation qui remonte déjà au début de la guerre a pris une forme très développée après la guerre.

Pour pourvoir aux besoins de la guerre et solder les troupes, la Reichsbank a été obligée d'émettre des petits billets et quantité de monnaie de billon.

L'étendue de circulation de monnaie allemande augmenta énormément par suite des opérations de guerre.

Le besoin d'argent liquide pour les soldes des soldats, la circulation lente de la monnaie dans les territoires occupés où des sommes énormes étaient retenues assez longtemps, ont créé un grand danger.

Dans les territoires occupés par les Allemands (Oberbefehlshaber Ost) quelques villes : Libau, Mitau, Bialostok ont émis des bons de caisses municipale. La population étant peu dense dans ces territoires, leur circulation fut limitée.

Le 17 avril 1916, la Banque allemande à Posen « Ostbank für Handel u. Gewerbe » fut chargée d'établir dans le gouvernement russe Souwalki Kowno, Wilna, Grodno et Kurland une banque dont le siège dut être à Kowno.

Cette banque (Darlehnskasse Ost) a obtenu le droit d'émettre des bons sous forme de rouble, qui furent couverts par les billets de banque et les bons du Trésor à court terme dans les banques allemandes.

Le 16 janvier 1918, la Direction de la Banque qui était jusqu'alors dans des mains privées fut prise par la Darlehnskasse Ost, purement militaire.

Les principes de garantie sont restés les mêmes. Le décret

du 30 mai 1917 a accordé encore une garantie au Reich pour dégager le Ost Darlehn en payant 2 marks pour un rouble. A la fin de la guerre, il y eut dans la circulation 1 milliard de marks.

Cette caisse fut administrée par les pouvoirs militaires puis transmise au Conseil d'Etat lors de la déclaration de l'indépendance de la République lithuanienne et dura jusqu'en octobre 1922, date d'introduction du nouvel instrument monétaire, le *litas*.

Des établissements similaires furent créés le 2 décembre 1916 en Pologne et en Roumanie. On voit que le soin de la Reichsbank fut de resserrer la circulation de la monnaie qui augmentait en raison de l'extension énorme du territoire.

Le Docteur Schacht considère que c'est à son moyen de financer la guerre que l'Allemagne doit d'avoir tant de monnaie fiduciaire.

Il faut remarquer que, déjà pendant la guerre, de tous côtés, à l'intérieur comme à l'extérieur, on a critiqué la fausse politique financière allemande.

Le Ministre des Finances, Mac Kenna, au mois de novembre 1917, tâchait d'attirer l'attention des correspondants anglais du *New York World* sur les diverses méthodes de financer la guerre et il concluait en disant que l'Allemagne après la guerre aurait beaucoup de difficultés avec son cours des changes.

Au commencement de novembre 1917 le *Londoner Economist* écrivait que l'Allemagne, pour couvrir ses frais de guerre, s'appuyait encore, au cours de la troisième année, sur l'emprunt.

Par la suite, on introduisit de nouveaux impôts en Allemagne mais seulement pour équilibrer le budget normal et l'*Economist* nommait déjà cette politique « Inflation politik ». A l'intérieur du pays, le *St-Galler Tageblatt* écrit, en 1917 :

« Pour reconnaître la véritable démocratie, le meilleur moyen c'est le système financier d'un pays. Dans tous les pays les soldats étaient prêts aux sacrifices suprêmes mais, quand intervenait la question financière, l'Allemand hésitait. Alors que les Anglais acceptaient toutes les charges, les fonctionnaires allemands ne crurent même pas devoir réclamer ce sacrifice supplémentaire. »

C'est là le défaut des systèmes non démocratiques ; le Gouvernement est indépendant et n'est pas soumis au contrôle public comme dans les pays démocratiques.

Le trésorier Helferich a fondé toute sa politique monétaire sur un élément psychologique : la victoire prochaine de l'Allemagne. Dans un pays démocratique, les professionnels expérimentés ne peuvent pas commettre de pareilles erreurs, parce qu'ils sont obligés de connaître l'influence de leurs actions sur le sentiment national.

Toutefois, en Allemagne, dès l'année 1917, nombre de personnes critiquaient la politique financière du pays et réclamaient plus de publicité, plus de contrôle et de collaboration du Parlement.

Après l'armistice, il sembla que la situation deviendrait tranquille, mais le mark commença à se déprécier sous la pression de la politique extérieure. Cependant, l'Allemagne essaya de régler ses finances en édictant de nouvelles mesures fiscales mais les résultats furent peu satisfaisants et les recettes diminuèrent, car toutes les lois financières et les réformes fiscales furent faites sans tenir compte de la dépréciation du mark.

La réserve or de la Reichsbank diminua au cours de l'année 1919 de plus de moitié.

Le 11 mai, l'Allemagne acceptait l'ultimatum de Londres et, par la suite, une somme de 1 milliard de marks or était donnée en paiement de réparations.

Le cours du dollar s'était, entre temps, augmenté de plus de 60 marks et, le 1^{er} juin 1921, la Reichsbank commençait à acheter les monnaies or dans la population, en payant un agio.

Par ce fait, elle reconnaissait pour la première fois l'inflation.

En 1922, au moment des pourparlers entre les alliés sur la possibilité de paiement et la nécessité de la visite de la Commission des Réparations qui devait s'informer sur l'économie allemande, l'Allemagne vit le cours du dollar s'élever à 9000 marks. Elle transmet alors un projet de stabilisation à la Commission des Réparations en demandant un moratorium de paiement et des secours étrangers. Les essais des alliés pour s'entendre sur le problème des réparations échouèrent et, le 11 janvier 1923, commença l'occupation du bassin du Rhin. Le cours du dollar était à cette époque à 49.000 marks.

Le docteur Shacht considère que la vraie cause de l'inflation en Allemagne après la guerre fut la pression exercée par la Commission des Réparations sur l'Allemagne pour lui faire effectuer les paiements qu'elle n'eut pas la possibilité d'accomplir.

L'ultimatum de Londres du 5 mai 1921 avait été accepté par l'Allemagne surtout pour des considérations d'ordre politique. En acceptant, l'Allemagne était certaine qu'elle ne pourrait faire face aux paiements réclamés et elle espérait que ses adversaires changeraient leur politique quand ils verraient que tous ses efforts pour effectuer les paiements se heurtaient à sa situation économique (1).

Après la réception de l'Ultimatum, le sort du mark s'améliora ; on en profita pour acheter les devises afin d'effectuer

(1) CALMETTE, *Recueil des documents sur l'histoire de la question des réparations.*

le paiement des 150 millions de marks-or à la Commission des Réparations.

Plus tard, la Reichsbank fut obligée d'utiliser encore ses réserves de métaux précieux. On emprunta sur eux 58 millions au Mont de Piété et une somme de 68 millions de marks fut empruntée à la réserve or.

Pour couvrir le reste du milliard, le 31 août, on emprunta 270 millions de crédit qui furent remboursés en automne et ce remboursement a beaucoup contribué à la dépréciation du mark.

Le 14 décembre 1921, la Commission des Réparations accordait à l'Allemagne le droit de payer tous les 10 jours 31 millions de marks-or en devises. Cela contribua à la baisse de la spéculation. Le Gouvernement allemand déclara qu'il ne pourrait payer en or que s'il faisait un emprunt, mais le Comité répondit qu'il lui était impossible d'accorder un emprunt jusqu'à ce que le problème des Réparations fût résolu entièrement.

Avant l'occupation de la Rhur, le docteur Schacht donna dans *Berliner Tageblatt* quelques conseils sur les moyens d'avoir des crédits extérieurs. Il proposait d'établir sur certains articles d'exportation allemande : sucre, bière, de grands organismes centraux d'exportation dont le total des sommes servirait de gage à l'emprunt en question. Il considère que c'est seulement l'ignorance des problèmes économiques qui a pu faire croire qu'un territoire occupé par force pourrait donner des revenus en excès.

PÉRIODES D'OCCUPATION DE LA RHUR

L'occupation de la Rhur, bien qu'elle donna à l'Allemagne la possibilité d'arrêter tous les paiements en numéraires et en nature, provoqua un désordre dans l'économie allemande et contribua beaucoup à la dépréciation suivante du mark. La Reichsbank décida d'intervenir sur le marché des changes

et, dans les premiers quatorze jours du mois de février, elle arriva par des achats de soutien à abaisser le cours du dollar de 50.000 à 23.500. Ce moyen eut pour résultat l'abaissement du dollar, quelques jours plus tard celui-ci ne valant plus que 20.000. La spéculation était intimidée.

En dehors de l'action de soutien du mark, la Reichsbank a poursuivi la politique de restriction des crédits et surtout a recommandé aux banques provinciales de refuser dans la mesure du possible tous les crédits qui servaient à se procurer des devises. Cette action fut empêchée par la nécessité des crédits de l'industrie du bassin du Rhin et, le 18 avril, elle échoua à cause des demandes excessives de devises. Le cours du dollar qui fut quelques semaines à 21.000 marks remonta à 25.000. Ainsi cette intervention de la Reichsbank lui a coûté plus de 300 millions de marks-or.

Au mois de juillet 1923, la Reichsbank essaya, une fois encore, d'intervenir, pour défendre le commerce des devises à un cours différent que celui qu'elle avait fixé et en prescrivant aux banques privées de n'acheter des devises que si le client a un dépôt suffisant en numéraire à la Banque. Cette intervention échoua à nouveau quelques semaines après.

Cette situation économique, épouvantable en Allemagne, força les particuliers à chercher les moyens de se prémunir contre la dépréciation monétaire. En dehors des événements politiques extérieurs dans le commerce de gros et surtout dans les branches qui touchaient de près au commerce d'importation, la monnaie allemande avait depuis longtemps perdu sa valeur. En dépit de toutes les interdictions officielles, on adoptait presque partout, dès 1922, le paiement en devises. Il en était de même sur les frontières et, en particulier, dans les territoires occupés où le mark-papier pouvait plus facilement être évincé par les devises étrangères voisines plus stables. Mais, peu à peu, ce mal gagna l'intérieur du pays. Dès le

commencement de l'année 1922, les commerçants convenaient, au lieu d'un prix fixe, d'un prix variable fixé soit en l'augmentant selon le cours des devises, soit en le multipliant à l'aide du nombre indice ou d'après d'autres indices servant comme mesure constante de valeur. Mais, à la fin de l'année 1922, quiconque avait des marchandises en mains, ne se contentait plus d'exiger un supplément couvrant son risque pour la dépréciation ultérieure probable de la monnaie, mais encore refusait de donner sa marchandise contre des marks-papier.

Ce refus d'accepter l'argent se généralisa surtout à la campagne, à tel point que les villes furent menacées du danger immédiat d'un blocus intérieur.

En même temps l'échelle des traitements et des gages changeait aussi. Mais les salaires furent calculés d'après l'index du coût de la vie établi par la Reichsamt ; ils restèrent inférieurs en comparaison des prix effectifs des marchandises. Cela provoqua une lutte durable contre le calcul des indices sur de fausses bases. De ce fait souffrirent surtout les fonctionnaires. Tandis que dans l'année 1913 la différence de revenus entre un travailleur non qualifié et un fonctionnaire était dans la proportion de 100/347, cette différence tomba dans l'année 1922 à la proportion de 100/147. Par suite un grand nombre de familles fut obligé de se contenter pour vivre du strict nécessaire.

Naturellement on commença par réclamer le paiement en valeur. Dans la seconde moitié de l'année 1923, beaucoup d'entrepreneurs essayèrent de payer leurs travailleurs par des moyens de paiement non dépréciés ou en nature.

Comme conséquence naturelle de l'inflation, se montre la fuite devant la monnaie, c'est-à-dire la hâte d'échanger contre des marchandises des actions, devises et autres valeurs stables. Le désir de se libérer le plus tôt possible provoqua l'augmentation de la circulation monétaire.

En plus de ce recours individuel, on a fait nombre d'autres propositions pour combattre l'inflation, que nous pouvons classer en deux groupes :

1° On réclame le retour immédiat à la monnaie-or ;

2° En prenant en considération le fait qu'il n'y aura pas suffisamment d'or, on exprime le désir de baser la monnaie de change sur des valeurs d'objets.

Dans les contrats ruraux, on avait, depuis longtemps, l'habitude de se baser sur une livre de blé ; certaines provinces créèrent donc, en 1922, une banque de blé qui a émis ses premières obligations en les fondant sur une livre de blé. Ce principe fut même transporté sur la dette hypothécaire.

Le 10 octobre 1923 parut dans *Berliner Tageblatt* la note suivante du docteur Schacht :

« Il est possible pendant chaque période d'inflation de se procurer un billet de banque convertible en or. Ce billet ne peut pas toujours servir de change, mais il a cet avantage qu'il peut donner la valeur de la monnaie pendant la dite période, évitant ainsi les grands malheurs de l'inflation et la tromperie des faibles et des ignorants.

Comme exemple, il invoque au commencement du 17^e siècle la « *Amsterdamer Wisselbank* » et la « *Hamburger Bank* » qui se sont procurées une monnaie de valeur qui ne fut pas une valeur de change mais donna la possibilité de mesurer les autres monnaies.

Pour montrer à quel degré était arrivée l'inflation en Allemagne à cette époque, nous reproduisons les données du *Bulletin financier* de 1926 de la province de la Rhur.

1° Dans le courant d'octobre 1923 la circulation des seuls billets de la Reichsbank fut plus que centuplée, passant de 23.228.815 millions de marks au 29 septembre à 2.495.822.200 millions au 31 octobre.

2° Le franc français coté 600 marks, le 1^{er} janvier 1923,

sur les marchés libres des territoires occupés fut, le 7 novembre 1923 ; à 2.950.000 marks ; le 23 novembre 1933 à 5 millions 980.000.

3° Le 23 octobre, le stock monétaire à la disposition du public allemand, en y comprenant les multiples monnaies de secours créés par toutes sortes de collectivités publiques et privées, se déprécia au point de ne plus valoir que 46,6 millions de marks-or contre 6 milliards, en 1913. Arrivée à un semblable degré, l'inflation cessait d'être une ressource et il n'est pas exagéré de dire qu'au point de vue purement financier le Reich, dans l'impossibilité de continuer plus longtemps, était acculé à la nécessité de faire une réforme monétaire.

Au point de vue économique social, la situation devenait intenable. Du 1^{er} au 29 octobre 1923, à Berlin, le prix du pain de froment passa de 17,6 millions de marks à 7 millions le quintal. Le chômage s'étendait démesurément ; au 31 octobre, le nombre total des chômeurs représentait 17 % des ouvriers inscrits dans les syndicats professionnels ; en outre, 46 % travaillaient à journées réduites ; 1/3 seulement de la population ouvrière était normalement utilisé.

Le problème qui se posait était, dès lors, moins celui de la stabilisation d'une monnaie à peu près inexistante, que celui de la création d'une nouvelle monnaie. L'émission du Rentenmark constitua la solution provisoire de ce problème.

B. — L'EMISSION DU RENTENMARK

On s'avisa de la baser sur un mécanisme de couverture compliqué qui prétendait en faire la représentation d'une hypothèque générale sur l'ensemble de l'économie allemande (biens fonds et outillages industriels).

Par décret du 15 octobre fut donc instituée la Rentenbank et la monnaie qu'elle mit en circulation le fut par trois voies :

1° Le Reich obtint un crédit à la Rentenbank et l'employa au paiement du traitement des fonctionnaires ;

2° La Reichsbank proposa au public l'échange libre du mark papier en Rentenmark ;

3° La Reichsbank commença à payer les dépôts en Rentenmark.

La distribution du Rentenmark se trouva dans les mains de la Reichsbank. Son émission fut retardée par la grève des imprimeurs de Berlin et, par cela, on prit en considération seulement les besoins nécessaires du Reich, tandis que le reste fut payé en marks-papier ou emprunt-or.

Etant donné que le Rentenmark était reconnu comme égal au mark, on calcula le rentenmark dans les paiements au cours ancien du mark-or ou du dollar à la Bourse de Berlin.

En émettant le Rentenmark, le Reich a pris en considération :

1° Les offices publics ;

2° Les nécessités de l'économie rurale et le commerce des consommations.

Dans ce but, les Offices publics et les commerçants ont obtenu des certificats du Ministère des Finances et de l'Agriculture. Ensuite, on donna la préférence à des caisses de maladie. De même, on échangea un certain nombre de rentenmarks contre des devises, mais ceci d'une façon trop restreinte.

Le 15 novembre, on émit en tout 80 milliards de rentenmarks et, jusqu'à la fin du mois, il n'y eut pas 700 millions disponibles.

Il était très important de savoir à quel cours de papier le rentenmark devait être converti. Le dollar à Berlin, à cette

époque, était de 2 billions 52 de marks (600 millions de marks pour un mark en or ou un rentenmark).

Le 12 novembre, le cours officiel du dollar à la Bourse de Berlin fut de 630 milliards de marks, c'est-à-dire le goldmark (mark en or) était de 150 milliards. L'ensemble de tous paiements était de 407 millions de marks-or.

Le Commissaire de la Monnaie, le docteur Schacht, pensa stabiliser le mark au moyen de la contraction du mark papier.

Etant donné qu'au point de vue technique, il était impossible de se procurer suffisamment de papier monnaie, la Reichsbank fut obligée pour donner confiance aux provinces, communes, pays et organismes privés d'émettre de la monnaie.

L'Imprimerie d'Etat qui, avant la guerre, avait travaillé seulement pour la Reichsbank ne put imprimer le nombre de billets demandés ; on dut avoir recours aux imprimeries privées. La dépréciation, en augmentant, exigea de plus en plus de monnaie. Le nombre de fonctionnaires et d'employés de la Reichsbank occupés au service de surveillance dans les imprimeries et papiers de fabrique s'élevait à 2.000 personnes.

En 1923 furent occupées au service de la monnaie 133 imprimeries et 1783 machines.

En dépit d'une pareille émission, la Reichsbank ne put mettre suffisamment de billets en circulation et fut obligée de recourir à l'émission de la monnaie par les communes et établissements privés.

La loi du 17 juillet 1922 régla l'émission de cette monnaie. La permission du Ministre des Finances fut obligatoire de même que le dépôt à la Reichsbank d'une somme en numéraires ou en Bons du Trésor. A la fin de l'année 1922, il y avait en circulation 20 milliards de marks de cette monnaie de secours, en plus des 1280 milliards de la Reichsbank. Dans le courant de l'année 1923, la somme totale de la monnaie émise par divers organismes augmenta par rapport à la circulation

des billets de la Reichsbank et on commença à tenir compte de la nécessité de couverture. Le total de cette monnaie émise en grande partie sans découvert atteignit 1/2 milliard de marks-or, c'est-à-dire autant que la monnaie de secours gagée.

Il y avait en circulation deux fois plus de monnaie de secours, tant couverte que découverte, que celle de la Reichsbank, surtout dans les territoires occupés de la Rhur où la Reichsbank n'a pu fournir régulièrement la monnaie et où de grandes émissions de billets ont eu lieu. Ici les nécessités patriotiques ont prévalu sur les considérations politiques du change.

L'émission de cette monnaie sans couverture a servi de bon moyen pour avoir des gains d'inflation et a été employée avec plaisir par divers organismes.

Au moment de la stabilisation la Reichsbank a accepté cette monnaie à ses guichets au taux de 1/3 de ses propres billets. Par conséquent, il y eut de grandes réserves de cette monnaie de secours à la Reichsbank parce qu'il était difficile de mettre de nouveau en circulation. On suppose même que les billets émis par la Reichsbank, ayant eu un champ d'application plus étendu, beaucoup d'endroits voulurent justement se défaire de cette monnaie de secours en l'échangeant contre les billets de la Reichsbank. Il était très facile à la Reichsbank par moyen d'endossement (transférer la monnaie de secours par virement dans un lieu différent de celui où on reçoit les billets de la Reichsbank) d'aider à cet échange.

Ainsi, cette monnaie de secours a contribué à faire perdre à la Reichsbank la direction de ses émissions.

Le 17 novembre 1923, la Reichsbank donna l'ordre à toutes ses banques de ne plus accepter, dès le 22, cette monnaie en paiement et elle fixa jusqu'au 26 aux émettants pour leur permettre de dégager la monnaie qui était dans ses caisses. Cette disposition, quand elle fut publiée, surprit beaucoup les émet-

tants ; les organismes de la Rhur réclamèrent l'annulation de l'ordre en invoquant les besoins économiques et politiques du pays. Dans la Rhur, personne ne crut à ce moment à la possibilité d'une stabilisation. Le dollar était coté à la Bourse de Köln :

Le 13 novembre 1923		\$		3.90	Bil de mark
14	—	—	 »	6.85	— —
15	—	—	 »	5.80	— —
16	—	—	 »	6.50	— —
17	—	—	 »	6.70	— —
19	—	—	 »	9.85	— —
20	—	—	 »	11.70	— —
22	—	—	 »	10.20	— —
23	—	—	 »	10.50	— —
24	—	—	 »	10.25	— —
26	—	—	 »	11	» — —

Tandis qu'à Berlin, le 20 novembre, le dollar était revenu à 4,2 billions, c'était une vraie fièvre de spéculation. Pour la réaliser, on était obligé, non seulement, de faire des achats de dollars à certains cours mais aussi de payer le jour suivant la somme nécessaire ; ce paiement devait être fait en billets de la Reichsbank laquelle était maître de la circulation, mettant hors cours :

1° La monnaie de secours ;

2° Le Rentenmark.

La Reichsbank ne peut accorder les crédits de papier et la chute de la spéculation fut évidente. On dut vendre les dollars à peu près avec la même vitesse qu'on les avait achetés ; mais on les avait achetés à un cours ascendant ou progressif, et on était obligé de les vendre à un cours décroissant.

Le cours du dollar était à Köln :

Le 27 novembre 1923		\$		10.20	Bil de marks
28	—	—	 »	9.40	— —
29	—	—	 »	8.50	— —
30	—	—	 »	7.80	— —
6 décembre 1923		»		4.90	— —
10	—	—	 »	4.20	— —

La Reichsbank était très contente de recevoir des devises, parce qu'elle était la seule qui put échanger le dollar contre ses propres billets.

La spéculation se produisit naturellement en dehors de la Rhénanie, dans les autres parties du Reich, mais nous avons reproduit les données de la Bourse de la Rhur parce qu'en cet endroit la lutte fut plus vive qu'ailleurs.

Du 10 au 31 décembre, la Reichsbank obtint 200 millions de marks de devises. La politique avait réussi et on put maintenir le cours du dollar à 4,2 billions de marks. Naturellement, la Reichsbank ne pu livrer toutes les devises réclamées, mais son intervention en restreignit la consommation. Le succès de cette opération provoqua une confiance dans les procédés de stabilisation.

La plus grande décharge de la Reichsbank fut la restriction des crédits au Reich ; ses demandes étaient, en effet, une trop grande source d'inflation. Dans la journée critique du 15 novembre, le Reich eut 189,9 trillions de marks, tandis que la somme des autres crédits accordés s'élevait seulement à 40,1 trillions.

Etant donné que la nouvelle loi de 1922 sur les Banques accordait au Reichsbankdirektorium pleine liberté dans ses fonctions sans droit au Gouvernement de la rappeler, (jusqu'à la loi du 26 mai 1922, la Reichsbank fut une institution qui travailla d'après les instructions du Reichkanzler) elle n'était plus contrainte d'accorder des prêts au Reich au delà de la limite fixée.

Le Ministre des Finances dans les dernières semaines de l'année 1923, quand la monnaie fut stabilisée, eut beaucoup de peine à élargir le crédit. Le prêt de 900 millions accordé étant épuisé, il s'adressa de nouveau à la Reichsbank qui refusa.

Cette mesure fut la cause de la stabilisation du budget. Le Docteur Schacht considère qu'en dehors de cette mesure, la stabilisation aurait peut-être pu réussir mais qu'étant donné que l'émission du rentenmark était fixée à l'avance à 24.000 millions de marks (émission assez faible pour un pays comme l'Allemagne presque dépourvu d'instruments de paiement) on n'aurait pas pu satisfaire les besoins de l'économie privée.

Beaucoup de difficultés furent soulevées pour le dégagement des monnaies subsidiaires. Il n'existe pas de statistiques sur le montant total des sommes émises. D'après les documents de la Reichsbank la circulation entière de la monnaie subsidiaire jusqu'au commencement de la stabilisation s'élevait à un milliard de marks-or.

Cette monnaie fut retirée très vite de la circulation et, à la fin de janvier 1924, il n'y en avait qu'un demi milliard, au commencement d'avril 1/4 de milliard, au milieu de juin 100 millions, au milieu de septembre 10 millions.

Fin octobre, on put considérer la monnaie subsidiaire comme écartée entièrement de la circulation.

Trois dates marquent le chemin de l'assainissement monétaire allemand.

Le 20 novembre 1923, stabilisation du mark-papier, stabilisation qui fut orientée vers le cours 1 billion de numéraire allemand (1 trillion de numéraire français) pour un mark = $1/4$, ₂₀ dollars.

Le 7 août 1924, la stabilisation fut assurée complètement par la restriction des crédits.

Le 10 octobre 1924, par suite d'emprunt, les capitaux étran-

gers rentrent continuellement dans l'avenir économique du Reich, pour alimenter le marché allemand, comprimer le taux d'intérêts ranimer la Bourse et stimuler les affaires.

Par toutes ces mesures, on aurait pu considérer que toute l'action de la stabilisation était réglée, il fallut cependant résoudre encore bon nombre de problèmes.

Le passage brusque de la dépréciation du mark, dépréciation quotidienne, à la pleine stabilité, a eu de lourdes conséquences sur l'économie nationale.

L'erreur sur la richesse apparente du papier monnaie ne fit que croître et l'image terrible de la grande pauvreté apparut.

Les moyens propres et étrangers des Instituts Monétaires allemands, après la clôture de la période d'inflation, en comparaison avec la période d'avant-guerre, furent les suivantes :

	1913	Fin 1923
Caisses d'Epargne	19,7	0,1
Banques	13,4	2,7
Associations	4,6	0,4
Compagnies d'assurance	6,3	1,2
Total	44,0	4,4

Nous voyons donc que déjà la monnaie liquide et les capitaux d'investissement sont tombés à 1/10 de leur valeur d'avant-guerre.

Jamais encore un peuple qui avait eu une situation économique aussi développée que l'Allemagne n'a perdu autant de capitaux d'exploitation. Tel fut le résultat de la guerre et du Traité de Versailles.

L'épargne allemande qui s'élevait à 100 milliards fut consommée par l'emprunt de guerre et perdue par ses dépenses et la monnaie qui en est restée a été employée aux grandes

livraisons lors de la cessation des hostilités, du Traité de Paix et des Réparations.

La somme de ces derniers paiements s'élevaient d'après les évaluations faites par les Instituts of Economies Américains, à 26 milliards de marks-or, tandis que, d'après l'évaluation allemande, elle était de 56 milliards.

Une pareille perte de tous ses moyens liquides aurait pu être supportée par un pays agraire, mais pour un pays d'un développement industriel si énorme que l'Allemagne, il devenait difficile et cependant indispensable de se procurer de nouveaux capitaux pour pouvoir remettre sa production en mouvement. C'est pourquoi le devoir de la Reichsbank était de reconstituer à nouveau le marché des capitaux d'exploitation.

Le plus grand danger pour la construction du marché des capitaux venait de la revalorisation. Beaucoup d'hypothèques dont le paiement devait être effectué pendant les années d'inflation le furent en monnaie dépréciée. Naturellement, les créditeurs considéraient ce fait comme une iniquité considérable et, déjà, en 1922, se font sentir les réclamations sur cet état de choses, et des demandes de réglementation législatives.

Le Gouvernement pendant la période d'inflation ne peut promettre d'une façon positive de régler cette question et déclara le principe Mark égal Mark.

La situation devenait très compliquée parce que les tribunaux comme nous le verrons au cours de ces études, commençaient à s'écarter dans leurs décisions des dispositions du cours forcé et un fort mouvement doctrinal se produisait.

Le 28 novembre 1923, la Cour Suprême (Reichsgericht) décida d'abandonner complètement le principe mark égal mark et jugea, d'après l'article 242 B. G.B., en invoquant les principes de bonne foi de la revalorisation des hypothèques

payées en marks-papier et en prenant en considération dans chaque cas la possibilité d'effectuer le paiement.

Ce jugement provoqua beaucoup d'autres procès et contraignit le Gouvernement à s'occuper de la réglementation.

En réalité, sur ce fait comme sur d'autres les choses ne sont pas aussi simples qu'il pourrait sembler à première vue. En effet, si on voulait obliger les propriétaires d'immeubles à acquitter leurs anciennes obligations en marks, il y avait un grave obstacle parce que le régime de la taxation qu'on maintenait encore sur le loyer réduisait leurs recettes à une fraction de ce qu'ils auraient dû recevoir.

De plus, le Reich ne voulait pas tolérer la hausse des loyers jusqu'au prix d'avant-guerre, sans s'assurer à lui-même une part notable de la différence sous forme d'impôt.

C. — L'ORDONNANCE FISCALE. — LA LOI DE REVALORISATION DU 16 JUILLET 1925

La troisième ordonnance fiscale institua, non pas une solution idéale mais du moins une base juridique solide : on reconnut aux créanciers hypothécaires une valorisation de 15 % qui n'entrera en vigueur qu'en 1932.

De même que les hypothèques sur la propriété foncière rurale et urbaine, les obligations des grandes sociétés tombèrent complètement sous le coup de la dépréciation monétaire. En 1922, les débiteurs commencèrent à effectuer le remboursement des crédits en monnaie complètement dépréciée. Quelques sociétés se déclarèrent prêtes à accorder aux créanciers privés spoliés de leurs droits quelques petits dédommagements : échange d'obligations contre des actions, valorisation spontanément consentie.

La troisième ordonnance fiscale réglementa la valorisation

des obligations conformément à celle des hypothèques, mais en ajoutant un impôt de 2 % sur les obligations.

Les sociétés de production reçurent donc en cadeau 90 % environ des dettes qu'elles avaient contractées avant la guerre. Comme il y avait en Allemagne environ 5 milliards de marks-or d'obligations émises, on peut aisément se faire une idée du déplacement des fortunes, résultat de la dépréciation monétaire. Ce déplacement s'opère surtout aux dépens de la fortune de la classe moyenne et profita aux grosses fortunes.

A côté des possesseurs des titres d'emprunt, ceux qui sont le moins bien traités dans la valorisation sont les créanciers des Caisses d'Epargne dont les dépôts ne sont valorisés que dans la mesure où ces caisses d'épargne elles-mêmes bénéficient d'une valorisation de bien fondés payés en hypothèques, et en obligations et n'atteignent pas 1 % de dépôts en marks-or. Le règlement de cette question n'a pas une grande importance parce que la plupart des déposants ont déjà retiré leur dépôt durant les années écoulées.

En principe, le règlement était le même pour les créances au titre des assurances pour la vie que pour les lettres de gages des banques hypothécaires. Les pertes qui en naquirent et qui atteignirent surtout la classe moyenne furent très considérables. Cependant, contrairement à ce qui s'était produit pour les obligations, les débiteurs eux-mêmes, instituts bancaires et Compagnies d'assurances ont pour leur part subi de lourdes pertes.

La troisième ordonnance fiscale fut proclamée le 14 février 1924. Plusieurs auteurs et les tribunaux se sont élevés contre cette ordonnance, en déclarant qu'elle est contraire au § 53 de la Constitution sur les Impôts généraux. Le Landgericht à Berlin, le 21 février 1924, (J. W. 24. 332) a déclaré que ces prescriptions ne sont pas valables et a rejeté une demande formulée d'après le § 10. Par contre le Kammlrgericht, le

Sénat de la Cour du Reich par sa décision du 19 mars 1924 (J. W. 24.983) en a reconnu la validité.

Dans un grand nombre de ses décisions, la jurisprudence considère que la troisième ordonnance fiscale doit être interprétée restrictivement (R. G. 25 mars 1924) (J. W. 24 1364 D. R. Z. 24.201 Warn E 23/24 133).

Les décisions énoncées considèrent que l'ordonnance dans laquelle étaient revalorisées toutes les prétentions en marks-or seulement à une partie de leur valeur nominale, est une exception et ne doit pas être appliquée en dehors de ses limites (ainsi R. G. 13 F. 1925, p. 1980).

Le Kammergericht a soutenu dans plusieurs arrêts cette thèse. L'arrêt du 13 février 1925 dit :

« Si le législateur veut empiéter sur les droits existants, il faut exiger qu'il se prononce toujours clairement, limitant les hypothèses et l'étendue dans lesquelles la perte de droit doit intervenir. S'il a exprimé sa volonté d'une façon pas tout à fait conforme au but désiré, il faut lui permettre de compléter sa décision au moyen d'une nouvelle prescription. » Dans le même sens (Oberlandsgericht à Coln le 1^{er} juillet 1924, D. R. Z. 24.527 tandis que le Oberlandsgericht à Marienwerden le 11 mars 1924 J. W. 24.1269 s'est déclaré de l'avis du § 11.

Smoschever RGBL 24.102, Wergert Banka 24 57 se sont prononcés contre l'interprétation restrictive de la troisième ordonnance fiscale en décidant que le juge n'a pas à prendre une position personnelle sur les idées de la nouvelle législation. Le juge ne doit pas apprécier la loi, mais seulement l'interpréter.

Wergert : Qualification du droit de revalorisation de la troisième ordonnance fiscale comme loi d'exception, c'est une méconnaissance de son importance économique qui ne peut être soutenue continuellement.

La troisième ordonnance fiscale n'a pas résolu complètement la question des capitaux ni le désir de créer des rapports juridiques clairs et stables.

On se propose au Reichstag de supprimer cette ordonnance. Le député Düringer a proposé de changer la troisième ordonnance fiscale par voie de loi.

En dehors de sa forme, la loi de revalorisation a subi beaucoup de changements surtout : fixation du taux pour les hypothèques de 25 % ; pleine rétroactivité d'un paiement après le 14 juin 1922 ; supplément de 15 % de revalorisation sur les obligations industrielles en permettant le droit de jouissance ; mesure plus haute de la revalorisation pour le reliquat de vente et prétention provenant des contrats qui concernent la cession des biens fonds de 75 % jusqu'à 100 % de leur valeur-or ; limitation de la diminution de la revalorisation sur proposition des propriétaires ou débiteurs en dehors des cas de rétroactivité plus haut cités jusqu'à 10 % de leur valeur-or.

La loi du 15 juillet 1925 fut mise en vigueur. Jusqu'à ce jour, on avait prolongé la validité de la troisième ordonnance fiscale. Elle vécut donc du 14 février 1924 au 15 juillet 1925.

La loi de revalorisation ne règle pas pleinement la revalorisation, mais renvoie bien souvent à la revalorisation d'après les prescriptions générales, surtout en matière des prétentions qui ne sont pas assurées par les biens comme par exemple dans les contrats synallagmatiques ou les rapports juridiques, lesquels ne sont pas des capitaux, de même dans les limites concernant les prétentions personnelles assurées par les hypothèques.

Dans les prescriptions générales il faut comprendre les principes élaborés par la jurisprudence en se basant sur les prescriptions générales de *B. G.B.* (Code Civil allemand).

Dans notre étude nous procédons à l'examen des rapports soumis à la loi de revalorisation aussi bien qu'à ceux qui sont réglés d'après les prescriptions générales.

VALORISATION DES DETTES HYPOTHÉCAIRES ET DES
OBLIGATIONS INDUSTRIELLES ALLEMANDES

On pourrait croire, à première vue, que le Reichsmark actuel a été substitué au mark d'avant-guerre, une fois la politique inflationniste terminée. Beaucoup de choses font croire à ce rétablissement pur et simple de l'ancien système monétaire allemand. D'autant plus que le Reichsmark nouveau a exactement la même teneur en or que le mark d'autrefois. La Reichsbank réorganisée a pris sans interruption la suite de la Reichsbank ancienne, les actionnaires de l'une étant devenus les actionnaires de l'autre. Mais cette vue serait complètement erronée. La politique du Reich, bien au contraire, consiste à conserver les avantages de la politique inflationniste même après avoir redonné aux pays la monnaie qu'il réalisait autrefois. En réalité, au point de vue légal, le Reichsmark et le mark sont deux choses très différentes et le Reich a édicté par les deux lois du 16 juillet 1925 toute une série de mesures par lesquelles on passe d'une obligation libellée en marks à une obligation libellée en reichsmarks qui n'a, avec la première, qu'un rapport lointain et variable.

On ne saurait trop insister sur ce fait car dans les pays dont le change s'est momentanément déprécié puis ultérieurement rétabli (comme l'Angleterre) les obligations anciennes ont suivi le sort de la monnaie et, voyant leur valeur-or baisser avec leurs devises, elles ont repris exactement le niveau qu'atteignait la devise même dans laquelle elles étaient libellées.

Au contraire, en Allemagne, une obligation libellée en marks ne vaut rigoureusement rien au lendemain de la réforme monétaire cette dernière ayant laissé au mark la valeur-or qu'il avait atteinte en 1923. Poussant à bout cette politi-

que, le Reich devait donc décider une véritable novation de toutes les obligations anciennes. C'est bien là le but et l'effet des lois du 16 juillet 1925.

RÉSUMÉ DES DISPOSITIONS LÉGALES CONCERNANT
LA VALORISATION DES HYPOTHÈQUES, OBLIGATIONS INDUSTRIELLES
ET AUTRES DROITS RÉELS

I

Dispositions générales

Les engagements contractés avant le 14 février 1924 et prévoyant le paiement d'une somme d'argent sont soumis obligatoirement à une revalorisation. Cette revalorisation sera effectuée en prenant comme base la valeur-or. Cette dernière sera considérée comme égale à la valeur nominale des engagements quand ceux-ci seront antérieurs au 1^{er} janvier 1918. La valeur-or des engagements contractés pendant la période écoulée du 1^{er} janvier 1918 au 13 février 1924 sera calculée d'après le tableau annexé à la loi. Celle-ci laisse en dehors de son application les engagements contractés depuis le 14 février 1924 parce qu'à cette date (promulgation de la troisième ordonnance fiscale) la réforme monétaire de l'Allemagne était un fait accompli.

II

A. — *Hypothèques*

1° Il y aura lieu d'effectuer la revalorisation prescrite par la loi même lorsque le débiteur sera libéré conformément au

contrat si le créancier, tout en acceptant le paiement, a réservé ses droits.

2° Cependant, pendant la période écoulée du 1^{er} janvier 1918 au 13 février 1924, période où le mark s'est déprécié dans des proportions considérables, la revalorisation est acceptée même si le créancier n'a pas fait de réserve.

B. — *Taux de revalorisation*

1° La valeur or du droit à valoriser doit être calculée au jour de son inscription sur le livre foncier ou de la cession.

2° Les droits hypothécaires sont valorisés à 25 % de leur montant or.

3° L'hypothèque nouvelle conserve son ancien rang. Il sera fait mention de la *valorisation* sur le livre foncier.

4° Lorsque le débiteur est dans une *situation telle que le maintien* du taux normal de *valorisation constituerait une injustice grave à son préjudice*, il peut demander que le taux soit abaissé jusqu'à 15 %.

C. — *Remboursement-Intérêt*

1° Le remboursement du nouveau capital ne peut être exigé avant le 1^{er} janvier 1923 ni au propriétaire du fonds hypothéqué, ni au débiteur personnel.

2° Les intérêts dus jusqu'au 1^{er} janvier 1925 sont annulés. A dater du 1-1-25 l'intérêt est de 1,2 % de la somme revalorisée ; à dater du 1-7-28 l'intérêt est de 2,5 % de la somme revalorisée ; à dater du 1-1-26 l'intérêt est de 3 % de la somme revalorisée ; à dater du 1-1-28 l'intérêt est de 5 % de la somme revalorisée.

3° Le paiement des sommes destinées à l'amortissement est suspendu jusqu'au 1^{er} janvier 1926.

D. — *Dérogations*

Aufwertungsstelle peut retarder jusqu'à fin février 1938 ou avancer au 1^{er} janvier 1930, la date de remboursement du capital revalorisé *si la situation économique du débiteur l'y incite*. Elle peut ordonner, si le créancier est dans la misère, que le propriétaire versera des acomptes s'élevant au maximum à 10 % de la somme revalorisée et ne dépassant pas annuellement 1.000 marks.

E. — *Formalités à remplir*

Le créancier doit demander qu'il soit procédé à la revalorisation par une requête adressée à l'Aufwertungsstelle avant le 1^{er} janvier 1926.

III

Les dettes foncières, les dettes immobilières de rentes et les charges réelles, les droits de gages sur navires sont revalorisés de la même manière que les hypothèques.

IV

Obligations industrielles et Reconnaissance de dettes du même ordre

1° Le taux de revalorisation est abaissé pour les obligations industrielles à 15 % de leur valeur or.

2° Le taux peut être réduit quand le débiteur est dans une situation difficile.

3° La revalorisation est effectuée bien que les sommes fixées aient été payées si le créancier a réservé ses droits. Cette réserve est ici obligatoire, l'exception prévue en ce qui concerne les hypothèques remboursées du 15 juin 1922 au 14 février 1924 n'étant pas étendue aux *obligations industrielles*.

4° Le remboursement, le paiement des intérêts et l'amortissement du capital s'effectuent comme pour les hypothèques.

APPENDICE

HISTOIRE DE LA MONNAIE LITHUANIENNE

En Lithuanie, en 1914, la monnaie de paiement était le rouble russe. Par suite de la guerre se sont produits divers changements et les grandes dépenses qu'elle exigea mirent la balance financière en déséquilibre.

Le cours du rouble a commencé à perdre de sa valeur et les troupes d'occupation ont suivi ses fluctuations en faisant des conversions.

Pour parer aux besoins du rouble, les caisses de prêt Ost émirent la monnaie intitulée Oberost. On aurait pu croire d'abord que c'était par suite de la nécessité d'augmenter la circulation de la monnaie russe qu'on procédait ainsi, mais en réalité, il est impossible qu'un Etat étranger, en émettant de la monnaie, en augmente la circulation. C'est la Russie qui a pris la garantie de la monnaie russe par ses forces économiques tandis que la monnaie en question dépendait de la balance allemande.

Etant donné que ni la monnaie russe, ni la monnaie allemande n'étaient convertibles en or et que le cours de ces deux monnaies a évolué, il devenait pour l'Allemagne impos-

sible d'émettre une monnaie qui soit égale d'après sa valeur à la monnaie russe. En réalité, il circulait en Lithuanie une monnaie papier de deux Etats différents portant le même nom.

L'Oberostrouble était une monnaie de nécessité dans le territoire occupé et comblait la lacune des moyens de paiement mais il n'a pas remplacé le rouble russe. On n'a pu simplement donner le Oberostrouble au lieu du rouble russe, ou mettre les deux monnaies sur un pied égal. Le rapport de ces deux roubles dépendait de la situation du rouble russe par rapport au mark allemand.

L'Oboresrouble était égal à 2 Ostmark. Fixé dès le commencement sur le rapport du mark allemand, il fut toujours échangé contre 2 Reichsmarks. On a choisi le nom de rouble pour habituer la population plus facilement à la nouvelle monnaie et procurer un moyen de paiement qui soit approximativement de même valeur.

Une autre préférence qui aida à l'émission de cette monnaie fut que cette monnaie distincte a dû partiellement séparer la monnaie destinée aux territoires occupés de la monnaie allemande. Le rouble Oberost a eu comme base le Reichsmark qui est devenu nécessaire pour le territoire occupé. Cependant, dès qu'on s'habitua à compter en roubles Ost, le problème du rouble russe devint plus difficile dans ces territoires.

Il était assez facile d'introduire le Ostmark à cause de la conversion en rouble russe ; aussi, la durée de la guerre et la situation financière de la Russie provoquèrent-elles la perte de l'importance du rouble russe. Tout de même, il ne faut pas oublier que le changement de la monnaie contribua aux difficultés qui surgirent, étant donné que la plupart des fonds à longs termes étaient établis en monnaie ancienne, laquelle fut assez longtemps encore retenue en territoires occupés.

Le rapport de l'Oberost rouble et du mark fut fixé. Quand le rouble russe dont la valeur a varié était égal à 2 marks ou 1 Oberostrouble, le changement de la monnaie fut encore plus simple.

Il était plus facile d'introduire le Oberost rouble en commerce quotidien que de l'accepter dans les transactions immobilières. En effet, en acceptant le Oberrouble dans le commerce quotidien, on acceptait la monnaie allemande (mark parce que, au lieu du Oberostrouble qui était égal à deux ostmarks, on pouvait avoir toujours deux reichsmarks. Cette monnaie circulait dans le territoire de Kurland et Grodno. Elle était partout acceptée et son rôle continua encore après la guerre parce que la Lithuanie n'eut pas assez longtemps de monnaie propre et qu'elle retint le oberostrouble comme monnaie du pays.

Légalement, cette monnaie devait être retenue jusqu'au 1^{er} octobre 1922 mais elle le fut plus longtemps jusqu'à plein remboursement. La Caisse de monnaie Ost a émis son papier monnaie seulement contre Lombardierung (Dépôt de valeur) de la monnaie étrangère plus appréciée que la monnaie allemande.

Le devoir de la D. K. O. (Darlehnskasse Ost) en premier lieu était celui de la caisse de prêt allemande de tenir compte des nécessités de crédit privé. Ainsi, pour la D.K.O. la situation financière du pays n'a joué aucun rôle. Le rapport de cette caisse avec le Reich fut seulement qu'on obtint la monnaie oberost et l'échangea au pair en déposant des reichsmarks.

Le cours du Reichsmark et ostmark étaient égaux à chaque changement de cours du Reichsmark la monnaie d'oberost était aussi changée. Dans son cours le ostmark dépendait tout à fait de la situation du reichsmark. Le même phénomène se produisit quand la Lithuanie devint indépendante.

La Darlehnskasse Ost échangea tout le temps la monnaie du Reich contre le oberost.

Cette caisse a eu un caractère purement privé et fut tout à fait indépendante de l'économie financière du Reich même quand elle fut administrée au mois de janvier 1918 comme un Institut du Reich.

Elle a eu son siège d'abord à Posen et ensuite à Kaunas (Kowno) ; la monnaie émise par le D. K. O. a atteint un milliard de marks et est restée assez longtemps stationnaire. Quand les prix montèrent la nécessité des numéraires exista et fut couverte par l'introduction du reichsmark.

L'Assemblée Constituante, ayant obtenu en Lithuanie le pouvoir de traiter avec le Darlehnskasse Ost pour maintenir les systèmes existants, la monnaie Ost est restée en circulation et l'Etat Lithuanien a renoncé à émettre la monnaie qui aurait pu facilement, surtout aux premiers temps de son indépendance, provoquer, par suite des nécessités financières, des émissions entraînant un chaos monétaire important.

La situation était donc très particulière. L'Etat indépendant de Lithuanie n'a pas eu de monnaie propre ou, plutôt, il a eu une monnaie, puisque c'était le Ostgelde différent de la monnaie allemande qui avait cours légal mais il n'avait pas de cours propre étant donné qu'à l'étranger on appréciait la monnaie lithuanienne d'après le *niveau du mark allemand*. Le sort de la monnaie allemande a donc décidé automatiquement le sort de la monnaie lithuanienne et, par cette cause, en automne 1922, le problème de la monnaie lithuanienne s'est posé à travers celui de la monnaie allemande.

I

Tandis qu'en général le cours du change sert jusqu'à un certain degré de baromètre des circonstances économiques et

financières, il faut, en Lithuanie, distinguer entre l'appréciation de la monnaie en circulation dont le cours est dépendant des circonstances monétaires en Allemagne et les bases de la monnaie, laquelle n'a eu aucune influence sur l'appréciation de la monnaie. Pour cette cause il faut étudier séparément ces deux phénomènes.

Tandis que dans des conditions normales, l'économie et le change ont une influence réciproque, ici l'influence du change est exclue. Ni le déficit financier, ni le déficit économique ne peuvent être couverts par l'émission du papier monnaie.

L'Etat lithuanien qui s'est refusé à employer la presse à billets, fut obligé d'équilibrer sa balance commerciale et sa balance de paiement par lui-même.

Bien que la Lithuanie ait accepté comme monnaie le Obe-rostgeld, la lutte contre l'ancienne monnaie russe n'était pas encore terminée. On était obligé, dans divers cas, de compter d'après les roubles russes dont il y avait encore un grand nombre en circulation.

De s'en tenir aux habitudes anciennes, c'est un trait du peuple lithuanien. Il était, d'ailleurs, très difficile de refuser la monnaie russe qui de plus en plus perdait de sa valeur.

Dans l'année 1921, il y avait encore en circulation de 200 à 400 millions de monnaie russe. Le rouble-tsar et le duma étaient acceptés très volontairement ; moins volontairement l'étaient ceux de Kérénski et presque pas les roubles des Soviets (1).

(1) Dr TEITELBERG : *Das Papiergeldwesen in Räte Russland*. Berlin.

L'ensemble de la monnaie en circulation, d'après l'obligation de rembourser les sommes imprimées sur les billets, peut être divisé en trois catégories :

Le rouble du Tsar et le duma ont eu assez longtemps une position toute particulière ; ils étaient appréciés plus haut que les autres monnaies russes. C'est surtout pour des raisons psychologiques que le rouble tsar jouit d'une telle situation.

Au moment où la Russie était pleine de papier monnaie inconvertible, on a considéré encore les roubles du tsar et duma dans une certaine mesure comme une rareté et comme un souvenir d'avant-guerre. On était capable de donner au rouble Romanoff une valeur imaginaire. Il est compréhensible qu'on ait apprécié ce rouble au premier temps du pouvoir soviétique car on espérait que si les Soviets perdaient leur pouvoir, un autre gouvernement mettrait la monnaie émise par eux hors cours tandis que le rouble du tsar servirait de base à une réforme monétaire. Si vraiment cela s'était produit, le rouble n'eût pas été déprécié à cause de l'émission faite par un pouvoir illégitime. Mais la situation fut différente, étant donné que la vie économique a énormément changé et que la dépréciation de l'ancienne monnaie russe s'est produite.

C'est pour cette raison que les possesseurs de roubles tsar en Lithuanie ont subi beaucoup de dommages bien que le gouvernement les ait prévenus avant et ait essayé de restreindre la circulation de la monnaie russe.

On a défendu aux Administrations et Banques d'accepter

1° Le rouble tsar et duma avec l'obligation de rembourser en or à la parité ancienne 17 ; 424 gr. d'or fin ;

2° Billets des Soviets qui portent le même nom de papier monnaie remboursables en or sans indication de parité ;

3° Bons de Kérénski et les bons des Soviets sans aucune obligation de remboursement.

de la monnaie soviétique et cette défense, au mois de mai 1919, fut étendue à celle de Kérénski. En même temps on restreignait l'importation du rouble tsar et on la limitait jusqu'à 1000 roubles par personne. Le gouvernement lithuanien a fait tout son possible pour mettre la monnaie russe hors de la circulation, étant donné qu'il y en avait en circulation, en Russie, une quantité énorme. Devant ce danger qu'il comprit, le Gouvernement lithuanien lutta de plus en plus.

On a eu beaucoup de difficultés pour convertir les valeurs fixées. Il s'agissait de divers titres émis en roubles-or mais on n'a pu en effectuer la conversion sur la base d'or parce que cela aurait produit des conséquences inconciliables avec les conditions économiques générales.

A cause de la dépréciation monétaire la perte des sommes manquant dans les finances et l'économie a dû être communément supportée.

Si on avait maintenu les paiements des contrats basés sur valeur-or en exigeant des débiteurs le plein remboursement de cette valeur, il aurait fallu surcharger le débiteur au profit du créancier, d'où les créanciers n'auraient pas donné leur contribution aux charges de guerre.

C'est surtout dans l'Europe Occidentale, l'Allemagne comprise, que le problème de conversion des valeurs d'avant-guerre a eu une grande importance.

Au cours des années, le Ostmark s'est développé en Lithuanie et la conversion dut être basée sur cette monnaie. Il y avait donc, en Lithuanie, au point de vue économique, (les valeurs exprimées en roubles ont eu la même histoire que celles en marks) malgré l'existence de différentes valeurs, une seule monnaie qui fut obligée de suivre les fluctuations de la monnaie allemande.

A. — LES PROBLÈMES DE LA MONNAIE LITHUANIENNE

C'est le Ostmark qui était la base de la réforme **monétaire**. Toutes les autres monnaies existantes étaient ramenées à lui.

Le rouble russe engagé dans les valeurs n'a eu aucun rapport avec le Ostmark.

La valeur du Ostmark était fixée en or sur la même base que celle du Reichsmark et à cause de ce rapport, influencé par le dégagement réciproque, elle a subi la même dépréciation que lui.

Pour cette raison la Lithuanie, sans avoir une histoire propre, a une histoire monétaire assez importante. La question se pose de savoir comment on pourrait faire entrer dans ce développement les valeurs exprimées en roubles pour qu'elles ne fassent pas exception et ne sortent pas de ces cadres.

On pourrait dire qu'on considère les valeurs exprimées en roubles comme si c'était des valeurs en marks avec une parité d'or plus grande entre le rouble et le mark.

$$1 \times 2,18$$

En prenant comme base la parité basée sur l'or entre le Ostmark et le rouble, on arrive à un développement unique qui prend dans la dépréciation monétaire pour les deux monnaies la même mesure. De cette manière, on pourrait reconstruire l'unité de développement et même calculer de la même manière si le cours du rouble était plus haut en Russie.

La seconde monnaie étrangère en Lithuanie était le mark allemand dont la somme ne peut être fixée d'une façon précise. Cette monnaie venait en partie du temps de l'occupation, l'autre partie provenait automatiquement de l'afflux du mark allemand.

L'Allemagne étant intéressée à ce que sa monnaie ne s'en aille pas au delà des frontières, l'exportation de la monnaie

allemande pour la Lithuanie était temporairement défendue. Les réserves de la monnaie Ost de l'agence de change des caisses de prêt à Königsberg et Eydtkuhen ne furent pas suffisantes pour alimenter les marchés lithuaniens.

Au point de vue pratique, cette défense a eu peu de succès parce que les Anglais qui étaient les importateurs les plus importants de la monnaie en Lithuanie ont toujours pu payer en monnaie allemande. Elle a plutôt apporté une aggravation à la situation du commerçant allemand et a causé des dommages à leurs intérêts puisque les importations de matières premières venant de Lithuanie furent partiellement suspendues. Sur la demande des commerçants allemands cette défense fut donc supprimée.

Jusque là, la Lithuanie n'ayant pas eu de monnaie propre, était obligée d'avoir toujours en circulation la monnaie allemande dont le montant dépendait de ses nécessités et d'avoir en circulation le ostgeld.

L'émission de la monnaie oberost étant restreinte, on a toujours pu obtenir le reichsmark en échange. Mais, par suite d'accords conclus entre le gouvernement lithuanien et le Darl. O. le montant de la monnaie en circulation devait être limité. La hausse continuelle a contribué à rendre insuffisante la monnaie en circulation et dans les périodes de développement commercial très marquées, la monnaie manquera dans les caisses.

Le système monétaire lithuanien était, dans une certaine mesure, élastique à cause de sa liaison automatique avec le système allemand et de l'évaluation égale faite entre ces monnaies à l'étranger. Sans devenir dangereux pour la monnaie lithuanienne, le reichsmark eût pu entrer en quantité illimitée en Lithuanie et le nombre de reichsmarks en circulation devenir plus grand que celui de ostmarks. C'est surtout à cause de ce facteur élastique qu'interviennent des né-

cessités économiques et financières, si on observe la Lithuanie au point de vue théorique, on constate qu'elle a eu un système idéal pour fournir les moyens nécessaires à sa vie économique, si elle n'avait subi ce sort tragique de partager les destinées de la monnaie allemande.

L'histoire de la monnaie lithuanienne est surtout intéressante en comparaison avec le sort et les expériences des Etats voisins lesquels, lors de leur indépendance, ont eu une monnaie propre. Comme eux, la Lithuanie a voulu avoir sa monnaie. Mais après les négociations avec la caisse de prêt Ost elle préféra encore retenir la monnaie qui existait à cette époque et à laquelle les habitants de la Lithuanie étaient déjà habitués.

Par ce moyen on évita au début une influence défavorable sur le développement de la vie économique mais on s'était refusé en même temps à accorder des crédits par la presse à billets. Par ce refus la Lithuanie se créait beaucoup de difficultés qu'elle ne put surmonter que grâce à son esprit d'épargne.

On a émis un emprunt intérieur s'élevant à 30 millions de marks.

La situation s'est aggravée à cause de l'invasion des Bolcheviks et de l'occupation de Wilna (Ubersiedlung 1920 p. 171).

Au mois de décembre 1919, lorsque la Lithuanie fut obligée de mobiliser l'armée, ses dépenses augmentèrent de plus en plus ; il sembla alors que les nécessités de monnaie étaient devenues catastrophiques. Le gouvernement n'avait plus de monnaie pour payer les soldes de troupes.

La situation était très grave. L'armée bolchevique était sur les frontières et on a vu dans cette gêne du Gouvernement un moyen d'agitation très commode.

Il est très compréhensible que la difficulté financière ait

été très grande parce que, dans l'économie encore primitive, on ne pouvait faire entrer des projets d'impôts modernes qui ont une technique trop compliquée.

Il a donc fallu beaucoup d'efforts pour couvrir les dépenses nécessaires dans un pays qui a dû être reconstitué après de longues années de guerre.

Mais la reconstitution de l'Etat lithuanien fut, dès le début, guidée par une pensée saine. Malgré la mauvaise situation, le Gouvernement lithuanien n'a pas eu recours à la presse à billets ; il a mené seulement des pourparlers avec des groupements bancaires étrangers pour obtenir un emprunt et pour donner une garantie à sa monnaie. Mais ces négociations n'ont eu aucun résultat, les conditions qui furent fixées étant trop lourdes.

C'était un problème d'actualité en Lithuanie après la guerre que la question de garantie de la monnaie par un groupement bancaire ou un Etat étranger. Ce sont surtout les nouveaux Etats qui ont mené de pareilles négociations parce que leur balance économique et financière était une énigme d'avenir, où les Etats anciens dont les conditions, à cause des frontières résultant du traité, ont beaucoup changées.

Il est compréhensible que, pour donner une garantie à une monnaie, il faut que la balance de paiement ou financière soit passive seulement passagèrement, les créanciers ne consentant à donner leur garantie que s'ils sont sûrs que prochainement l'Etat pourra avoir une balance active.

Il importe toujours de savoir si c'est un Etat qui a la possibilité de vivre. On peut exercer une influence pour que l'Etat qui a besoin de crédit restreigne ses dépenses financières, mais l'influence sur le développement actif de la balance économique sera toujours limité et dépendra de la structure économique. On a exigé de la Lithuanie de très grandes sûretés, ainsi : permettre l'exploitation des branches économiques

donnant des revenus pour plusieurs années. Mais aucune de ces négociations en vue de garantir la monnaie lithuanienne n'a eu de succès.

Le Ministre des Finances Petrulis a continué à défendre son opinion. Il tenait pour préférable de s'abstenir d'émettre une monnaie propre et voulait retenir la monnaie Oberost. Même la catastrophe du mark allemand en octobre 1921 n'a pu libérer la Lithuanie de la monnaie oberost.

Malgré les conséquences graves qu'apporta cette catastrophe sur la vie économique en Lithuanie, il ne faut pas méconnaître la bonne expérience qu'elle en a tirée pour sa politique monétaire, laquelle était approuvée par la presse lithuanienne.

La Lithuanie n'est pas entrée dans l'économie du papier et, par conséquent, dans le chaos économique. Elle a gagné du temps pour introduire sa monnaie de ses propres forces et cela s'est produit après la chute catastrophique du mark en l'été 1922.

Dès que l'on connut à l'étranger les possibilités économiques de la Lithuanie, les dures années furent passées et le capital étranger vint participer à sa reconstruction économique et à l'introduction de la monnaie stable.

Certains auteurs sont d'avis que la Lithuanie eu avantage de ne pas émettre une monnaie propre. Elle était obligée, au commencement, de se contenter de ses propres moyens, le principe d'économie étant primordial dans la politique du Gouvernement lithuanien.

L'idée qu'un Etat doit régler ses dépenses sur ses revenus est la base dominante de la reconstitution économique de l'Etat lithuanien. Ce n'est d'ailleurs que grâce à lui que la Lithuanie a dû de se rétablir si vite après la catastrophe du mark.

On eut conscience, en Lithuanie, que l'on ne pouvait construire que lentement et qu'il était tout à fait impossible en

un si bref délai de faire des miracles et, dans tous les domaines, on tâcha de se contenter de ce qu'on avait.

B. — LE PROBLÈME DE LA MONNAIE INDÉPENDANTE EN LITHUANIE

Il est très intéressant de savoir comment cette monnaie propre s'est développée.

Le territoire lithuanien pendant la guerre était devenu une partie de l'Allemagne et son développement économique était réglé par les mêmes lois. Donc, en Lithuanie, la base économique pour la monnaie était devenue la même qu'en Allemagne et dans les autres Etats d'Europe qui ont eu une monnaie.

La législation (Loi du 4 août 1914) qui a transformé l'économie allemande d'avant-guerre en économie forcée a provoqué une disproportion entre la monnaie et la marchandise. Cette disproportion était plus grande qu'on avait pu juger d'après le cours de la monnaie allemande. La valeur interne de la monnaie a paru plus grande que celle qui était en réalité, parce qu'il ne pouvait plus y avoir l'échange naturel de l'offre et de la demande qui aurait influencé l'augmentation des prix à cause de l'économie forcée.

Le domaine économique était le même pour le Ostmark que pour le reichsmark et la même disproportion existait entre les marchandises et les prix.

Pendant la guerre, la Lithuanie entra de plus en plus dans le courant de la vie économique allemande et les mesures qui étaient prises en Allemagne pour concentrer toutes ses forces fiscales pour mener à bien la guerre et partager équitablement les réserves existantes, étaient dans une certaine mesure appliquées à la Lithuanie.

Les prix augmentaient et étaient pour beaucoup des produits fabriqués qu'on était obligé d'importer, plus haut qu'en Allemagne.

La production lithuanienne, en comparaison avec celle d'avant-guerre, fut très en retard bien que l'Allemagne ait fait tout son possible pour écarter les dommages de guerre et développer sa base productive dans les territoires occupés. Mais l'économie générale allemande a eu elle-même tant de besoin, qu'en dehors du strict nécessaire aux besoins du pays, on était obligé de tout fournir au pouvoir militaire ; en raison de cela la Lithuanie était encadrée dans les limites de la guerre.

La population lithuanienne n'a presque pas diminué pendant la guerre si on y ajoute les troupes d'occupation et d'administration. Dans ces conditions, le Osmark a subi la même dépréciation que le Reichsmark.

Tout de même, si on considère la Lithuanie pendant la période d'occupation comme une unité économique indépendante, sa situation après la guerre paraîtra meilleure que celle de l'Allemagne à cause de sa structure économique purement agricole.

Bien que les deux monnaies aient appartenu au même domaine économique, elles étaient déjà influencées, du côté des marchandises, d'une manière différente parce qu'au point de vue pratique l'offre et la demande dans les deux pays n'ont pas tout à fait lieu dans les mêmes conditions.

Comme nous l'avons déjà mentionné, le cours du mark allemand et le ostmark était tout à fait conforme à cette économie forcée.

Le cours était plus haut qu'il n'aurait dû être, en prenant en considération les facteurs internes. Mais il faut considérer que la valeur intérieure ne peut être vue dans des conditions normales que d'après les prix et les revenus et que, quand

c'est le cours forcé qui maintient le prix et les revenus, la valeur intérieure doit être considérée plus bas.

On s'est aperçu de cette disproportion quand l'Europe est devenue un membre vivant dans l'économie du monde entier et on est revenu à des conditions normales.

Est-ce que la Lithuanie aurait couru ce danger de baisse si elle avait eu sa monnaie propre ?

La plupart des auteurs considèrent que, même si la Lithuanie avait eu une balance active des finances, elle n'aurait pu dans les premiers temps, après la guerre, aller contre ce courant. La Tchécoslovaquie qui a appartenu à l'Entente et dont la situation économique était très favorable a, dans son histoire monétaire, connu la dure réalité que provoque la dépendance de l'économie et de la monnaie.

Ainsi la monnaie lithuanienne a eu tendance à baisser parce que les nécessités des marchandises en Lithuanie étaient tellement grandes que sa balance de paiement aurait été passive.

On considère que la monnaie lithuanienne, même si elle n'était pas opprimée par la monnaie allemande, aurait baissé jusqu'à la suppression du blocus de guerre, quand la chute du mark devint plus lente, le ostmark fut plus apprécié qu'il était possible avec la monnaie propre lithuanienne parce que les importations pour la Lithuanie étaient plus libres que celles de l'Allemagne.

La Lithuanie aurait pu éviter les dangers de ce temps intermédiaire si elle avait pu, au moment de la déclaration de son indépendance, obtenir un emprunt pour satisfaire les premières nécessités. Mais à obtenir un grand emprunt comme Etat nouveau, la Lithuanie n'a pu songer.

En tenant compte de cet état de choses, il faut conclure que la dépréciation de la monnaie lithuanienne était basée sur les tensions économiques d'après guerre. Jusque là la Li-

thuanie n'aurait pu équilibrer sa balance de paiement et de finance, la question de la stabilisation de la monnaie ne s'étant pas encore posée ; seulement, quand la Lithuanie revint aux conditions économiques normales, la pression qu'exerçait la monnaie allemande dépréciée sur l'économie lithuanienne se fit sentir.

Le moment est venu de s'occuper de l'introduction de la monnaie propre.

Quand la dépréciation du mark s'accéléra à cause de raisons politiques et psychologiques, les plaintes devinrent de plus en plus grandes. Il était, en effet, très compréhensible que la monnaie lithuanienne n'ait pas subi les effets de ces raisons. La plus grande fatalité de la Lithuanie a donc été que son sort économique a été lié à cause du ostmar au sort politique de l'Allemagne.

Etant donné que la stabilité du mark allemand était de plus en plus troublée par les mouvements de hausse et de baisse, la question se posait à nouveau, en Lithuanie, de savoir s'il faut désormais faire dépendre le cours de la monnaie du mark allemand, d'autant plus que le sort économique de l'Allemagne, par suite de la politique compliquée à l'extérieur, était désespéré.

Bien que les milieux bancaires étrangers aient proposé un emprunt, la Lithuanie n'était pas pressée d'émettre sa monnaie. C'est seulement au moment où la Lithuanie a obtenu confiance parmi les autres Etats, qu'elle a pu avoir la possibilité de stabilité pour sa monnaie.

C'est surtout le point de vue de la confiance qui a joué un rôle important et causé tant de soucis aux Etats occidentaux. Mais la Lithuanie a surmonté les dangers de méfiance envers sa monnaie par sa politique monétaire.

Malgré les grosses pertes qu'elle a subi en gardant la monnaie ostmark, elle a gagné du temps pour pouvoir émettre sa

propre monnaie et, quand son économie devint active, elle a rassemblé les fonds des devises et a pu introduire la nouvelle monnaie sans craindre les troubles économiques.

La politique commerciale lithuanienne fut particulièrement influencée par deux moments.

Le soin de sa balance commerciale et la nécessité de satisfaire les besoins financiers sans la presse à billets. On a essayé de retenir l'importation de toutes les marchandises nécessaires par la défense d'importation.

Par exemple on a interdit tout à fait d'importer le tabac quand, dans l'année 1921, cette importation a pris des mesures trop importantes.

On a apporté beaucoup d'attention au règlement d'exportation parce que, avec la dépréciation de la monnaie allemande, il y avait un danger de liquidation, contre lequel on para en augmentant les droits de douane (1).

Dans les cas où les droits de douane n'étaient pas augmentés, l'augmentation était permise seulement avec l'autorisation du Ministère du Commerce.

En automne 1921, à cause de la chute du mark (reichsmark), on a introduit des droits de douane très forts. Cette politique douanière était inspirée de deux points :

1° *Intérêts économiques* : contre la vente totale (ou au grand rabais) au prix plus bas que les prix mondiaux ;

(1) Etude sur les facteurs séparés de la Lithuanie. — ASCHMIESS : *Land u. Leute in Litauen*.

(2) *Das neue Litauen*, n° 2425.

(3) Professeur SKALWEIT : *Die Landwirtschaft in den litauischen gouvernement ihre grundlagen u. ihre Leistungen*.

(4) *Litauens Vergangenheit gegenwart u. Zukunft* (Berne 1919).

2° *Intérêts financiers* : empêcher la détérioration des finances à cause de la dépréciation monétaire.

Ces mesures très sévères en ce qui concerne l'exportation du pain des produits alimentaires étaient presque une défense d'exportation absolue. Toutefois, en ce qui concerne les pommes de terre on a craint qu'il n'y en ait pas suffisamment dans le pays. Le souci n'était pas sans raison parce qu'il apparaît qu'à cause de l'exportation temporaire, les prix, en Lithuanie, ont augmenté plus qu'en Allemagne.

Le manque de monnaie a obligé la Lithuanie à être très économe dans le domaine national et financier ; c'est pourquoi le rapport des balances économique et financière ne s'est pas montré défavorable au commencement de l'indépendance de l'Etat lithuanien.

Dans l'année 1919 on a exporté pour 162 millions et importé pour 401 millions, différence 211 millions.

Année 1920, l'exportation a été de 510 millions et on a importé pour 428, différence 81 millions.

La première moitié de 1921 fut plus défavorable.

On a importé pour 350 millions et exporté pour 125 millions. La cause de cette exportation fut que les principaux produits d'exportation lithuanienne : laine, bois, produits d'alimentation, furent exportés surtout en automne.

La balance entière, quoique beaucoup plus favorable, est restée tout de même passive.

Pour 632 millions d'exportation

877 millions d'importation. (1)

Mais cet excès d'importation est dû partiellement à une politique d'investigation que la Lithuanie avait déjà eu l'occasion de faire dans l'année 1921 quand le déficit de la ba-

(1) *Ostsee Zeitung* n° 80, 19 avril 1921.

lance commerciale et de la balance de paiement fut équilibré partiellement par les mandats de la monnaie d'Amérique.

Parmi les produits d'importation, c'étaient surtout les produits de production qui étaient importés, ce qui permit de croire que sa vie économique s'était développée.

Dans les pays de production, c'est l'Allemagne qui a eu une place prépondérante.

En renonçant à une monnaie propre, la Lithuanie luttait contre de nombreuses difficultés financières ; mais l'avantage qu'elle en retirait était de ne pas s'endetter.

Les premières ressources qu'obtint la Lithuanie furent, en 1918, celles accordées par la D. K. O. Quand l'administration allemande de la D. K. O. fut résiliée, les pourparlers entre cette Caisse et le Ministre des Finances eurent lieu et le D. K. O. a accordé un crédit de 100 millions de marks à 5 % jusqu'à l'année 1921.

Ensuite la Lithuanie a obtenu de ses citoyens demeurant en Amérique un emprunt de 5 millions de dollars qui fut considéré plutôt comme un emprunt intérieur parce qu'il était signé par les Lithuaniens.

Dans l'année 1919, on a emprunté aussi dans le pays 30 millions de marks à 5 %, mais on a obtenu seulement 20 millions parce que la population lithuanienne n'a pas donné toute sa confiance.

Cet emprunt était émis en Bons du Trésor à terme 6-12 mois. Les emprunts étaient retournés à la caisse en payant l'impôt. Par suite du remboursement si bref de l'emprunt, la confiance augmenta et, dans l'année 1924, on a pu surmonter les difficultés financières par un second emprunt et un emprunt extraordinaire.

Tout de même le Gouvernement a mené des pourparlers pour obtenir un grand emprunt extérieur. C'est surtout à

l'Angleterre qu'elle a voulu emprunter contre le gage de produits lithuaniens.

Le budget de l'année 1921 était de 900 millions dont 20 millions manquant furent couverts par l'Emprunt intérieur. Les recettes d'Etat se composaient surtout des impôts directs et des monopoles et, en moins grande partie, des impôts indirects.

Avec la dépréciation du mark allemand la situation financière s'étant aggravée, l'Etat augmenta les taxes d'exportation et accorda les concessions des bois.

Mais il était impossible d'adopter tout de suite tous les impôts à cause du système peu développé des impôts en Lithuanie. Il n'y avait pas encore des impôts sur les bénéfices, la base était l'impôt foncier.

Les recettes de l'Etat lithuanien étaient seulement fondées sur les revenus provenant de ses forêts, de ses immeubles, de ses entreprises industrielles et des monopoles.

Malgré toutes ces difficultés, l'économie financière en Lithuanie a eu une base saine et elle était toujours maîtresse, en présence des difficultés.

Ce sont surtout les banques populaires dont le nombre était de 60 qui furent les premières combattantes dans la vie économique de la Lithuanie, en cherchant des rapports avec les milieux commerciaux nécessaires.

Il faut dire aussi que les Lithuaniens américains ont eu une grande importance pour le développement du crédit lithuanien car, par eux, le Gouvernement s'est mis en rapport avec 40 entreprises de crédit américain et cette aide a contribué à la progression de sa vie économique et lui a donné un caractère international.

L'influence du dollar américain fut assez grande jusqu'à l'introduction de la nouvelle monnaie, grâce à son existence déjà ancienne.

Il faut rappeler que la Lithuanie a subi de grandes pertes pour le maintien de la monnaie allemande.

Déjà avant le changement de la monnaie, il y avait en Lithuanie une tendance à la stabilité ; les prix en Lithuanie étaient plus haut qu'en Allemagne et déjà avant elle, on comptait en or en Lithuanie.

L'économie saine en Lithuanie était en contradiction avec la monnaie variée et les circonstances mauvaises. La nécessité d'introduire une monnaie propre était évidente.

Si on jette un coup d'œil sur le passé, on voit que les préparations pour changer la monnaie étaient suffisamment faites.

Assez longtemps, sur cette question, ont eu lieu des pourparlers qui sont restés sans succès.

On a pensé à introduire une monnaie commune scandinave en adoptant la couronne comme unité. Ensuite, c'est l'Angleterre qui a voulu garantir la monnaie lithuanienne.

Il a fallu fonder une banque avec un capital de 1 million pounds sterling et ce capital a dû être composé de 1/3 par les groupements bancaires anglais, 1/3 par les banques lithuaniennes, 1/3 par l'Etat lithuanien. A la suite des relations avec les Lithuaniens américains, fut émise une monnaie *étroitement unie au dollar*.

*

**

Après la chute catastrophique du mark allemand, la Lithuanie introduisit, le 1^{er} octobre 1922, sa monnaie propre avec la garantie or.

D'après la loi monétaire, la monnaie légale est le Litas (Vyr Zin Nr 197, Eil. N 133) qui contient 0,150462 grammes d'or (*Journal officiel*) et se compose de 10.0 cent.

Les monnaies en circulation comme le ostmark, le ostrouble et le mark allemand seront échangées jusqu'au 1^{er} janvier 1923, d'après les lois établies par le Ministre des Finances du Commerce et de l'Industrie, selon le cours établi chaque semaine et même plus souvent. Dès l'introduction, le Litas était déclaré la seule monnaie légale. Tous les contrats documents et acquits de dettes et autres affaires, paiements et décomptes, seront effectués en Litas.

Les contrats ou documents conclus jusqu'à l'introduction du litas en Ostmark, ostrouble, ou autres monnaies seront désormais par le désir unilatéral, échangés d'après le cours du jour du paiement en litas.

D'après son contenu en or le litas vaut 1/10 du dollar.

Les conséquences désagréables de l'introduction du litas se sont montrées au commencement seulement, par ce fait que les prix, tout de suite, se sont conformés et qu'ils se développèrent au niveau des prix correspondant, tout à fait au change du pays avec une monnaie appréciée et il est devenu difficile de vendre les marchandises à l'étranger.

La dépréciation du mark allemand en même temps s'accélérait et empêchait les exportations pour l'Allemagne.

Avec l'introduction de la nouvelle monnaie la Lithuanie est devenue un pays change apprécié au moins temporairement, étant donné que les prix d'exportation ont souvent dépassé les prix mondiaux.

Pour accomplir complètement la réforme, en même temps que la loi monétaire, était publiée la loi concernant la banque lithuanienne.

D'après cette loi, la Banque est obligée de régler la circulation de la monnaie en Lithuanie pour faciliter les rapports dans les paiements dans les pays et à l'étranger et établir un système monétaire conforme en développant l'économie, l'industrie et le commerce.

Depuis le jour de sa fondation, la Banque obtient le droit d'émettre les billets de banque. Le capital fondamental est constitué par la somme de 12.000000 de litas dont l'étranger ne peut posséder plus du tiers.

D'après le § 2, les actions de la banque sont nominales. Au moins un tiers de la monnaie de circulation doit être garanti par l'or, le reste par les valeurs facilement réalisables. Les billets de banque en Lithuanie sont un moyen de paiement légal ; leur valeur est la même que celle de la monnaie or.

L'échange des billets de banque en or est fait par le Ministre des Finances. Si un type de billet est échangé contre un nouveau, la Banque sera obligée de payer à la Caisse d'Etat la valeur de ce type qui ne sera pas échangé.

Les dispositions sont basées sur la distinction. Il en est ainsi en vue d'éviter un lien des intérêts financiers de l'Etat avec l'émission des billets de banque.

La politique monétaire doit être basée sur l'équilibre de l'économie et des finances.

Le 4 juillet 1925, était promulguée la loi concernant la conversion des valeurs exprimées en roubles russes marks ost.

La loi contient les dispositions suivantes :

§ I. — Les sommes prévues par la loi en roubles, lesquels ne sont pas échangées en lit = le rouble et = 1 lit.

§ II. — Les sommes prévues par la loi en marks allemands (Ost), lesquelles ne sont pas converties en lit sont échangées en lit d'après le cours du dollar au moment de la publication de la loi.

§ III. Les dettes d'argent qui sont nées jusqu'au mois de septembre 1915 doivent être payées au taux de 1 rouble = 1 lit. Les mêmes dettes en roubles oberost et mark après le mois de septembre 1915, doivent être réglées en lit d'après le cour du dollar, lequel existait au moment de la conclusion

du contrat, mais en accordant seulement 20 % de cette somme.

Les dettes d'argent fixées en roubles jusqu'en septembre 1915 provenant de testament, héritage, legs, pensions alimentaires, rentes au profit d'accidentés, produits de condamnation pour délits et enrichissement sans cause, doivent être payées au cours du rouble = 5 litas. Les mêmes obligations nées après septembre 1915 en ost rouble et mark, doivent être payées en litas d'après le cours du dollar au moment de la conclusion du contrat.

Les intérêts pour ces obligations ne sont comptées qu'à partir de la réclamation.

Les étrangers obtiennent les mêmes sommes que les citoyens lithuaniens dans leurs Etats.

DEUXIÈME PARTIE

La Revalorisation en Allemagne et la Stabilisation du Franc français

CHAPITRE PREMIER

DES PROBLÈMES SOULEVÉS PAR LA DÉPRÉCIATION MONÉTAIRE EN ALLEMAGNE DANS LE DOMAINE DU DROIT PRIVÉ

La dépréciation de la monnaie et la validité des Contrats

La dépréciation de la monnaie allemande a soulevé beaucoup de difficultés. Elle a posé la question juridique en théorie et en pratique de droit, sur la possibilité du droit privé allemand de remplir ses devoirs, c'est-à-dire de résoudre *équitablement les conflits* qui surviennent par suite de la dépréciation monétaire.

Les opinions sur la possibilité du B. G. B. de pouvoir régler les problèmes soulevés par la dépréciation de la monnaie étaient partagées.

La plupart des auteurs et la jurisprudence allemande sont d'avis que le Code Civil allemand peut résoudre ce problème et ils **tâchèrent de développer** et de fonder leur opinion.

Tout de même, **quelques** opinions particulières se sont prononcées, disant que les **principes** fondamentaux du B.G.B. sont en décadence et que le problème **doit** être résolu par la jurisprudence.

On se demandait quel contenu a une dette d'argent. On a défendu ce point de vue, que, si on ne tient pas **compte du** cours forcé ou valeur nominale, tous les paiements de dettes d'argent doivent être effectués d'après la valeur en cours. Cette idée amène à la conclusion suivant laquelle toutes les dettes doivent être payées d'après leur pleine valeur en mark-or.

Par Mügel fut proposée la régularisation législative, en ce sens que pour les dettes futures, seulement, il était impossible d'adopter une loi pareille, parce que la situation économique du pays n'a pas permis une pareille conversion. Comme il était impossible de faire accepter au créancier un paiement qui n'a aucune valeur, il était aussi impossible de forcer le débiteur par suite de l'appauvrissement de l'économie nationale, qui s'étendait sur tous les citoyens d'après la valeur or d'avant-guerre.

L'intérêt que présente la variation de cette théorie consiste :

1° Dans la constatation du fait que la monnaie ne remplit plus ses fonctions comme mesure des valeurs ;
préciation monétaire, dont le droit privé doit tenir compte, en conformité avec la situation économique en général.

Beaucoup d'essais pour résoudre le problème étaient fondés sur la cohésion des rapports juridiques et des contrats ;

en premier lieu, l'indication sur la liaison qui doit exister entre les prestations et contre prestations (*synallagma*) dans les contrats de livraison (R. G. B. 103 S. 177) .

En réalité, il ne faut pas nier, qu'au moment de la conclusion du contrat, il existait entre le prix et l'objet de livraison, un lien stable.

Le nombre de marks payés (le prix) sert de base pour apprécier le pouvoir d'achat de la monnaie dans un cas de dépréciation.

Le vendeur et l'acheteur considèrent donc le prix convenu comme une compensation de leur perte et acquisition de la marchandise. La conséquence est le rapport qui existe entre ce prix et cette marchandise.

L'acheteur dit : « Je peux acheter à ce prix » ; le vendeur dit : « Je peux vendre ». Seulement, la valeur des marchandises est exposée aux variations qui peuvent fausser les calculs des entrepreneurs.

Par suite, des changements de prix des matières premières, des salaires ou des conditions individuelles de l'entreprise, donc en concluant un contrat à un prix fixe, l'entrepreneur court tous les risques inhérents au contrat.

Mais, ici, il ne s'agit pas de cela.

Il est important de savoir si, d'après le but de rapport contractuel le prix qui était convenu au moment de la conclusion du contrat reste toujours une mesure stable de valeur.

Dans le cas affirmatif, il devrait exister une différence selon que la valeur de la monnaie change ou qu'elle est invariable ou selon que ce sont les prix des matières premières des salaires ou des conditions individuelles de l'entreprise qui changent.

Ces conditions seules exercent une influence sur la variation de la valeur de la monnaie. Parfois même, dans les temps normaux, le changement de prix des matières premières est

la cause du changement de valeur de la monnaie, mais naturellement pas dans une proportion aussi importante que dans des périodes de crise.

Jusqu'à présent, personne n'a pensé à libérer l'entrepreneur de tous les risques mentionnés. Il n'y a pas de possibilité en partant de la nature juridique des contrats de ne pas lui faire courir les risques de la dépréciation monétaire ; seulement, sous l'influence des circonstances on peut trouver que ces risques sont trop grands.

Certains auteurs comme Roth considèrent que les sentiments de la prestation et de contre-prestation représentent aussi dans les rapports juridiques de valeur une équivalence constante et que, dans un contrat de livraison, la stabilité matérielle des prix convenus est le fondement des affaires ; c'est la conséquence du mécontentement qui est né par suite de la brusque dépréciation de la monnaie. On se trouve en présence d'une situation de fait qui était la conséquence de cette conception que l'entrepreneur avait à courir les risques entiers d'un contrat conclu à prix fixe.

D'après Roth, sous l'influence de la dépréciation de la monnaie, ce qui est changé ce n'est pas le contenu du contrat ni le fondement des affaires mais la conception de la question (ce qui est d'ailleurs très compréhensible).

On se demandait s'il est équitable de laisser courir aux entrepreneurs, entièrement, le risque d'un contrat conclu à un prix fixe. On se disait que, par suite de la dépréciation énorme où le mark a complètement cessé d'être une mesure de valeur, l'entrepreneur n'aurait pas couru ce risque s'il l'avait prévu. Seulement, on a tâché en vain d'imposer aux rapports contractuels la confiance de l'entrepreneur dans la stabilité du prix comme fondement habituel dans la conclusion du contrat.

On en arrive à la clause *rebus sic stantibus*, conception

d'après laquelle le maintien du rapport contractuel dépend de la stabilité des circonstances économiques qui joue un rôle important dans la conclusion des contrats (KRUCKMANN *Clausula rebus sic stantibus*).

Roth considère que cette opinion a le défaut de faire remarquer qu'une opinion juridique a déjà existé au moment de la conclusion du contrat tandis qu'« elle s'était brisée en route. »

Comme troisième essai de résolution du problème, il ne reste que l'indication (R. G. Bd 102 Rosenthal Hambourg) sur le fait qu'en prenant en considération les circonstances présentes, il n'est pas équitable de maintenir la conception mark égale mark, car les risques que court un entrepreneur en faisant ce contrat à un prix fixe, sont trop grands.

Cet essai conduit à la déclaration suivant laquelle en dehors de l'ordre créé par la législation et par la volonté des co-contractants, il existe une autre force qui a de l'importance et de l'influence, c'est *l'équité*.

On prend en considération qu'une exigence qui n'est pas la conséquence de certaines clauses introduites soit par le législateur, soit par des co-contractants ou qui ne naît pas de la qualité interne du contrat, au moment de sa conclusion, mais qui provient d'une exigence née hors de la volonté des co-contractants et des bases ordinaires du contrat laquelle est relevée par le sentiment d'équité.

Il est très important de tenir compte de ce fait, parce que cette exigence d'équité très souvent est déjà contenue dans les contrats, soit qu'elle sert de base à la volonté des co-contractants, soit qu'elle se rapporte à une clause passée au moment du contrat.

Roth, en 1920, était encore sous cette influence. Mais, en étudiant la question plus profondément, il faut conclure qu'il s'agit d'une considération de circonstance où on ne tient pas

du tout compte de la dépréciation monétaire, où on donne la possibilité à l'équité d'intervenir (Nipperdey).

Accorder à l'équité cette fonction est, certes, une manière d'envisager la vie.

Mais il faut plutôt chercher une solution de ce problème à une époque où on ne tient plus compte que des bases solides non dans une théorie abstraite, mais dans les conséquences pratiques de la vie et en prenant en considération que le problème de la dépréciation a renversé les règles du droit, on peut résoudre seulement par une considération de circonstance en prenant une autre position conforme au problème fondamental du droit.

C'est surtout Henle qui a posé la question d'une façon si décisive ; seulement, il a un détail de critique, trop de généralisation du *bona fides*, la forme très aimée de ceux qui n'aiment pas penser.

Il faut reconnaître qu'on tâche très souvent de résoudre les problèmes juridiques à l'aide du *bona fides*, ce dont on pourrait se passer en étudiant la question très profondément. Tout de même, il est très rare qu'en se basant sur le *bona fides*, on donne une argumentation superflue ou fausse.

Le problème juridique est la conséquence qui découle de deux différentes allégations fondamentales :

1° La nécessité de régler et, pour cette cause, assurer à présent les relations futures et les juger d'après l'ordre établi dans le passé ;

2° D'un autre côté, la nécessité de tenir compte de toutes les relations juridiques pour lesquelles il existe une équivalence équitable des intérêts en question.

Nous avons déjà signalé ces deux racines du droit comme des fonctions d'ordre et d'équité. L'ensemble de ces deux fonctions compose le droit, mais ce droit non pas comme quel-

que chose qui existe et de défini, mais comme quelque chose qui doit continuellement se développer.

On pourrait poser la question : quelle est de ces deux fonctions la plus ancienne ?

Si le droit avait seulement des fonctions d'ordre du pouvoir ou si on tenait déjà compte au commencement de l'équivalence d'intérêt ?

Dans la période de dépréciation, en présence du fait du mécontentement général, par suite du refus du droit civil allemand de tenir compte de la dépréciation monétaire, la conception juridique de cette fonction de l'équité qui est en même temps l'élément de son développement est devenue la *partie intégrale du droit même*. Si on ne reconnaît pas seulement le droit comme moyen d'ordre établi, on peut facilement, à côté de sa fonction de régler, reconnaître encore une autre fonction d'équité.

Si on ne voulait pas accorder comme une partie intégrale de la fonction de droit l'obligation de tenir compte de l'équivalence des intérêts, il faudrait penser que le développement du droit vient en dehors du droit.

La double fonction du droit peut être définie de la façon suivante :

« Le droit a le devoir, non seulement de résoudre les conflits mais encore de les résoudre équitablement. » Chacun attend que le droit résolve les conflits équitablement.

Le droit montre toujours deux figures : ce qu'il est et ce qu'il devrait être. Ces deux fonctions du droit font un ensemble sain.

Il n'y a rien qui soit aussi impossible que l'affirmation suivante : que, si le droit est conforme à l'idéal de droit, le *bona fides* et l'idéal de droit sont unis ; en cas contraire le *bona fides lex ferenda* est contraire au *lex lata*.

Ceux qui font cette distinction se trompent parce qu'ils

oublent que les racines du droit ne sont pas seulement dans la loi et le contrat mais que le droit dépend en même *temps de la conscience juridique* et que, partout où les décisions sont prises en invoquant les textes de la loi, on les prend comme conséquence des prévisions qu'on a eues pendant la formation du droit (rédaction du Code).

Il y a une différence fondamentale entre le législateur qui veut défendre l'interprétation des textes et le prêteur romain qui a considéré le contrat et la loi conformément au changement des conditions, non pas comme défini et limité mais seulement comme fondement et comme base.

Mais la réalité a démontré qu'il est impossible d'enserrer les relations juridiques dans des cadres trop étroits et souvent inadmissibles de l'ordre créé par la loi et le contrat et qui ont trouvé dans cet ordre la fin de toute philosophie et raison juridique.

Si on veut tenir compte de la dépréciation monétaire, on le peut seulement si on la considère comme une exigence d'équité qui, seule, peut *avoir une influence en dehors de l'ordre* créé par le contrat et par la loi.

Quand le droit se développe tranquillement, on prend en considération l'équité dans la mesure où elle est prévue par le contrat et par la loi et cela dans le but unique de remplir les lacunes laissées au moment de la création du droit. Il est naturel, étant donné que l'équité est le facteur du développement du droit, qu'à l'époque du bouleversement profond des conditions économiques, elle dépasse la volonté exprimée par les co-contractants et la loi dans le passé. On comprend cette domination de l'équité, étant donné que ni la loi ni les parties n'ont prévu ni pu prévoir de pareilles conditions.

En temps extraordinaires l'équité a une *fonction extraordinaire* dans le domaine de la Jurisprudence.

On pourrait penser qu'en accordant à l'équité cette fonction,

elle aurait la possibilité de faire sortir le droit de ses limites et qu'il serait difficile à côté de l'équité d'avoir une autre fonction : l'ordre. Mais il en apparaît différemment.

Il faut penser que si l'équité, dans des conditions exceptionnelles, peut renverser les règles et les lois dans les conditions établies par le législateur ou le co-contractant, elle n'a ce pouvoir que sur les bases (but et sens) qui lui sont données par l'ordre lui-même, la loi ou le contrat.

Pacta sunt servanda. Les contrats conclus doivent être respectés.

Les règles fondamentales, le but et le sens (l'ordre), créés par les législateurs ou les co-contractants, ne doivent pas être changées même en prenant en considération les cas exceptionnels.

Il en résulte donc que, même avec les règles d'équité, les conditions juridiques ne peuvent pas être transformées tout à fait.

Prenons l'exemple suivant :

Si nous prenons un contrat conclu entre le tuteur d'un enfant naturel et le père de celui-ci avant les bouleversements économiques, en y introduisant les règles d'équités, nous ne pouvons dire que nous changeons la règle de filiation du père avec son fils, laquelle n'est pas en jeu car son obligation vis-à-vis de son enfant reste la même.

La fonction d'équité dans les décisions des tribunaux est la considération de ce qui aurait lieu à côté de ce qui est limité par les règles directrices fixées par le contrat et la loi. Il n'importe de savoir si la question d'équité engendre un changement ou la pleine résiliation des contrats, la question intéressante est de savoir si ce changement ou cette résiliation sont toujours la conclusion du contrat ou de rapport juridique.

Il faut savoir si, en prenant en considération le fait qu'on

ne peut plus contraindre un des co-contractants, à tenir l'engagement, il est possible de changer les rapports contractuels dans le cadre du but et du contenu général ou, en prenant en considération les intérêts équitables des parties, de leur rendre leur liberté juridique en vue d'un changement de condition.

La résiliation et le changement doivent toujours être l'œuvre d'équité concernant la teneur et le but du contrat.

Dans la suite de cette étude nous verrons que la Jurisprudence allemande, se servant de l'art. § 242, en a fait une vive application poussée par la nécessité de la dépréciation qui s'accélérait.

SECTION I

LE FONDEMENT JURIDIQUE DE LA REVALORISATION

Par suite de la guerre et de ses conséquences, le bouleversement des conditions économiques, la Jurisprudence allemande a eu un devoir difficile à accomplir. Le Code Civil allemand n'était pas établi pour des conditions anormales ; aussi, le législateur n'est-il pas intervenu. Ce sont les tribunaux qui ont été obligés de chercher une solution pour satisfaire aux nécessités de la vie juridique.

Il est naturel, qu'au début, les tribunaux n'aient pas fixé une règle concrète mais cette règle s'est développée par des cas particuliers. Les tribunaux ont essayé de trouver la solution du problème en des textes fixant en même temps la jurisprudence.

En premier lieu, on a envisagé l'impossibilité d'exécuter le contrat. L'impossibilité, par suite des difficultés d'obtenir les

matières premières (leur cherté, et d'autres empêchements) étant la première cause de l'inexécution des contrats.

A cette époque, ce n'était pas la diminution survenue dans l'exécution du contrat de prêt mais c'est l'augmentation des charges du débiteur de la chose, qui était le point de départ de la Jurisprudence. L'origine doit en être recherchée dans l'influence de la guerre sur l'exécution des contrats.

En 1916, un grand nombre d'arrêts du Tribunal de l'Empire établirent le principe suivant : une impossibilité temporaire de prestation résultant des événements de guerre peut justifier la résiliation du contrat de vente. Le Tribunal d'Empire partait de l'idée que, même si la prestation promise devenait possible après la fin de la guerre, son contenu ne serait plus le même et cela, à cause du changement de la situation provoquée par la guerre.

La théorie de l'imprévision trouva une large application dans la jurisprudence allemande dans les années 1915 à 1919 et fut ensuite appliquée.

D'après cette jurisprudence, la hausse des prix ne peut être considérée comme un changement du contenu de la prestation du vendeur et, par conséquent, elle ne peut avoir aucune influence sur les droits et obligations des parties contractantes. Ce principe est formulé par le Tribunal d'Empire dans un grand nombre d'arrêts (Arrêt II^{me} Chambre 21 1916) R. G. Z. 88 172).

L'impossibilité subjective ne libère pas le débiteur de l'obligation de fournir telle espèce déterminée, tant que la prestation peut être considérée comme possible. Toutefois, en vertu de l'art. 242 du C. C. la prestation ne peut être considérée comme possible, que si elle peut être effectuée avec des moyens sur l'application desquels on peut compter en ayant égard à la loyauté, à la bonne foi et aux usages.

Quant à savoir si, au sens de l'art. 279, la *Prestation* d'un

objet déterminé dans son espèce est possible, il s'agit de déterminer si la marchandise peut être procurée avec des moyens sur l'emploi desquels on peut compter eu égard à la bonne foi et à la loyauté. Dans le commerce en gros, il est d'usage que le vendeur achète sur le marché la marchandise vendue, s'il ne la possède pas encore lors de la conclusion du contrat. On compte généralement que le vendeur emploie ce moyen le plus habituel tant qu'il est praticable pour se procurer la marchandise ; peu importe une hausse extraordinaire des cours tant que ceux-ci existent. L'existence d'un prix de marché prouve que la plupart des commerçants achètent des marchandises à ce prix. Tant qu'il en est ainsi, il ne peut être question que l'achat à un tel prix ne soit exigé de personne, par conséquent, tout aussi longtemps que la prestation de l'objet déterminé dans son espèce n'est pas impossible. Ce contrat doit être exécuté. Sans doute, on soutient souvent dans la doctrine et devant les tribunaux que, si le prix du marché dépasse certaines limites, la livraison ne pourrait plus être exigée du vendeur, qu'alors cette prestation deviendrait économiquement impossible et que même, abstraction faite de la théorie de l'impossibilité absolue et de l'impossibilité relative, ne saurait plus être exigée de lui de bonne foi en vertu de l'article 242 du C. C.

Mais cette opinion, au moins dans son application dans le commerce en gros, est à rejeter. La libération du vendeur pour un tel motif ne se trouve pas justifiée par la règle de la loyauté et de la bonne foi. De plus elle rendrait impossible en temps troublé le maintien d'une vie économique ordonnée.

Les tribunaux considèrent, d'autre part, que la simple hausse des prix ne saurait libérer le vendeur de son obligation librement contractée, quand bien même il devrait en éprouver *un préjudice considérable*. Toute mesure nous fait défaut qui nous aiderait à déterminer jusqu'à quel taux, doit

s'élever le préjudice pour qu'on puisse considérer la libération comme justifiée. Il en résulterait donc une insupportable incertitude de droit.

Le principe admis par la jurisprudence dans les années de guerre se justifie encore au moment où la dépréciation du mark n'existe pas. Déjà dans les années 1919, le cours du mark-or qui valait en décembre 1918, en moyenne 1,97 monnaie-papier, monte, en 1919, à 11,14 et, en décembre 1929, il atteint le chiffre de 17,38.

La dépréciation toujours croissante de la monnaie a amené le Tribunal d'Empire à modifier son opinion sur les effets juridiques d'une simple hausse de prix.

Mais la jurisprudence a, en admettant que la hausse de prix à elle seule, puisse justifier la réalisation du contrat exigé que ce soit le cas où l'exécution du contrat entraînera la ruine économique du débiteur.

Dans un arrêt du 7 juin 1921 (R. G. Z. 102, 272), la 11^e Chambre déclare :

« Il est évident que n'importe quel bouleversement des bases économiques ne saurait justifier la résolution d'un contrat, même quand l'exécution du contrat entraînerait de grosses pertes pour la partie obligée à livrer. » (R. G. Z. vol. 88 p. 172 vol 92 p. 92 322 vol. 98 p. 260 vol. 99 p. 29).

Ce n'est que lorsque l'exécution du contrat paraît comme économiquement impossible, c'est-à-dire lorsque l'exécution du contrat litigieux pris isolément ou, au contraire, avec l'obligation d'exécuter d'autres contrats analogues et exigeant les mêmes sacrifices, causerait la ruine économique du débiteur ou le mènerait au bord de la ruine qu'on voit la nécessité économique et juridique de refuser la protection du droit à celle des parties contractantes qui voudrait rejeter tous les désavantages du bouleversement économique sur l'autre.

C'est sur ces considérations que s'est basée la Chambre dans ses arrêts du 8 juillet et du 22 octobre 1920 (R. G. Z. vol. 99 p. 258 vol. 100 p. 154). On objecte, il est vrai, à ces arrêts et, principalement, à celui du 22 octobre, qu'il attache une trop grande importance à la situation subjective du débiteur de la chose.

Cette observation est exacte mais, en réalité, elle ne constitue nullement une objection car il est tout à fait naturel qu'un jugement se fonde sur les circonstances de chaque cas particulier. De plus, les fondements objectifs dont on dit qu'il faudrait faire découler les principes de la loyauté et de la bonne foi (ce qui, d'après ces principes, devrait être demandé à la partie tenue d'exécuter) ne se laissent évidemment pas déterminer par une mesure unique mais, seulement, par la prise en considération de chaque cas particulier eu égard à la répercussion de l'exécution ou de la non exécution du contrat sur la situation subjective des deux parties contractantes.

Les autres chambres civiles du Tribunal d'Empire se sont ralliées à cet arrêt et la jurisprudence fut fixée : dans les contrats synallagmatiques, il faut tenir compte de la dépréciation monétaire.

De cette manière, le cours forcé du mark allemand suivant sa valeur nominale, subit une importante limitation. Il ne s'appliquera plus aux obligations résultant des contrats synallagmatiques que dans la mesure où il se laisse concilier avec la théorie de l'imprévision.

Le Tribunal d'Empire se sert des différentes variations de cette théorie. La plupart des arrêts rendus de 1916 à 1921 appliquent la théorie dite « *aliud pro alia* » qui se ramène à l'idée qu'on ne saurait exiger l'exécution d'un contrat du moment que la prestation promise a changé de contenu à un tel point, qu'elle est devenue essentiellement différente de ce que les parties ont envisagé lors de la formation du contrat.

Plus tard, se basant sur la *clausula rebus sic stantibus*, sur la théorie de Oerthmann Geschäftsgrundlage, on a permis de résilier les contrats par suite des conditions changées. Ce n'est que lentement que ressort la dépréciation de la monnaie.

Kruckmann (J. W. 25 1377) a soutenu qu'en invoquant la *clause rebus sic stantibus* l'acheteur a le droit, en cas de refus, de livrer la chose, d'augmenter le prix mais, d'après lui, cette clause ne peut permettre d'intenter une action en justice.

L'arrêt de la 11^e Chambre Civile du 29 novembre 1921 (R. G. Z. 103, 177) se fonde sur la théorie d'équivalence de Kruckmann et reproduit, presque textuellement, ses opinions exprimées dans le *Juristische Wochenschrift* de 1921.

Dans l'arrêt du 2 février 1922 nous lisons :

« Généralement, il s'agit d'établir toujours si le fondement de l'acte juridique (Geschäftsgrundlage) existe ou n'existe pas, c'est-à-dire si la conception manifeste que les parties avaient lors de la conclusion du contrat, sur l'existence de certaines circonstances importantes, ne se trouve pas déjouée par la réalité des faits. La disparition de ce fondement est possible aussi comme résultat d'une simple fluctuation de la valeur de la monnaie, lorsque la conservation de l'équivalence entre les prestations réciproques a été présumée au moment de la formation du contrat. »

Selon toute une série d'arrêts qui furent rendus, le débiteurs d'une chose n'a pas le droit de réclamer une valorisation, il ferait naître à la charge de l'autre partie, l'obligation de payer un prix plus élevé. De même, le juge ne saurait, non plus, à la demande du débiteur d'une chose, modifier le contrat afin de fixer un autre prix et condamner l'adversaire à le payer.

Toutes ces théories étaient insuffisantes parce qu'elles permettaient seulement de résilier le contrat mais le montant de la prestation ne pouvait être changé.

Une modification a été apportée à ce principe par l'arrêt de la 2^e Chambre du 3 février 1922 (R. G. Z. 103, 328).

Cet arrêt décide qu'avant de résilier le contrat par suite d'une modification profonde de la valeur entre la prestation et contre la prestation, le débiteur doit demander au créancier d'augmenter la contre prestation. *Ce n'est que lorsque celui-ci refuse, que le débiteur est libéré.* La Chambre est d'avis que cette solution résulte de la disposition de l'art. 242 du Code Civil allemand, selon lequel la règle de conduite suprême pour le débiteur est celle d'avoir égard en la loyauté et en la bonne foi. Une mesure aussi *grave en conséquences que la résiliation d'un contrat, par suite de la modification de la situation*, modification indépendante de la volonté des parties, ne doit avoir lieu *que si on a donné à l'adversaire l'occasion de s'adapter au nouvel état de choses.*

Bientôt, les autres Chambres du Tribunal d'Empire adhèrent au système de la 2^e Chambre de sorte que la jurisprudence relative à cette question paraît bien établie depuis 1922.

Le droit de résiliation d'un contrat synallagmatique fondé sur la dépréciation de la monnaie, devient désormais un droit conditionnel ne produisant ses effets que si la partie qui doit la prestation pécuniaire refuse absolument de l'augmenter. Dans le cas où cette partie est, en principe, disposée à une augmentation, le droit de résiliation doit être exclu, même si l'augmentation consentie n'atteint pas la mesure adéquate. Si le débiteur du prix actionne le débiteur de la chose en exécution de la convention, en lui promettant de lui payer un prix majoré et que les parties ne peuvent arriver à s'accorder, c'est au tribunal lui-même d'en fixer le montant.

Le jugement qui condamne le débiteur de la chose à livrer, au prix déterminé par le Tribunal, n'est nullement un jugement constitutif de droit c'est-à-dire qu'il ne change pas le contenu du contrat (Mügel). Dans le cas où le Tribunal a cru

bon de faire fixer une somme plus élevée que ne le voulait le débiteur du prix, le jugement ne contraint pas ce dernier à payer la somme fixée par le Tribunal. C'est qu'en effet, ce jugement ne signifie qu'une condamnation limitée du débiteur de la chose. Voir les arrêts de la 1^{re} Chambre, 29 septembre 1924 ; 2^e Chambre, 30 avril 1924 ; 3^e Chambre, 27 juin 1924 ; 5^e Chambre, 19 septembre 1925, 29 septembre 1925, 29 octobre 1925, 17 novembre 1925, cités d'après le 29 Spruchsammlung.

Plusieurs auteurs soutiennent la thèse d'après laquelle, si la prestation a perdu sa valeur à cause de la dépréciation, se pose le problème de l'enrichissement sans cause. Ils considèrent que la loi en établissant le cours forcé veut éteindre les dettes et non déplacer les fortunes (1).

Aussi la Cour Suprême (R. G. 21 novembre 1924 JW. 25 92) se prononce de la manière suivante :

« Les lois monétaires, en proclamant le cours forcé de la
« monnaie-papier, d'après sa valeur nominale, justifient seu-
« lement les changements qui se produisent dans le domaine
« du droit, mais non le déplacement des fortunes qui provo-
« que le changement du pouvoir d'achat de la monnaie. C'est
« le devoir de B. G. B. de régler ce déplacement en se basant
« sur les principes de l'art. 242. »

L'idée de fonder la revalorisation sur l'enrichissement sans cause est très importante, parce qu'elle permet d'indiquer, à côté du fondement juridique, l'étendue de la revalorisation (Dans ce sens Oertmann o. a. b. 33 Mügel, p. 92).

(1) Auteurs : ENNECERUS : Lehrbuchs des Burg. Rech. all. Teil § 116. WAHLE : *Das Valorisations problem in der Gesetzgebung u. Rechtsprechung Mitteleuropas* ; MULLER : *Die Einwirkung der Wahrung auf die privatrechtlichen Verhältnisse*.

Mais la jurisprudence a pris une autre voie. Elle a procédé seulement d'une façon incertaine et par tâtonnement, en cherchant à baser son refus de maintenir la fiction.

Pour les contrats synallagmatiques, ce fondement était trouvé dans les nécessités de l'équivalence de la prestation monétaire. Assez longtemps, la jurisprudence n'a pas accepté la revalorisation de dette d'argent. Seulement, quand la dépréciation a pris une forme semblable, il devenait tout à fait impossible, dans ce domaine, de maintenir la fiction. Le point de départ de cette jurisprudence fut les décisions de la Cour de Darmstadt, en date du 29 mars 1923 et 18 mai 1923 (J. W. 23, 691), lesquelles ont déclaré qu'il est impossible d'annuler les hypothèques profitant de la dépréciation monétaire. Mais ces décisions n'ont pas résolu le problème de ce qui doit intervenir plus tard.

Quand le mark or était coté à la valeur d'un billion de marks-papier, la Cour du Reich, par son arrêt du 28 novembre 1923, a déclaré qu'en tenant compte de la dépréciation monétaire, il faut augmenter la somme nominale en se basant sur les principes de l'équité et de la bonne foi. Aussi cet arrêt qui statuait sur un prêt hypothécaire a invoqué le § 607 en se fondant sur la présomption du législateur que la prestation et la contre prestation doivent être égales. Il y avait aussi des considérations générales qui servaient de base pour revaloriser toutes les dettes d'argent.

Le principe d'équivalence équitable des intérêts du créancier et du débiteur était donc basé sur deux prescriptions du C. C. allemand : interprétation supplémentaire des § 157 et 242 qui exigent que le contrat soit exécuté d'après les principes de bonne foi et d'équité, en tenant compte des habitudes de commerce. Plus tard, l'article 242 est devenu d'une application plus large, à cause de la possibilité d'être appliqué aux

prétentions qui ne proviennent pas du contrat (R. G. 5 novembre 1923 Warn E 23/24 139 R 24 N 217).

Lors de son arrêt du 28 novembre 1923, la jurisprudence décidait que, dans les prétentions monétaires, le montant à payer serait basé sur l'art. 242. Cet arrêt fut critiqué surtout par Heck dans (A. Ci. P.) qui a soutenu que c'est la loi de 1914 qui doit être appliquée au moment de la dépréciation, en vue d'intérêt d'Etat. Les créanciers doivent être sacrifiés et la décision de la Cour est contraire à celle de la loi.

Plusieurs auteurs Rubel R. 23 139 Stoll J. W. 25 235 Nussbaum « *Das geld* » refusent d'accepter la revalorisation des dettes d'argent.

La théorie de Heck doit être critiquée parce que les prescriptions des lois monétaires furent émises seulement pour un certain temps et leur but était d'être un règlement provisoire.

Aussi la distinction des auteurs comme Nussbaum qui croit devoir distinguer entre les dettes d'argent et les dettes de valeur (Geldschulden u. Wertschulden) en peut être acceptée, étant donné qu'il ne reconnaît pas la revalorisation du Geldschulden.

Par contre, cet arrêt fut reconnu valable, étant donné que la troisième ordonnance fiscale et la loi de la revalorisation s'est basée sur cette décision en appliquant aux placements des capitaux (à cause de la conformité du but) des taux divers. Mais on renvoie presque toujours aux prescriptions générales pour la revalorisation sur laquelle il fallait comprendre les principes développés par les tribunaux et sanctionnés par le législateur.

SECTION II

LE COURS FORCE DE LA MONNAIE PAPIER D'APRES SA VALEUR NOMINALE

Le développement de la doctrine sur la valorisation fut empêché par les lois monétaires, qui ont déclaré le cours forcé du mark d'après sa valeur nominale.

Certains auteurs, comme Rinteleur Sonntag Kohler A. Ci. p. 70 Stampe J. W. Kleinberg D. J. Z. 28 228 n'ont pas considéré ce fait comme un obstacle.

Mais la plupart ont considéré que le papier monnaie qui était un moyen légal de paiement à sa valeur nominale d'après le cours forcé. Il arrive que la loi attribue au papier monnaie un cours forcé d'après la valeur en cours. Un pareil exemple nous est fourni par les Bons du Trésor Prussien en 1907.

Pourtant Nussbaum (Das Geld Se. 28) est d'avis qu'à cette époque, on était obligé de l'accepter selon le cours suivant l'exigence des cas.

On a aussi soutenu très souvent que le cours forcé d'après la valeur nominale est écarté par la coutume.

Pourtant, il ne fallait plus du tout recourir à la coutume pour ne pas tenir compte du cours forcé.

Zacharias J. W. 24 85 Reichl R. 24 716 Hansa R. Z. 24 347 Staedel J. W. 24 1552 Stoll, J. W. 25 235 Schefold, Wurt Rpfl Z. 24 1.

Les lois monétaires indiquent seulement de quelle manière une dette d'argent en monnaie nationale doit être payée mais c'est le Code Civil qui doit statuer sur le montant dû.

La théorie développée par la Cour du Reich 28 mars 1923 (défendue par Mügel dans J. W. 28 875 par Locher. A. Civil

129 Kipp J. W. 24) enlève aux lois monétaires, la possibilité d'empêcher d'augmenter la valeur nominale d'une dette stipulée en monnaie nationale en se basant sur les prescriptions du C. C. C'est l'article 242 qui contient pareille prescription.

L'article 242 ne permet pas au juge de suppléer à la volonté des co-contractants, sur ce qui est juste et équitable selon leur conception, et ne gêne pas la liberté contractuelle. Ce sont seulement des circonstances exceptionnelles qui permettent de faire échec au contenu du contrat.

La dépréciation monétaire qui réduit au néant la somme numérique doit être considérée comme telle : circonstance exceptionnelle.

Le droit ne pouvant résoudre le problème à cause du changement survenu dans les lois monétaires, les tribunaux sont obligés de chercher l'appui dans l'interprétation plus large des textes pour maintenir l'ordre juridique.

Certains auteurs considèrent que les prescriptions du cours forcé sont fondées sur le droit monétaire normal. Mais, étant donné que, depuis 1915, l'Allemagne a eu une monnaie qui prétendait être basée sur l'or et que, par suite de prescriptions temporaires qui ont pourtant duré 10 ans, l'équivalence de la monnaie or et de la monnaie papier fut supprimée, la question se pose : savoir quel est le contenu de la dette d'argent ?

Lungen a soutenu qu'en édictant le cours forcé (*Entwertung und Aufwertung*) toutes dettes d'argent doivent être payées d'après la valeur du cours. D'après cette théorie, il aurait fallu payer toutes les dettes d'après leur pleine valeur en or.

Aussi Mûgel a-t-il proposé pour les dettes futures que les lois posent le même principe.

Toutes ces propositions ne furent pas acceptées, étant donné que l'économie allemande était appauvrie. De même qu'il était impossible d'exiger que le créancier accepte une somme

d'argent sans valeur, il était impossible de contraindre le débiteur à payer la pleine valeur en or.

Il est très important de connaître la base juridique de la revalorisation, étant donné que la résolution des questions fondamentales dépend de cette base.

Il faut faire une distinction entre la doctrine développée par Roth (*die Aufwertung*) et Mügel.

La thèse développée par Roth est la suivante :

La revalorisation ne peut être exigée, en tenant compte de la forme qui régit le rapport juridique *ex tunc*, mais elle consiste dans l'activité du droit créateur des tribunaux qui sont obligés d'intervenir à cause du refus du législateur et doivent s'immiscer dans les situations de droit en tenant compte des nécessités de l'économie.

Donc, le point de départ de Roth, ce n'est pas le règlement du droit des créances mais la nécessité de l'économie entière. La revalorisation n'est pas fondée à cause de la dépréciation sur les règles du droit du créancier mais elle est accordée par les Tribunaux ou par la convention, sous réserve d'une obligation naturelle, laquelle peut naître à cause de la résistance du créancier de payer en se basant sur la valeur nominale instituée par le cours forcé (Réserve de droit en acceptant le paiement).

De même, Oertmann, en se prononçant sur la revalorisation, considère qu'il s'agit d'un droit constitutif qui est efficace par le fait que le créancier réclame la revalorisation.

Mügel, au contraire considère que la revalorisation est basée sur le droit du créancier d'obtenir l'exécution de sa prétention qui est devenue incertaine, à cause de la dépréciation. Le droit de revalorisation n'est pas un acte constitutif (*Verwaltungsakt*) dans les habits de la jurisprudence qui puise son contenu et sa mesure dans la satisfaction des nécessités économiques lorsqu'on permet au créancier de se servir de

l'article 242 pour obtenir l'exécution de son contrat, ce n'est pas l'application d'un droit imposé par les circonstances, mais la consécration d'un droit existant.

Ici, il faut tenir compte du point de vue économique, pour savoir ce qu'exigent la loyauté et la bonne foi, mais le point de départ reste *toujours* le droit du créancier sur une prestation correspondante dans une situation particulière. Abraham est d'accord avec Roth sur le point qu'il considère que la revalorisation est accordée, non pas en vertu du droit positif, mais c'est un droit révolutionnaire intervenu à cause des nécessités et qui est valable seulement depuis qu'il a réussi à intervenir.

Aussi, les juristes autrichiens (Ratzenhofer A O H J Z 27, 119, Pollack J. Bl 24, 214) considèrent que la jurisprudence de la Cour du Reich était contraire aux lois.

D'après Mügel c'est seulement le bouleversement entier des circonstances et le refus du législateur d'intervenir qui ont provoqué l'application de l'art. 242 aux circonstances. Cette application de l'art. 242 ne constitue pas une contravention aux lois mais seulement application de cette loi par un moyen compréhensible.

Le fait que le contenu de la dette d'argent est devenu incertain à cause de la dépréciation et doit être fixé par les tribunaux à l'aide du B. G. B. constitue l'incertitude du droit en doute mais non un changement de l'obligation existante.

Dans ce sens Zeiler est le partisan de la thèse du Mügel.

Cette thèse consiste à définir la revalorisation comme une influence de la dépréciation sur le rapport obligatoire. Une somme fixe définie est remplacée par une prétention à définir d'après l'équité et la bonne foi. C'est une prétention dérivant du rapport d'obligation ancienne qui reçoit une forme attribuée pour la revalorisation.

Cette circonstance a des conséquences graves, comme par exemple pour le droit matériel (prescription) de même que pour la procédure.

SECTION III

LE FONDEMENT DE LA REVALORISATION

Question de droit ou de fait

Depuis que le Reichsmark est devenu une monnaie stable, la revalorisation consiste dans la conversion d'une prétention fixée en monnaie ancienne en une somme fixée en reichsmarks.

Jusqu'à l'introduction du Reichsmark, c'était le goldmark (mark or 10/42 du dollar) qui était en circulation.

Pour effectuer la conversion ou fixer le fondement de la revalorisation, on a habituellement procédé de la manière suivante. L'ancienne somme était fixée d'après le cours du dollar (indice de gros, coût de la vie) et était convertie en marks. Ensuite se posait la question de savoir si cette somme devait être attribuée entièrement (pleine revalorisation) ou d'après un certain taux. On a parlé parfois d'une revalorisation pleine de 100 % parce qu'on a appliqué deux mesures différentes, et ensuite on a fait la comparaison de la somme calculée d'après une mesure qu'on a tenu pour indicative avec la somme de papier marks convertie en dollar.

L'arrêt de la Cour du Reich, en date du 31 mars 1925, toutes chambres réunies (vereinigte civilsenate) a fixé une base nouvelle à la revalorisation.

Cet arrêt rapportait aux affaires en gros qui n'étaient pas encore accomplies. Le contenu principal de cet arrêt est que le cours du dollar ou cours d'une autre monnaie étrangère ne peut être dans les années de la dépréciation considérée comme une mesure applicable à la valeur de la monnaie et, pour cette cause, il n'est pas de limite plus élevée pour effectuer la revalorisation. Il faut plutôt tenir compte de toutes les circonstances constantes qui se présentent et dans le commerce en gros pour les marchandises qui sont à livrer, le prix qui se paye aujourd'hui en marks.

La Cour du Reich, dans cet arrêt, se refuse à donner les lignes directrices pour mesurer le montant de la revalorisation en traitant cela comme une question de fait, et non de droit. Tandis que dans les autres arrêts, elle procède d'une manière différente. (Par ex. 17 septembre 1924.)

En pratique, il est très difficile de se contenter d'une règle générale d'après la bonne foi et l'équité. Toutes les lignes directrices doivent être fixées parce qu'on ne peut tracer en cette matière un taux schématique, mais il faut tenir compte de toutes les circonstances dans chaque cas particulier.

CHAPITRE II

LES CONTRATS SYNALLAGMATIQUES QUI NE SONT PAS ENCORE EXÉCUTÉS PAR LES PARTIES CONTRACTANTES

Les auteurs, en essayant de fixer une ligne directrice sur la revalorisation, font une distinction entre les contrats qui ne sont pas encore exécutés par les parties contractantes, et les

autres contrats. C'est avec raison qu'ils se prononcent pour la pleine revalorisation dans le cas où une partie doit encore obtenir l'objet du contrat, laquelle pourra lui servir dans les circonstances actuelles. (Roth *Aufwertung* 43, *Zacharia J. W.* 24 87).

La Cour du Reich par son arrêt du 27 octobre 24 *J. W.* 25, 781 se prononce pour le rapprochement de la valeur présente de la prestation qui n'est pas encore livrée.

Elle tient compte des circonstances suivantes :

1° Si le prix convenu était haut ou bas. Parce que ce prix sert de mesure pour la revalorisation.

2° Du changement de prix des marchandises, non de la monnaie et ces changements seront tantôt au profit, tantôt au préjudice de l'acheteur.

Plusieurs fois, la Cour a décidé que les avantages ou inconvénients provenant de la conjoncture des marchandises, soit à la charge (aux risques) d'acheteur et cette thèse était confirmée par son arrêt du 21 mars 1925 (*Plenarenentscheidung*).

Il est très certainement difficile de préciser dans quelle mesure les changements proviennent de la variation de la valeur de la monnaie. Aussi ne peut-on prévoir que celui qui a obtenu une certaine somme d'argent ne tienne compte de son pouvoir d'achat, mais fasse seulement de cette somme l'objet de sa prétention.

Le fait que justement pendant l'inflation il n'y a pas eu une véritable monnaie exige qu'on tienne compte du pouvoir d'achat de la monnaie.

Les contrats qui datent d'avant-guerre et n'ont pas été accomplis par les parties contractantes n'ont pas d'importance pratique en dehors des contrats conclus à long terme avec les prestations successives qui seront converties en

marks-or reichsmarks ou autres prestations équivalentes de valeur.

On a proposé de remplacer dans ce contrat le mark ancien par le reichsmark, nonobstant que le pouvoir d'achat du reichsmark soit moins grand que celui de l'ancien mark en partant de ce fait, qu'à cause du haut taux d'intérêt la monnaie est devenue plus appréciée et que cela se compense.

Le contenu d'or fin dans le mark nouveau, fixé par la loi, est le même que dans le mark ancien et, par conséquent, le créancier obtient autant de Reichsmarks qu'on lui doit de marks.

Pour les contrats conclus au début de la guerre, la même conversion ne peut avoir lieu, étant donné que la monnaie papier n'était plus convertible en or (la convertibilité était suspendue). Si on pouvait constater d'une manière suffisante qu'elle valeur a eu la monnaie au moment de la conclusion du contrat, on pourrait fixer le montant de la revalorisation de manière à faire la même somme en reichsmarks. Les mesures qu'on pourrait ici appliquer (comme indice de gros avec ses nombreuses variations, prix de produits de pays, prix de produits importés, coût de la vie (habillement), prix d'immeubles, bien fonciers) ne sont pas tout à fait sûres et ne conviennent qu'à certaines circonstances particulières qui ne peuvent servir de mesure commune. Mugel a proposé de faire une comparaison entre le prix de l'objet vendu ou autre prestation au moment de la conclusion du contrat et le prix actuel.

La formule est la suivante :

$m = 100$ prix du marché (valeur courante de l'objet au moment de la conclusion du contrat).

$n = 900$ m prix convenu en marks papier.

$m = 1300$ m prix actuel.

x = le montant de la revalorisation.

$x = m = n : m$

$$X = \frac{1300 \times 900}{1000} - 1170 \text{ R M}$$

Cette formule peut être appliquée quand, en concluant un contrat à ce prix, on ne tient pas encore compte de la dépréciation de la monnaie. Si le contrat était conclu, en en fixant le prix, on a déjà escompté la dépréciation ; on devra en tenir compte et le prix convenu ne pourra être comparé simplement avec le prix usuel du marché ; cependant on sera obligé de comparer avec ce prix usuel les affaires conclues pour la même durée.

Weygand a proposé, dans une formule mathématique où il considère que la dépréciation monétaire qui était intervenue lors de la conclusion du contrat jusqu'à son exécution, n'a varié que dans la même mesure. La formule de Weygand ne peut être retenue parce qu'en réalité la dépréciation n'est pas intervenue d'une manière régulière mais par soubressauts.

Roth (page 44) ne tient pas du tout compte du prix convenu et du prix du marché mais il a proposé d'effectuer la revalorisation simplement en remplaçant par le prix équivalent d'aujourd'hui (Jetztige angemessene Preis) sous réserve de permettre aux parties de défendre leurs intérêts respectifs en résiliant le contrat, si le prix convenu ne leur convient pas.

Cette proposition, à cause de sa simplicité, pourrait être acceptée ; elle est d'ailleurs conforme à l'esprit de la jurisprudence qui permet de résilier aussi les contrats de sommes d'argent.

Mais, si elle était acceptée, elle pourrait blesser les intérêts d'une des parties contractantes qui a déjà fait des dépenses ou effectué des travaux en vue de l'exécution du contrat. Pour cette raison, la solution plus équitable serait, si lors de la conclusion du contrat on a prévu que la dépréciation pourrait intervenir, de revaloriser la somme en se fondant sur le prix

présent d'après la formule de Mûgel sans permettre de résilier le contrat, laissant toutefois le loisir aux contractants de prouver que, dans les circonstances exceptionnelles, leur intention était d'évaluer le montant plus ou moins grand du dommage (Entgelt) et, pour cette raison, d'après les circonstances, augmenter ou diminuer les prix actuels.

Supposons qu'il soit conclu un contrat de cession. Etant donné qu'on cède d'habitude à un prix plus bas en faisant la revalorisation, il faudra tenir compte de cette circonstance.

Le fait, qu'en concluant un contrat à terme, le prix était différent du prix du marché à l'époque de la conclusion du contrat, ne suffit pas encore pour décider que ce prix était convenu pour avantager une des parties, mais il faut qu'il soit évident que la volonté des parties était de fixer un prix différent du prix du marché (plus haut ou plus bas). S'ils ne peuvent prouver ce fait, ou en cas de doute, on supposera qu'on n'a pas convenu le prix du marché en prévoyant la dépréciation. Si la dépréciation était plus grande que prévue, le prix serait remplacé par un prix adéquat. (Locher J. W. 25 780).

Cette solution, si bien qu'elle paraisse, ne tient pas compte du fait que la conclusion d'un contrat à un prix fixe dans la période de dépréciation constitue une acceptation des risques, soit par le vendeur, risque d'une dépréciation plus grande, soit par l'acheteur risque d'une appréciation. (Leo J. W. 25, 1347).

La Cour du Reich a plusieurs fois décidé entre autres arrêts (R. G. 8 octobre 1924 J. W. 28 461) que, si le contrat était exécuté dans la période fixée, et que la dépréciation soit dans la limite des risques, comme le vendeur est obligé de livrer au prix convenu, la revalorisation n'a pas lieu.

En résumé, dans les contrats conclus avant la guerre, le prix en marks doit être remplacé par le prix en Reichsmarks.

Si le contrat a été conclu plus tard, il faut constater si au

moment de la conclusion du contrat on a eu l'intention en fixant le prix de fixer déjà le dédommagement pour la dépréciation ou, en examinant chaque espèce particulière, si on en a fixé ou non cette dépréciation.

Si on n'a pas tenu compte de la dépréciation, le prix doit être augmenté dans la proportion que le prix du marché fixé au moment de la conclusion a augmenté, en exécutant le contrat (remplacement de prix).

Si, en concluant un contrat, on a déjà tenu compte de la dépréciation, le prix actuel doit être payé sous réserve de prouver qu'une augmentation ou diminution de prix était dans l'intention des parties.

Quand le vendeur est en retard et qu'il aurait dû livrer en temps utile au prix convenu, les risques étant dans une certaine mesure déjà calculés dans le contrat, le prix actuel ne doit pas être appliqué entièrement, seulement dans la mesure où le prix convenu, et le prix adéquat sont différents au moment de la mise en demeure.

Il reste toujours possible dans ce cas de prouver que le prix actuel adéquat est influencé par les circonstances anormales comme une mauvaise récolte quand il s'agit de blé. Alors le prix actuel doit être diminué (La cherté provient de la disette).

PRÉTENTIONS UNILATÉRALES DE SOMMES D'ARGENT

On ne peut pas établir une mesure générale quand il s'agit de contrats différents de celui qui n'est pas accompli par les parties contractantes.

Dans ces contrats, il faudra tenir compte des divers points de vue. Parfois, la revalorisation sera tout à fait exclue, déjà au moment de la naissance du contrat (billet à ordre) ou à cause des dispositions législatives qui refusent de revaloriser

les prétentions provenant de comptes courants ou de dépôts dans les banques (§ 65,66 de la loi de revalorisation).

Dans les autres cas, c'est le but dans lequel la prestation de la monnaie est faite qui servira d'indication.

Les prétentions issues des contrats synallagmatiques, seront jusqu'à leur exécution, réglées d'après les règles énoncées pour ces contrats. Lors de l'exécution du contrat, la prétention transformée en une somme d'argent sera réglée de la manière exposée.

En général, on tiendra compte du fait que la dépréciation monétaire était une conséquence de la guerre, laquelle est la destruction des richesses d'un pays, et l'appauvrissement général.

Zeiler a bien fait ressortir ce fait dans ses ouvrages, en disant que les sujets allemands sont liés par le même sort ; le résultat de ce lien est que l'on ne peut pas faire supporter les conséquences de la dépréciation à une seule partie contractante (soit le débiteur, soit le créancier) ; les dommages doivent être partagés, surtout par le fait que, si le créancier avait pu obtenir la monnaie avant, il aurait pu se prémunir en gros dans les cas les plus avantageux auraient pu conserver 50 à 60 % de leur valeur).

L'idée du sort commun peut être appliquée aussi dans les contre la dépréciation (La Cour du Reich dans sa décision du 17 décembre 1927 J. W. 25, 782 a déclaré que les commerçants espèces, ou au point de vue du droit, il n'y a rien de commun mais économiquement il existe un lien étroit, entre la prétention monétaire de la somme d'argent et les objets de la fortune. On pourrait considérer, qu'il y a une participation dans la fortune et que le sort de la fortune exerce une influence sur la somme à revaloriser.

C'est une justification juridique, pourquoi on traite différemment les hypothèques, des prétentions personnelles ga-

ranties par des hypothèques. Cette idée peut aider à trouver une solution pour savoir comment doivent être résolues les prétentions de prêt.

En dehors de cette idée de communauté ressort l'idée de l'enrichissement sans cause.

La théorie (Deckungsfondtheorie) de Wahle est fondée sur comme base de la revalorisation, mais peut servir afin de fixer l'étendue de la revalorisation.

La théorie (Deskung fondtheorie) de Wahle est fondée sur de semblables considérations.

La Cour du Reich ne considère pas le cours du dollar comme une mesure maximum pour la revalorisation, mais elle tient aussi compte du prix du marché, coût de la vie, comme mesure meilleure que le dollar.

La loi sur la revalorisation a introduit un chiffre pour mesurer, qui est combiné au cours du dollar et au prix de gros.

Ce chiffre ne peut être appliqué en général parce que le pouvoir d'achat du mark intérieur était plus élevé. Dans les transactions des commerçants en gros seulement, elle pourra être appliquée. Un meilleur moyen indiqué par la Cour serait l'indice du coût de la vie. Le Tribunal de Dusseldorf, par son arrêt du 23 novembre 1923 J. W. 24, 210, a décidé que le débiteur est obligé de payer une somme nominale augmentée plusieurs fois. Cette somme doit être fixée d'après l'augmentation numérique de la fortune, à cause de la dépréciation.

En se plaçant au moment de la naissance de l'obligation, la Cour établit une échelle laquelle commence chez les commerçants par 30 % pour les prétentions datant de 1914 et se relevant lentement jusqu'à 100 % sur les prétentions nées.

30 % 1914.

40 % fin 1919.

50, 60, 70, 80 % 1^{er} janvier 1922, 1^{er} septembre 1922.

1^{er} juin 1923 et 1^{er} octobre 1923.

Ces taux ont du être diminués par les personnes privées jusqu'à la moitié parce qu'elles n'ont pas l'habitude, de tirer le même profit des capitaux qu'elles possèdent, Mügel est d'avis que ces essais pour fixer une échelle fixe pour diminuer la valeur or sont sans succès. Quand la loi ne détermine pas les taux, il faudra diminuer la valeur en procédant à l'examen des espèces particulières. Même assez souvent, il faudra tenir compte de circonstances différentes sans tenir compte de chiffres généraux, comme par exemple dans les prétentions personnelles garanties par des hypothèques.

CESSION DE CRÉANCES. — CESSIION DE DETTES

Quand la créance est cédée, on considère qu'elle est cédée dans le même état qu'elle subsiste, c'est-à-dire comme une prétention qui doit être revalorisée sous réserve que le montant sera changé en tenant compte des circonstances postérieures.

Il se peut que le cessionnaire se soit enrichi aux frais du cédant, parce que le cessionnaire escomptait le dédommagement pour la cession sans tenir compte que la revalorisation interviendrait. L'ancien créancier a le droit en pareil cas de l'attaquer en déclarant, d'après le § 119 B. G. sur la validité du contrat de cession qu'il s'est trompé sur la substance ayant considéré qu'il obtiendra seulement la valeur nominale.

Mügel J. W. 25. 1368.

Cession de dettes. — Dans la cession de dettes, le nouveau débiteur est responsable de la somme à revaloriser lors de la cession. La question de savoir comment, à cause des circonstances intervenues, le montant de la dette sera changé est réglée d'après la situation du nouveau débiteur.

On peut ici aussi attaquer à cause d'erreur et le débiteur sera délivré de sa dette.

Il arrive très souvent qu'on a acheté un immeuble hypothéqué et accepté la dette en payant une valeur inférieure. Mais l'acheteur n'attaquera pas le contrat parce qu'au moment de l'inflation les immeubles étaient vendus très bon marché.

En ce qui concerne le dommage causé au créancier par le débiteur d'une somme d'argent, la jurisprudence allemande s'est bien vite inspirée de cette idée que la dépréciation de la monnaie intervenue dans la période qui s'écoule entre l'échéance du terme et le jour du paiement effectif peut constituer un dommage supérieur au sens de l'art. 288 du Code Civil allemand, c'est-à-dire un préjudice qui n'est pas compris dans les intérêts moratoires.

Au début, la jurisprudence n'appliquait cette idée que dans le cas où le domicile du créancier et le lieu du paiement de la dette se trouvaient à l'étranger. Dans l'arrêt du 25 septembre 1919, nous lisons entre autres (R. G. Z. vol. 96 P. 262) « La monnaie est une mesure de valeur et un instrument de paiement uniquement en vertu des dispositions de l'Etat, par conséquent uniquement à l'intérieur des frontières du territoire propre de l'Etat. A l'étranger la monnaie nationale revêt le caractère d'une marchandise dont le prix se fixe d'après le cours des devises. Il en résulte que le créancier habitant le pays ne saurait invoquer la diminution de la valeur de la monnaie et exiger du débiteur un paiement correspondant plus élevé. Il en est de même du créancier habitant à l'étranger, tant que la dette est payable sur le territoire de l'Etat. Toute autre est la question de savoir et c'est elle seule qui doit être résolue ici quel dommage subi le créancier étranger, à l'étranger, du fait que le débiteur allemand n'exécute pas envers lui son obligation de payer. Ici s'applique la règle

suivant laquelle la monnaie nationale perd sa qualité de mesure de valeur et acquiert la qualité d'une marchandise. Dès lors, lorsqu'il s'agit d'une dette payable à l'étranger par un débiteur allemand, les choses se passent à peu près de la même manière que si celui-ci avait à livrer au créancier étranger une marchandise et que, par suite de son retard, le créancier devrait se procurer la marchandise à un prix beaucoup plus élevé.

A cause de la chute plus accentuée du mark, le Tribunal d'Empire a été obligé d'étendre sa protection aux créanciers nationaux, l'arrêt de la 2^e Chambre 8 avril 1921 ; 3^e Chambre 10 avril 1923 ; 4^e Chambre, 14 décembre 1922 ; 6^e Chambre, 22 mars 1923. (Cités d'après le 39 Spruchsammlung de D.J.Z.)

Mais le principe adopté était que le créancier habitant le pays ne peut invoquer d'une manière abstraite les dommages et intérêts qu'il a éprouvés par suite du retard du débiteur.

Il peut réclamer des dommages-intérêts pour ce préjudice, en prouvant que par suite de la baisse du mark intervenue durant le retard de son débiteur, il a subi un préjudice concret.

D'après l'arrêt de la première Chambre du 21 décembre 1924 (39 sp) D. J. Z., il faut également prendre en considération ce fait d'expérience tout à fait général que les personnes s'occupant des affaires de commerce ne gardent pas l'habitude d'assister impuissantes à la progression constante de la dépréciation monétaire mais qu'elles savaient à partir d'un certain moment (en tout cas depuis l'automne 1921), y parer avec un succès sinon total du moins partiel. Dans l'hypothèse d'un créancier établi à l'étranger, il faut partir, en règle générale, de ce principe qu'il aurait aussitôt converti les marks payés dans les termes de la convention en monnaie de son propre pays.

*Dans quelles conditions le débiteur d'une somme d'argent
est-il considéré en retard ?*

Roth considère que le débiteur n'est pas obligé d'offrir une somme revalorisée ou de payer cette somme. Il sera seulement *en demeure* s'il n'a pas offert le paiement de la somme nominale au moment *de l'exigibilité de la dette*. Ce point de vue est la conséquence de sa théorie générale de la revalorisation. Pour apprécier selon le § 285 si il y a faute du débiteur et quand il est en demeure, il faut savoir quelle est la conception juridique dominante à cette époque. Si, au moment de l'exigibilité de la dette, l'idée de revalorisation ne dominait pas encore, le débiteur sera en retard seulement s'il n'a pas payé la somme nominale en temps utile. Si les usages du commerce ont déjà tenu compte que la revalorisation aura lieu il ne peut invoquer le fait que le montant de la somme à revaloriser n'était pas encore fixé s'il a offert une somme impropre non convenue ou refusé d'accepter la revalorisation.

Le fait que la somme qu'il a offert de payer plus tard est considérée comme insuffisante, ne suffit pas pour déclarer que le débiteur est en retard.

Retard du débiteur d'une chose

Au début, les Tribunaux refusent la revalorisation si le débiteur qui a dû livrer la chose contre paiement d'une certaine somme est en retard.

C'est seulement l'arrêt de la Cour du Reich du 6 août 1923, (B. G. 106, 42) qui a admis la revalorisation du montant dû au vendeur en retard.

Les décisions postérieures :

R. G. 29 octobre 1923 (R. 107, 124).

R. G. 12 novembre 1923 (R. 107, 150).

R. G. 21 novembre 1924 (109, 222), consacrent la solution admise par l'arrêt indiqué.

Ainsi, la jurisprudence fut fixée que le vendeur en demeure, même s'il est obligé de restituer à l'acheteur les dommages causés par sa demeure, peut réclamer la revalorisation de la somme due. Il ne peut pas être responsable des circonstances qui viennent du dehors, et ont une répercussion sur le lien obligatoire, comme la dépréciation monétaire, et livrer la chose contre une somme dépréciée.

Le juge est obligé, en tenant compte des circonstances de chaque espèce particulière, d'établir l'équilibre nécessaire.

Toute de même le retard est d'une influence importante sur le montant à revaloriser. (On propose de tenir comme déterminant, pour évaluer le montant, le moment où le retard commence à courir ; autrement, ce serait le prix actuel qui serait accordé.)

CHAPITRE III

EXTINCTION DE LA PRÉTENTION DE LA REVALORISATION

Bien que le montant à revaloriser soit incertain, l'exécution est déjà possible avant qu'il soit déterminé parce que la prétention a déjà un certain contenu, c'est-à-dire celui exigé par l'équité et la bonne foi.

Quand une somme revalorisée est payée au moment du paiement, elle est considérée comme libératoire et l'obligation est éteinte.

Si, par la suite, elle est considérée comme insuffisante, cela n'a pas d'importance. Etant donné que la somme à revaloriser est incertaine, il arrivera très souvent que ce sera juste le montant convenu qui sera payé. Si le montant a été payé sans être convenu, il dépendra du juge d'apprécier si la somme peut être considérée comme suffisante.

Mais, étant donné que la revalorisation est réglée d'après les principes de bonne foi et d'équité que donne une insécurité des appréciations, il suffira que le Tribunal reconnaisse que le débiteur, en payant la somme, a pu tenir ce paiement pour valable pour qu'il réclame simplement la valeur or sans tenir compte des autres circonstances.

Païement de la somme nominale seulement paiement partiel. — Si, dans la période de dépréciation, la dette qui est soumise à la revalorisation était payée en papier monnaie, d'après sa valeur nominale, ce paiement est considéré comme paiement partiel et le créancier peut même, quand il a donné quittance, réclamer la partie non payée. Le fait d'accepter le paiement comme libératoire n'empêche pas de réclamer le paiement supplémentaire. Il est indifférent de savoir s'il s'était réservé le droit ou non puisque, d'après l'article 363 du B.G.B., l'acceptation de paiement comme libératoire a pour conséquence le renversement de la preuve. En acceptant le paiement on n'est pas obligé de se réserver le droit et cela ne protège pas contre le renversement de la preuve.

Planck Ann. zu § 363.

Zeiler in Zeiler Sonntag S 63 17 R. G. 71 23).

D'ailleurs, la Cour du Reich dans son arrêt du 3 décembre 1924 (R. G.) (J. W. 25 novembre) a jugé que la quittance est seulement la preuve mais pas la reconnaissance de non existence de la dette ou renonciation sur la prétention.

Même si on aurait accepté que la dette soit éteinte, particulièrement, si le créancier aurait déclaré qu'il est satisfait tout

de même d'après les prescriptions du § 812 il peut invoquer l'enrichissement sans cause quand il a cru par erreur être obligé de faire cette déclaration.

(§ 812 814 en ce sens Odg Darmstadt 18 décembre 1923 J. W. 24, 206 Rehbein a u O).

Imputation des sommes payées. — Quand le paiement effectué n'a pas éteint la dette, il faut savoir comment doit être calculé (imputé) un paiement partiel sur le montant à revaloriser.

D'après le § 18 de la loi de la revalorisation, le paiement fait est imputé sur la somme à revaloriser d'après sa valeur or. Cette prescription est juste si on considère que la revalorisation de somme d'argent est seulement ordonnée, tandis que jusqu'à présent, c'était la valeur nominale du mark papier le contenu de la dette.

(R. G. 13 mars 1925 J. W. 25 1385).

Dans ce cas, il s'agit, par le moyen de rétroactivité, de faire revivre une dette déjà éteinte et il est facile de concevoir que le **taux** présent de la revalorisation doit être diminué, accordé sans **déduction** de valeur en or payée.

Le § 18 est dominé par cette idée.

Mais il est en contradiction avec le principe de la revalorisation élaborée par la jurisprudence d'après le § 242 de B. G. B. attribuant le droit de la revalorisation déjà au moment du paiement de la dette.

Le champ d'application du paragraphe 18 est suffisant mais, dans certains cas, il ne peut être appliqué parce que la revalorisation est basée sur les principes élaborés par la jurisprudence et, par suite de la différence de point de départ, le calcul se fait autrement.

D'après ces principes, la Cour du Reich se fixa de la manière suivante. Savoir quelle somme a pu réclamer le créancier au moment du paiement revalorisé. Cette somme doit

être fixée en marks papier et la somme payée en marks papier doit y être imputée. L'imputation est faite pour permettre de constater de quelle façon la partie de la dette est éteinte.

Ensuite, (Bruchteil) ce qui reste à payer est revalorisé très simplement. Par son arrêt du 13 mars 1925, la Cour du Reich a adopté une formule très différente.

Cette formule est aussi applicable quand la dette n'est pas payée entièrement mais seulement en partie. L'exemple suivant nous montre la manière dont se fera le calcul.

Supposons une prétention qui a pris naissance en l'année 1912 de 100.000 marks, laquelle était à revaloriser en 50.000 marks or.

On a payé 50.000 marks papier = 20.000 marks or.

Au moment, quelle était à revaloriser sur 40.000 marks-or, il était payé 30.000 marks-papier = 10.000 marks-or.

Maintenant le taux de la revalorisation est de 30 %.

Par le premier paiement était éteinte $2/5$ de la dette.

Par le deuxième paiement était éteinte $1/4$ de la dette.

$$1/4 + 2/5 = 13/20$$

Il reste donc $7/20$ de la dette qui égalent 35.000 francs qu'il faut revaloriser sur 10.500 marks.

Si on avait imputé le paiement sur la somme nominale, il serait resté 20.000 qui auraient donné seulement 6.000 marks. Si on avait compté la valeur or des deux paiements qui est 30.000 marks sur la somme à revaloriser de 30.000 R. M., le créancier n'aurait rien obtenu, nonobstant qu'il n'a pas même touché la somme nominale. Pour éviter ceci, en faisant le calcul on est obligé de procéder de manière à ce que chaque part de la dette qui est éteinte par le paiement partiel soit considéré en faisant le calcul comme une prétention indépendante.

Les principes énoncés sont applicables sans avoir égard à l'époque du paiement. Il se peut que les rapports juridiques

que l'on a déjà considérés comme éteints soient ravivés ; la loi dans son paragraphe 15 fixe la date à partir de laquelle on ne peut plus réclamer la revalorisation. C'est le 15 juin 1922. Pour les affaires qui ne sont pas soumises à la revalorisation, d'après la loi, il ne peut être fixée une limite pareille. Tout de même, la base de la revalorisation, d'après les prescriptions générales, indique le chemin pour éviter les inconvénients, qui peuvent se produire dans cette revalorisation. Si le créancier peut invoquer l'équité et la bonne foi pour motiver sa prétention, il est obligé aussi de se soumettre si, d'après ces mêmes principes, sa prétention se trouve restreinte, quand dans les espèces ou les paiements ont déjà été faits, ou dans une affaire considérée comme liquidée depuis longtemps et que la personne n'ait songé à la revalorisation, on va la réclamer maintenant en invoquant que le paiement n'était pas suffisant. Cette circonstance peut causer un grand préjudice au débiteur et apporter un avantage inattendu au créancier si plusieurs années se sont écoulées depuis ce temps. (Lungen).

L'exclusion de la revalorisation. — La revalorisation peut déjà être exclue tout à fait à l'époque de la naissance de l'obligation ou après seulement.

La revalorisation ne peut être réclamée à l'origine :

1° Quand le créancier a accepté les risques de la dépréciation ;

2° Si dans les contrats synallagmatiques, le dédommagement est payé en avance.

La doctrine et la jurisprudence étaient au début fixés dans ce sens que les co-contractants ont accepté les risques de la dépréciation par le fait que l'affaire a un caractère spéculatif si, au moment de la conclusion du contrat, il y avait déjà une fluctuation de la monnaie et si on a prévu qu'une dépréciation pourrait intervenir.

Mais, étant donné que la dépréciation s'est tellement accrue, la conception a changé. Les tribunaux ont déclaré (R. G. 8 janvier 1924, R. 24 N 337 — 7 mars 1923 Leip Z. 24, 635 17 juin 1924 Warn E 23/24 216 27 juin 1924 D. R. Z. 24, 443 R. 24 N° 1460) qu'on peut refuser la revalorisation seulement quand il ressort clairement que les contractants ont eu, en vue de maintenir le contrat, nonobstant les circonstances exceptionnelles ou fait qui n'existe pas d'habitude. Quand une affaire a un caractère spéculatif ou qu'une vente est faite à un prix fixe, les tribunaux jugent que la dépréciation jusqu'au jour de la livraison est aux risques du vendeur, si elle n'est pas grande. Si la dépréciation a diminué la somme à 50 %, la revalorisation est admise (R. G. 27 juin 1924 O. A. O.), 14 mars 1924 D.R.Z. 24, 1927 J. W. 24 1867 80 Oct. 1924 D.R.Z. 24 521.

La circonstance que le vendeur a, dans une certaine mesure, escompté le risque de la dépréciation, ne joue pas un grand rôle quand il s'agit de contrats synallagmatiques qui ne sont pas encore exécutés par la partie contractante, étant donné qu'on est obligé de payer un prix présent convenable. Cette circonstance prend de la valeur si, au jour de la livraison, la dépréciation n'a pas dépassé les limites convenues, parce que le vendeur sera considéré en retard s'il n'accepte pas le prix nominal convenu et sera obligé de restituer les dommages causés par sa demeure.

Dans une autre espèce, quand on accepte les risques jusqu'à une certaine limite, on tient compte, en accordant la revalorisation, du fait que si la dépréciation a dépassé les limites accordées on accorde seulement le surplus.

Si, jusqu'au jour convenu de livraison, les risques de la dépréciation étaient à la charge du vendeur, la revalorisation a lieu en tenant compte seulement du jour de livraison. (On

considère que comme le prix était convenu au jour de livraison.)

D'une façon décisive, la Cour du Reich considère qu'on ne peut pas admettre la revalorisation d'une dette d'argent, si le dédommagement pour la contre prestation à accomplir était payé au moment où la monnaie a eu la même valeur qu'au moment de la conclusion du contrat (R. G. 107 124 107 215 107 240 108 156). Dans ce cas, le contractant a obtenu le prix entier.

Ce fait que le vendeur ait tenu la monnaie prête pour le paiement du prix d'achat ou, étant étranger, à acheté du mark : n'empêche pas la revalorisation.

Si l'acheteur a déposé la somme à payer dans une caisse d'épargne ou dans une banque ou s'il l'a mise à la disposition du vendeur, il a subi par cela des pertes et, en fixant le montant de la revalorisation, on tiendra compte de cette circonstance. (R. G. 25 janvier 1924 R. 24 N. 332, 26 juin 1924 J. W. 24, 1532, 27 septembre 1924 D.R.Z. 24, 520 J. W. 24 1960).

Les acomptes sont imputés non d'après leur valeur nominale, mais d'après le pouvoir d'achat du mark à l'époque du paiement.

La renonciation à la revalorisation

Plusieurs auteurs considèrent que si l'ayant-droit se comporte d'une telle façon que déjà, à l'époque où la revalorisation était admise, il a accepté même un paiement partiel sans réserve du droit de réclamer la revalorisation doit être exclue ; il faut tenir compte de la manière de se défendre du débiteur au cours du procès si le créancier a exigé seulement une valeur nominale.

O. L. G. Koln 19 décembre 1923 J. W. 24, 550, 26 mars 1924 J. W. 24 1456, O. L. G. Hambourg 27 mai 1924 Hans J. Z. 24, 180.

Certains auteurs (Weygand Geldentwertung Liferunssgeschäfte p. 40 Locher J. W. 25, 1358), considèrent que la revalorisation doit être exclue si le créancier a accepté seulement, un paiement partiel, sans réserver le droit ou a livré la chose sans réserve si, plus tard, une dépréciation beaucoup plus grande n'est pas intervenue.

Le fait qu'il a intenté une action en justice, en réclamant seulement la somme nominale et que, au cours du procès, il n'a pas exigé plus, ne peut être considéré comme une renonciation sur le droit de revalorisation.

Plusieurs tribunaux ont décidé que (O. L. G. Karlsruhe 29 avril 1924 Bad. Rspr, 24 33 Koln 30 avril 1924, J. W. 24 1191 et 1^{er} juillet 1924, D. R. Z. 24, S. 27, Darmstadt 4 juillet 1924, Hess Rspn 24 100, R. G. 18 juin 1924 J. W. 24 1881).

Il faut plutôt juger d'après les circonstances des espèces en question (O. L. G. Munchen 10 juillet 1924, Bay R. Ppfl. Z. 24 261), s'il s'agit vraiment d'une renonciation.

CHAPITRE IV

LES CONTRATS SYNALLAGMATIQUES EN GÉNÉRAL

Nous avons déjà signalé, au cours de cette étude, comment doit être effectuée la revalorisation dans les contrats synallagmatiques. Il nous reste à faire quelques observations sur la

question de savoir si, dans les contrats qui ne sont pas encore exécutés par les deux parties contractantes, le créancier d'une somme d'argent peut réclamer la revalorisation de la prestation ou peut seulement résilier le contrat.

Les auteurs soutiennent, presque unanimement que le contractant qui doit obtenir une somme d'argent contre un objet livré, est obligé de réclamer la revalorisation ; c'est seulement en cas de refus que le contrat doit être résilié.

Dans les décisions de la jurisprudence, on trouve parfois des décisions qui ne sont pas conformes à cette thèse.

Dans deux décisions concernant le contrat de bail à ferme (10 novembre 23, 107, 151 25 juin 24 Bayr Rpfl 3 24 290 R. 24 Nr. 1107 a.).

La Cour du Reich a déclaré qu'une solution plus sévère comme la résiliation du contrat de bail à ferme peut être réclamée si l'équilibre des intérêts réciproques n'est possible, en appliquant un moyen tempéré (comme changement de la prestation).

Dans son arrêt du 16 avril 1924 (J. W. 24, 1425, Wau. E. 23 24 17), la Cour R. G. a déclaré que le vendeur est obligé de livrer la chose due seulement ; quand il l'a livrée il peut ensuite en réclamer le prix.

Le 31 mars 1925, toutes chambres réunies, la Cour s'est prononcée contre la résiliation du contrat en vertu de la clause, *rebus sic stantibus*, en invoquant les arguments suivants :

Il se peut, que dans les espèces particulières, les intérêts graves au point de vue de l'économie nationale, ne seront pas lésés si le vendeur peut résilier le contrat qui était conclu depuis longtemps et n'a pas encore été aujourd'hui exécuté. Mais on ne peut accepter que cette solution, adoptée dans une mesure plus large, conduise à des résultats équitables au point de vue de l'économie nationale. Les contrats doivent autant que possible être maintenus. Il faut tenir compte des

intérêts des acheteurs qui, sans faute de leur part, seront obligés de se priver de la livraison de la marchandise achetée et qu'ils auront même aujourd'hui grand intérêt à obtenir même en payant un prix revalorisé. Quand la jurisprudence était encore fondée sur la clause *rebus sic stantibus*, la revalorisation n'était pas acceptée.

Cette décision peut être appliquée ici à divers contrats.

Il se peut que, d'après l'exigence de l'équité et de la bonne foi, l'acheteur ne puisse payer le montant de la revalorisation, parce que, par suite de changement intervenu dans sa fortune, il ne pourra pas donner une somme semblable.

Dans ce cas, s'il peut invoquer des raisons particulières, le contrat pourra être résilié. Mais le principe qui doit subsister, c'est que le *contrat a un prix revalorisé doit être maintenu*.

Le créancier d'une somme d'argent sera très souvent lésé si le contrat est résilié, surtout si, en attendant l'exécution du contrat, il a fait des dépenses qu'il ne peut plus couvrir, surtout s'il s'agit d'un ouvrage à faire dans un but particulier ou s'il a agrandi son entreprise, à cause de la commande qui lui a été passée. Il est évident que dans des cas pareils, il n'est pas équitable d'accorder au débiteur de la monnaie le droit de résilier le contrat à son aise quand il refuse d'accorder la revalorisation dont il ne sera pas chargé Weygand, (*Geldentwertung und Lieferungsgeschäfte*), considérant que le vendeur a le droit de réclamer la revalorisation s'il ne peut vendre ailleurs qu'avec de grandes pertes la marchandise qu'il doit livrer. Roth (*die Aufwertung* S. 149) démontre avec raison les injustices que peut provoquer la résiliation du contrat. Aussi les nécessités économiques peuvent-elles exiger au lieu de la résiliation une revalorisation.

Mügel en acceptant les objections de Roth va plus loin. Tandis que les auteurs cités soutiennent que le créancier d'une somme d'argent peut réclamer la revalorisation dans

des cas exceptionnels, Mügel considère que la solution la plus conforme résulte de la pensée fondamentale sur quoi la revalorisation est basée serait *que le contrat soit toujours maintenu et que à la place du prix convenu soit mis le prix revalorisé*, sous réserve que chacun des cocontractants pourra prouver que, par suite de la situation exceptionnelle, en tenant compte des intérêts équitables, la résiliation du contrat est un accomplissement conforme à l'état des choses, à cause de la dépréciation qui a changé la base du contrat.

La théorie exposée par Mügel simplifie et unifie beaucoup le droit de revalorisation et on évite de poser beaucoup de questions qui découlent de la doctrine dominante comme si on a vraiment exigé la revalorisation si le refus était définitif, etc.

Sur la question de savoir si la résiliation du contrat qui a eu lieu était justifiée, il faut tenir compte de la circonstance que si, au moment de la résiliation, ce droit était reconnu par les tribunaux, il ne serait pas équitable de déclarer la résiliation sans validité si la solution dominante en ce temps-ci était la résiliation du contrat.

Pour savoir quelle doctrine était dominante dans les arrêts, il faudra fixer l'époque où on commence à donner des décisions dans lesquelles le vendeur peut réclamer un prix revalorisé. Sur cette époque les opinions sont partagées. La décision de R. G. 11 28 octobre 1924 (J. W. 25, 1478) ne permet pas de savoir quand la revalorisation est refusée. La livraison a dû être effectuée le 20 novembre 1922, mais il semble que l'augmentation de prix était déjà refusée avant. Cette décision dit « Le refus unilatéral d'accomplir le contrat » suppose le retard d'une partie à accomplir. Malgré que dans la période de la dépréciation accélérée du milieu d'août jusqu'au milieu de novembre 1922, on n'ait pu exiger que le vendeur livre la marchandise contre le papier mark dont la valeur

intrinsèque n'aurait pas fourni une contre prestation même ressemblante en même temps, on ne peut pas dire en tenant compte de la jurisprudence, que le débiteur a, avec intention, agi contre la bonne foi et l'équité. La réclamation de la revalorisation était justifiée mais le refus ne constitue pas une faute.

Le contrat ne peut être révisé si on peut conclure que les parties ont considéré le contrat comme accompli.

Les contrats de vente et de livraison

Si un contrat n'est pas encore exécuté par les co-contractants et n'est pas encore résilié, le vendeur peut réclamer une pleine revalorisation du prix et est obligé de livrer la marchandise contre ce prix.

Dans les contrats d'avant-guerre, la revalorisation consiste dans le remplacement de mark par le Reichsmark.

Si le contrat était conclu en période de dépréciation, il faut tenir compte des circonstances suivantes :

Si lors de la conclusion du contrat, il était d'usage dans les contrats à terme de calculer déjà un dédommagement pour les risques de changement de valeur de la monnaie ou d'après les circonstances d'un cas particulier, on pourra constater qu'un tel calcul a eu lieu et il faudra payer le prix habituel ; seulement ce prix sera diminué. On l'augmente selon que ce dédommagement était compris. Si les risques de la dépréciation n'étaient pas compris dans le prix convenu, ce prix devrait être augmenté dans la même mesure que le prix du marché ; en cas d'inexistence de prix du marché il faudra appliquer un prix convenable.

Les co-contractants ont le droit de démontrer que le maintien du contrat avec le prix revalorisé n'est pas équitable et ils peuvent dans ce cas résilier le contrat.

Des contrats exécutés par le vendeur

Quand la chose est livrée, le dédommagement doit être compté au moment de la livraison. Si, lors de cette livraison, est intervenue une dépréciation, il faudra de nouveau, en se basant sur le prix actuel revalorisé, diminuer le montant qui sera évalué.

En faisant l'estimation du montant à diminuer, on tiendra compte de la circonstance de savoir comment les sommes auraient été employées si elles avaient été payées au moment de la livraison et si la chose à livrer est encore chez le débiteur et dans quel état.

Si, en faisant ce calcul, il ressortait un prix différent, il serait équitable de l'accorder, en tenant compte que le vendeur devait être satisfait au moment du paiement (pas de livraison d'objet si le paiement a dû avoir lieu plus tard). En vertu de l'idée commune (*Gemeinschafts gedanke*) il faut tenir compte du sort de la chose livrée.

Quand il est convenu que le prix sera payé non au moment de la livraison il faudra d'ailleurs tenir compte de la différence de prix au moment de la livraison et au moment du paiement si on accorde une pleine revalorisation pour fixer le dédommagement et on tient compte du jour où l'acheteur a obtenu la prestation. Le crédit accordé au débiteur est un avantage et il est équitable qu'il obtienne au moment du paiement la même somme qu'il aurait dû obtenir au moment de la livraison. Une diminution de prix n'est pas acceptable dans cette période. Les considérations qui justifient la diminution du montant revalorisé (*des an sich begründeten Aufwertungs betrages*), interviennent seulement quand la période est finie.

Ventes des immeubles

Pendant la période de la dépréciation, on a vendu beaucoup d'immeubles. Les prix de vente de ces immeubles, à cause de l'économie forcée et de l'obscurité qui a existé sur la valeur de la somme convenue, étaient très bas. La rectification du prix, d'après les principes de la revalorisation, a lieu de la manière suivante : il faut payer le prix juste d'aujourd'hui. On paie la différence entre le prix présent et le prix convenu antérieurement.

Plusieurs arrêts ont accordé une revalorisation qui a dépassé 100 % la valeur or calculée d'après le cours du dollar.

(R. q. 13 nov. 1924, J. W. 25, 267, nov. 1924 D. J. Z. 25, 116, J. W. 24, 200z, 5 février 1925, J. W. 25, 630).

Mais, quand une hypothèque était constituée pour le prix d'achat et que la vente avait été faite avant le 1^{er} janvier 1922, les lois de la revalorisation par 10 *ab* 2 fixent un taux maximum qui ne peut être dépassé 75 % — 100 % de la valeur du mark-or.

L'arrêt R. G. 17 novembre 1923 107 p. 183 décide que le prix d'un immeuble qui n'était pas payé entièrement, mais dont une hypothèque avait été constituée pour une partie due, il doit être revalorisé seulement pour la somme payée, tandis que pour l'hypothèque il a seulement l'obligation de payer selon les prescriptions concernant les hypothèques. C'est l'acheteur qui doit s'occuper de cela et si le montant de l'hypothèque est moins grand, c'est à son profit. Si on a exercé le droit d'achat, si une hypothèque est constituée sur une partie du prix comme reliquat, elle doit être aussi revalorisée. (R. G. 12 novembre 1924 109, 158).

Bail à ferme

Les ordonnances du 9 juin 1920 et 13 février 1924 (R. G. Bl. 1193), transformées en loi et 29 juin 1922 (R. G. Bl. 1529) et 23 juin 1925 R. G. Bl. 1529 ont établi les offices de conciliation pour les baux à termes. Ces offices ont le droit de décider que, si les prestations à effectuer pour les biens fonciers mis en bail dans le but cultural les contrats de bail (chasse pêche), par cause de circonstances étrangères, ne sont plus justifiées, les prestations à effectuer peuvent être fixées autrement dans une mesure conforme à l'équité.

Ils sont obligés de tenir compte en fixant le prix des revenus qui donnent à ces fonds exploités régulièrement les lignes directives du prix du bail d'après les données de la Chambre d'économie Rurale et de la situation financière des parties co-contractantes.

Pour convertir un contrat de bail en un simple contrat à ferme et pour écarter les dispositions concernant le rapport de travail du bail à ferme, il faut le consentement des deux parties co-contractantes.

Il faut refuser la réclamation sur le changement de la prestation convenue si elle a été faite plus de deux mois après l'année écoulée pour laquelle on réclame ce changement.

La décision du Kammergericht, en date du 3 juin 1922, a décidé que la dépréciation monétaire par elle-même constitue la cause qui permet de changer le prix du bail. Cette décision donne la possibilité de s'adresser à l'Office pour réclamer aussi le changement de contrats anciens. Avant, on pouvait statuer sur ces affaires en dehors des Offices de conciliation ; aussi les tribunaux ordinaires (ordentliche-Gerichte) le pouvaient. Tandis que d'après des dispositions récentes § 1 et 4, les tribunaux ne peuvent plus statuer sur les litiges qui sont

de compétence de ce Pachteinigungsamter. Un changement de ce genre à cause de la dépréciation, a pu lors de l'établissement de ces offices, être fait seulement d'après la procédure (Pachtschutzordnung) exigée par ces Offices.

Seulement les prescriptions de la revalorisation pour les contrats synallagmatiques sont applicables aux contrats à ferme qui ne sont pas soumis à cette procédure.

La revalorisation ne s'étend pas sur le litige qui peut intervenir à la fin du bail entre le bailleur et le preneur si le preneur a accepté l'inventaire en valeur d'estimation (Schätzungswert), en acceptant de retourner cette valeur en fin de bail parce qu'il ne s'agit plus ici d'un paiement d'une certaine somme.

La Cour suprême du Reich, par son arrêt en date du 27 juin 1922, 104, 394 avec raison déclara qu'en faisant la comparaison de deux estimations, le mark intervient seulement comme étalon de valeur, mais pas comme moyen de paiement et, pour cette cause, il n'est pas acceptable de comparer la somme en papier mark avec ces deux estimations mais il faut la convertir en valeur culturelle comparable.

Bail à loyer

La revalorisation n'est pas applicable au bail à loyer, étant donné que, d'après la loi du 24 mars 1922 (R. G. Bl. 273), les contrats concernant le montant du loyer sont sans valeur parce que chaque partie en faisant une déclaration à l'autre peut prétendre que le loyer convenu sera remplacé par le loyer fixé par la loi. Cette loi n'est pas applicable aux logements nouveaux et reconstructions faites après le 1^{er} juillet.

Ce sont les prescriptions de la revalorisation applicables au contrat synallagmatique qui régissent les logements nouveaux. Aussi, en vertu du paragraphe 27 de la troisième ordonnance

fiscale, les communes ont obtenu le droit de régler les loyers autrement qu'il était prescrit par la loi et le loyer doit lentement être rapproché du loyer d'avant-guerre.

Contrats de travail

Pour les contrats de travail, la revalorisation, au point de vue pratique, n'est pas d'une grande importance parce qu'un grand nombre de ces contrats sont conclus à court terme ; ils sont révisés soit par l'accord commun des co-contractants, soit par les tarifs adoptés lors de la dépréciation. Dans les contrats de travail à long terme, il est presque toujours intervenu un nouvel accord sur les gages des travailleurs.

Dans les cas exceptionnels où cette question pourra se présenter, ce seront les mêmes prescriptions que pour les contrats d'achat et de livraison, qui seront applicables. En dehors du bail ou prêt ou d'autres transmissions de jouissances de produits agricoles, il y a en même temps un rapport de travail dans lequel sont valables les prescriptions Pachtschutzordnung.

S'il était conclu un contrat de travail dans la forme tantième, le taux reste le même nonobstant la revalorisation. Il en est autrement s'il faut calculer le tantième d'après la *montant gagné* où bien il est garanti une somme minime. Dans ce cas, la somme fixée doit être convertie.

C'est d'après des circonstances particulières que la conversion aura lieu. On tiendra compte de la situation économique des entreprises et le but du contrat sera d'accorder aux ayants-droits un état (Lebensunterhalt) conforme à la vie nouvelle.

Contrats de Société

Dans les contrats de société intervient très rarement la revalorisation des prétentions qui portent sur les sommes

d'argent d'ancienne monnaie, étant donné que le dépôt d'associés qui est fait dans une certaine monnaie ne constitue jamais le même prêt ; il sert seulement de base pour calculer les pourcentages, gains et partages en cas de dissolution de la société.

La question de savoir comment doit être chiffrée la part d'un co-associé dans la fortune de la société en faisant le déplacement (*umstellung*) réévalué n'est pas la question de la revalorisation mais une transposition. C'est pourquoi on fait l'application de l'ordonnance du bilan en or du 28 décembre 1923 R. G. Bl. 253 dans lequel on ne considère pas le mark comme moyen de paiement, mais seulement comme mesure de valeur et le principe M. M. n'est pas ici applicable.

La revalorisation a lieu seulement quand la prétention sur le paiement des bénéfices et des intérêts se transforme en une somme certaine d'argent. Etant donné qu'il existe au point de vue juridique un lien commun entre la fortune de la société et la part des co-associés, elle est importante pour fixer la revalorisation.

Le développement de la fortune de la société lors de sa création

Si dans un contrat de société est accordé un droit d'obtenir des actions ou autres participations d'après leur valeur nominale, la Cour suprême R. G. a statué par son arrêt 4 décembre 1923 J. W. qu'on pourra obtenir ces avantages en payant seulement le prix revalorisé. Après la réévaluation en or ces clauses seront interprétées de façon à ce que l'on soit obligé de payer la valeur en marks-or fixés.

Contrats d'assurance

La revalorisation des assurances sur la vie et des autres assurances est réglée § 59 A. G. (Loi sur les sociétés).

La question de revalorisation ne se pose pas pour les assurances contre les dommages ; seulement, la prétention devient une prétention sur le paiement d'une certaine somme par le fait que le montant est limité par la somme d'assurance.

Pour les assurances contractées en monnaie allemande, sont valables les prescriptions pour les contrats synallagmatiques. Une particularité de ces contrats consiste en ce que la prestation et la contre-prestation (prime et montant d'assurance) portent toutes les deux sur la monnaie. On peut réclamer la revalorisation. On n'a pas pratiqué la revalorisation de la prime mais plutôt la somme totale d'assurance a été augmenté et la prime pour les périodes futures a aussi été fixée. Les sociétés d'assurance ont appliqué le principe M. M. Quelques décisions de la Cour Suprême R. G. 21 mai 1924 Xam 21/24, 221 R. 24 M. 1331 Rq 21 mai Hansa R. Z. 24, 815 Stern J. W. 24, 160 ont déclaré que la somme d'assurance a accordé une pleine revalorisation quand les primes ont été payées dans une bonne ou plutôt une meilleure monnaie ou quelques années en avance. On a reproché à ces décisions que la contre prestation d'assureur n'est pas le paiement du montant d'assurance mais les risques que l'assureur a à couvrir quand les périodes d'assurance anciennes et une partie des périodes en cours sont déjà réglées. On peut remarquer que les risques ne sont pas entièrement à la charge de l'assureur. Dans les assurances sur la vie une réserve de prime doit être formée d'une connexité entre cette réserve et la prétention d'assuré qui constitue dans ces circonstances une prétention au remboursement de sa participation dans cette réserve est évidente.

Mais, en général, la réserve des Compagnies d'assurance est fondée sur la prime et il est équitable de faire dépendre le montant de la revalorisation du sort des primes. Ce n'est

pas le sort d'une prime particulière qui décide la question mais le sort de toutes les primes (R. G. 23 mai 1924 108 173).

Offre de contrat

Quand l'offre de contrat faite pour un temps déterminé est acceptée pour ce temps, ce sont les prescriptions sur les contrats synallagmatiques qui sont applicables.

Les co-contractants obligés de livrer une chose peuvent refuser si, entre temps, les circonstances économiques ont tellement changées que, par suite d'une dépréciation monétaire, le rapport entre la prestation et la contre prestation est sérieusement déplacé (R. G. 6 janvier 1923 106 II).

Si le vendeur se refuse à livrer, son refus n'est valable que si est déjà intervenue une dépréciation monétaire extraordinaire. On ne peut pas exiger d'après la bonne foi et l'équité qu'il accomplisse le contrat, une simple hausse de valeur dans les limites normales ne suffit pas (R. G. 19 septembre 1923 R. 24 nr 335).

Si dans une offre de contrat faite pour une période plus longue, on a tenu compte d'un changement extraordinaire de prix et si l'affaire était conclue pour profiter de la conjec-ture, il se peut qu'il s'agisse d'une affaire spéculative qui exclut l'application du § 242 B. G. B. Mais on ne peut pas accepter qu'il en soit toujours ainsi (R. G. 10 Janvier 1925 J. W. 25, 1378). Notamment 20 août 1924 (R. G. J. W. 24 1138 R. 24 n 461). L'affaire n'a pas de caractère spéculatif si un propriétaire a vendu son immeuble pour payer ses dettes.

Les décisions énoncées sont que dans les contrats synallagmatiques qui ne sont pas encore exécutés réciproquement, le débiteur des choses ne peut réclamer la revalorisation du prix. En cas de refus, mais dans ce cas il peut dénoncer le contrat. Si on accepte la doctrine défendue par Mügel l'idée

qu'on n'a pas le droit de résilier le contrat mais qu'on peut exiger un paiement de prix plus élevé, il sera question de l'offre du contrat dans un temps déterminé non de résiliation mais d'augmentation de prix. Par ces effets économiques le projet du contrat ressemble à l'offre de conclure le contrat.

La décision de la Cour du Reich R. J. 6 janvier 1923, 106 statuant sur une espèce analogue reconnaît qu'il serait contraire à la bonne foi et à l'équité, si un locataire à qui on a accordé un droit d'acquérir l'immeuble loué à un prix déterminé voulait contraindre le propriétaire à vendre l'immeuble en période de dépréciation monétaire alors, qu'il est intervenu une forte disproportion entre la prestation et la contre prestation. Au point de vue juridique ces deux cas sont différents car il ne s'agit pas ici d'obtenir le paiement d'une certaine somme de monnaie mais de la prétention de conclure un contrat dont le contenu est tout à fait changé, à cause de la dépréciation monétaire. Sous quelque point de vue que nous l'envisagions, on ne pourra pas exiger que le bailleur vende son immeuble contre le mark papier déprécié.

Un contrat synallagmatique peut être conclu aussi par l'exercice de droit de priorité d'achat. Le R. G. (12 novembre 1924 109 158) déclare que l'acheteur doit payer le prix conforme au § 242 et que ce prix constitue une véritable compensation au jour de la conclusion du contrat. La valeur qu'a ce prix au moment de l'exercice de ce droit de priorité n'a pas d'importance.

Expropriation

A plusieurs reprises le Reichsgericht a déclaré que ce n'est pas la question de revalorisation dans le même sens (Selingen D. J. Z. 25, 472) la question de savoir combien de Reichsmarks, il faut pour éteindre un dommage causé par l'expropriation. La personne expropriée obtient seulement la valeur

que l'immeuble a eu au moment de l'expropriation. Cette valeur doit être calculée d'après la situation présente de la monnaie, et il faut tenir compte du pouvoir d'achat de la monnaie au moment de la décision. Le prix des immeubles en ce moment n'a pas d'importance pour cette décision.

Décisions des tribunaux dans ce sens.

R. G. 15 janvier 1924, 107, 228 ;

21 février 1924, 109, 258 ;

20 février 1925, J. W. 25, 1105.

Le Reichsgericht ne vise pas de mesures pour savoir comment il faut établir ce pouvoir d'achat.

Neuss. J. W. 25, 1097 vise le cas 107, 228 jugé avantageux au profit de l'exproprié, parce que la valeur des immeubles est tombée à présent mais le calcul d'après les indices du coût de la vie dans les expropriations au moment de l'inflation n'est pas au profit de l'exproprié et, à cause de ceci, il faut tenir compte du pouvoir d'achat spécial sur le marché des immeubles pour que le dédommagement accordé ne soit pas moins grand que la valeur présente des immeubles.

Mügel accepte aussi cette opinion pour les cas où, en fixant le montant du dédommagement d'immeubles expropriés, on a donné une somme trop petite parce qu'on n'a pu constater en période d'inflation le pouvoir d'achat de la monnaie. Si l'évaluation a eu lieu avant la guerre on peut simplement convertir le montant en reichsmarks comme dans les contrats d'achat.

Prêt hypothécaire

Un prêt assuré par l'hypothèque sera indifféremment soit assuré par une cédule hypothécaire, soit par une hypothèque de sûreté et sera revalorisé comme une hypothèque au taux normal maximum de 25 % sous réserve de diminuer une revalorisation jusqu'à 15 %.

Dans les cas exceptionnels, on peut s'écarter du taux normal. Un prêt qui n'est pas garanti par une hypothèque sera revalorisé d'après les prescriptions générales ; seulement le maximum est de 25 % quand il s'agit de Vermögensiuleges. Les mêmes prescriptions en ce qui concerne la réserve de droit et rétroactivité aussi pour l'exigibilité et les intérêts qui sont applicables aux hypothèques sont applicables aux prêts. Quand il s'agit d'un prêt à court terme ou d'un prêt de complaisance, ou d'un prêt vermögens-cenlagen qui est basé sur les conclusions d'un contrat synallagmatique, le taux n'est pas applicable. Ce sont les prescriptions générales sans limites plus élevées qui doivent être appliquées.

Quand la revalorisation du prêt a eu lieu d'après les prescriptions générales, dans ce cas, en dehors des circonstances qui interviennent dans la situation spéciale, il faut tenir compte de la situation économique des participants et si ce prêt est dans un rapport économique avec certains objet ou entreprise, c'est la valeur et le développement de l'entreprise qui comptent.

Clauses de paiement en or

Dès le début de la guerre, en août 1914, l'Allemagne comme la France proclama le cours forcé des billets. Mais alors qu'en France aucun texte ne vint préciser les effets de cette mesure, une ordonnance du Conseil Fédéral allemand du 20 septembre 1914 déclara que les stipulations de paiement en monnaie d'or antérieures au 31 juillet 1914 n'étaient provisoirement pas obligatoires (R. Gesetz-blatt p. 417). Deux mois plus tard, l'agio sur les monnaies d'or était interdit (23 novembre 1914 R. G. B. p. 484). Grâce à ces mesures, la fiction juridique de légalité de mark-papier avec le mark-or s'instaura. Par suite de principe « Mark gleich mark », les débiteurs purent malgré leurs promesses de payer en or se libérer vala-

blement en marks-papier pris pour leur valeur nominale jusqu'au moment où la jurisprudence suivie plus tard par le législateur admit la valorisation des créances stipulées en marks.

Toutefois, en une matière spéciale, la validité des clauses or fut reconnue dès 1920. C'est en ce qui concerne les prêts hypothécaires stipulés remboursables en or, garantis par des immeubles situés en Allemagne et dont les créanciers habitaient la Suisse. Les débiteurs allemands de ces prêts hypothécaires entendaient profiter de la baisse du mark pour se libérer à bon compte de leurs dettes. A la suite de réclamations émanant de créanciers suisses, une convention diplomatique fut signée en Allemagne et en Suisse le 6-9 décembre 1920. Le Gouvernement helvétique s'engagea à recommander à ses ressortissants à réclamer pendant 10 ans le remboursement des capitaux prêtés et d'accorder aux débiteurs allemands des accommodements au sujet des intérêts. Les créanciers qui suivraient ces conseils auraient le droit, après l'expiration du délai de 10 ans, d'obtenir le remboursement de leurs créances en or ou en valeur or. La validité des clauses de garantie en matière hypothécaire a été reconnue, d'une façon générale, par la loi du 23 juin 1923 (R. G. B. L., p. 407). Une loi spéciale avait paru indispensable en raison des dispositions du § 113 et 115 du B. G. B. et 28^e art. du règlement sur le livre foncier qui ne prévoient l'inscription au livre foncier que d'une somme fixe libellée en monnaie nationale (antérieurement l'ordonnance du 3 février 1920 (R. G. B., p. 211) avait autorisé à titre exceptionnel l'inscription sur le livre foncier des créances hypothécaires libellées en devises étrangères).

L'usage du mark-or comme monnaie de compte se répandant progressivement au moment de la forte dépréciation monétaire, en mars 1923 se crée la Festmark qui avait pour but

d'émettre des emprunts en marks de compte stables au profit des sociétés. Après la loi du 20 mars 1923 sur la valorisation des impôts dite « Geldentwertungen » le gouvernement adopte, le 12 juin 1923, le principe des salaires en valeurs stables et admet le 12 juillet 1923 la généralisation de compte en marks-or. Enfin, le 19 décembre 1923, on ordonnait au commerçant de tenir sa comptabilité en marks-or. Mais longtemps auparavant, l'usage du mark-or monnaie de compte s'était répandu notamment pour l'établissement de factures dans l'industrie textile et, même, pour le commerce intérieur.

Monnaies étrangères. — Les ordonnances sur les devises des 12 octobre 1922 et 8 mai 1923 vinrent interdire dans les relations intérieures le paiement en monnaie étrangère. Jusqu'en 1922 on n'accepte pas les marks-or mais les stipulations en monnaie étrangère sont acceptées tout le temps.

Ces stipulations, prévues formellement § 244 en absence de texte interdisant, ne peuvent être écartées.

En résumé, la jurisprudence allemande s'est refusée malgré le cours forcé à condamner les clauses de sauvegarde qu'aucun texte formel ne prohibe et, plus tard, elle a valorisé les créances garanties par une clause prohibée comme elle a valorisé les créances en marks qu'aucune clause de sauvegarde ne garantit.

Clause or. — Si un prêt a été fait par une moyenne constante de valeur, la revalorisation n'a pas lieu. Plutôt la somme à payer est fixée d'après la mesure constante de valeur. La même règle s'applique quand une clause or était stipulée dans le sens de clause valeur. C'est-à-dire que le débiteur doit le paiement à effectuer, dont la valeur est fixée d'après la valeur de l'espèce or ancienne. Si la clause signifie seulement une clause or, c'est-à-dire si on a stipulé de fournir une certaine somme de monnaie allemande mais seulement en espèce allemande, exclusivement dans ce cas la loi décide dans son para-

graphe 1 que cette stipulation se transforme en une prétention *de paiement en ancienne monnaie*. La stipulation de payer en espèces a perdu son importance parce que celles qui ne sont plus en circulation et la prétention doit être revalorisée (R. G. 103,387). Donc, en dehors de ces cas exceptionnels, le taux de la revalorisation ne peut dépasser 25 %. La Reichsgericht a plusieurs fois décidé que la clause or était inscrite dans le livre foncier seulement dans le sens *clause espèce or* et pour le droit de bien doit être considérée comme telle. Si cette clause est stipulée en même temps pour la prétention personnelle et le droit réel, il faut décider qu'il en est de même (clause espèce). La revalorisation de la prétention personnelle ne peut dépasser 25 %. Le Reichsgericht, dans ses arrêts du 16 janvier 1924, 107 400, 24 mai 1924 108 176, 3 décembre 1924 D. J. Z. 25, 582 J. W. 25 1483) a adopté le même point de vue.

Tandis que Nussbaum (Das Geld 164 Et J. W. 25, 1483, Oertmann, Die Aufwertungsfrage, Schlegelberger remarque IV § 13 Michaelis rem. I § 13 considèrent que la clause or est une clause valeur or plus forte. Oertmann et Schlegelberger considérant que cette clause est une stipulation de la revalorisation. Tandis que Roth die Aufwertung p. 115) considère toujours que la clause or est une clause en espèce et que les prétentions stipulées dans cette clause ne doivent pas être revalorisées plus que les autres obligations en marks.

Le billet à ordre, Chèque

La jurisprudence constante du Reich et du Kammergericht n'acceptent pas la revalorisation des prétentions issues des billets à ordre (D. J. Z. 24, 943).

Le Reich dans sa décision du 17 mars 1925, 110 invoque les arguments suivants :

Le billet à ordre est une obligation purement abstraite dont

le contenu est déjà fixé par son document la somme des billets à ordre contient une valeur fixe qui ne change pas. Aussi la fonction économique du billet à ordre comme moyen de circulation et crédit s'oppose à la revalorisation, si bien que l'on ne peut revaloriser la monnaie dépréciée. D'ailleurs, la revalorisation se heurte aux prescriptions des articles 50 et 51 de la procédure sur le billet à ordre qui détermine l'intérêt des créanciers à être remboursés en temps utile. La nature abstraite du billet n'empêche pas, par elle-même, d'effectuer la revalorisation ; aussi la dette foncière est abstraite mais elle est revalorisée. Le billet à ordre d'après la conception du commerce remplace la monnaie comptante et ne peut être traitée autrement. On n'accepte pas, non plus, la revalorisation des dommages causés par le non paiement au jour d'exigibilité de la créance. La question est différente de savoir quelle sera la somme à verser pour un billet à ordre stipulé en monnaie étrangère. La Reichsgericht (décision 1^{er} juillet 1924, 108, 137) considère cette dette comme une dette de valeur Wertschuld et ce n'est pas le cours du jour du paiement qui fixe le montant en marks papier mais on tient compte de la dépréciation et en se basant sur la valeur du dollar (cette distinction est faite aussi par Nussbaum).

Dépôt de la monnaie

Revalorisation demandée à l'Etat.

Etant donné que les tribunaux particuliers ont jugé que l'Etat est obligé de revaloriser la monnaie déposée (L. G. Luneburg 12 février 1928 J. W. 25 1046). Le Ministre prussien de la justice a déclaré dans une circulaire détaillée du 22 juin 1925 J. R. 25 685 qu'en dehors de la question de permettre aux tribunaux de juger, la revalorisation ne se pose pas. Cette circulaire est fondée sur la nature de droit public du rapport de dépôt en déclarant que la volonté du fisc était seulement

de s'obliger à rendre le papier monnaie. On ne peut rien reprocher au fisc qu'une chose pour des dépôts qui n'avaient pas de valeur. Le déposant a pu retirer le dépôt en le remplaçant par des choses de valeur et des documents de valeur, parce qu'il s'agissait d'obligations payables tous les jours. D'autre part, le fisc ne s'est pas du tout enrichi par cette monnaie déposée. L'enrichissement est aussi nié par le motif que les dépenses de l'Etat prussien au moment de la dépréciation ont dépassé les impôts et les taxes étaient couvertes par des crédits supplémentaires. L'Etat n'a pas profité de ce fait que la nécessité des crédits supplémentaires était moins grande en ayant la monnaie déposée. La monnaie déposée était comme une monnaie comptant elle doit être traitée de la même manière aussi le Tribunal (O. L. G.) Düsseldorf dans son arrêt le 28 octobre 1924 J. W. 25 275 refuse de revaloriser la monnaie déposée.

Etant donné qu'on ne peut pas refuser de rendre la monnaie, la question se pose de savoir qui subira le dommage de la dépréciation des contractants ? La décision en cette question dépend de la base sur laquelle ce dépôt a été fait. S'il a été fait pour faire exécuter une décision qui est provisoirement saisissable, la question se pose de savoir si les dommages causés par la dépréciation de la monnaie appartiennent aux dépenses à restituer d'après le § 788 Z. P. O. Le tribunal O. L. G. Dusseldorf a affirmé ce fait par sa décision du 9 février 1925 J. W. (1144).

Tandis que la Cour Suprême, décision du 26 novembre 1924 J. W. 25 269, considère qu'il est possible que l'adversaire puisse être rendu responsable au point de vue des dommages. Mais dans l'espèce en question décline la responsabilité étant donné que le demandeur a pu déposer la monnaie hollandaise comme caution. Il est obligé de porter seul les conséquences de sa décision ayant déposé en marks. En pratique la respon-

sabilité sera fondée sur le retard et exigera l'appréciation des rapports réciproques pour constater qui est responsable pour le dommage d'ailleurs il se peut qu'il soit question de partager le dommage d'après le § 254 B. G. B.

Garantie

La consignation est un genre de caution et de nantissement.

La sûreté peut aussi être effectuée sous une forme de monnaie qui sera transmise avec l'obligation de la rendre et de cela va découler l'obligation de payer une certaine somme. De cette façon est effectué le cautionnement. Il n'est pas considéré comme un fond de la fortune mais comme une partie intégrale d'un contrat synallagmatique donc la revalorisation n'est pas limitée. (*Dans ce sens O. L. G. Karlsruhe 27 novembre 1924 J. W. 25 277*).

Si et dans quelle mesure la revalorisation peut avoir lieu cela dépend des circonstances. Si le possesseur d'un cautionnement a employé la somme dans son entreprise, il faut tenir compte de ce que la substance est restée en retirant un facteur de la dépréciation. Mais si la monnaie était déposée simplement (pas en valeur dans une banque ou caisse d'épargne) il est responsable seulement si on peut lui reprocher que le compte est resté surtout s'il n'a pas exécuté comme il le fallait l'assignation faite ou s'il a réservé sa fortune privée en laissant sa caution (*Englisch D. J. Z. 24 983 Hein, J. W. 24 1034*).

En examinant la question si on veut parler d'un emploi économique de la monnaie il faut tenir compte si les sommes à cause de la possibilité des travailleurs de quitter à chaque époque l'emploi, doivent être tenu prêt toujours pour rembourser (les rapports de la Chambre de Commerce et Industrie, Berlin 24, 173).

Le Reichsgericht a dans une décision 15 décembre 1924

J. W. S 1379 accepté la revalorisation de la monnaie. Il s'agissait en espèce d'une somme d'argent qui était transmise comme sûreté, que le prêteur a pu utiliser dans son entreprise sans payer des intérêts.

Restitution de déboursés

Quand il s'agit de la restitution de déboursés, par exemple d'un mandataire, il est conforme au sens du rapport contractuel que celui qui a fait les déboursés soit pleinement dédommagé. Il s'agit d'une dette certaine, donc c'est la nature du rapport juridique que l'ayant-droit ne soit pas obligé de souffrir de la dépréciation même si le débiteur n'est pas en demeure. L'arrêt du (R. G. 29 octobre 1924 J. W. 25 275) reconnaît le devoir de revaloriser pleinement les frais de magasinage.

Dans le domaine du rapport des droits de famille, la dépréciation du mark allemand a eu sa répercussion sur les conventions fixant le chiffre de la pension alimentaire.

Les pensions alimentaires fixées au début de la guerre et même au cours de la guerre étaient le plus souvent insuffisantes pour assurer au crédit-rentier la subsistance même la plus modeste. Par suite de nombreux procès, le tribunal d'Empire a reconnu ces faits pour fonder la revalorisation de ces pensions en se servant de motifs exposés dans l'arrêt du 21 janvier 1923.

Les principes dont s'est inspirée la jurisprudence du Tribunal d'Empire en matière de revalorisation de pension alimentaire sont les suivants : lors de l'augmentation du montant numérique de la pension il faut prendre en considération non seulement les intérêts légitimes des créanciers mais encore la situation économique et la capacité de paiement de l'obligé. Arrêt de la IV^e Chambre du 3 mars 1924 (R. G. L., vol. 18 p. 292, 5^e Chambre 8 octobre 1921 J. W. p. 136).

Le débit rentier ne doit pas supporter de charge qui soit supérieure à l'augmentation qu'a subi son revenu dans sa valeur nominale depuis la conclusion du contrat, grâce à la dépréciation de la monnaie. Par contre, une amélioration de l'état matériel du débiteur qui provient des circonstances autres que la dépréciation monétaire doit être laissée hors de considération (ex. de l'enfant naturel).

(Arrêt de la 4^e Chambre du 26 mai 1921 J. W. 1921 1080, 7^e Chambre 23 février 1921, 4^e Chambre 20 mars 1921, Spruchsammlung D. J. Z. 47).

Rentes d'entretien

La revalorisation a lieu aussi si la rente est constituée d'après un titre de dettes (exécutoire) et aussi si elle repose sur un contrat ou sur la loi (R. G. Z. septembre 1923, J. W. 24 813 R. 24 R. N. 21, 3 octobre 1923 R. 29 N. I (rente à une marâtre dans un compte altcorta).

20 mars 1924 Leipz Z. 24 260 Warn E 23/24 141 (rente à une femme dont le divorce était prononcé à ses torts).

Tout de même, les circonstances sont de valeur s'il existe un devoir d'après la loi (R. G.).

Une décision du 20 mars 1924 Leipz Z. 24 260 Warn E. 23/24 141 fixe une limite de la revalorisation ou d'une rente promise par un mari divorcé à sa femme en décidant que le débiteur ne peut être débité plus haut que dans la mesure où ses revenus ont augmenté.

La revalorisation est exclue seulement dans le cas où on pourra constater que d'après la volonté des co-contractants ; nonobstant tout changement de valeur de la monnaie, la somme exprimée en marks a toujours due rester la même.

Tout de même R. G. 26 janvier 1921 ne considère pas comme décisive le fait qu'il existe dans le contrat une stipulation disant qu'une augmentation de la rente est exclue. En plu-

sieurs décisions R. G. 23 mars 1923 106 396, 16 juin R. G. 24, 443, R. 24 Nr 1171. Warn E. 23/24 169 a ; M. n. a. Bohmer, Jherings J. 73 204 Czolbe Leipz Z. 21, 364, Rosenthal J. W. 21 1087 Od 22 213.

Les tribunaux ont déclaré que si l'ayant droit a obtenu une *somme capitale* au lieu de la rente, il s'agit de savoir s'il était en droit d'y renoncer. S'il s'agit d'enfant naturel il ne peut plus réclamer la rente fixée par la loi. C'est seulement en des circonstances exceptionnelles que l'on peut accepter que le débiteur de la rente se porte garant que le rendement du capital sera suffisant pour le but d'entretien.

En fixant la rente par une décision en période de dépréciation monétaire, ayant perdu la possibilité de connaître la valeur de la monnaie, on a attribué une somme trop petite.

La question se pose de savoir comment elle peut être rectifiée au moyen de la revalorisation.

Dans sa décision le Reichsgericht (31 mai 1925 Plenace-nabschuss) a déclaré que l'on ne peut pas se fier à la valeur-or du dollar ; il faut tenir compte du pouvoir d'achat de la monnaie en faisant la conversion en chiffres de reichsmarks.

Comme dans la vente des immeubles on peut tenir compte du prix d'achat véritable avec le bas prix du contrat, on pourra faire la même chose pour la rente (qu'elle soit contractuelle ou légale).

Droit successoral

Un arrêt (4^e Chambre 12 juillet 1923 39, Sprushsammlung D. J. Z. 49) décide qu'une dépréciation monétaire considérable non prévue par le testateur peut constituer une cause et une action de la disposition des dernières volontés conformément à l'article 2078, alinéa 2 ; il permet d'annuler une telle disposition si le testateur a été déterminé par la supposition ou l'attente erronée de l'événement ou du non événement.

Un arrêt de la même chambre du 21 février 1924 R. G. Z. 108 83 décide que si le testateur a légué à l'un des héritiers le droit d'acquérir un objet appartenant à la succession à un prix dont le montant numérique a été déterminé par le testament, le co-héritier peut demander une valorisation adéquate du prix.

Dans les dernières dispositions il est moins question de la bonne foi que de la constatation de la volonté véritable du testateur R. G. 21 février 1924 108 83 qui décide en faveur de l'interprétation supplémentaire mais placée à côté § 242 Gringshein J. W. 25 338 Sonne J. W. 25 594. En revalorisant le legs d'argent il ne s'agit pas de la fortune du testateur mais de l'état de la succession (Golamig J. W. 25 339).

Si on a fait les dispositions de partage par lesquelles un héritier a le droit d'obtenir un objet de la succession à un prix fixé, dans ce cas, en tenant compte de toutes les circonstances, surtout du rapport qu'en faisait le testament, le prix convenu était la vraie valeur de la chose il faut transmettre une somme qui, d'après la volonté du testateur, peut être considérée comme une transaction convenable de co-héritiers (R. G. 21 février 1924 108 83 9 octobre 1924 J. W. 25 215. Si le testateur a légué les intérêts d'un capital dans le but d'entretien et si la somme des intérêts est trop petite à cause de la dépréciation, il faut tâcher de constater si le testateur était présumé mettre l'entretien comme but de son legs et de savoir si les intérêts peuvent être suppléés par d'autres ressources.

APPENDICE

Quelques arrêts récents

Emprunt de la Société Wintershall.

Le *Berliner Lokalanzeiger* du 9-7 1929 vient d'annoncer : la dite Société avait emprunté, en 1917, à la Banque de Mulhouse en Alsace 8 millions de marks de valeur nominale. Pour intéresser les capitalistes suisses, on avait inséré une clause dans le prospectus qui disait que l'emprunt serait repayable le 1. 7. 1927 en francs suisses au cours de 100 marks pour 123 fr. 50 suisses. En ce temps, la valeur du mark était déjà dépréciée de 56 % de sa valeur d'origine. La société en question refusait le paiement en francs suisses en prétendant que ce serait contraire aux lois allemandes et que la société n'a qu'à revaloriser ses dettes au taux de 25 %. Quand la société a refusé de payer en francs suisses, un avocat berlinois intenta une action en paiement, chargé par un citoyen suisse qui devait obtenir le paiement le 1-7-27. Les tribunaux ont déclaré la clause valable. Aussi le Reichgericht a décidé dans le même sens (considère la clause valable notwithstanding le cours forcé).

Revalorisation des prétentions contre des Compagnies d'assurances

D'après le *Vorwärts* le 1. 7. 1927, on a annoncé que 400 anciens employés de compagnie d'assurances Victoria ont déposé plainte en payement contre cette société pour la revalorisation de rente à 7 tribunaux divers. Le litige est sur le taux de revalorisation, tous les employés étaient assurés à la Victoria contre l'invalidité et la mort. On ne voyait pas clairement s'il s'agissait des demandes de revalorisation de per-

sonnes assurées, c'est-à-dire d'une revalorisation fixée par la loi ou d'une demande de prévoyance d'employés contre le patron.

Les premières plaintes de 28 anciens employés furent refusées définitivement par la Cour de Commerce. Entre temps, les autres ont fondé une organisation et déposé les plaintes à la Reichsbeitergericht (Cours ouvrières du Reich). Au moment où le procès était encore en cours, la Victoria a fait des démarches auprès de la Cour d'appel, à Berlin, pour faire constater qu'il s'agissait de pensions de la maison Victoria. En ce cas, on aurait pu demander une revalorisation de seulement 25 %. La Cour d'appel à Berlin refusa la prétention de la Victoria qui a réclamé devant le Reichswirtschaftsgericht (cour administrative). Les différentes cours ont porté de différents jugements. Dans certains cas de 60 à 70 % de la revalorisation. Aussi sur les assurances sur la vie le Reichsgericht a permis la revalorisation partielle.

On voit aussi très clairement la complication que provoque la revalorisation parce que les prétentions anciennes sont bouleversées dans certains cas et deviennent arbitraires.

Une personne séparément ne peut rien obtenir ; on tient seulement compte d'une organisation puissante, 28 plaintes étaient refusées, 400 plaintes réussissaient. Les cas les plus intéressants n'étaient pas décidés.

Demande de la revalorisation contre la « New-York Life »

La *Koloniawail Zeitung* de Leipzig annonce, le 9-7-1929, que leur chargé général d'affaires a constaté que les prétentions contre la New-York Life en tenant compte de la situation de droit et de fait en Amérique sont motivées. Les avocats et les experts américains sont d'avis qu'on réussira en déposant une plainte contre la New-York Life à obtenir le paiement en dollars pour les motifs suivants :

a) La Cour de justice dans l'Etat de New-York a décidé dans le même sens par suite d'une plainte déposée par une organisation d'assurés en roubles ;

b) La même Cour a décidé dans le même sens aussi au sujet de l'accomplissement d'un testament exprimé en marks.

c) La décision validée de la Cour de San Francisco statue qu'une assurance conclue en marks par une société américaine doit être payée en dollars en pleine valeur-or. La New-York Life a demandé aux avocats qui ont plaidé contre la dite compagnie dans le procès de roubles, et qui connaissent les lois respectives de se lier par contrat et de ne pas accepter de procès d'assurés allemands, ce qui fait preuve d'une mauvaise conscience.

Revalorisation de rentes de Seigneurs

Kasseler Zageblatt vient d'annoncer :

Loi du 6 juillet 1929, accède suspension de litiges.

Les tribunaux ont revalorisé en justice de 60 à 80 %, les rentes de seigneur vis-à-vis des épargnants et petits rentiers.

Le Reichsgericht a délibéré que la loi est contraire à la constitution et a continué à discuter une demande de revalorisation du land-grave de Hesser à cause d'une rente de l'état prussien de l'an 1873.

Le Reich comme la Cour de Cassation de Bruxelles refuse de décider l'injustice et préfère dire le droit.

On demande l'intervention de la Cour administrative du Reich.

La justice met la main dans l'administration.

La Stabilisation du Franc

En France, la crise financière qui éclate en juillet 1926 menaçant de briser toute l'économie nationale, ne fut conjurée que grâce à l'union des partis, la veille encore ennemis autour de la personnalité qui s'imposait.

La stabilisation du franc fut adoptée par la loi du 25 juin 1928 qui a abrogé la loi révolutionnaire du 17 germinal an II ou 28 mars 1803. Cette dernière loi était elle-même une loi de stabilisation puisque, d'après M. Piétri, une livre de pain se payait mille francs en assignats quelques années auparavant. Mais comme jamais une jurisprudence fâcheuse ne s'était avisée d'interdire les contrats et les échanges or, c'est le public lui-même qui avait préparé et réalisé de longue main la stabilisation intervenue.

La nouvelle loi définit dans son article 2 l'unité monétaire française. Le franc est constitué par 65,5 milligrammes d'or au titre de neuf cents millièmes d'or fin. Ainsi le monométallisme or est substitué à l'ancien bimétallisme imparfait.

L'article I de la loi du 25 juin 1928 abroge l'article 3 du 5 août 1914 qui avait établi, à titre provisoire, le cours forcé des billets de la Banque de France ou de la Banque d'Algérie.

La réunion du cours forcé et du cours légal (loi du 12 août 1870, article 1 et loi du 5 août 1914) avait pour fonction essentielle une fiction légale, celle de l'identité du franc d'hier

et du franc d'aujourd'hui. La loi de stabilisation a pour effet sous certains égards, de démentir mais à d'autres égards beaucoup plus importants de confirmer définitivement cette fiction.

Pour les monnaies d'or et d'argent le démenti consiste dans la démonétisation des anciens francs métal et la création d'un nouveau franc de poids moindre.

Cette fiction est confirmée quant à la monnaie papier par le fait de la nouvelle définition du franc calquée sur le cours actuel de cette dernière monnaie, définition qui est censée englober à la fois le billet de banque d'hier et 1 billet de banque d'aujourd'hui, comme si ce billet avait toujours gardé une valeur constante, celle qu'il a présentement.

L'ancienne monnaie d'or et d'argent n'ayant plus cours, la monnaie de papier continue seule à circuler. Par suite, elle maintient pratiquement la fiction légale d'identité entre le franc 1914 et le franc 1928. Le jeu de cette fiction légale comme nous le verrons au cours de cette étude, aboutit à attribuer aux francs de 1928 que le débiteur offre pour se libérer, le pouvoir libératoire de franc 1914.

Cette même loi en attribuant au franc 1928 une quantité d'or inférieure par suite d'un pouvoir d'achat inférieur, nie la fixité économique en consacrant la fixité juridique.

Comme le dit avec raison M. Savatier, en maintenant au franc 1928 un pouvoir libératoire identique à celui du franc 1914 dans les rapports des créances et des débiteurs, la loi de 1928 a prononcé un divorce définitif entre la règle juridique et la vérité économique. Juridiquement on affirme que le franc n'a cessé d'être stable au moment même où économiquement on incline à une instabilité qu'on reconnaît. Par la fiction qu'elle exprime ainsi, la loi exproprie au profit des débiteurs les créanciers ayant stipulé des francs au moment où la valeur or était supérieure à la valeur or actuelle. En consacrant la

hausse, elle donne le droit de ne plus réclamer contre l'enrichissement sans cause (Sem. Juridique 1928, p. 24).

L'unité monétaire a repoussé tout espoir de revalorisation. Dès lors, la question de révision des anciens contrats, que ce soit des contrats ordinaires de société ou de prêt, conclus d'après l'ancienne monnaie dépréciée s'est toujours posée et est toujours pendante. Cette amputation de 4/5 de franc a permis à l'Etat français d'alléger sa Trésorerie et sa dette.

Ainsi, devient angoissant le cas de ceux qui ont conclu un contrat ou une assurance sur la vie il y a quelques années, qui ont payé leur prime en monnaie or pour ne toucher que des sommes de francs stabilisés, de même pour ceux qui ont conclu un contrat de rente viagère.

Au point de vue public il a fallu envisager les rapports de l'Etat et de ses rentiers et la question se pose toujours de savoir dans quelle mesure on pourra indemniser, quand les excédents budgétaires le permettront, les porteurs de rentes d'Etat lésés du fait de la dépréciation de la monnaie rendue définitive par l'opération de la stabilisation.

La loi de la stabilisation a rétabli la convertibilité des billets en or seulement pour l'extérieur dans les rapports internationaux. Pour l'intérieur, on peut changer au siège social de la Banque de France contre de l'or 200.000 francs de billets au minimum.

D'autre part la question de savoir comment le créancier et le débiteur doivent se protéger contre les variations de la monnaie n'a pas perdu de son importance par la stabilisation de la monnaie. Cette question présente toujours une grande importance pour les banques, Compagnies d'assurances, assurés débiteurs possesseurs d'obligations et autres particuliers comme le dit très judicieusement l'éminent professeur M. Capitant (*Op. cit.*, D. H. 1928 *L'effet de la suppression du*

cours forcé sur les clauses de paiement en or ou en monnaie étrangère).

« Il est très probable qu'instruite par l'expérience et redoutant l'éventualité toujours possible d'une nouvelle crise du franc, les créanciers continueront longtemps à insérer dans leur contrat de prêt, les baux, dans les constitutions de rentes, des clauses imposant aux débiteurs l'obligation de prendre la charge de ce risque. Les clauses qui étaient devenues de style dans les baux ruraux au début du xix^e siècle, à la suite de l'effondrement des assignats, s'y retrouvaient encore cent ans après. »

Pour cette raison, nous nous sommes proposé de procéder, dans ce chapitre, à l'examen de la doctrine et de la jurisprudence françaises concernant les différentes clauses de garanti et l'effet de la loi du 25 juin 1928 sur les clauses antérieures et postérieures à la promulgation de cette loi contenue dans les contrats.

Nous allons commencer par la clause or, laquelle était acceptée lors de la Révolution française et, par la suite, nous envisagerons les autres clauses les plus répandues.

(Voir Fernand Lacombe : *Les conséquences de la stabilisation monétaire au point de vue de finances publiques.*)

DIVERSES THÉORIES CONCERNANT LA VALIDITÉ DE LA CLAUSE OR ET LA JURISPRUDENCE

La clause de paiement en or permet d'éviter les fluctuations du change, les variations de la valeur or étant minimes. C'est une clause de sauvegarde traditionnelle. Elle était déjà très utilisée sous la Révolution française. Plus tard, elle se perpétua dans les formules du notariat. On a dit même qu'elle n'était souvent qu'une clause de style à laquelle les contractants n'avaient pas attaché grande importance et qui était insérée en dehors de leur volonté par les notaires rédacteurs

des actes. Et l'on s'est servi de cet argument non seulement pour permettre le paiement en billets mais encore pour maintenir le contrat tout en annulant la clause de garantie (En ce sens Trib. civ. de Chateaudun 26 juin 1925 *Gaz. Pal.* 12 1925 et Trib. Civ. de la Seine 6 avril 1927).

Sur la validité de la clause or sous le régime du cours forcé, la doctrine se partage en trois opinions.

L'immense majorité des auteurs est d'avis qu'en temps normal on peut stipuler en monnaie or et que les stipulations faites avant la loi du cours forcé demeurent valables. Mais les billets de banque étant assimilés aux autres monnaies, on peut par une stipulation formelle choisir entre ces deux espèces de monnaie, écarter l'une et se faire promettre l'autre, écarter les billets pour se faire payer en or ou en argent, par exemple.

On invoque avec raison que la prohibition lèserait les intérêts les plus légitimes et anéantirait toutes les opérations du change (Boistel : *Dalloz* 1873, 1 17, note sous Cases. 11 février).

Le cours légal assimile les billets aux espèces métalliques mais il ne leur accorde pas une prééminence si minime soit-elle ; l'or n'est pas démonétisé mais, pour suppléer à sa rarefaction, le législateur lui a adjoint un cours auquel il attribue la même valeur. Le législateur ne fait que placer une nouvelle monnaie à côté des espèces métalliques et sur le même plan laissant intact le principe de la discrimination contractuelle (Savatier not. D. 1926, 2).

La deuxième opinion est illustrée par Labbé (Deux arrêts de la Cour d'Aix du 2 nov. 1871 et Cour de Douai 18 mars 1872). Il considère la loi de 1870, impérative, en ce sens qu'elle ordonne de recevoir les billets de banque comme monnaie légale mais, d'après lui, l'article 1895 ni cette loi n'empêchent de déclarer valables les clauses en or.

Au point de vue économique, le Gouvernement ne peut pas

selon Labbé forcer le public même ses sujets à reconnaître au papier une valeur plus grande que sa valeur réelle.

Les stipulations doivent donner lieu non pas à un versement effectif des billets de la Banque de France bien qu'ils soient en fait, à l'heure actuelle, la seule monnaie en usage dans la circulation mais, à la remise de l'objet même que les parties ont choisi pour mesurer l'étendue de leurs prestations. La somme devra être augmentée d'après la différence des cours, de telle sorte que le créancier puisse se procurer de la monnaie or ou argent.

Ainsi, en admettant que le cours forcé oblige le débiteur à s'acquitter en billets, Labbé est partisan de ce que la doctrine appelle aujourd'hui la clause de paiement en valeur-or.

Cette thèse était récemment défendue par divers auteurs. Hubrecht soutient que pour savoir quels sont les effets du cours forcé sur la clause payable en or comme sur les différentes clauses de garantie, il faut, avant tout, se reporter au texte qui l'institue. Ce texte très simple dispose seulement qu'aussi longtemps qu'il n'en aura pas été décidé autrement par une loi, la Banque de France est dispensée de rembourser ses billets en espèces. La loi du cours forcé ne contient donc aucune disposition vis-à-vis de la clause-or ni vis-à-vis d'aucune autre clause de garantie. Le législateur donne à la Banque une dispense provisoire de remboursement : *moratorium*, c'est tout. C'est une mesure qui aura ses effets dans les rapports des porteurs avec la Banque car ils ne concernent nullement le rapport des particuliers entre eux. Les espèces d'or ne sont ni démonétisées ni retirées de la circulation, elles sont restées des monnaies légales et, si le débiteur a pris l'engagement de payer en or, il ne peut trouver dans la loi du cours forcé aucune disposition pour lui permettre de dégager sa promesse valable avant le 5 août 1914.

Une troisième opinion considère que le cours forcé écarte

toute convention contraire, qu'il lui est supérieur, qu'il la domine, car il est d'ordre public. La clause de paiement en or est paralysée tant que dure le cours forcé. Le créancier devra accepter le papier monnaie que le débiteur lui verse, conformément à l'article 1895, pour sa valeur nominale *sans* *agio*.

Wahl : *L droit civil et commercial de la guerre* T II, p. 74;

Larombière (*Théorie et pratique des obligations* T. Art. 1246 ;

Demogue (*Journal des Notaires* 1921 p. 138, 1923, p. 98, Rev. tr. de Dr. civ. 1920 p. 361 362 579. Aubry et Rau (T. IV § 318 p. 262 15° éd. Baudry Lacantinerie (Obl. T. II 147). Planiol (II 423), Lyon Caen et Renaut, T. IV, 262.

Jèze considère que les arguments juridiques et économiques sont sans valeur mais que l'argument financier est d'un tel poids qu'il emporte la décision.

Quelle était la position des tribunaux en présence de ces clauses avant la stabilisation monétaire ?

Le point de départ de la jurisprudence française d'après guerre, il faut le chercher dans un arrêt de la cour de Cassation en date du 11 février 1873.

Février 1873. Affaire Do-Delatre (D. 1873 1 173).

Dans cette affaire, la Cour a annulé une clause-or espèce entre des français, tout en maintenant le contrat. Les motifs invoqués par le tribunal étaient les suivants : Les lois monétaires qui, en vue de conjurer une crise monétaire imminente décrètent le cours forcé d'un papier de crédit, participent, du caractère des lois de police et de sûreté et, à ce titre, elles intéressent incontestablement l'ordre public et rentrent, dès lors, dans la classe de celles auxquelles l'article 6 du C. C. défend de déroger par des conventions particulières. Dans ces conventions le créancier ne peut légalement se refuser à recevoir en paiement un papier de crédit auquel la loi a attribué

une valeur obligatoirement équivalente à celle des espèces métalliques. Par conséquent si la clause des paiements en espèces métalliques est valable et obligatoire pour les débiteurs en l'absence ou après l'abrogation des lois décrétant le cours forcé des valeurs dont elle exclut le paiement à faire, elle cesse d'être exécutoire dès l'instant où le législateur a établi le cours forcé.

Presqu'à la même époque (8 mars 1872 D. 1872 2 16) la Cour de Douai a décidé que l'offre de remboursement en billets de la Banque de France d'un prêt conclu avant le cours forcé sur les stipulations de paiement en espèces or et argent ne pouvait être considéré comme valable.

La question fut à nouveau soulevée après la loi du 5 août 1914 qui établissait le cours forcé.

C'est la 5^e Chambre du tribunal civil qui a eu à se prononcer sur la validité d'une clause de paiement en or ou en argent avec renonciation d'honneur à tout autre mode de règlement inséré dans un bail à loyer (Af. Darius). Le propriétaire demandait subsidiairement pour le cas où il ne pourrait être réglé en espèces métalliques qu'on lui alloue une somme supérieure au montant fixé au bail afin de récupérer la perte au change des billets. Par jugement du 27 mars 1919 (D. 1924 2 25), le tribunal, en déclarant la clause immorale et illicite, repoussa la prétention du bailleur qui exigeait le paiement du loyer et blâma le notaire qui avait rédigé le contrat.

Une décision contraire avait été rendue dans l'affaire Dumas Greinouleau le 31 juillet 1923 par le même tribunal, 3^e Chambre. Le tribunal a déclaré valable une clause insérée dans un bail à long terme conclu en 1880 et en a ordonné l'exécution soit en espèces métalliques soit « au taux du contrat majoré de la prime que feront l'or et l'argent au moment du paiement ». Ce jugement déclare qu'aucune disposition législative n'a interdit les paiements en espèces métalliques, que la loi

du 5 août 1914 qui a institué le cours forcé a suspendu pour la banque l'obligation de rembourser ses billets en espèces ; elle concerne seulement les rapports de la Banque avec les particuliers et non les relations contractuelles des parties en cause. D'ailleurs, elle ne peut pas non plus être considérée comme contraire à la loi de 1870 ; les demandeurs ne se sont jamais refusés à recevoir les billets de la banque pour leur valeur nominale, ils soutiennent seulement que le nombre de billets qui leur a été offert est insuffisant d'après la convention. Sur appel, la Cour de Paris a condamné ce jugement en se conformant aux conclusions de M. l'Avocat général Dreyfus et revint à la jurisprudence traditionnelle.

La Cour se fonde sur les dispositions « jointes » du cours forcé et du cours légal desquelles découle l'obligation d'admettre le billet de la Banque de France comme monnaie légale indépendante de la monnaie métallique, laquelle ne peut d'aucun façon lui être subordonnée ou subir par rapport à elle aucune infériorité.

La notion d'ordre public a été communément invoquée en faveur de l'inefficacité de la clause et elle a été invoquée par le Tribunal de la Seine quand il l'a déclaré valable.

La stabilisation monétaire a soulevé la question de savoir quel sera le sort des contrats contenant une clause de paiement en or antérieurs ou postérieurs à la promulgation de la loi monétaire du 25 juin 1928.

Est-ce que la situation juridique des parties va se trouver en quelque manière modifiée par l'abrogation de la loi qui avait constitué le cours forcé ?

Le 13 avril 1929, le tribunal civil de la Seine, première Chambre (L'affaire Ruel c/Norwich Union Life) (*Gaz. d. Trib.*) a eu à se prononcer sur la validité d'une clause-or insérée dans le contrat d'assurance stipulant le paiement d'une

rente viagère de 4.000 francs sur la tête des époux Ruel, laquelle, aux termes de la police, devait être servie en or.

Jusqu'à l'année 1925, les époux Ruel ont touché les arrérages échus en monnaie française ; seulement, en 1926, ils refusèrent le paiement et demandèrent de recevoir désormais les arrérages et la ristourne sur les arrérages échus en or.

Cet arrêt décide souverainement qu'il s'agit d'un contrat interne antérieur à la loi de 1914 sur le cours forcé dans les termes suivants : « La clause payable en or insérée dans un contrat de rente viagère passé en France avec une compagnie étrangère et devant recevoir son exécution en France ne peut avoir pour effet d'obliger cette compagnie d'assurance à s'acquitter autrement qu'en billets de banque dont la valeur nominale est obligatoirement équivalente à celle des espèces métalliques. Une telle convention en effet constitue non pas une convention internationale rentrant dans l'exception de l'art. 2 § 2 de la loi du 25 juin 1928 décidant que la nouvelle définition du franc n'est pas applicable aux paiements internationaux qui antérieurement à la promulgation de la loi ont pu être valablement stipulés en francs or, mais une convention interne se rattachant au courant de la circulation monétaire et devant être faite en francs stabilisés. » L'interprétation de la loi de 1928 conduit à décider que le créancier ne peut prétendre actuellement qu'à un paiement en francs stabilisés au titre de 65 milligrammes d'or. En considérant la stabilisation monétaire ainsi que le proclame les revalorisateurs comme une déclaration de faillite qui a fait table rase des anciennes monnaies, la loi de 1928 a opéré une véritable révolution monétaire en réduisant le poids du métal de $\frac{4}{5}$ du franc. Le législateur, en 1850 et 1875, lors qu'il supprima le cours forcé antérieurement établi, s'était contenté d'abroger la loi qui dispensait la banque d'émission de rembourser ses billets en espèces sans modifier la valeur

or de l'unité monétaire. La stabilisation, de même que le cours forcé, obligent le créancier à se *contenter nonobstant toute clause contraire* de cette monnaie dépréciée. (Voir art. c ; M. Capitant). Cette mesure est évidemment d'ordre public, puisqu'elle touche à une matière essentielle de la vie sociale. Un grand nombre d'auteurs considèrent que l'art. 1895 est l'expression de la même idée en lui attribuant un caractère d'ordre public.

Capitant : *Les succédanés de la clause payable en or*. D. H., Ch. p. 3.

Hugueney *Des clauses qui tendent à remédier à l'instabilité monétaire*. Lois nouvelles 1926 I 214 Adde les références citées dans Matter et qu'il était écrit par des hommes qui avaient encore à l'esprit des mesures analogues à la récente mobilisation. Aussi, l'article 475 interdit-il de refuser pour leur valeur nominale les monnaies ayant cours légal. Or, le franc de 1928 est bien monnaie légale, le franc de germinal ne l'est plus. A présent, il n'existe plus qu'un seul franc. L'obstacle juridique qui empêchait l'exécution de la convention disparaissant, la stipulation de paiement en or doit reprendre ses effets. En effet, l'article 10 de la loi de 1928 décide que les dispositions de la loi du 5 août 1914 sont abrogées.

Comme le fait justement remarquer M. Lalou (Effets sur les contrats de la nouvelle loi monétaire du 25 juin 1928), le créancier bénéficiant aussi d'un des contrats extérieurs à la loi de 1914 assorti d'une clause or, n'aura qu'une satisfaction théorique ne pouvant plus prétendre au franc or de 322 mill. défini par la loi du 7 germinal an XI mais au franc or de la loi du 25 juin 1928.

La solution à laquelle aboutit ce jugement rapporté quand il décide simplement que le règlement de l'ensemble des obligations de la Compagnie d'Assurances vis-à-vis des créiteurs

devra se faire en francs stabilisés aussi bien pour la période antérieure que pour la période extérieure à la loi de 1928 paraît conforme à l'interprétation de la loi.

Le 9 décembre 1929, le Tribunal Civil de la Seine (Affaire Sté Gruber c/Varin) a eu à se prononcer en l'espèce suivante : Il s'agissait d'un terrain donné en bail par R. Varin à la Société Gruber en l'année 1893. Ce bail était prorogé, la première fois, par acte du 23 avril 1901 et, de nouveau prorogé, le 13 octobre 1921-1914. Il contenait la clause suivante :

« Le paiement des loyers ne pourra valablement s'effectuer qu'en bonnes espèces de monnaie d'or et d'argent au cours de ce jour et non en billets ou autre valeur représentative de numéraire dont le cours même forcé serait introduit dans le commerce par telles lois ou ordonnances de l'autorité souveraine au bénéfice ou à la faveur des quelles la Société Gruber renonce dès à présent formellement et d'honneur. »

La demanderesse soutenait qu'elle avait droit au paiement en or ou à la résiliation du contrat en disant que la clause était déterminée de l'accord des parties.

Par contre, le défenseur disait qu'il s'agissait d'une clause de style, qu'elle existait dans les actes de 1893 et 1904 à une époque où elle ne présentait aucun intérêt pratique et que, dans l'acte de 1921, à une époque où cette clause allait perdre toute sa valeur de par l'instabilité monétaire chaque jour plus menaçante, elle disparaissait de l'acte qui ne contient plus qu'une vague référence aux actes antérieurs. Que la manière dont les parties ont elles-mêmes exécuté leur convention démontre, au surplus, que dans leur commune intention la clause de paiement en or n'était pas déterminante de leur accord. Qu'en effet, un acte de 1863 qui est à l'origine des actes sus visés contient quittance en billets de banque d'une somme de 5.000 francs, que la Société depuis 1872 n'a payé

qu'en billets que même en 1926 quand le franc a atteint sa valeur minime, jamais la demanderesse n'a exigé le paiement en or, qu'ainsi la dame Varin est mal fondée à soutenir qu'elle n'aurait consenti sans cette clause à proroger son bail.

Ce procès soulevait deux questions :

1° La clause or était-elle nulle ;

2° Dans l'affirmative, cette nullité entraînait-elle la nullité du bail ?

Le tribunal a tenu pour acquis la solution de la première question et, sans envisager les difficultés qu'elle pouvait présenter, il a tenu pour négative la seconde.

I. — La première question ne valait d'être discutée parce que la clause étant insérée avant le cours forcé, le contrat étant prorogé en 1921, donc dans une période où la loi du 25 juin 1921 n'avait pas encore cours, il s'agissait de savoir à quelle date il fallait placer la clause. En effet, si on la disait en 1921 nulle à l'origine, elle ne pouvait pas se trouver rétroactivement validée par la loi de 1928 (Capitant D. H. Chronique citée. — Lalou n. 7 et suiv. *Effets sur les contrats de la loi nouvelle*).

Mais une prorogation conventionnelle de bail ne peut valoir que comme convention indépendante. Sa date n'est pas celle du bail prorogé. En conséquence, il fallait situer ce contrat en 1921, donc à une époque où existait la juxtaposition du cours forcé et du cours légal du billet de banque.

II. — La question de savoir si la nullité d'une clause or entraîne la nullité du contrat entier dans lequel elle est insérée se résoud aujourd'hui en jurisprudence par une distinction. Si les parties ont entendu faire dépendre le contrat de l'exécution de cette clause, alors elle apparaît bien comme une condition du contrat au sens juridique de ce terme et dans cette première hypothèse, il n'y a lieu à l'application de l'article 1172 du C. C. sur la nullité de convention qui dépend

d'une condition prohibée par la loi. Mais si telle n'a pas été l'intention des parties, la clause est nulle mais non le contrat. (Capitant : *Du sort du contrat contenant une clause annulée comme contraire aux lois sur le cours légal* D. H. 1927 p. 1. — Henri Lalou, (*Gaz. de Tribunaux* 1930). Nous sommes en présence de la seconde solution.

Presque tous les baux conclus avant quelques années contiennent des clauses dites d'échelle mobile. Les clauses font varier le montant des prix du loyer ou du fermage fixé par les parties suivant les fluctuations du coût de la vie constatées par les statistiques officielles ou du cours d'une marchandise déterminée, blé, viande, beurre, fromage, etc. La jurisprudence en reconnaît aujourd'hui la validité (V. parmi ces dernières décisions rendues, Amiens 18 mai 1927 *Gaz. Pal.* 1927 8 785 26 décembre 1927 *Gaz. Pal.* 1928 1 528 Douai 6 mars 1 1928 *Gaz. Pal.* 24 25 juin 1928). Mais cette validité est reconnue sous réserve.

Le Tribunal Civil de la Seine 7^e *Chambre* a tout récemment (*Gaz. de Tribunaux*, 6 décembre 1928), prononcé l'annulation de cette clause par les motifs suivants en appliquant juste cette réserve :

« La clause d'échelle mobile peut être considérée comme licite lorsque *bailleur et preneur* n'ont en vue que de se garantir réciproquement contre les variations *du coût de la vie*. Mais il en est autrement d'une clause excluant la réciprocité et qui n'est indiquée que dans le *seul intérêt du bailleur*, celui-ci ayant seulement voulu se garantir contre la fluctuation des changes et échapper d'une façon détournée aux obligations légales résultant pour tout créancier de l'institution du cours forcé. »

Spécialement est nulle, comme contraire à l'ordre public, la stipulation d'un bail commercial du 15 juillet 1925 aux termes de laquelle pendant les 6 premières années le bailleur

se réservait le droit de réclamer au preneur une somme supplémentaire au cas où l'indice des prix de détail pour Paris, publié dans le *Bulletin de la statistique générale de France*, édité par le Ministère du Travail accuserait une modification de par rapport à l'indice actuel 415 précité. (Dans le même sens Amiens, Rouen Tr. Civ.)

Avant la loi du 25 juin 1928 qui a abrogé le cours forcé la solution consacrée par le jugement rapporté était généralement admise en jurisprudence (Lalou).

On aurait pu se poser la question de savoir si la nouvelle loi du 25 juin 1928 n'est pas de nature à modifier cette solution. C'est un problème que le jugement rapporté n'envisage pas. S'il l'avait fait, sa décision fut restée à notre sens la même. En effet, il est de règle que pour apprécier la validité d'un contrat, il faut se placer au jour où ce contrat s'est formé. La loi du 25 juin 1928 n'a donc pu rétroactivement valider une clause qui était en contravention avec un principe déduit de la jurisprudence de la combinaison du cours légal et du cours forcé.

On aurait pu également se demander si la nullité de la clause d'échelle mobile entraînait la nullité de bail. M. Capitant se prononce (V. Chronique D. H. 1926 *Les successions de la clause payable en or*) pour la validité générale de cette clause.

« Il est difficile d'admettre la nullité de la clause d'échelle mobile, dit M. Capitant, le cours d'une marchandise ne dépend pas uniquement de celui du change, il est fonction de la plus ou moins grande abondance de cette marchandise. On pourrait dire, que le bailleur ne spéculé pas uniquement sur le cours du change. Les lois d'ordre public doivent être interprétées restrictivement parce qu'elles sont une dérogation au principe de la liberté contractuelle. Le juge n'a pas à scruter les consciences. Il ne peut annuler les actes, sous prétexte

qu'ils sont faits pour frauder la loi à moins que la fraude reste évidente. »

Clause en monnaie étrangère

La validité de la clause en monnaie étrangère a été vivement discutée en doctrine en période de cours forcé.

En faveur de la validité de cette clause, les auteurs font valoir qu'aucune disposition ne le défend explicitement ou implicitement sauf l'article 475 du C. P. qui défend au sens de quelques auteurs de stipuler en France en monnaie étrangère.

Aux termes de l'article 1134 du C. C. la convention *tient lieu de loi pour ceux* qui ont fait, la convention notifiée d'un paiement en monnaie étrangère doit donc être licite puisqu'elle résulte de cette volonté. En outre, c'est l'article 1243 qu'on invoque suivant lequel un créancier ne peut être contraint de recevoir une autre chose que celle qui lui est due.

Lorsqu'une obligation prévoit un versement de devises étrangères, ce sont ces devises qui sont dues ; ce sont elles qui font l'objet du paiement, ce sont elles qui doivent être livrées (sous réserve qu'un paiement doit être fait avec la monnaie ayant cours au lieu d'exécution).

Mais c'est surtout l'article 143 du C. Com. ainsi conçu : « Une lettre de change doit être payée dans la monnaie indiquée qui paraît légitimer l'emploi conventionnel en France de monnaie d'autres pays. Cette disposition fut très controversée.

Bien que ce texte soit relatif à la lettre de change et étendu au billet à ordre par article 187 du C. C. presque tous les auteurs considèrent qu'il peut être appliqué non seulement à toutes obligations commerciales mais encore à toutes dettes de droit civil. Ils font remarquer que l'article 143 n'est qu'une conséquence du principe beaucoup plus général établi par l'ar-

ticle 1243 du C. C. consacrant le droit strict du créancier à la chose promise (1).

qui évitent aussi de faire une distinction arbitraire en accordant aux uns, porteurs d'une lettre de change ou d'un billet à ordre le droit de se prémunir contre la dépréciation de l'unité monétaire et refuse cette garantie aux autres sous prétexte que leur créance serait constatée par un titre de forme différente.

Pourtant certains auteurs (Nogaro-Hugueney) estiment que cet article limite sa portée seulement au droit commercial prétendant que même dans ce domaine, il ne pouvait trouver d'application que dans les rapports internationaux. La distinction faite par ces auteurs est purement arbitraire et n'est pas appuyée par aucun texte.

Déjà, en admettant sa généralisation, la doctrine se partage en trois opinions sur la question de savoir si on peut vraiment valider la stipulation d'un versement effectif de monnaies étrangères. Lyon-Caen et Renault soutiennent qu'une telle clause devrait toujours recevoir son exécution. Le débiteur ne pourrait se libérer en monnaie nationale au cours du change

(1) Champ com. An. de dr. com. 1926 p. 177 Lyon-Caen, note S. 1920 1 193 Lyon-Caen et Renault *Traité de droit commercial* 5^e éd. I. IV n° 762 note 1 et n° 762 bis.

Wahl Précis th. et prat. de droit commercial 1921 n° 1959 p. 760.

James th. D. III ch.

Labbé note au S. 1873 1 97.

Demolombe op. cit. T. I. n° 259).

Adversaires : Nogaro Rev. Tri. de dr. civ. 1925 p. 23.

Savigny, obligations T. II p. 119.

Hugueney, Les lois nouvelles 1926, p. 211

qu'avec l'agrément de l'autre partie et encore y aurait-il alors dation en paiement et non paiement. Cette thèse s'appuie sur l'interprétation littérale de l'article 143 *stricto sensu*. James (thèse p. 12) soutient que le paiement effectif en devises étrangères ne serait jamais possible, une telle stipulation s'exécutant toujours en espèces françaises après convention.

Il distingue la monnaie du contrat et celle de la libération.

La portée de l'article 143 est limitée. On aurait le droit d'établir une convention sur la base d'un étalon étranger. A l'appui de son opinion, James invoque les travaux préparatoires. Comme le disent ces travaux, le paiement peut avoir lieu dans la monnaie exprimée ou dans une monnaie portée à un taux équivalent. De cet examen, il s'ensuit que le débiteur est libre de choisir les espèces qui serviront à sa libération. Le créancier n'aurait pas le droit strict d'exiger du numéraire étranger. Les partisans de cette opinion font encore état dans leur argumentation de l'article 475 du C. P. et 338 du C. de Commerce.

Une troisième interprétation de l'article 143 qui recueille de nombreux suffrages est la suivante. En matière d'exécution des conventions faites en numéraires, le droit commun veut que les espèces fournies en paiement aient le cours légal au lieu d'exécution. C'est donc le lieu qui détermine en principe la monnaie qui doit servir d'instrument de libération.

Cette règle est conforme à l'esprit de la législation française et admise par tous les auteurs comme par la jurisprudence. Mais un tel principe n'a rien d'absolu, s'appliquant seulement en l'absence de conventions particulières. Un grand nombre de pays étrangers l'ont résolu dans ce sens.

Cette façon d'interpréter est plus conforme au principe d'après lequel ce sont les monnaies du lieu de paiement qui doivent normalement servir d'instrument de libération et à celui du respect dû aux accords contractuels. Il ne néglige

pas, d'autre part, l'intention du rédacteur de ce texte, puisqu'il tient compte de la liberté concédée au débiteur qui peut seul limiter la manifestation formelle d'une volonté opposée.

En faveur de la nullité générale et absolue des clauses mentionnées, on fait intervenir le texte déjà cité du C. P. art. 475. Obliger le débiteur à payer en piastres ou en guinées serait dit-on se mettre en contravention avec la loi, puisque ce serait en définitive ne pas accepter un paiement en espèces nationales pour une somme équivalente au montant des devises stipulées. Pour les partisans de cette théorie, l'art. 143 du C. de Commerce aboutirait bien à la conclusion d'un contrat en monnaie étrangère mais il s'opposerait à ce que son exécution ait lieu avec ce numéraire. Il ne viserait que la monnaie de contrat au sujet de laquelle les parties auraient une entière liberté de détermination mais non celle de règlement qui, en vertu de l'art. 475 § 11 du C. P. ne pourrait être constitué que par des espèces nationales. C'est la façon dont les auteurs concilient l'apparente contradiction entre les deux textes envisagés. Il en résulte que l'art. 475 devrait toujours régir le paiement ; celui-ci ne saurait légalement être effectué en devises étrangères la clause qui le prescrirait avec la mention effective devrait donc être annulée.

Pourtant de nombreux auteurs admettent que cet article est simplement interprétatif de la volonté et doit, par conséquent, s'effacer devant une stipulation contraire.

Applicable en l'absence de détermination conventionnelle, il ne l'est plus lorsque les co-contractants ont choisi à l'avance la nature de l'instrument de libération.

Au moment de la rédaction de l'art. 475, on n'entendait pas prohiber (par une stipulation en monnaie nationale déterminée à l'exclusion des autres ou une convention de paiement en espèces étrangères), mais le refus spontané de la monnaie en cours lorsque rien n'autorisait à ne pas l'accepter.

Il est évident que si le législateur avait voulu présumer l'emploi exclusif des nouvelles espèces, nonobstant toute clause contractuelle opposée, il ne se serait pas contenté de l'article 475 mais aurait pris une disposition beaucoup plus précise analogue, par exemple, à celle qui, à l'époque révolutionnaire, prohibait malgré toute stipulation contraire, tous paiements qui ne seraient pas faits en assignats ou en mandats territoriaux.

Texte répressif, l'art. 475 est d'interprétation restrictive et ne doit *s'appliquer qu'au refus sans motif de monnaie légale*. Mais lorsque une convention prescrit un autre instrument de libération, elle ne peut tomber sous le coup de cette prohibition. La volonté manifestée par les parties de contracter en monnaie étrangère le versement effectif doit donc être respecté.

Plusieurs auteurs qui admettent en période normale la validité d'une telle stipulation pensent qu'elle n'est pas acceptable après la promulgation du cours forcé.

L'éminent professeur M. Capitant, dans son article sur les succédanés de la clause payable en or, à l'appui de la prohibition qu'il préconise, invoque l'argument suivant :

S'agit-il de la clause en monnaie étrangère non dépréciée par exemple de livres sterling ou de dollars, la nullité nous paraît indiscutable. Stipuler en livres ou en dollars ou stipuler en or, cela revient au même et, dès lors, l'une ne peut être licite si l'autre est prohibée. Nous admettons la thèse de M. Capitant disant qu'à l'époque de la dépréciation monétaire, chacune de ces clauses permet d'obtenir le même résultat mais nous considérons qu'il est inexact d'assimiler la clause payable en or à celle payable en monnaie étrangère, cette dernière étant une marchandise. Il faut reconnaître que ces deux monnaies sont de nature différente. L'assimilation qui existe aujourd'hui ne peut être demain. Rien ne garantit que

le dollar, stable à présent, le soit encore longtemps. Comme toute monnaie il est à la merci d'une crise possible dans laquelle il peut perdre la fixité qu'il possède maintenant ; son équivalence en or n'est donc pas absolue, sa solidarité avec le métal peut donc être éphémère. S'il s'en suit que stipuler en livres ou en dollars ou stipuler en or ne revient pas au même et que l'une peut être licite et l'autre prohibée, ces deux opérations n'offrent pas en théorie les mêmes avantages et un contrat en dollars à échéance éloignée ne procure pas une sécurité semblable à celle que peut donner une convention basée sur l'or. Si elle vient à se déprécier, l'analogie que constate M. Capitant ne pourra pas être retenue.

Le principe annoncé dans une note de jurisprudence par M. Capitant « On est dans la légalité et irréprochable lorsque l'on fait ce qui n'est pas défendu quel que soit le motif pour lequel on le fait » peut être appliqué à cette matière. Rien dans la loi ne prohibe la clause en monnaie étrangère.

Ayant examiné le pour et le contre de cette clause nous allons voir quel chemin a suivi la jurisprudence.

Avant la guerre, quand le cours légal existait seul, la jurisprudence a admis sans discussion la clause stipulant un paiement en monnaie étrangère. Un arrêt de la Cour de Chambéry du 21 novembre 1894, maintenu par la Cour de Cassation le 10 novembre 1895 bien que rendu dans un procès où figuraient en partie des Italiens, déclarait en tête de ses attendus que « si, en règle générale, les sommes exigibles en un lieu situé sur le territoire français doivent être payées en monnaie ayant cours légal en France, il est cependant permis de convenir quelles seront payables en monnaie étrangère, une telle convention n'ayant rien de contraire à l'ordre public. »

Les juges du fond interprétant souverainement un contrat de mariage passé en Egypte entre un Français et une Autri-

chienne peuvent décider que la dot reçue en Egypte par le mari évaluée en francs français mais payée en piastres égyptiens doit être à la dissolution du mariage par le divorce, remboursée par lui dans le même pays et dans la même monnaie.

En période de cours forcé, les tribunaux étaient appelés à se prononcer sur la validité de la clause.

A partir de 1926, un certain nombre de jugements ont déclaré la stipulation de paiement en monnaie étrangère nulle comme contraire à l'ordre public, en raison des dispositions jointes sur le cours légal et forcé du billet de Banque.

Ainsi le Tribunal de Melun (af. Devaux c/Ren) a annulé la clause stipulant que le montant de chaque terme de loyer sera déterminé d'après le cours moyen de la livre sterling et du dollar, comme contraire à l'ordre public.

En considérant, d'ailleurs, cette clause comme déterminante de prix, pas comme modalité de paiement, en invoquant aussi l'art. 1172, le contrat était aussi annulé.

Tr. civ. du Havre (*Gaz. Pal.* 1927 2 411) dans le même sens.

Cette jurisprudence fut confirmée par un arrêt de la Cour de Cassation du 17 mai 1927 (*Gaz. Pal.* 1927 2 153).

Reprenant la jurisprudence de son arrêt du 11 février 1873 (S. 73 I 97-D. 73 I III), affirmé de nouveau implicitement par l'arrêt de la Chambre des Requêtes, du 7 juin 1920 (*Gaz. Pal.* 1920 2 58) (S. 1920 1 193), la Cour a reconnu formellement le caractère de l'ordre public des dispositions légales qui établissent le cours légal et le cours forcé du billet de banque et la nullité des clauses de paiement en or et en devises étrangères.

Dès lors, la clause de garantie du change qui fait varier la somme à payer en billets de banque d'après le cours d'une monnaie étrangère semble devoir être également tenue pour nulle.

(Voir en ce sens Paris 23 mars 1927 et Tr. Com. de la Seine 2 mars 1927 (*Gaz. Pal.* 1927 1 749) et les renvois Tr. Civ. Rouen 28 mars 1927 (*Gaz. Pal.* 1927 2 90).

Aussi, arrêt du Tribunal Civil de Belfort.

Tandis que le Tribunal Com. à Issoudun, dans son arrêt du 11 mars 1927 (*Dal.* 1927 2 153), dans une affaire où il s'agissait de traites souscrites en français et libellées en livres sterlings, a déclaré la stipulation valable, d'abord en se fondant sur l'origine qu'ont eu les traites (elles se rattachaient à l'exécution d'un marché de blé lui-même souscrit en livres) et, de plus, parce que, de convention expresse entre les parties, elles représentaient le préjudice subi par le vendeur du fait de cette inexécution. Et ce préjudice avait été chiffré en livres parce que c'est effectivement en livres qu'il avait été effectué, l'acheteur ayant stipulé cette monnaie et le vendeur s'étant couvert en revendant à des tiers également en livres le blé non retiré par l'acheteur.

Seulement, pour que le marché non exécuté puisse donner lieu à une créance d'indemnité en livres, il fallait qu'il fut lui-même validé bien que stipulé en livres et entre des français.

C'était un problème à résoudre. Le Tribunal conclut que c'était un marché passé en France et entre des Français, mais sous forme d'une vente caf sur du blé d'Australie et déduisit que, bien que conclu en France, il devait s'exécuter en Australie.

Ce jugement mettait en relief les inconvénients majeurs et les injustices criantes qu'il y aurait à prohiber absolument entre Français et en France la conclusion de tout marché en devises étrangères. Au contraire que le Tribunal de Pau (D.P. 1926 152) 4 juin 1927 D. H. 1927 (44) 25 mai 1927 Dijon 13 juin Grenoble), sans examiner pourquoi on y a recouru, ont déclaré la nullité du marché conclu en devises étrangères

et, d'après eux, ce n'est qu'à titre exceptionnel qu'on pourra y recourir. La solution, ici, est renversée. Ce jugement adopte une solution simple et franche en dosant qu'aucune loi ne prohibe de stipuler en devises, l'exception c'est la fraude de loi.

Nous considérons donc que les stipulations en monnaie étrangère doivent être adoptées en règle générale. Reste à savoir dans quelle mesure le principe une fois posé de la validité des stipulations étrangères doit être limité par la fraude à la loi.

En invoquant la fraude à la loi, on a annulé toutes les clauses de paiement en devises étrangères que valide en principe le jugement rapporté puis toutes les clauses d'échelle mobile faisant varier dans les contrats à long terme le prix stipulé en francs papier, de manière à lui faire suivre soit le cours du dollar ou de la livre sterling (Tr. Civ. de Belfort 10 mars 1926 D. P. 1926 2 95 Pau 20 juillet 1926 D. P. 1926 2 153 Tr. Civ. Melun 5 novembre 1926 *Gaz. Pal.* 1927 1 194).

D'ailleurs, quand il s'agissait de clauses insérées avant la loi proclamant le cours forcé, les tribunaux ont déclaré l'inefficacité de la clause et ont maintenu les contrats par application de l'article 1172.

Tr. Civ. Rouen 28 mars 1927 (*Gaz. Pal.* 1927 90).

Dans tous les cas, on n'a pas manqué de soutenir que les parties manifestant une suspicion inadmissible à l'égard de la monnaie nationale et que le cours forcé n'ayant pas d'autre but au contraire que la confiance, elles fraudaient par cela les lois d'ordre public monétaire (Not. Capitant D. P. 1926 257).

Les tribunaux ont commis une faute en interprétant les lois établissant l'identité fictive de la monnaie d'or et de la monnaie de papier comme si ces lois avaient prétendu instituer à perpétuité la fixité du pouvoir d'achat du billet de banque

soit en devises, soit en marchandises. Le législateur n'est jamais tombé dans cette absurde présomption. Les seules clauses qu'il ait interdites sont celles qui prétendraient faire une distinction entre la monnaie d'or et la monnaie de papier en prêtant à la première plus de valeur qu'à la seconde.

Comme nous l'avons exposé, la jurisprudence a décidé que, pendant toute la période du cours forcé et pour ne pas accuser la dépréciation monétaire, on devait effectuer les paiements en monnaie dépréciée.

Mais aujourd'hui, la dépréciation monétaire est accusée par le législateur lui-même. C'est la loi de 1928 qui reconnaît que le franc nouveau ne vaut plus le franc ancien. La manière même dont se fait la dévalorisation prouve que la livre sterling vaut plus de 25 francs car c'est en se basant sur le cours du change et, en particulier, sur le cours de la livre qu'on a basé le cours du franc. Comment celui qui a, pendant la guerre, payé 25 francs une livre sterling peut-il prétendre ne payer encore que 25 alors qu'aujourd'hui la livre sterling vaut 125 francs. Il paraît impossible de dire que le débiteur d'une monnaie étrangère pourra s'acquitter au pair de cette monnaie. Ce problème extrêmement difficile a été abordé par M. Capitant dans une chronique au D. H. 1928.

Le raisonnement de M. Capitant pour savoir comment cette créance en monnaie étrangère peut tout de même être payée aujourd'hui avec la monnaie dépréciée est le suivant :

La loi de 1928 a consacré une amputation des créances. C'est en quelque sorte une loi d'expropriation des créanciers ; en établissant le franc au cinquième de sa valeur on a fait perdre aux créanciers les 4/5 de leurs créances.

La meilleure preuve, c'est que, pour ne pas imputer les créances de la France sur l'étranger, il y a une disposition spéciale de la loi que réserve le contrat international.

Le raisonnement de M. Capitant n'est pas accepté par M. Ri-

pert qui considère que, même en supposant que dans la loi de 1928 il n'y ait aucune réserve pour les paiements internationaux, l'Etat débiteur n'aurait pas été obligé de payer avec des francs de la loi de germinal. Car la règle est ici celle de l'article 1895 du C. C. que l'obligation n'est jamais que de la somme stipulée. Si la monnaie varie on rembourse l'obligation avec une quantité de monnaie qui correspond exactement à la somme stipulée. Si on a emprunté 100 francs, on en rendra 100 quelle que soit la valeur que prennent désormais cent francs. Si on n'avait rien dit dans la loi du 28 juillet 1928, tout débiteur aurait pu s'acquitter avec de la monnaie dépréciée. Mais on peut objecter au raisonnement de M. Ripert que l'article 1895 n'est écrit que pour la monnaie nationale et rien ne s'oppose à ce que les livres promises soient effectivement versées au taux du jour de paiement en plus que les motifs invoqués par la jurisprudence pour interdire ce paiement en livres était l'équivalence en raison du cours forcé du billet de banque et de la livre.

(Voir Cour de Cassation 17 mai 1927 D. P., 981. 125 note Capitant).

Dans l'identité juridique fictive mais volontaire que l'art. 2 ab I maintient entre le franc 1914 et 1928, une brèche est faite par l'al. 2 en ce qui concerne les paiements internationaux qui, avant la présente loi, ont pu valablement être stipulés en francs-or.

La loi consacre donc directement la différence déjà reconnue par la jurisprudence entre les paiements nationaux et les paiements internationaux, la clause franc or nulle pour les premiers étant, au contraire, valable pour les seconds. M. Poincaré a expliqué à la Chambre l'origine et le but de cette réserve expresse. Elle a voulu empêcher les emprunteurs étrangers qui s'étaient déjà engagés en francs-or ou en monnaie d'or envers les obligataires français de pouvoir invoquer pour

leur libération la loi française et cela contre le gouvernement français lui-même qui, en même temps qu'il avait fait voter cette loi, soutenait devant la Cour de la Haye les intérêts de ses nationaux. Cette réserve s'imposait, le législateur étant impuissant à étendre hors de ses frontières la fiction de l'identité du franc d'hier et du franc d'aujourd'hui qui, pour être impérative sur son territoire, n'en est pas moins contraire à la réalité des choses et la rend susceptible de faire loi à l'étranger hors du domicile où règne la souveraineté du Gouvernement français.

Même en période de cours forcé, cette remarque s'était imposée aux tribunaux français ; elle vaut d'autant plus après la stabilisation.

Une question se pose maintenant : comment faut-il comprendre les paiements internationaux ? Ni le texte de la loi ni les travaux préparatoires ne le font connaître.

La doctrine et la jurisprudence sont divisées sur cette question. La Cour de Cassation dans une affaire d'assurance sur la vie (*Dalloz* 1920 I 137, Note de M. Dupuech) contractée par un français avec une Compagnie étrangère a décidé par l'arrêt du 5 juin 1920 que cette obligation, par cela même qu'elle était stipulée au profit d'un français et avait pour conséquence une importation d'or en France, devait recevoir son exécution. Dans ce sens (*Tr. civ. Valence Clunet* 1928 p. 15 *C. Grenoble* 30 juin 1926. *Mon assur.* 1926 p. 625 *Tr. Civ. Seine* 3^e Chambre 9 juillet 1917 *Clunet* 198 III 11 décembre 1922 *Clunet* 1923 85 *Tr. Com. Seine* 16 avril 1923 *Gaz. Pal.* 24 août 1923).

La doctrine a reproché à la jurisprudence de s'appuyer sur une distinction dépourvue de valeur juridique et de confondre la question du cours forcé avec la prohibition d'exporter les capitaux (V. note de M. Savatier). Cette théorie doit être considérée comme abandonnée. C'est ainsi que le Tribunal

de Commerce de Marseille a validé une stipulation en francs-or entre un armateur italien et un chargeur français (Tr. de Com. Marseille 7 décembre 1922 *Gaz. Pal.* 26 janvier 1923).

Plusieurs arrêts rejetant un autre critérium ont jugé que la nationalité des parties contractantes ne doit pas être prise en considération. La Cour de Paris par arrêt du 16 avril 1920 a décidé que la qualité d'étranger habitant en France ne permettait pas de se soustraire aux lois monétaires françaises et de se prévaloir de la clause or. Un arrêt de la Chambre des Requêtes du 31 juillet 1923 a déclaré expressément que l'application des lois monétaires n'est déterminée que par le caractère et les effets économiques de ces actes. Dans le même sens (Tr. Civ. de la Seine 1927 D. H. 1927 396 C. Paris 31 décembre 1926 D. H. 1926 88).

Ce principe fut confirmé dans un arrêt de la Cour de Cassation dans un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris (*Rec. Gaz. Tr.* 1926 2 532).

Il s'agissait en l'espèce d'un prêt de 2.500.000 francs consenti par acte sous seing privé, en date de 1912 par les époux Schwendt de nationalité anglaise aux consorts Mumm, remboursable à Reims ou à Paris, intérêts et principal en or français ayant cours.

Après la liquidation des biens de la Société frappée de séquestre au cours des hostilités comme bien des sujets ennemis, les liquidateurs et Offices de biens et intérêts privés sans discuter le montant de la somme restant due sur ce prêt ont offert aux époux Schwendt d'en effectuer le remboursement en billets de banque. Ce versement n'a pas été accepté par les époux Schwendt sous prétexte qu'ils voulaient du franc or et non du franc papier. Ils ont en conséquence assigné les consorts Mumm et l'Office de biens privés en paiement de 4.600.000 francs papier représentant la différence du

change entre la somme qu'ils avaient reçue en billets de banque et celle qu'ils prétendaient recevoir en francs or.

Cette prétention a été repoussée par un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine en date du 16 avril 1923, confirmé le 16 avril 1926 par la Cour de Cassation.

Cette décision d'après le pourvoi aurait à tort fait abstraction de la nationalité des parties à la convention du 30 décembre 1912 et appliqué à cette convention dont l'exécution relevait uniquement des règles de la circulation monétaire internationale les lois françaises relatives au cours forcé qui ne pourraient être invoquées en France que par des Français et non par des étrangers débiteurs d'une monnaie déterminée par le contrat.

Mais les fonds laissés sous forme de prêt à la Société Mumm créée par les époux Schwendt constituaient antérieurement la part de ces derniers dans l'actif de la dite société. Il résulte de cette constatation que l'acte du 30 décembre 1912 avait en réalité pour but la cession par les associés à leur co-associés de leurs droits dans un fonds social dont tous les éléments se trouvaient en France et dont le prix stipulé en monnaie française devait être payé en France.

Attendu qu'une convention de ce genre n'implique aucun échange de valeurs entre deux pays et, par suite, ne pouvait donner lieu à un règlement international, qu'il importe peu qu'elle soit intervenue à l'étranger et entre personnes de nationalité étrangère, l'application des lois d'ordre public aux actes juridiques dont l'exécution est demandée en France n'était déterminée que par le caractère et les effets économiques de ces actes et non par la nationalité des parties ».

Gaston Courtois 97, 1929, *Gazette des Tribunaux*.

De même, dans un arrêt sur un immeuble situé en Algérie, la nationalité n'était pas retenue comme pouvant légitimer le paiement de loyer dans la monnaie étrangère prévue dans le

contrat (livre sterling) C. Cassation 17 mai 1927 *Dalloz* 1928 I 25 et 27 mars 1929 S. 1929, I, 174 Cour de Nîmes Rap. Tr. de Com. de Marseille 7 décembre 1922 précité Tr. Civ. de la Seine 6 avril 1927 D. H. 1927 2 96.

Ces deux circonstances, introduction d'or en France et nationalité étrangère, n'ont pas été jugées suffisantes pour tenir en échec l'application du cours forcé.

Deux théories sont en présence :

L'une distingue entre la circulation monétaire interne et la circulation monétaire qui se produit entre la France et l'étranger ; suivant que le paiement stipulé appartient à l'un ou l'autre de ces deux courants il doit être soumis ou non aux lois monétaires françaises.

Thèse développée par M. l'Avocat général Matter devant la Cour de Cassation dans l'affaire sur laquelle celle-ci a statué par son arrêt précité du 17 mai 1927 (*Dalloz* 1928 I 25) et que la Cour de Cassation a bien voulu consacrer dans son arrêt du 31 juillet 1928 (D. H. 1928 461 R. *Gaz. Tr.* 1928 I 339) en décidant qu'on ne pouvait pas voir un paiement international dans une convention qui n'impliquait aucun échange de valeurs entre les deux pays. Elle a été adoptée par M. Picard (*Clunet* 1927 p. 34) et M. Capitant (*Dalloz* 1928 I 28 D. H. 1926 p. 34). C'est la même idée qui se trouve reproduite dans la circulaire du Ministère de la Justice 16 juillet 1926 (*Clunet* 1927, p. 230).

En s'inspirant de cette idée, le Tribunal Civil d'Epinal a jugé récemment que les lois sur le cours forcé ont simplement pour but de garantir au billet de banque sa pleine valeur de monnaie équivalente à l'or dans la circulation intérieure française mais qu'elle ne s'impose pas dans les contrats dits internationaux, c'est-à-dire dans ceux produisant des conséquences réciproques (droits d'importation et d'exportation) dans un pays ou dans un autre, que pour ces contrats le lieu d'exécu-

tion servira à déterminer le mode dans lequel le paiement pourra être fait, qu'ainsi un créancier étranger qui a importé des marchandises en France peut exiger de son débiteur français résidant en France un paiement en monnaie étrangère ou en francs or et que la conversion de la monnaie étrangère en francs français doit se faire si le paiement a lieu en France au cours du jour de ce paiement. (Tr. Civ. d'Epinal 8 janvier 1929 S. 1929 2 55).

Mais cette théorie était combattue énergique par M. Savatier (Note au *Dalloz* 1926 2 105) par M. Niboyet Rev. dr. int. pri. 1925 p. 161 et suiv. *Effets sur les contrats de la nouvelle loi monétaire* par M. Lalou.

Ces auteurs soutiennent que les lois monétaires sont des lois de police et de sûreté et, par suite, doivent être appliquées sans distinction sur le territoire du pays qui les a établies *quelle que soit la nationalité des parties alors même que les sommes payées devraient être envoyées à l'étranger*. Dans le même sens Prud'Homme (Clunet 1925 p. 865) C. Paris 31 décembre 1926 (D. H. 1927 88).

Cette solution qui applique dans toute sa rigueur et sans atténuation la *lex loci solutionis* présente l'avantage de simplicité mais, par contre, on peut lui reprocher de céder à l'attrait du moindre effort et de résoudre la question en supprimant les difficultés. Par cela même que les lois monétaires sont les lois de police, elles ne doivent produire ni directement ni indirectement aucun de leurs effets au delà des frontières du pays qu'elles régissent et ce serait méconnaître ce principe que de les appliquer à des contrats après échange de prestations entre les territoires de deux Etats ainsi qu'aux paiements qui y correspondent et en sont la suite. (Courtois).

A quelle condition et dans quelle limite les Tribunaux ont-ils déclaré valable ce mode de paiement ?

Il a été jugé qu'en principe un prix de vente peut être sti-

pulé payable en or ou en devises étrangères, lorsqu'il s'agit d'un marché portant sur des marchandises à emporter et dont l'exécution doit se poursuivre sur le territoire de deux Etats (C. Grenoble 3 juin 1927 3 535 C. Besançon 19 janvier 1929 S. 1929 2 62).

Lorsque le prix doit être transmis à l'étranger au port d'embarquement des marchandises, par exemple dans le cas de vente il n'y a pas de difficulté. Les tribunaux ont décidé que le lieu du paiement est à l'étranger (C. d'Orléans 27 juin 1928 D. H. 1928 554 C. de Poitiers 4 juillet 1927 *Dalloz* 1927 2 157).

Mais la question est moins simple quand les marchandises importées ont été revendues en France à des Français. Le paiement est alors à faire en France ; c'est sur cette circonstance que se sont fondées plusieurs décisions pour déclarer nulle dans les rapports des vendeurs et acheteurs français la clause de paiement en devises étrangères (C. Pau 20 juillet 1926 *Dalloz* 1926 2 153 C. Poitiers 8 octobre 1926 *Rec. Gaz. Pal.* 1927 I 753 C. Montpellier 4 juin 1927 S. 1927 2 132

Les décisions en sens contraire : C. Bourges 29 juin 1929 (*Rec. Gaz. Pal.* 1927 2 671) Tr. de Com. du Havre 23 mars 1927 (*Dalloz* 1927 2 157). Spécialement dans le cas de vente caf par filière, il a été jugé que le prix pouvait être payé en France en monnaie étrangère si, par l'effet de la filière, la revente pouvait faire considérer l'acheteur français comme substitué à l'acheteur originaire et devenu par suite propriétaire de marchandises au lieu d'embarquement. (C. Dijon 25 mai 1927 *Dalloz* 1927 2 157 C. Rouen 26 octobre 1927 *R. Gaz. Tr.* 1927 4 96) Rapport du tribunal de Commerce à Issoudun 12 mars 1927 *Dalloz* 1927 2 113).

Les contrats de ce régime sont incontestablement des contrats internationaux puisqu'ils opèrent un déplacement de valeurs ou de prestations d'un pays dans un autre.

La distinction faite à leur sujet dans les arrêts pourrait

donc fournir la définition du paiement international.

Bien que les marchandises proviennent de l'étranger, on reconnaît un caractère interne au contrat lorsque les marchandises sont vendues en France par un Français à un autre Français ; la *somme payée est dans ce cas considérée comme devant rester en France*.

Mais si un contrat n'est qu'un chaînon dans une suite d'autres contrats qui aboutissent finalement à un paiement à faire à l'étranger, il en est autrement. Le paiement auquel il donne lieu ne forme alors qu'une étape du voyage que la somme payée doit faire de la France jusqu'à la destination définitive à l'étranger.

De même lorsqu'un vendeur français n'a agi que comme un commissionnaire d'un expéditeur des marchandises importées résidant à l'étranger, le paiement du prix fait entre ses mains, par l'acheteur français est réputé fait directement au vendeur et échappe en conséquence à l'application des lois monétaires françaises (C. Montpellier 4 juin 1927 S. 1927 2 132).

Il faudrait donc, en étendant cette règle à des cas plus complexes et d'autres contrats que la vente, rechercher si un paiement interne représente l'exécution *complète et définitive du contrat* ou si, au contraire, il n'est que l'épisode d'un contrat intéressant d'autres personnes que celles entre lesquelles il a eu lieu et qui doit aboutir par sa nature même à la nécessité des choses à faire parvenir la même somme dans un autre pays.

La Cour de Cassation n'a pas toujours appliqué la doctrine. Dans un arrêt du 31 juin 1928 sur un immeuble situé en Algérie par le fait seul que le paiement en livres était réclamé en France, la Cour a déclaré qu'il ne pouvait être fait qu'en billets de banque en ajoutant que le premier acte d'exécution devait se faire en France, puisqu'il s'agissait d'un débiteur français, à propos d'un bail sur un immeuble français d'où

résulte précisément et fortement la preuve que la loi du contrat était nécessairement française.

Cet arrêt fut l'objet de critiques (V. Esmein note au S. 1927 I 289). Nous répondrons, dit Esmein, « que le régime des biens immeubles est une chose et que celui des contrats et obligations en est une autre. Le premier est nécessairement celui de la loi française quand il s'agit d'immeubles situés en France (ar. 3 ali. 2 C. C.) » Mais les obligations relatives à ces immeubles ne sont pas une autre loi que les obligations dont l'objet est mobilier.

D'après la thèse de M. Mater disant qu'il s'agit d'un paiement international quand il y a flux et reflux du capital, la clause aurait du être validée. La société anglaise qui acquiert à titre onéreux son droit sur l'immeuble avait introduit en France des capitaux dont elle touchait maintenant le *produit flux et reflux*.

Courtois est d'avis qu'il est difficile de trouver l'application pure et simple de la théorie du lieu du paiement. D'après lui, le créancier à qui il était possible d'exiger des livres sterling en Angleterre, les ayant réclamées en France a nettement montré par ce choix qu'il voulait faire en France emploi de la somme à lui due. Par ce choix, il a fait disparaître le caractère international que la faculté de réclamer les livres sterling avait pu imprimer dès l'origine du contrat mais en le faisant dépendre d'une condition dont le créancier pouvait abandonner le bénéfice. La même solution était donnée par la Cour de Cassation. (C. Cas. 27 mai 1929 S. 1929 I 174). La Cour a décidé que le choix réservé au bailleur comme (pourvoi Cour de Nîmes) lieu de paiement était insuffisant pour donner au contrat le caractère d'un règlement d'ordre international.

(Cassé l'arrêt de la Cour d'appel 10 février 1926 Aix. — Cour d'appel de Chambéry 25 novembre 1929, Recueil hebdo-

madaire 1929. — Cour d'appel de Paris 29 octobre 1929 D. H. p. 593 1929).

La Cour de Paris a jugé que la réglementation uniforme imposée par la loi pour toutes les opérations faites en France par les Compagnies étrangères d'assurance sur la vie, quelle que soit leur nationalité, interdit d'attribuer un caractère international à celles que les compagnies étrangères contractent sur le territoire français.

Consorts Damarq c/Compagnie d'Assurances Gresham (9 novembre 1929 D. H. 1929) 13 avril 1929 Tr. Civ. de la Seine. 27 novembre 1929.

La question de la validité de la clause or se posait fréquemment à l'occasion des contrats d'assurance sur la vie contractés par des Français avec des compagnies étrangères. Lorsque la monnaie de paiement n'est pas indiquée par la police, d'après quelles règles doit-elle être déterminée ?

Dans un cas où l'assurance sur la vie était conclue avec l'agence à Paris d'une Société Suisse stipulant que le paiement aurait lieu sans autre précision soit à Bâle, soit à Paris un arrêt de Cour d'Appel avait jugé que l'assuré ayant opté pour Bâle, la somme assurée devait lui être payée en francs suisses au cours du change. La Cour de Cassation, le 13 juin 1928 (D. H. 1928 431) en cassant cet arrêt, a décidé que les juges auraient dû rechercher si les circonstances et la nature du contrat impliquaient que les parties avaient stipulé non en la monnaie du lieu du paiement mais en celle du lieu où le contrat avait été formé. L'indication d'un lieu de paiement à l'étranger, au choix de l'assuré, ne peut donc suppléer à celle de la monnaie à employer. (Dans le même sens Tribunal de la Seine 24 juin 1929 *Gaz. Pal.* 24 juin 1930).

Quand une clause de la police stipule que le paiement se fera en telle monnaie, par exemple en or, mais que l'assuré

ne s'est pas réservé le droit d'encaisser la somme assurée dans la ville de l'étranger où le contrat a été passé, le paiement doit donc avoir lieu *en France* (C. Paris 31 décembre 1926 D. H. 1927 89).

Il ne s'agit donc pas d'un règlement extérieur et les lois monétaires françaises sont applicables (C. Rome 27 juin 1927 R. G. P. 1927 2004 C. Paris 31 décembre 1926 Jour. d'assurances 1927 30).

En outre, on a décidé que l'assuré en payant ses primes en billets de banque avait implicitement renoncé aux bénéfices de la clause-or.

On peut relever quelques décisions contraires comme celles du Tribunal civil de Valence, lequel, par jugement du 18 janvier 1927 (Clunet 1928 p. 103), a déclaré la clause-or valable mais en se fondant sur ce motif contestable que les lois du 12 juillet 1870 et 5 août 1914 ne s'opposent pas à ce qu'un étranger soit obligé de se libérer envers un français en une monnaie d'or ou équivalente à l'or.

La même solution se trouve dans un arrêt de la Cour de Grenoble du 30 juin 1926 et dans un jugement du Tribunal Civil de Grenoble du 18 juin 1925 (Journ. Gren. 1925 p. 140).

Par contre, le jugement du 6 mai 1929 (Tr. Com. de la Seine a fait l'application de la doctrine formulée par la Cour de Cassation d'après laquelle il faut rechercher le caractère et les effets économiques des actes. Ici, il s'agissait d'un français, lequel avait contracté avec un Compagnie d'Assurance anglaise une assurance sur la vie dont le paiement à l'échéance prévue ainsi que celui des primes annuelles devait avoir lieu en France en espèces métalliques nettes de toutes pertes de dépréciation ayant cours à la date des contrats.

La Compagnie a résisté à la demande de Lacorne et a prétendu se libérer en invoquant la loi de stabilisation en billets de la Banque.

En outre, elle a soutenu qu'ayant une succursale en France et Paris, étant prévu dans les polices comme lieu de paiement, elle est soumise aux prescriptions de la loi du 17 mars 1905 et que, par application des articles 6, 7 et 12 de cette loi, elle a constitué en France dans les conditions fixées par le décret du 20 février 1906 des réserves mathématiques correspondant à son portefeuille français.

Lacorne en invoquant les dispositions de l'art. 252 de la loi du 25 juin 1925, requiert le Tribunal d'obliger la Gresham Life au paiement des sommes en espèces métalliques prévu par le contrat.

Il s'agissait d'un contrat conclu en 1901, la Cour a déclaré la validité de ce contrat.

« Attendu qu'une telle stipulation de paiement en espèces métalliques nette de toute perte et dépréciation est licite et obligatoire pour le débiteur en l'absence de loi décrétant les cours forcés des billets de banque (Cour de Cassation 11 février 1875 (D. 1873) 1 77), que ce principe était consacré implicitement en dernier lieu par les dispositions de l'art. 2 de la loi du 25 juin 1928 qui a supprimé le cours forcé ainsi conçu : « Le franc unité monétaire est constitué par 65,5 mil. d'or au titre de 900 millièmes d'or fin, la présente définition n'est pas applicable aux paiements internationaux qui, extérieurement à la promulgation de la présente loi, ont pu valablement être stipulés en francs-or. »

La Cour a prétendu que la validité de la clause n'était pas à juger.

La question se posait seulement de savoir s'il s'agissait bien d'un paiement international mais dit la Cour « le lieu de paiement détermine en l'absence de toute stipulation des parties la monnaie dans laquelle ce paiement doit être effectué. » Cette règle d'interprétation qui n'est renfermée dans aucun texte ne saurait servir à déterminer si le contrat en

vertu duquel le paiement doit être effectué à un caractère national ou un caractère international, au sens de l'art. 2 de la loi du 25 juin 1928 précitée, alors que les parties ont clairement exprimé leurs intentions touchant la nature de la monnaie dans laquelle le paiement doit être effectué.

En effet, dans ce cas, le paiement devait avoir lieu en France mais c'est de l'étranger que devaient être envoyées les sommes réclamées, c'est-à-dire du siège social où la Compagnie centralisait dans un budget unique toutes ses recettes et toutes ses dépenses, de sorte que ces bureaux en France ne remplissaient que le rôle d'agents de transmission. Il y avait donc bien échange de valeur d'un pays à l'autre. La circonstance que le prix doit être payé en France n'est pas décisif. C'est la nature et objet du contrat et le résultat auquel il a abouti qu'il *faut envisager*. La Cour a condamné la Compagnie à payer en francs or ; il s'agissait, en outre, d'un contrat conclu en 1901 au moment où la clause était valable. Sur ses réserves mathématiques, la Cour a déclaré que cette loi de 1905 était une loi de police et de sûreté qui est applicable aussi bien aux compagnies françaises et étrangères. Elle a pour objet de protéger les assurés contre l'insolvabilité éventuelle des Compagnies d'assurances auxquelles les assurés confient leur épargne. On ne peut déduire de cette loi si un contrat a un caractère international ou national.

Dans le même sens, la Cour d'Appel de Paris (L'Affaire Compagnie alliance Gênes), dans un arrêt récent, a confirmé (*Gaz. Tr.* n° 142 1929) le principe invoqué. Dans cette affaire, il s'agissait d'une société italienne Alliance de Gênes, laquelle suivant la police faite, s'était obligée vis-à-vis de Lucien Mayer à payer un capital de 20.000 francs or soit à sa femme après son décès, soit à lui-même s'il était en vie à la date du 25 février 1926. Cette assurance était consentie sans participation, moyennant le paiement d'une prime annuelle de francs-

or 1145 et 60 C., payables soit au domicile de la Société, soit chez ses agents. Le capital devait être versé par l'Alliance de Gènes soit à son siège, soit dans une ville où elle aurait une agence générale et cela dans les 30 jours de la réception à Gènes de la police et des documents justificatifs dûment légalisés. Plusieurs fois la Compagnie a consenti à Mayer des prêts et une somme de x... fixée d'un commun accord est restée due à l'assuré. Mayer a réclamé que la somme lui soit payée avec les intérêts en francs ayant cours à la parité de l'or au jour du paiement et le tribunal a accueilli sa demande. Pour conclure à la conformité de M... invoque les dispositions de la loi du 25 juin 1928 sans rechercher si le paiement qui est réclamé est un paiement international, dont la stipulation en francs serait valable selon les lois monétaires. Il suffit de constater qu'aux termes de la police qui régit les rapports des parties, la Compagnie est obligée de payer le capital assuré, c'est-à-dire à Gènes, soit dans toute autre ville où fonctionnait une de ses agences générales.

Les opérations de l'Alliance de Gènes ont cessé depuis de longues années, mais elle a encore en France une agence général au sens propre du mot. Mayer a le droit de choisir le lieu de paiement du capital qui lui est dû, et, s'il s'est vu contraint d'obéir à une clause de police, de saisir du litige les tribunaux français pour déterminer les effets du contrat. Les lois monétaires françaises ne régissent que les opérations faites dans les limites du territoire français et ne font pas obstacle à ce qu'un paiement stipulé en or soit déclaré exécutoire dans un pays étranger.

Nous voyons donc, en la circonstance, que le paiement du prix qui est fait sur le territoire français n'est donc pas à lui seul décisif. C'est aussi la nature, l'objet du contrat et le résultat auquel il aboutit qu'il faut envisager. Cette tâche est parfois laissée au juge. Comme nous le verrons dans la sec-

tion suivante, la Cour permanente de La Haye, devant laquelle le gouvernement français avait à défendre les droits des porteurs de titres d'emprunts brésiliens et serbes a rendu un arrêt en faisant droit aux prétentions de la France (Clunet 1927, p. 311) lequel est fondé sur les motifs qu'il est maintenant définitivement entendu par la jurisprudence et les auteurs français que, bien que toute stipulation or soit nulle quand elle concerne les transactions intérieures, il n'en est pas ainsi quand il s'agit de paiements internationaux même si le paiement doit avoir lieu en France et il insiste sur ce fait que si c'est le droit français qui doit être appliqué, il doit l'être tel qu'il est interprété par les tribunaux.

LES EMPRUNTS EXTERIEURS DEVANT LA COUR DE LA HAYE

La Cour permanente de La Haye, après deux compromis d'arbitrage conclus entre le Gouvernement français et les Gouvernements Serbes et Brésiliens, a été saisie de la question de savoir si les porteurs des titres d'emprunt émis par le Brésil et la Serbie antérieurement à la guerre devraient être payés non en francs français dévalorisés par la dernière loi monétaire française du 28 juin 1928, mais en francs-or définis par la loi de germinal an XI.

Le 12 juillet 1929 était jugée la réclamation des emprunts brésiliens. L'Etat brésilien a émis en France plusieurs emprunts avec la qualification d'emprunts or portée sur les prospectus d'émission et la promesse inscrite sur les titres et les coupons de payer en or le montant de ceux-ci et celui des titres amortis. Pour se soustraire à l'obligation de payer en francs-or (valeur en or), l'Etat brésilien soutenait :

1° Qu'à cette époque, la dépréciation du franc français était impossible à prévoir et que la clause-or était une mesure de protection contre celle de la monnaie brésilienne car, outre que ce but n'a pas été spécifié, cette clause par la stabilité universellement reconnue de la valeur-or offrait une garantie contre la dépréciation éventuelle des monnaies devant servir à l'exécution des engagements stipulés ;

2° Que le service des intérêts des emprunts litigieux et l'amortissement de ces titres ont été faits en France en francs payables sans protestation des porteurs des titres même en période de la dépréciation de la monnaie française (1919-1924) ;

3° En outre, il se fondait sur l'art. 1895 C. C. pour se soustraire à l'obligation de se libérer d'après la valeur-or du franc germinal.

Les caractéristiques des divers emprunts étaient les suivantes :

Emprunt 1911. — Les coupons ne contenaient aucune mention relative au lieu de paiement qui fait partie intégrante de la promesse telle qu'elle est contenue dans ce titre.

Emprunt 1909. — L'intérêt semestriel de chaque obligation est de 12,50 et le droit à cet intérêt est attaché séparément à chaque titre. En outre les titres de l'emprunt 1909 ne contiennent pas de clauses expresses prévoyant le paiement en or du principal. Il dispose que le porteur de cette obligation a droit à la somme de 500 francs faisant partie du dit emprunt et l'emprunt est indiqué comme étant pour une valeur nominale de 40.000.000 de francs or. Le prospectus qui a invité à souscrire au titre a contenu une indication d'emprunt-or de 5 % et une émission de 80.000 obligations de 500 francs 5 % or.

Emprunt 1910. — L'énoncé des titres de l'emprunt 1910 déclare que le porteur de la présente obligation a droit à la

somme de 500 francs-or faisant partie du dit emprunt, promesse explicite de paiement en or du principal du titre.

Les porteurs pour justifier leur demande s'appuyaient avant tout sur les mentions (or) ou (francs-or). Ils soutenaient que la clause (francs-or) dont les titres litigieux se trouvaient amortis signifiaient *que prêteur et emprunteur* avaient contracté dans une monnaie or qui se distingue du franc dépendant de la loi monétaire française. La démarcation ainsi rigoureusement faite entre le franc et la devise or qui, grâce à la clause précitée constituaient l'objet véritable du contrat, comportait cette conséquence nécessaire que les porteurs échappaient à la dépréciation de fait et à la dévaluation légale qui ont successivement atteint le franc français.

Le gouvernement français soutenait que le franc-or n'est pas le franc français d'or, par opposition au franc-argent ou franc papier ; c'est une monnaie fixe que les variations de change n'affectent pas. Il ne faut pas opposer franc-or et franc-papier, mais franc-or et franc belge, franc-or et franc suisse, tandis que le franc français est une monnaie d'or, d'argent ou papier sujette à dépréciation, le franc-or est une monnaie sans nationalité et dont la fixité est absolue. Sur la teneur en métal fin de cette monnaie d'or qui se trouve sans rapport légal avec le franc français, les porteurs affirmaient qu'il existait en dehors des devises de droit positif tels que le franc belge, le franc suisse, un franc idéal et théorique, qui serait de caractère international et conventionnel correspondant à la 20^e partie d'une pièce d'or pesant 6 grammes 4,506 au titre de 900/1000 d'or fin. Il était aussi soutenu que la stipulation francs-or insérée dans un contrat d'emprunt public et international a pour effet de substituer aux monnaies nationales et sujettes à variations une monnaie internationale et essentiellement internationale. Il s'agit du poids d'or mesuré à l'aide d'une mesure monétaire commune à plusieurs

pays, notamment en France, aux divers Etats qui ont adhéré à l'Union latine et, en outre, à l'Espagne, à la Finlande et aux Etats Balkaniques.

Pour repousser pareille prétention, les gouvernements brésilien et serbe se sont attaqués à la définition du franc ou franc-or envisagé comme monnaie idéale de caractère international et comme tel distinct du franc, défini par la loi monétaire française. Cette distinction entre les deux monnaies constituait le postulat auquel se trouvait subordonnée la thèse développée par les porteurs d'emprunts litigieux.

Le gouvernement a soutenu que l'intention des parties était de se référer au franc-or ou franc français, c'est-à-dire à une monnaie réelle et pratique dont la valeur se trouve définie par la loi monétaire française. Pour justifier ce point de vue, il fait observer que l'or tout seul, sans adjonction du mot franc, n'a aucune signification monétaire ; il n'entre dans ce domaine qu'à partir du moment où l'unité de mesure qui servira de base à l'appréciation des valeurs aura été déterminée. L'adjonction du mot franc à l'épithète or ne pouvait que signifier que les parties contractantes avaient stipulé dans une monnaie française « franc français ».

Il a soutenu que la clause or ne constituait qu'une modalité de paiement qui implique que la monnaie employée sera des pièces d'or ou des billets de banque convertibles en or, sans que cela préjugeât de la quantité d'or fin correspondant au franc résultant d'une dépréciation ou d'une dévalorisation monétaire.

C'était là, d'ailleurs, une conception d'autant plus naturelle et légitime qu'à l'époque de l'émission des emprunts litigieux, le franc français, le franc de Paris était à la parité de l'or, le billet de banque convertible contre des pièces d'or et que, de l'avis des parties contractantes, aucune des parties n'avait envisagé la dévalorisation de 4/5.

Le résultat de cette démonstration qui faisait du franc de Paris et du franc de la loi monétaire française l'objet du contrat de prêt les représentants des Gouvernements serbe et brésilien en faisaient résulter la nécessité pour les parties de supprimer la dévalorisation du franc français opéré par la loi du 25 juin 1928.

En outre, on a reproché la distinction faite par le législateur français entre les paiements nationaux et les paiements internationaux pour éviter la dévaluation légale du nouvel étalon.

La solution du litige dépendait ainsi de la solution de savoir si les emprunts litigieux étaient contractés en une monnaie d'or de caractère idéal ou en francs français définis par la loi monétaire française.

La Cour permanente de La Haye a consacré une solution qui diffère très sensiblement des thèses contradictoires qui lui furent exposées. Dans l'arrêt relatif aux emprunts brésiliens, elle a déclaré que le franc-or des titres devait être le franc-or tel qu'il peut être déterminé à l'aide de la législation monétaire française. Ce dernier ne pouvait être autre, à cette époque, que l'étalon de valeur défini dans la loi du 17 germinal an XI.

L'étalon de valeur. — A quelle époque doit-il être défini ? Evidemment, à l'époque de l'émission des emprunts. L'engagement sera dépourvu de sens s'il vise un étalon à venir inconnu des parties ; si elles ont visé un étalon de valeur or, elles doivent être considérées comme s'étant référé à un étalon existant.

La Cour permanente de La Haye a pris soin selon les expressions concordantes de deux arrêts rendus, de rattacher par un lien étroit et rigoureux la notion de franc-or à la loi monétaire française et cela à un double point de vue, en déclarant, d'une part, qu'il s'agit de l'étalon monétaire français

déterminé par la loi monétaire française et, d'autre part, qu'il s'agit plus spécialement de celui de la loi monétaire en vigueur à une date déterminée, celle de l'époque de l'émission de l'emprunt par opposition au nouvel étalon mis en vigueur depuis.

La conception de la monnaie marchandise, d'après laquelle la stipulation (francs or) impliquerait que les parties contractantes se sont référées à un poids d'or, abstraction faite de toutes références à un étalon de valeur légalement défini, était écartée par la Cour. Cela aurait été une conception juridiquement insoutenable si, en l'absence d'une indication conventionnelle contenue dans le titre, on avait fixé de façon précise et rigoureuse le montant de ce poids d'or.

Était écartée aussi la conception du franc-or envisagé comme une monnaie idéale correspondant à un poids d'or défini par la coutume internationale qui vivrait d'une vie propre, sous l'autorité de cette dernière hors du cadre des législations nationales.

La Cour a déclaré : « Tant qu'il n'existait pas de franc-or international, le franc, dans chaque cas, ayant été défini par la loi des pays respectifs, la notion de franc et de franc-or avait néanmoins acquis un caractère international parce que le franc était le sujet de la convention de l'union latine entre la France, la Belgique et la Suisse, mais sa définition n'en doit pas moins être recherchée dans les lois nationales. La divergence de cette conception et de la conception qui voit dans le franc-or l'idéal international de valeur fixe et absolue. » La Cour de La Haye a cru devoir prendre en considération la date à laquelle il convient de se placer pour déterminer de quel étalon-valeur il s'agit. S'il s'agissait de francs-or, il aurait échappé au jeu des lois monétaires nationales et la distinction faite entre l'unité monétaire de la loi en vigueur au jour du paiement serait dénuée de sens et d'intérêt.

L'effet utile de la clause quand il s'agit du franc d'un Etat déterminé qui peut maintenir la prétention démontre que les parties contractantes se sont attachées à l'étalon or à l'époque de l'émission, c'est-à-dire au poids d'or défini présent par cette loi.

Il est compréhensible que la Cour de La Haye n'ait pu consacrer aux conceptions de franc-or international qui tire son pouvoir libératoire simplement de la coutume internationale La monnaie implique nécessairement l'intervention d'un pouvoir souverain et régulier. Pour parler de franc-or international, il faudrait donc pouvoir parler d'une monnaie éma-attributs de la souveraineté.

En outre des circonstances de la cause, il résulte que le franc de Paris, pris en tant que franc-or défini par la loi de germinal an XI, était le franc qui avait été pris par les parties contractantes en considération. Il était celui du lieu principal de l'émission, de l'emprunt international. C'était celui auquel il convenait de se référer par l'effet de la clause « change à vue sur Paris », non seulement pour les paiements à effectuer aux places financières telles que Belgrade, Berlin, Vienne où le franc n'a pas cours, mais encore pour les paiements à effectuer à Bruxelles et à Genève, dont les lois monétaires adoptent le franc comme unité monétaire. C'était enfin celui dans lequel s'était effectué l'exécution des contrats jusqu'au jour de la dévalorisation de fait du franc français.

La Cour permanente de la Haye se trouvait conduite à interpréter la stipulation franc-or de façon identique à celle du législateur français qui, au cours des travaux préparatoires de la loi du 25 juin 1928, modifiant l'étalon or de la loi de germinal, a cru devoir faire de la déduction suivante : « Pour qu'il n'y ait pas de malentendu, je précise que la nouvelle loi ne porte pas atteinte aux contrats internationaux antérieurs à sa promulgation qui avaient été stipulés en or, c'est-à-dire

en francs tels qu'ils avaient été définis par la loi de germinal an XI.

Après avoir interprété qu'il s'agit d'une stipulation en monnaie française, la Cour se trouvait en face de l'objection formulée par les Gouvernements serbe et brésilien relativement à l'efficacité et à la validité de la clause or.

On a objecté que la solution consacrée par la jurisprudence française et le législateur qui distinguent entre les paiements d'ordre interne et les paiements internationaux, serait entachée d'arbitraire et d'illogisme parce qu'elle est dictée par l'unique souci de sauvegarder les intérêts français.

Encore une fois, dès qu'il s'agit de francs définis par la loi monétaire française, fussent-ils pris en tant que francs métalliques en tant qu'étalon de valeur, la dévaluation du franc déferée par la loi du 25 juin 1928 qui a abrogé l'étalon or doit logiquement s'opérer de façon indivisible à l'égard des paiements nationaux et internationaux, constatation qui suffit à ôter toute efficacité et toute portée juridique à la stipulation « franc-or ».

Pour écarter cette objection, la Cour permanente de La Haye se trouvait conduite à résoudre avant tout la question de savoir quelle loi doit régir les contrats d'emprunts ainsi intervenus.

Les emprunts étaient contractés par les Etats étrangers qui après s'être engagés conformément aux prescriptions de leurs droits public ou privé, sont sortis de leur territoire pour faire émission sur le territoire d'un autre Etat en se référant à la loi monétaire de l'Etat étranger. Il était question de savoir si ce serait la loi française qui régirait les effets du contrat à l'exclusion de l'autre ou, au contraire, à raison de la complexité qu'il entraîne en tant que contrat d'emprunt extérieur se trouvera-t-il soumis à l'application combinée et juxtaposée des deux lois. La Cour permanente s'était ralliée à la dernière

conception en distinguant entre la substance de la dette et les modalités du paiement.

Dans la substance de la dette, dans la pensée des rédacteurs de l'arrêté, il faut comprendre l'ensemble des conditions dans lesquelles les Serbes et Brésiliens se sont engagés. Formation du contrat, détermination de la nature juridique de la dette et fixation rigoureuse et exacte de l'étendue de la dette contractée, modalité de paiement, ce sont les conditions dans lesquelles la dette de l'emprunteur ainsi fixée devra s'exécuter à travers le changement survenu dans la loi dont l'unité monétaire s'est trouvée incluse dans le contrat d'emprunt. Elles auront trait à la question de savoir si le créancier doit ou non supporter, en raison de la clause or, le risque de la dépréciation de la monnaie dans laquelle le titre est stipulé. Cette distinction a permis à la Cour de résoudre que la dette contractée représentait pour le débiteur une charge identique soit que la dette fut libellée simplement en francs français, soit qu'elle le fût en francs-or. Suivant l'expression de la Cour de La Haye l'emprunteur n'avait aucune raison de ne pas offrir le paiement en or qui ne pouvait comporter aucun risque pour lui, tandis qu'il offrait une garantie pour le créancier. Tout le détail a trait aux modalités de paiement, c'est-à-dire aux conditions d'exécution de la dette puisqu'il vise la question de savoir si le débiteur pourra en s'acquittant de sa dette en monnaie dépréciée pouvoir diminuer « la charge de la dette » telle qu'elle résultait de la « substance de la dette » irrévocablement fixée en application de la loi monétaire en vigueur à la date de l'émission de l'emprunt.

Le caractère international des emprunts litigieux qui, émanant d'Etats indépendants, permet d'écarter la loi française comme devant être celle qui régit la substance de la dette. Sans doute, les parties contractantes ont inclus dans le contrat un étalon monétaire qui dépend de la loi française, mais ces

données n'impliquent pas que le prêt soit dépouillé de son caractère d'emprunt extérieur et international émanant d'Etats souverains et indépendants et cet argument a suffi pour écarter la loi française comme devant être celle qui régit la substance de la dette. Aussi, ne peut-on pas admettre que la charge de la dette qui incombe au débiteur puisse varier et se trouver aggravée par l'effet d'une modification résultant de la loi française, c'est-à-dire d'une loi autre que celle du prêteur.

En se plaçant sur le terrain des modalités de paiement, il est non moins logique de conclure à l'application de la loi nant d'une personne internationale ayant comme telle les française dont dépend l'unité monétaire qui s'est trouvée incorporée dans le contrat d'emprunt. Tout Etat a le droit de déterminer lui-même sa monnaie.

La Cour de La Haye dans ses motifs dit que le législateur français peut déterminer les conditions dans lesquelles s'opérera la dévaluation de sa monnaie. C'est donc en toute légitimité que le législateur français dans la nécessité où il était de réduire l'étalon-or de la loi de germinal an XI, en lui substituant un étalon-or de valeur réduite de $\frac{4}{5}$, a décidé que les Etats et Villes étrangères qui ont stipulé en or, c'est-à-dire en francs définis par la loi de germinal an XI, ne pouvait bénéficier de la réduction ainsi opérée de l'unité monétaire. Une pareille décision du législateur apparaît, d'ailleurs, comme d'autant plus légitime qu'elle laisse intacte « la substance de l'obligation » et n'aggrave nullement l'étendue de la dette primitivement contractée puisqu'elle n'a trait qu'aux modalités de paiement ou à la possibilité pour le débiteur de profiter de la chance de s'acquitter de sa dette en monnaie dépréciée. Les conséquences logiques et nécessaires de la doctrine développée par la Cour de La Haye sont :

1° Que le créancier n'est pas plus obligé de démontrer que

le franc-or est un franc international qui serait sans rapport légal avec l'unité monétaire définie par la loi de germinal an XI c'est-à-dire avec l'étalon à l'époque de l'émission de l'emprunt.

2° C'est vainement que les débiteurs, pour imposer à leurs créanciers le nouveau franc dévalué, s'efforçaient de démontrer que les parties contractantes n'avaient jamais envisagé et prévu la dépréciation de la monnaie française, et la dévaluation de l'étalon-or de la loi de germinal an XI et n'avaient qu'à s'en tenir à la réalité des faits. La stipulation « franc-or » n'avait été insérée que pour opposer à leur monnaie nationale de caractère instable, le franc français qui était une monnaie à la parité de l'or contenant un poids d'or fin déterminé lui imprimant ainsi une valeur définie.

Mais si, bien que l'arrêt relatif aux emprunts serbes et aussi l'arrêt relatif aux emprunts brésiliens, décident que l'argument qui consiste à dire que la dépréciation du franc français était impossible à prévoir et que le seul but était de garantir les prêteurs contre la dépréciation de la monnaie brésilienne, ne paraît pas non plus soutenable.

C'est la dépréciation de valeur qui faisait l'objet de la garantie et non la dépréciation de telle ou telle monnaie particulière.

Le créancier désormais sera obligé de prouver que le franc auquel les parties contractantes se sont référées, c'est le franc pris en tant qu'unité monétaire, en tant qu'étalon de valeur, défini quant à son poids d'or fin par la loi monétaire française en vigueur à l'époque de l'émission et non simplement le franc pris en tant que monnaie ayant cours légal au jour du paiement sur la base d'un nouvel étalon quel qu'il soit.

Les dispositions qui fixent l'unité monétaire d'un pays ne doivent pas être confondues avec les dispositions qui donnent aux billets de banque cours légal. Les premières définissent le

poids de métal fin que représente l'unité monétaire, les seconds commandent l'application, sont fonction des premiers et se modèlent sur elles puisque le billet de banque est convertible sur la base même de l'étalon-valeur adopté par la loi en vigueur.

Si les emprunts extérieurs stipulent que le paiement des coupons et le remboursement des obligations s'effectuera dans la monnaie légale française, ou dans le franc tel qu'il a cours ; le sens de ces stipulations ne peut faire doute, la dévaluation s'impose au créancier, les parties contractantes s'étant expressément référées au franc envisagé comme monnaie de paiement sur la base de l'étalon en vigueur à l'époque du paiement.

La même solution paraît devoir être consacrée dans la doctrine strictement interprétée de la Cour de La Haye à l'égard des emprunts simplement et exclusivement libellés en francs français, à défaut par le créancier d'avoir spécifié que le franc envisagé était l'unité monétaire de *la loi de l'époque de l'émission*. Ce créancier assumera le risque de la dépréciation de la monnaie et, selon l'expression d'un des arrêts de la Cour de La Haye, donnera au débiteur la possibilité de profiter d'une chance de s'acquitter de sa dette en monnaie dépréciée. Pour écarter la thèse des gouvernements serbe et brésilien, elle fait simplement observer que les titres n'ont pas été libellés simplement en francs français mais en francs-or. La clause-or ne comporte pas une application pure et simple n'indiquant que le poids d'or fin, elle exige qu'on détermine de quelle loi monétaire dépendra la définition de l'unité monétaire. Le simple fait d'avoir visé l'étalon-or vaudra preuve que les parties ont entendu se référer à la loi de l'époque de l'émission à l'exclusion de celle du jour de paiement.

M. Prud'homme considère avec raison que, dans la doctrine de la Cour de La Haye, le franc sans épithète peut dési-

gner le franc pris en tant qu'unité monétaire correspondant au poids d'or fin, déterminé par la loi de germinal an XI. Il déclare dans un de ses arrêts « Tant à Bruxelles qu'à Genève et à Paris, une unité monétaire était le franc, tandis qu'il n'existait pas de franc-or international ; le franc, dans chaque cas, ayant été défini par la loi des pays respectifs, la notion de franc et de franc-or avait néanmoins acquis un caractère international. En effet, trois pays avaient adopté une unité monétaire semblable avec la même définition de la pièce d'or de 20 francs en poids et en titre. La même formule se retrouve dans deux arrêts de la Cour de Paris : arrêt 15 février 1924 (Havraise Péninsulaire Canal Suez 1924 p. 688 Clunet 17 juillet 1925 (1925, p. 1118).

Attendu que le franc indiqué dans ces actes, le franc sans épithète doit s'entendre de l'unité monétaire représentant la 20^e partie du louis d'or (arrêt 5 février 1924 ; 17 juillet 1925).

« Attendu que le franc sans épithète désignait à cette époque une unité monétaire métallique commune à plusieurs pays ».

LES EMPRUNTS ETRANGERS DEVANT LES TRIBUNAUX FRANÇAIS

Le 12 juillet 1929, le Tribunal de la Seine a, pour la première fois, fait l'application de la loi sur la stabilisation (*Gaz. des Tri. Mars* 1930). Il s'agissait, en l'espèce, des réclamations de porteurs d'obligations émises par la Compagnie de Chemin de fer méridionaux du Portugal. La dite compagnie obtint de son gouvernement la concession d'une ligne partant de Vendas novas à Sainte-Anne pour construire et exploiter,

moyennant une somme de 6 millions et redevance annuelle de 455.000 francs. Pour se procurer les fonds nécessaires, elle a émis des obligations en France par l'intermédiaire de banquiers français.

Les prospectus rédigés en français ont spécifié que l'emprunt porte sur 19.500 obligations de 500 francs or. Depuis la dévalorisation du franc français, ces chemins de fer méridionaux du Portugal refusaient de payer en or. Les obligataires particuliers ont assigné la compagnie en réclamant le paiement en or. Le tribunal a décidé qu'il ressort pleinement de la stipulation indiquée que l'intention des parties était de se référer à une monnaie invariable. Dès lors, la question se posait de savoir de quel franc il s'agissait. La Cour a déclaré que le mot franc-or est en soi un terme impropre puisque la loi française ne distingue pas le franc-papier, le franc-argent et le franc-or et que la référence du poids d'or est représentée par la vingtième partie du louis d'or.

En outre, pour se soustraire au paiement, la Compagnie soutient que la stipulation en or est contraire à la loi du cours forcé. (Affaire Bonneaud contre Compagnie de Chemins de fer Méridionaux du Portugal).

Sur la validité de la clause le tribunal a déclaré que la loi sur le cours forcé n'atteint pas l'engagement pris par une Compagnie étrangère faisant appel à l'épargne française sur le remboursement-or des fonds.

Attendu que ce remboursement a bien le caractère d'un paiement international prévu par l'article 2 de la loi du 25 juin 1928 et dont le législateur dit formellement que des paiements de cette nature ont pu être valablement stipulés en or.

Le Tribunal reconnaît que la Compagnie de Chemins de fer Méridionaux a pris au regard de ses obligataires l'engagement licite et valable d'effectuer le service de l'emprunt

international qu'elle contractait en France, en 1902, en francs-or, ce qui s'entend du franc vingtième partie du louis d'or, avant la loi dite de stabilisation du 25 juin 1928 et la condamne à payer aux obligataires la valeur or sur la base du franc or d'avant guerre. (C. de justice internationale 12 juillet 1929, *R. Gaz. des Tribunaux* 1929 2 236 et 249).

(Voir dans le même sens sur la définition du franc les arrêts rendus en période de dépréciation.)

Arrêt du 15 février 1924 p. 688 Clunet.

Havraise Péninsule et Cie Canal de Suez 17 juillet 1925 et Affaire Morineau et Vuatrin contre Compagnie du Chemin de fer de Rosario à Puerto Belgrano (*Gaz. des Tribunaux* 15 juillet 1930).

Il s'agissait ici de la Compagnie de chemins de fer de Rosario à Puerto-Belgrano, Société anonyme française dont le siège social est à Paris, laquelle a émis en 1907 et en 1908 un certain nombre d'obligations à 500 francs à 5 %. Chaque obligation donnait au porteur le droit à un intérêt annuel de 25 francs payable par trimestre, à raison de 12 fr. 50 et remboursable à 500 francs en 95 ans maximum suivant un tableau d'amortissement libellé au dos du titre par un concours homologué par jugement du 16 avril 1918. Les obligataires reçurent une nouvelle obligation de 500 francs donnant droit à un intérêt annuel proportionnel aux produits disponibles jusqu'à concurrence d'un maximum de 5 francs (cinq francs) et son amortissement jusqu'à concurrence d'un maximum de 500 francs, le tout sous déduction des impôts.

Le 19 juin 1930, des titres remis aux obligataires ne mentionnent pas le lieu du paiement ; seulement, le prospectus qui a provoqué l'émission en 1907 de 30.000 obligations indique que les coupons seront payables à Paris en diverses banques et à l'étranger aux agences successorales de ces banques. Le prospectus émis en 1908 pour 60.000 obligations ne reproduit

pas cette mention mais se contente d'indiquer les mêmes établissements comme lieu de souscription. Sur certaines obligations se trouvaient en marge, à l'encre rouge, une mention ainsi conçue : les souscriptions seront reçues à la Banque des Pays Bas et de Genève qui délivrera les titres attribués à Genève ou à Paris au choix des souscripteurs ; le montant des versements sur les titres attribués devra être réglé au change du jour sur Paris, à l'exception du premier versement de 100 francs qui pourra être effectué en francs suisses. Les appelants, en s'appuyant sur les énonciations des prospectus, ont prétendu qu'ils ont le droit de se faire payer leurs coupons en pays étranger et, notamment, en Suisse ; ils soutenaient que c'est ce lieu de paiement qui déterminait la monnaie et ils demandaient que les sommes qui leur sont dues leur soient réglées en francs suisses ou en francs français, à la contre valeur des francs suisses. Aussi les appelants, à l'appui de leur demande prétendaient-ils, qu'en émettant en France et en Suisse les mêmes titres sans les répartir en tranches distinctes, la Compagnie Rosario et Puerto Belgrano les soumettait tous au même régime et à la même monnaie, de telle sorte qu'elle aurait offert à tous les obligataires la faculté d'obtenir un paiement en monnaie suisse.

Ces arguments furent rejetés par l'arrêt sus-énoncé. Comme la Cour de La Haye, la Cour d'Appel de Paris déclara que la règle invoquée : « c'est le lieu du paiement qui détermine la monnaie à réclamer » n'a pas une portée absolue, qu'elle n'a qu'une valeur de présomption, que les tribunaux doivent, dans chaque espèce, rechercher l'intention des parties et n'appliquer la présomption qu'autant qu'elle correspond à cette intention.

Que, d'autre part, une société française qui a indiqué comme lieu de paiement divers établissements en France et dont les établissements à l'étranger ne sont indiqués qu'à

titre tout à fait accessoire, pour donner la faculté aux obligataires de réclamer le paiement tant à l'étranger qu'en France, cette faculté n'a pas eu pour effet de modifier la nature des sommes qui peuvent être demandées ni la monnaie du contrat *qui vise exclusivement les francs*. La Société avait encaissé au moment de l'émission des francs à la parité de la monnaie française qui faisait alors prime, il était d'ailleurs naturel et juste qu'elle s'obligeât de même à faire le service des *intérêts en francs français*.

Considérant que personne ne conteste que les obligations émises en France et en Suisse par la Compagnie de chemins de fer de Rosario à Puerto Belgrano ont formé un emprunt unique sans distinction des tranches, c'est précisément cette unité qui leur impose à toutes la monnaie que les parties ont envisagé lors de la convention, c'est-à-dire la monnaie française.

Considérant que cet emprunt a été libellé en francs sans épithète, Morineau et Vuatrin en ont conçu que, de ce fait même, il aurait été stipulé en une monnaie commune à ces deux pays, c'est-à-dire le franc-or, soit celui de la loi du 17 germinal an XI, soit celui de l'union latine.

Mais, considérant que la France et la Suisse n'ont jamais eu de monnaie commune, que si elles ont, l'une et l'autre, fait partie de l'Union Latine, les conventions qui ont été instituées par cette union n'ont jamais eu pour objet de créer un franc or, ou une monnaie de compte internationale distincte des monnaies de chaque pays, que les monnaies françaises et suisses ont gardé chacune leur individualité, que la compagnie du chemin de fer à Rosario à Puerto Belgrano a promis à ses obligataires des francs soit à titre d'intérêt soit à titre de remboursement du capital, qu'aucune des circonstances de la cause ne permet d'envisager qu'il se soit agi d'autres francs que de francs français, qu'à cette époque le franc

français était d'ailleurs celui qu'avait *créé la loi du 17 germinal an XI* mais que les circonstances qui ont suivi la guerre ont malheureusement avili le franc et que cet avilissement s'est imposé à tous les créanciers qui n'avaient pas pris la précaution de sa garantir contre lui, en stipulant expressément ou tacitement un paiement en or ou en francs or, que la loi du 25 juin 1928 est donc sans application à la cause (C. Besançon *Rec. Gaz. Tribunaux* 1929).

En outre, les francs anciens furent remplacés par des titres concordataires libellés en francs français sans contestation possible sur la valeur or. *Ces francs et ces obligations nouveaux issus du concordat* sont seuls aujourd'hui les titres de créances des obligataires : elles sont incontestablement libellés en francs français et ne peuvent donner lieu qu'à un paiement français.

Le lieu du paiement est une présomption de l'intention des parties qui peut être controversée par toutes les présomptions contraires tirées soit de la formation du contrat, soit des principes juridiques qui régissent le contrat.

Voir dans le sens contraire Cour l'Appel de Besançon (*Rec. Gaz. Tri.* 1929 p. 1 n° 81), lequel dit que le franc visé était le franc d'origine Latine et qu'en offrant au cours de l'émission simultanée dans ces différents pays des titres identiques interchangeables et comportant des lieux de paiement divers tant en France qu'à l'étranger, la Société a implicitement accordé à ses souscripteurs une option de change. La décision de cet arrêt est tout à fait conforme à la décision de la Cour de La Haye, d'après laquelle, à l'égard des emprunts simplement et exclusivement libellés en francs français, à défaut par le créancier d'avoir spécifié que le franc envisagé était l'unité monétaire de la loi de l'époque de l'émission, le créancier assumera le risque et le débiteur pourra profiter d'une chance de s'acquitter de sa dette en monnaie dépréciée.

La Cour de Cassation Chambre civile a eu à se prononcer le 3 juin 1930 (*Rec. Heb.*) dans un pourvoi en cassation contre un arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 17 juillet 1925 dans l'affaire du Crédit foncier franco-canadien c/ Comité de défense des porteurs d'obligation du Crédit foncier franco-canadien et autres.

Il s'agissait, en l'espèce, de trois emprunts émis par le Crédit foncier franco-canadien dont le siège social et le centre d'activité est au Canada. Pour ces emprunts il a fait appel aux prêteurs tant en Suisse qu'en France. Le premier emprunt émis en 1890 et les compromis des titres amortis devait être payé à Paris en francs, à Genève en francs, Montréal en piastres, au cours du jour et, à Londres en livres au cours du jour. Les titres émis en France et en Suisse devaient être négociés et cotés sur les places suisses comme à la Bourse de Paris. Enfin l'arrêt constate que de 1915 à 1921, les coupons présentés en Suisse ont été payés en francs suisses. (Voir Tr. Civ. de la Seine 11 novembre 1923 D. H. 1924 19).

Le jugement de fond a constaté qu'au moment de l'émission de ces emprunts, le franc français et le franc suisse étaient estimés sensiblement à la même valeur et on a pu déduire que celle-ci n'avait point entendu se référer à la monnaie d'un des deux pays, à l'exclusion de celle de l'autre et qu'en usant sans y ajouter d'autres précisions du mot franc, également employé en Suisse et en France pour désigner l'unité monétaire de chacun de ces deux pays, elle avait indifféremment visé le franc suisse ou le franc français. Pour cette cause, l'arrêt a pu décider valablement que le Crédit foncier a accordé à ses prêteurs une option de change en France et en Suisse, laquelle avait pour conséquence de leur conférer suivant le lieu où ils en réclament le paiement, le droit d'exiger la somme portée aux titres ou coupons en l'une ou l'autre monnaie de ces deux pays.

Attendu qu'une telle interprétation qui n'implique aucune assimilation légale entre les monnaies et ne dénature point les conventions des parties ne porte pas atteinte à la règle de l'article 1895 C. C., le remboursement, à supposer que le dit article puisse être invoqué en l'espèce n'excédant pas la somme numérique portée au contrat ne fait pas davantage échec au principe de l'égalité des souscripteurs d'un même emprunt puisque le droit qu'elle consacre est reconnu à tout.

En prononçant contre une société étrangère une condamnation en paiement de sommes représentant la valeur de celle que la dite société s'était obligée à payer en Suisse en monnaie suisse, l'arrêt attaqué n'a violé aucune des lois relatives au cours de monnaie en France. La jurisprudence genevoise a, pourtant, tout récemment donné (*Gaz. Tr.* 30 décembre 1930) dans cet arrêt où elle avait eu à statuer sur une demande identique à celle portée devant le Tr. Civ. de la Seine un avis analogue en acceptant la prétention du porteur pour les mêmes motifs que le Tribunal Civil de la Seine et conformément à la doctrine développée à la Cour de La Haye.

Quand les emprunts contenant des stipulations en diverses monnaies selon le lieu du paiement sont réclamés, les tribunaux ont, à plusieurs reprises, déclaré que le fait d'avoir stipulé que le paiement sera effectué en France en francs tandis qu'à Buenos-Ayres, en pesos or, à Constantinople en piastres-or, suffit pour dégager que la volonté des parties était de se référer à un étalon stable au jour de la conclusion du contrat.

Le Tribunal Civil de la Seine 23 février 1930 (Affaire Société d'Héraclie c/ Brest) a adopté ce principe dans l'espèce suivante.

La Société étrangère d'Héraclée a émis des obligations de 500 francs ou 22 livres turques donnant au porteur droit à un intérêt annuel de 25 francs ou 110 piastre-or et remboursement à 500 francs ou 22 livres turques. Les coupons 12,50

= 55 piastres-or sont payables à Constantinople en piastres-or, à Paris en francs, Genève au cours du change à vue. Le tribunal a fait droit à la réclamation des obligataires d'être payés sur la base or, pour le motif qu'en émettant les dites obligations, la Société d'Héraclée a adopté tant pour le paiement des coupons que pour le remboursement du capital une monnaie-or qui, en Turquie comme en France, devait être calquée sur le piastre-or ou centième partie de la livre turque dont la valeur est fixée.

La Cour d'Appel de Paris, en rejetant ces arguments, a déclaré que ces stipulations doivent être interprétées en ce sens que les coupons et le capital de ces obligations devaient être payés au choix du porteur soit en piastre-or, soit en franc et non sur la base de la parité de la piastre ou de la livre turque-or. En outre, elle estimait que la clause insérée en période de dépréciation était de protéger non contre la dépréciation du franc français, mais contre celle de la monnaie turque. L'affaire est actuellement pendante devant la Cour de Cassation. Pourtant tout récemment, la jurisprudence Genevoise (*Gaz. des Tribunaux* 30 décembre 1930) qui a eu à statuer sur une demande identique portée devant le Tribunal Civil de la Seine, avait accepté la prétention du porteur par le même motif que le Tribunal Civil de la Seine, et conformément à la doctrine développée par la Cour de La Haye.

CONCLUSIONS

En terminant cette étude, nous tenons pour utile de donner quelques explications sur les circonstances qui ont contribué à la différence entre l'attitude de la jurisprudence en France et en Allemagne en présence de faits analogues.

En France, par suite de la guerre franco-allemande, la loi du 12 août 1870 qui instituait le cours légal du billet de banque a, en même temps, dispensé la Banque de France de convertir en espèces puisqu'elle proclamait le cours forcé.

A cette période, s'est fondée la tradition qui a eu une grande répercussion sur la jurisprudence française à l'époque de la Révolution et périodes postérieures des crises monétaires ; c'est l'arrêt de la Cour de Cassation 11 février 1873 (*Dalloz* 1873 I 171), cité dans le chapitre sur la clause-or, lequel déclare la clause or comme contraire à l'ordre public.

Cet arrêt fût à son époque, critiqué, mais à cause de l'appréciation assez vive de la monnaie, le mouvement doctrinal n'a pas eu lieu. Seulement depuis, on a perdu l'habitude dans les contrats intérieurs d'insérer la clause-or, tandis qu'en Allemagne elle était très répandue surtout dans le domaine des hypothèques. Pour cette raison, en France, au moment de la proclamation du cours forcé, la situation était en comparaison meilleure.

Les clauses provenant encore de l'année 1873 étaient surtout répandues dans les contrats à bail ruraux et cheptel.

Ce sont surtout les clauses insérées, en périodes de dépréciation monétaire, dans les rapports intérieurs et les rapports or extérieurs et d'autres prétentions avec les étrangers qui ont soulevé beaucoup de difficultés.

Les circonstances étaient aussi différentes.

Tandis qu'en Allemagne la législation sur les devises (Verord 8 mai 1923 R. G. Bl. I 278 et 23 juin R. G. Bl. 507) proclamée en période d'inflation, a contribué à faire perdre l'habitude d'introduire ces clauses de sauvegarde et, de plus, les possesseurs d'obligations allemandes ont attribué peu d'importance à cette clause-or, en France, où la revalorisation n'a pas eu lieu, ces clauses de sauvegarde ont eu une grande importance pour le problème juridique. Comme nous l'avons exposé, un grand développement de la doctrine s'est produit sur cette question. Ce fut le même mouvement qui se posa en Allemagne sur le problème de la revalorisation.

Il faut signaler que, tandis que la position des tribunaux allemands était extrêmement individualiste, les tribunaux français ont combattu avec une grande énergie la subordination des intérêts particuliers à la loi du cours forcé. La jurisprudence française a annulé non seulement la clause-or dont elle était déjà fixée par son arrêt de 1873, mais aussi par toutes sortes de clauses, à l'exception de la clause d'échelle mobile qu'elle a admis avec la réserve précédemment indiquée.

En général, la jurisprudence française n'a pas dépassé non seulement les extrémités dans la doctrine mais aussi les prévisions du gouvernement français, lequel a déclaré la validité de paiement en blé et coupons de rentes françaises.

En annulant la clause dans les rapports intérieurs, ses décisions sont différentes dans les rapports internationaux où le débiteur français est obligé de payer la valeur-or en monnaie étrangère.

Au point de vue psychologique et économique, cette jurisprudence est facile à comprendre.

Quand la monnaie commence à se déprécier, les pouvoirs publics comme organes exécutifs et les tribunaux tâchent par tous les moyens de contribuer à l'acceptation de la monnaie nationale.

« La monnaie est une sorte de drapeau national » (Demogue : *Journal des Notaires*).

La lutte naît de la réputation de la monnaie. Les clauses qu'utilisent les particuliers à cette époque pour se prémunir contre la dépréciation de la monnaie sont considérées comme un moyen des particuliers d'éviter des malheurs nationaux au préjudice des autres. Pour cette raison, les jugements des tribunaux sont défavorables.

En ce qui concerne les relations extérieures, ils sont obligés de les adopter parce qu'autrement on ne pourrait pas obtenir de l'étranger les marchandises et le crédit.

Tandis qu'en Allemagne, pendant la période de la dépréciation, c'était le législateur qui était obligé de céder aux nécessités de l'économie nationale.

En France, ce sont les tribunaux dans le domaine des clauses-or, comme en Allemagne dans celui de la revalorisation, qui sont au service de la politique économique.

En prenant en considération qu'il n'y avait pas de loi pour ces décisions des tribunaux France (clause) Allemagne (revalorisation) les décisions sont insuffisamment motivées.

Toutes ces décisions sont fondées sur les dispositions de la loi du 12 août 1870 et 5 août 1914 sur l'obligation d'accepter le papier-monnaie sous le régime du cours forcé et la considération que ces clauses sont contraires à l'ordre public.

**

En soumettant à un examen critique cette jurisprudence, il nous semble douteux si la clause or est aussi inconciliable avec le cours forcé, qu'on puisse invoquer que le créancier n'est pas obligé d'effectuer son paiement en or. Car si l'or disparaît de la circulation, on peut en trouver qu'avec des dépenses extraordinaires ou en contravention avec les dispositions légales en payant un agio. Mais rien ne s'oppose à ce que le débiteur qui ne peut livrer un lingot n'en paye la valeur or. Parmi les décisions des tribunaux français en général hostiles à la clause or, on peut pourtant relever quelques décisions qui lui sont favorables. (App. Paris 11 juillet 1925) Rev. dr. Bancaire 1925 472 Tr. Civ. de la Seine 4 novembre 1925 *Jour. dr. inter.* 1926 659).

Donc, en acceptant les clauses de valeur or et garanties de change, on pourrait aider beaucoup le créancier. Comme nous l'avons mentionné, un grand nombre d'auteurs français sont partisans de ces clauses, d'autre part la vie même a renversé les fausses théories. Les tribunaux étaient dans une situation pénible.

Si la clause est nulle, le contrat est nul aussi. Le créancier attribue une grande importance à obtenir la somme entière de préférence à une partie. Dans un grand nombre de contrats ruraux était incluse une clause consentie de bonne foi par les co-contractants.

Sous l'influence de ces circonstances les tribunaux ont déclaré pour ce cas particulier que, en dépit de la nullité de la clause en question, le contrat était valable, les autres tribunaux ont déclaré la clause comme non écrite.

(Tr. Civ. Melun 5 novembre 1926 *Dalloz H.* 1926 59 Répertoire universel 1927).

Pour laisser subsister la clause dans les paiements internationaux, la théorie que le cours forcé est seulement valable en France était très commode.

M. Demogue laisse la possibilité de profiter du cours forcé aux créanciers habitant en France (*Journal des Notaires*).

La Cour d'Appel de Paris n'est pas du même avis ; elle a déclaré nulle, une clause insérée dans un contrat, passé entre une Compagnie d'assurance italienne et des époux français parce que le paiement devait avoir lieu en France (J. Dr. In. 1927 29. Tr. Civ. de la Seine (6 avril 1927) *Gaz. Pal.* 1927 I 780).

Cette théorie était assez vague, étant donné que dans les dettes de la monnaie, le lieu de paiement a une importance assez faible (au point de vue du droit), parce que les contractants sont libres de le choisir tandis que les dispositions qui déclarent la nullité sont d'ordre public.

L'arrêté ministériel a choisi un autre chemin : les clauses de paiement en or peuvent être valables si le contrat conduit finalement à un paiement flux et reflux (Nogaro Rev. Tr. dr. civ. 1925 23 ; Capitant *Dalloz Heb.*, 1926 337 ; Picard *Jour. Dr. int.* 1927 341).

Cette opinion exprimée par M. Nogaro et adoptée par MM. Capitant et Picard est dominante. Le critérium dont il s'agit c'est une circonstance purement économique laquelle est très difficile à saisir et qui est en dehors des contrats ; elle provoque des résultats insuffisants pour les créanciers étrangers qui veulent pour une certaine raison obtenir le paiement à l'intérieur de leur pays.

D'autre part, l'arrêté ministériel n'est pas conséquent, parce qu'il veut considérer les prétentions, qui dérivent de la vente ou location des immeubles situés en France pour toujours comme transactions intérieures (D. H. 1927 33).

La base théorique de pays à pays et cette exception ne sont pas compatibles.

La condamnation des clauses était la conséquence d'un nominalisme absolu. Lors de la stabilisation, les clauses d'après la jurisprudence retrouvent leur validité. Nonobstant les espoirs de certains revalorisateurs qui considèrent que la jurisprudence ne pourrait, *de plano*, permettre l'exécution des créances contractées sous l'empire de l'ancien étalon avec la nouvelle monnaie prise pour sa valeur nominale ; la jurisprudence est toujours restée hostile.

Quel intérêt y a-t-il maintenant à stipuler ces clauses en paiement ? si la jurisprudence française reste toujours aussi contraire. En temps normal, dans les rapports intérieurs la clause n'a pas d'utilité ; seulement, s'il survient une crise monétaire, et elle permettra de dégager que les contractants ont considéré cette clause comme essentielle, ils pourront résilier le contrat.

Les réflexions que comporte cette jurisprudence si contraire à l'équité et la souveraine intention des parties sont si graves que des pays de droit français n'ont pas suivi la jurisprudence française sur ce sujet. La Belgique, par son ordonnance qui proclamait le cours forcé, a déclaré la validité de la clause or.

App. Gent 25 janv. 1926 Sirey 1927 Tr. Bruxelles 25 juillet 1925 ; Tri. Civ. Vervins 20 janvier 1926 Sirey 1927 IV 2.

En Italie, la base législative est différente parce que l'art. 1882 du C. C. reconnaît expressément la validité de la dette en or ou en argent, au moins pour le cas où le créancier a donné de l'or ou de l'argent.

Nous considérons que la jurisprudence qui, au cours de l'inflation, statue sur les espèces particulières à une époque bien déterminée, peut dans chaque affaire tenir compte en même temps que de toutes autres circonstances de la dépré-

ciation monétaire à l'époque en question et son intervention se justifie pleinement, tant que le législateur ne peut décider une valorisation générale.

Comme dit M. Hubrecht : « Ce n'est pas parce qu'un devoir est difficile que l'on peut s'y soustraire. La justice doit être accomplie, même lorsqu'il en coûte ».

Vu : le Président,
CAPITANT.

Vu : le Doyen,
H. BARTHELEMY.

Vu et Permis d'Imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

INTRODUCTION

Allegemeines Preussisches Landrecht, Lieske.

AFTALION. — Cours de doctorat professé 1928-1929.

ARTHUIS (Jacques). — Le problème de la monnaie, Paris, Nouvelle Librairie Nationale.

ENNECERUS. — das Buergerliche Gesetzbuch.

GENY. — Science et technique en droit privé positif, 1924.

— La validité juridique de la clause payable en or, *Rev. trim. de droit civil*, 1926.

— Cours légal et cours forcé, *Rev. trim. de droit civil*.

— Rôle de l'Etat en matière de la monnaie et papier monnaie, *Mélanges Hauriou*, 1929.

HUBRECHT. — Stabilisation du franc et valorisation des créances, Strasbourg, 1928.

JEZE. — Cours de science de finances et de législation financière.

KNAPP. — Die Staatliche Theorie des Geldes.

NOGARO. — La clause payable en or. *Rev. trim. dr. civ.* 1925.

MISES. — Theorie des Geldes u. Umlaufsmittel, Muenchen.

SAVIGNY. — Droit des obligations. Tome III.

TERRIS (DE). — Les clauses de sauvegarde devant la doctrine et jurisprudence française, thèse.

Vergleichende Darstellung des Preussischen Landrechtes und B., Lieske.

VALOIS (Georges). — L'Etat, les finances et la monnaie, 1925.

PREMIERE PARTIE

ALLEMAGNE

- LEWINSOHN. — Histoire de l'inflation de déplacement de la richesse en Europe, Paris, Payot, 1926.
- SCHKAFF. — La dépréciation de la monnaie et ses effets en droit privé.
- SCHACHT. — Die Stabilisierung der Mark, Berlin. Staatistisches Reichsamt, Deutsches Wirtschaftsleben unter den nachwirkungen des Kriegeres.
- RIST. — Les finances de guerre d'Allemagne, Paris, *Bulletin financier d'Alsace-Lorraine*, 1925-1926.

LITHUANIE

- ASCHMIES. — Land und Leute in Litauen, Breslau 1911.
- GAIGALAT. — La Lithuanie, le territoire occupé.
- LEHNICH. — Wahrung und Wirtschaft in Estland, Litauen Lettland, 1923.
Das neue Litauen, Jahr, 1918.
Situation économique et financière de la Lithuanie au début de l'année 1923.
Vyriausybės Žiomas (*Journal officiel*).
- TEITELBERG. — Das Papierwesen in Raeterussland.

DEUXIEME PARTIE

- HENLE. — Mark gleich Mark, Giessen.
- GEILER. — Geldentwertung u. Privatrecht.
- KRUCKMANN. — Clausula rebus sic stantibus.
- NUSSBAUM. — Das Geld, 1928.
— Das Geld in der Prazis des deutschen und auslaendischen Rechtes, 1929.
- MUEGEL. — Das gesammte Aufwertungsrecht.
- OERTMANN. — Die Geschasftsgrundlage.
- ROTH. — Die Aufwertung.
— Die Geldentwertung als Problem der Rechtsfindung.
- ROSENFELDER. — Jehrings Jahrbuch.
- SOBERNHHEIM. — Die Geldentwertung als Gesetzgebungsproblem.

WAHLE. — Das valorisations problem des Privatrechtes, Berlin 1923.
WASILKOWSKY. — Contribution à l'aide de revalorisation dans le

DOCUMENTS DOMAINE DE DROIT PRIVÉ

Berliner Tageblatt.
Juristische Woche.
Reichsgesetzblatt.
Entscheidungen des Civilsenats fuer Privatsachen.

FRANCE

- BADHUIN. — La stabilisation monétaire en Belgique et ses conséquences.
- CAPITANT. — Les succédanés de la clause payable en or, *Chronique, Dalloz Hebdomadaire*, 1926.
- Les effets de la suppression du cours forcé sur les clauses, *Chronique Dal. Heb.*, 1928.
- Du sort du contrat contenant une clause annulée comme contraire aux lois sur le cours légal et le cours forcé du billet de banque, *Chronique Dalloz Hebdomadaire*, 1926.
- De la cause dans les obligations.
- COURTOIS (Gaston). — Le franc germinal an XI et les paiements internationaux (*Gaz. des Tribunaux* 1929).
- CHARAS (Georges). — La clause or devant la doctrine et la jurisprudence, thèse 1928.
- DOVIME (Georges). — La stabilisation. En quoi elle consiste et ses conséquences, 1928.
- DUBOIN. — La stabilisation du franc, 1927.
- ESMEIN. — Note au *Sirey*, 1927 I. 285.
- HUBRECHT (Georges). — Stabilisation du franc et revalorisation des créances. 1928. Thèse de Strasbourg.
- KEYNES. — La réforme monétaire en 1924.
- LACOUT (Georges). — Le retour à l'étalon-or en Angleterre.
- LACOMBE (Fernand). — Les conséquences de la stabilisation monétaire française au point de vue des finances publiques, Paris, Sagot, 1929.
- LALOU. — Effets sur les contrats de la nouvelle loi monétaire.

- MESTRE ET JAMES. — La clause or en droit français, étude juridique, 1926.
- MAURIN. — La loi monétaire et les contrats en francs or ou en monnaie étrangère. *Revue trimestrielle du droit civil*, 1928.
- MORIN. — La loi et le contrat, Paris 1928.
- NIBOYET. —
- PICARD. — La clause de paiement en or et les règlements internationaux, 1927. *Clunet*, p. 34.
- PERQUEL (Jules). — Les conséquences de la stabilisation.
- PIETRI (Franco). — La querelle du franc 1924-1925.
- PRUD'HOMME. — Les emprunts extérieurs devant la Cour de La Haye, *Journal dr. international privé*, 1929.
- De la règle le lieu du paiement détermine la monnaie du paiement. *Clunet* 1925, p. 865.
- ROUSSEAU (Henri). — Note au *Sirey* 1926. 2. 87.
- RIPERT. — La règle morale dans les obligations civiles.
- Cours doctorat professé 1929-1930.
- SAVATIER. — Notes au *Dalloz* 1926. 2 105, 1927 2 154.
- La stabilisation du franc et les clauses ayant tendu à remédier à l'instabilité de la monnaie (Semaine juridique 1928).
- STATI (M.). — Le standard juridique.
- TERRIS (DE). — Thèse. Les clauses de sauvegarde devant la doctrine et jurisprudence française.
- TAGOR. — Note *Clunet*, 1927.
- ZAKI. — L'imprévision en droit anglais.

Recueils et revues

Dalloz hebdomadaire.
Dalloz périodique.
Gazette du Palais.
Gazette des tribunaux.
Journal des Notaires.
Journal de droit international privé.
Recueil gazette des Tribunaux.
Sirey, lois et arrêts.
Revue trimestrielle du droit civil.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.

INTRODUCTION. — Notions générales sur les monnaies, leur affaiblissement ou dépréciation	1
Section I. — <i>Théories monétaires et mécanisme de la dépréciation du billet de banque</i> ..	1
A. — Création des faux effets de commerce.	6
B. — L'inflation judiciaire	7
Section II. — <i>Objet de l'obligation</i>	10
A. — En quoi consiste le véritable objet d'une dette de somme d'argent	10
B. — Intérêt que présente cette question au moment de changement du système monétaire	11
Théorie de Savigny	13
C. — La dépréciation du rouble russe et la possibilité de condamner le débiteur à payer une certaine somme, si on se place au jour de la conclusion du con- trat	20
Section III. — <i>Le droit prussien général</i>	28
Les décisions de Landrecht pour le cas où dans l'intervalle entre la naissance de l'obli- gation et son paiement, il surviendrait des changements dans le système monétaire. — Le G. B. G.	29

Section IV. — <i>Le droit français — Article 1895</i>	37
Section V. — <i>Rôle de l'Etat en matière de la monnaie.</i>	42
A. — Abus du pouvoir étatique	44
B. — Protestation contre ces abus	46
C. — La mesure du juste objectif pour limiter l'action d'Etat	50
D. — Nécessité de l'élaboration d'un statut monétaire	52
PREMIERE PARTIE	
La stabilisation du mark allemand	53
A. — <i>Les causes qui ont provoqué la dépréciation de la monnaie allemande</i>	53
L'omission d'impositions plus fortes	57
Blocus de guerre	57
L'économie réglementée	57
Monnaie de nécessité	59
Ultimatum de Londres	62
L'occupation de la Rhur	63
La spéculation étrangère	64
B. — L'émission du Rentenmark	67
C. — L'ordonnance fiscale. — La loi du 16 juillet 1925, — Loi de revalorisation	76
Valorisation des dettes hypothécaires et des obligations industrielles allemandes	80
Résumé des dispositions légales concernant la valorisation des hypothèques, obligations industrielles et autres droits réels	81
APPENDICE. — Histoire de la monnaie lithuanienne	84
Emission d'Oberost rouble et mark, par l'Al- lemagne, dans la Lithuanie occupée	84
Le rôle qu'a joué cette monnaie au moment de l'indépendance de la Lithuanie	86

A. — Des problèmes de la monnaie lithuanienne.	91
La Lithuanie indépendante n'émet pas de monnaie. — Les causes	94
B. — Le problème de la monnaie indépendante en Lithuanie	96
1° L'économie forcée introduite par les Allemands	97
2° Les négociations en vue d'obtenir un emprunt.	99
3° L'échec de ces négociations	99
4° La politique commerciale lithuanienne	100
5° La chute du mark et les pertes subies par la Lithuanie	104
La stabilisation de la monnaie. — Introduction du Litas	105
Loi du 4 juillet 1926	106

DEUXIEME PARTIE

La revalorisation en Allemagne et la stabilisation du franc français	109
--	-----

CHAPITRE I. — Des problèmes soulevés par la dépréciation monétaire en Allemagne dans le domaine du droit privé	109
A. — Des opinions sur la possibilité du Code civil allemand de résoudre ce problème	110
1° Théorie de Kurswerth et son intérêt	110
2° Théorie d'équivalence	111
3° <i>Clausula rebus sic stantibus</i>	112
B. — Critique de ces théories	113
Le sentiment d'équité. — Possibilité de tenir compte de la dépréciation monétaire.	114
Sa fonction en période normale et période extraordinaire	115

Section I. — <i>Le fondement juridique de la revalorisation</i>	118
A. — Théorie d'imprévision et son insuffisance	119
B. — Jurisprudence des années 1915-1919 fondée sur cette théorie (Oertmann Kruckmann)	119
C. — L'enrichissement sans cause	125
D. — Point de départ de la jurisprudence allemande. — Décision de la Cour de Darmstadt	126
Section II. — <i>Cours forcé du papier monnaie d'après sa valeur nominale</i>	128
A. — Article 242	129
B. — Théories de la revalorisation : Roth et Oertmann. — Mügel	129
Section III. — <i>Fondement de la revalorisation.</i> — Question de droit ou de fait	132
CHAPITRE II. — Les contrats synallagmatiques qui ne sont pas encore exécutés par les parties contractantes	133
Prétentions unilatérales de sommes d'argent	138
Cession de créance et cession de dette	141
Sous quelles conditions le débiteur d'une somme d'argent est-il considéré en retard ?	144
Retard du débiteur d'une chose	144
CHAPITRE III. — Extinction de la prétention de la revalorisation	145
A. — Paiement de la somme nominale seulement, paiement partiel	146
B. — L'imputation des sommes payées	147
L'exclusion de la revalorisation	149
La renonciation à la revalorisation	151

CHAPITRE IV. — Les contrats synallagmatiques en général ..	152
A. — Des contrats de vente et de livraison	156
B. — Des contrats exécutés par le vendeur	157
C. — Vente des immeubles	158
D. — Bail à ferme	159
E. — Bail à loyer	160
F. — Contrat de Société	161
G. — Contrat d'Assurance	162
H. — Offre de contrat.	164
I. — Expropriation	165
J. — Prêt hypothécaire	166
K. — Clause de paiement en or et monnaies étrangères	167
L. — Le billet à ordre. — Le chèque	170
M. — Dépôt de monnaie	171
N. — Restitution des déboursés	174
O. — Rentes d'entretien	175
P. — Droit successoral	176
APPENDICE	178
Quelques arrêts récents	178
Emprunt à la Société Wintershall	178
Revalorisation des prétentions contre les Compagnies d'Assurance (Victoria) et New-York Life	179

STABILISATION DU FRANC

La loi du 26 juin 1928	181
Diverses théories concernant la validité de la clause or et la jurisprudence	184
Clauses d'échelle mobile	194
La doctrine et la jurisprudence sur la validité de la clause en monnaie étrangère	194

L'influence de la loi du 25 juin 1928 sur ces clauses	205
Brèche faite par cette loi sur les paiements internationaux.	206
Diverses théories sur la notion de paiement international ..	207
La jurisprudence en ce domaine	207
Contrats d'assurance sur la vie	215
Les emprunts extérieurs devant la Cour de La Haye (Serbie et Brésil)	220
Les emprunts extérieurs devant les Tribunaux français	232
CONCLUSIONS	241
BIBLIOGRAPHIE	249

Imprimerie du Montparnasse
47, rue de la Galté — Paris
